

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

**AFFAIRE RELATIVE AUX ACTIVITÉS ARMÉES  
SUR LE TERRITOIRE DU CONGO  
(RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO c. BURUNDI)**

**LIVRE BLANC**

(Tomes I et II)

Annexé à la requête introductive d'instance  
du Gouvernement de la République démocratique du Congo  
enregistrée au Greffe de la Cour le 23 juin 1999

---

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

**CASE CONCERNING ARMED ACTIVITIES ON THE TERRITORY  
OF THE CONGO  
(DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO v. BURUNDI)**

**WHITE PAPER**

(Vols. I and II)

Annexed to the Application instituting proceedings  
of the Government of the Democratic Republic of the Congo  
filed in the Registry of the Court on 23 June 1999



**AVERTISSEMENT CONCERNANT LA REPRODUCTION  
DU LIVRE BLANC PAR LE GREFFE DE LA COUR**

Les documents qui suivent, qu'il s'agisse du Livre blanc, déposé au Greffe en deux tomes en français, ou de sa traduction en anglais établie par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, ont été photographiés d'après les pièces originales telles qu'elles sont parvenues au Greffe. Pour des raisons techniques, le format des pages a dû être réduit, mais seuls quelques changements mineurs de présentation sont intervenus.

A l'exception de la carte de la page 42 (page 184 dans la traduction anglaise) toutes les cartes ou photographies, même si elles avaient été présentées en couleurs, ont été reproduites en noir et blanc.

Le présent fascicule comporte la pagination continue habituelle et, chaque fois que cela s'est avéré nécessaire, une pagination entre crochets placée sur le bord intérieur des pages. Dans les documents en français, cette dernière indique la pagination originale de la pièce reproduite, à laquelle il faudra se reporter en cas de renvoi mentionné dans ces documents. Dans la traduction en anglais, la pagination continue est accompagnée des folios que portaient les pages photographiées et c'est à ces derniers qu'il faudra se reporter pour tout renvoi à l'intérieur des documents concernés. Dans cette traduction, les chiffres entre crochets indiquent la pagination continue des pièces en français qui précèdent et renvoient ainsi au texte de l'original.

Ni la présentation, ni la typographie, ni la qualité de la reproduction ne sauraient être utilisées aux fins de l'interprétation par la Cour ou par le Greffe des textes reproduits.

---

**NOTE CONCERNING THE REPRODUCTION  
OF THE WHITE PAPER BY THE REGISTRY OF THE COURT**

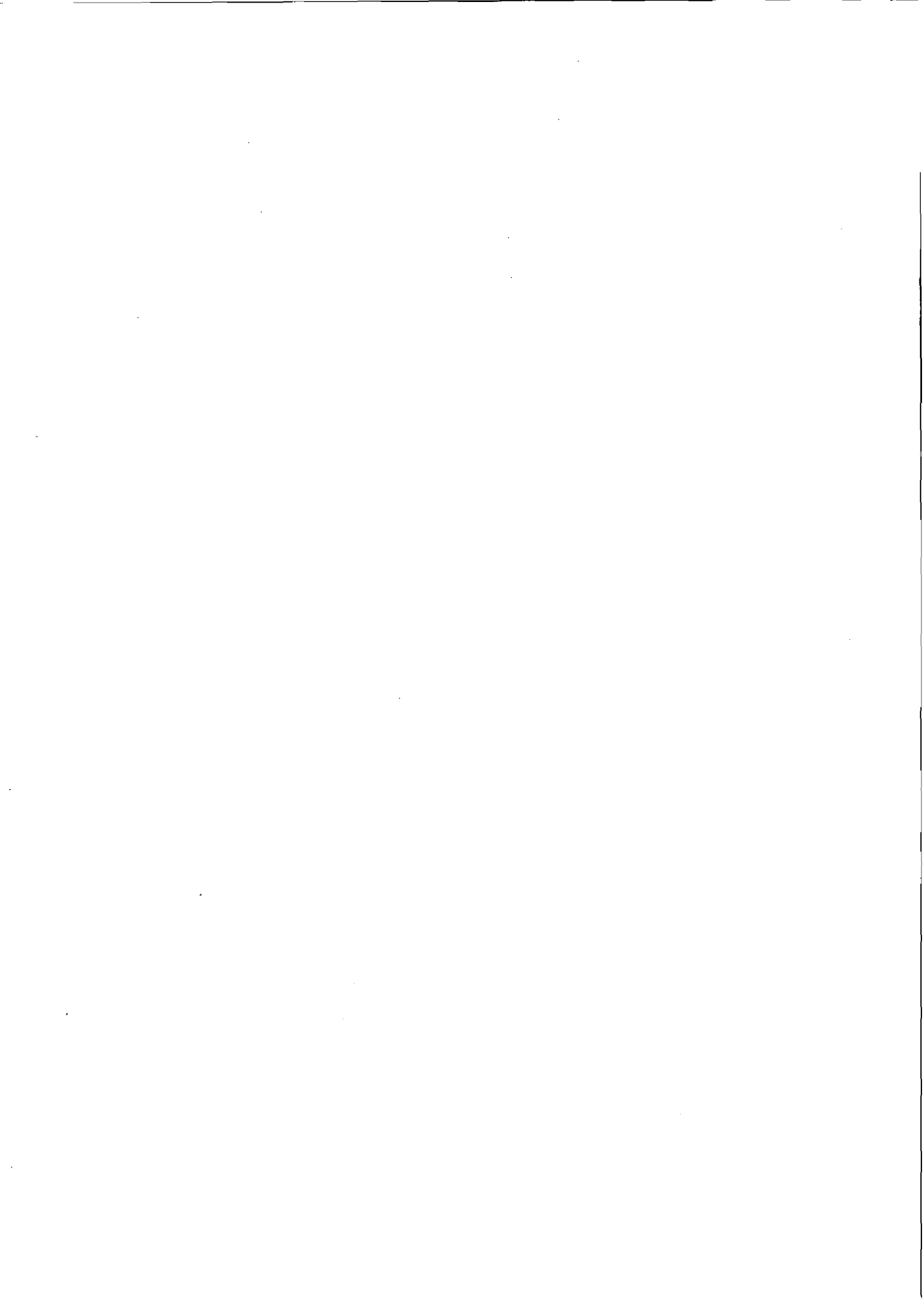
The following documents, namely the White Paper, deposited in the Registry in two volumes in French, and the translation into English by the United Nations Secretariat, have been photographed from the originals supplied to the Registry. For technical reasons, the page format has been reduced; otherwise only some minor presentational changes have been made.

With the exception of the map on page 42 (page 184 of the English translation), all maps and photographs, even those submitted in colour, have been reproduced in black and white.

The present fascicle bears the usual continuous pagination and, where considered necessary, a further pagination within square brackets on the inner margin of the page. In the documents in French, the latter indicates the original pagination of the document reproduced, to which it may be necessary to refer to in cross-references in these documents. In the case of the English translation, the continuous pagination is accompanied by the folio numbers of the photographed pages and it is to these that one should refer for all cross-references in the body of the documents concerned. In the translation, the figures within square brackets indicate the continuous pagination of the preceding documents in French and thus refer to the text of the original.

Neither the presentation, nor the typography, nor the quality of reproduction should be regarded as an interpretation by the Court or the Registry of the texts reproduced.

---



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DES DROITS HUMAINS  
CABINET DU MINISTRE

# LIVRE BLANC

**SUR LES VIOLATIONS MASSIVES  
DES DROITS DE L'HOMME ET  
DES REGLES DE BASE DU DROIT  
INTERNATIONAL HUMANITAIRE**

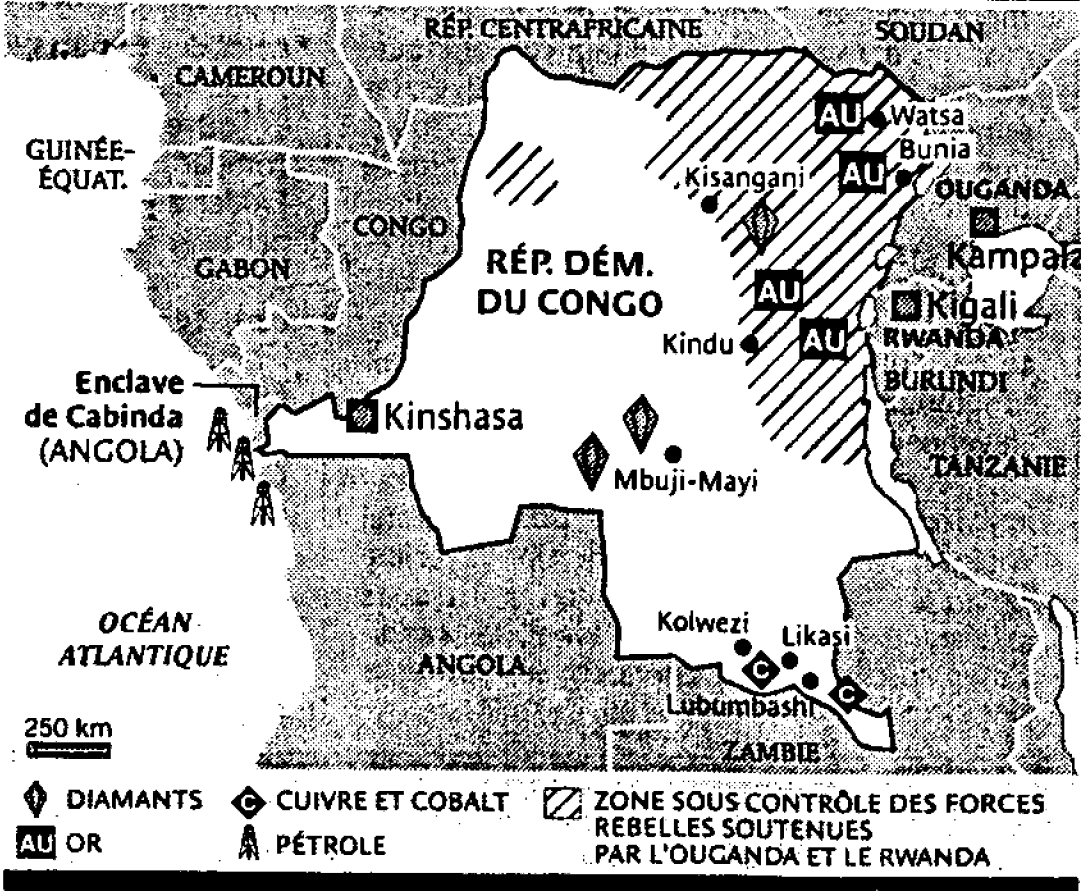
PAR

**LES PAYS AGRESSEURS  
(Ouganda, Rwanda, Burundi)  
A L'EST DE LA REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO**

*Couvrant la période  
du 02 Août 1998 au 05 Novembre 1998*

*Kinshasa, Décembre 1998*

## Des ressources minières sous-exploitées et largement pillées



Source : in le MONDE du 13 / 01 / 99

**TABLE DES MATIERES**

<b>Présentation</b>	1
<i>I. L'origine et l'évolution du conflit</i>	2
<i>II. Les engagements internationaux de la République Démocratique du Congo et des pays agresseurs</i>	4
<i>III. Les violations graves du droit international</i>	6
<i>IV. Les violations massives des règles de base du droit international humanitaire</i>	7
<i>V. Les violations massives des droits de l'homme</i>	8
<i>VI. Le prétendu génocide à l'endroit des Tutsi</i>	8
<i>VII. Présentation du tableau synoptique de graves violations des droits de l'homme dans les Provinces orientales</i>	10
<i>VIII. Perspectives d'avenir</i>	11
<b>Tableau synoptique sur les violations massives des Droits de l'homme à l'Est de la République Démocratique du Congo</b>	17
<b>Déclaration du Conseil de l'Apostolat des Laïcs Catholiques du Congo (CALCC) face aux massacres en République Démocratique du Congo, notamment à l'Est du pays</b>	33

**REMERCIEMENTS**

*Le Ministère des Droits Humains, à travers ma personne, remercie très sincèrement les organisations nationales des droits de l'homme et les personnalités civiles congolaises qui, au risque de leurs vies, n'ont cessé de lui transmettre les différentes informations sur les violations graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire dans les Provinces orientales, contribuant ainsi à l'élaboration de ce livre blanc.*

*Leur comportement patriotique prouve à suffisance que le peuple congolais ne reculera pas devant les agresseurs.*

*Qu'ils trouvent ici l'expression de notre reconnaissance.*

**Léonard SHE OKITUNDU**

*Ministre des Droits Humains*



## PRESENTATION.

01. A l'orée de l'année 1999, la République Démocratique du Congo, à travers le Ministère des Droits Humains, présente ce livre blanc à l'opinion tant nationale qu'internationale sur les violations massives des droits de l'homme et des règles de base du droit international humanitaire par les agresseurs dans les Provinces orientales, du 02 août au 05 novembre 1998.
02. Le 10 décembre courant, la Communauté internationale a célébré le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée en 1948 par l'Assemblée générale des Nations Unies, au sortir de la Deuxième Guerre mondiale.
03. Le peuple congolais, comme beaucoup d'autres peuples dans le monde, aspire à la paix, au développement, à la coopération internationale et à la coexistence pacifique entre les Nations. Ces idéaux sont contenus dans la Charte des Nations Unies et sont censés régenter les relations entre tous les Peuples des Nations Unies.
04. La Charte des Nations Unies (1) et la Charte internationale des droits de l'homme (2) reconnaissent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit fondamental, matriciel des droits de l'homme n'est plus totalement exercé par le peuple congolais depuis le début de la guerre d'agression dont il fait l'objet de la part du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi.
05. Cette agression, perpétrée par trois membres des Nations Unies et de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) à l'endroit d'un autre membre, constitue une sérieuse menace à la paix et à la sécurité dans la région d'Afrique Centrale en général, et particulièrement dans la région des Grands Lacs.
06. La République Démocratique du Congo est d'avis que la violation de sa souveraineté et de son intégrité territoriale, ainsi que les violations graves des droits fondamentaux des Congolais et des règles élémentaires du Droit international humanitaire par les pays agresseurs dans les zones de conflits, doivent interpeller la Communauté internationale à travers le Conseil de sécurité des Nations Unies ; tant il est vrai que le Conseil détient la responsabilité principale en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales au regard de la Charte (3).

---

(1) Voir l'article 1, paragraphe 2.

(2) Voir l'article 1<sup>er</sup> commun aux Pactes internationaux du 16 décembre 1966 relatifs aux droits civils et politiques ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels.

(3) Voir l'article 24, paragraphe 1, et le chapitre VII de la Charte. Voir également COMBACAU Jean, Le pouvoir de sanction de l'ONU. Etude théorique de la coercition non militaire, Paris, Pedone, 1974, pp. 144-145 ; DEGNI-SEGUI René, « Article 24 : Fonctions et Pouvoirs », in : COT Jean-Pierre ; PELLET Alain (éd.), La Charte des Nations Unies. Commentaire article par article, Paris, Economica, 1985, pp. 451-469.

07. Dans cette présentation du livre blanc, les points ci-après seront abordés : l'origine et l'évolution du conflit (I), les engagements internationaux de la République Démocratique du Congo et des pays agresseurs (II), les violations des agresseurs au regard du droit international général (III), les violations massives des règles de base du Droit international humanitaire (IV), les violations massives des droits de l'homme (V), le prétendu génocide à l'endroit des Tutsi (VI), la présentation du tableau synoptique de violations des droits de l'homme dans les Provinces orientales (VII) et les perspectives d'avenir (VIII).

## **I. L'ORIGINE ET L'EVOLUTION DU CONFLIT**

08. L'afflux massif des réfugiés Hutu rwandais dans les Provinces orientales du Congo, en 1994, consécutif à la prise de pouvoir par les Tutsi à Kigali, a davantage exacerbé le problème de sécurité à la frontière commune entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda. Les actions de la rébellion ougandaise (« Armée du Seigneur ») aux abords de la frontière congolo-ougandaise est également un facteur d'instabilité dans la région des Grands Lacs.
09. Au cours de la guerre de libération (1996-1997), qui avait pour but de mettre fin à la dictature de MOBUTU, en redonnant au peuple congolais sa dignité tant bafouée et en instaurant un Etat de droit respectueux des droits de l'homme et des libertés fondamentales, l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (AFDL) avait accepté l'assistance militaire et logistique de plusieurs pays amis, dont le Rwanda et l'Ouganda.
10. Ces deux pays devraient tirer profit de cette assistance par le fait que la guerre de libération avait pour conséquence incidente l'éloignement de leurs frontières des tensions qui mettaient en péril leur sécurité, notamment la mise hors d'état de nuire des éléments des ex-Forces Armées Rwandaises (FAR), des éléments Hutu rebelles (Interhamwe) et des combattants de l'« Armée du Seigneur ».
11. En juillet 1998, suite à un complot fomenté par la coalition ougando-rwandaise, en vue de l'assassinat du Président de la République Démocratique du Congo, LAURENT-DESIRE KABILA, respectivement du renversement du Gouvernement de Salut Public, Son Excellence M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA, Commandant Suprême des Forces Armées Congolaises (FAC), a pris la décision souveraine de mettre fin à la présence militaire étrangère au sein des FAC. Les soldats rwandais et ougandais étaient concernés par cette mesure. Le 29 juillet 1998, le Chef de l'Etat a prononcé, à l'intention de la hiérarchie militaire, une adresse dans laquelle il a longuement expliqué le bien-fondé de sa décision. A cette occasion, il a préconisé une nouvelle coopération entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda et a tracé les grandes lignes de la réforme de l'armée afin de la rendre plus professionnelle et plus républicaine.
12. Cette décision souveraine du Gouvernement congolais a constitué, pour la coalition ougando-rwandaise et leurs alliés, le détonateur déclenchant le conflit armé contre la République Démocratique du Congo. Par la suite, l'Ouganda et le Rwanda ont justifié la présence de leurs troupes sur le territoire congolais sous le prétexte fallacieux de « garantir leur sécurité » le long des frontières communes avec la République Démocratique du Congo.

13. Les 02 et 03 août 1998, des colonnes constituées de plusieurs camions de l'armée rwandaise, chargés des militaires lourdement armés, ont violé les frontières orientales congolaises pour investir les villes de Goma et de Bukavu.
14. Dans le même temps que se déroulaient ces événements à l'Est du pays, à Kinshasa, un millier de soldats rwandais et ougandais qui s'étaient soustraits à l'opération de rapatriement, appuyés par des éléments dits Banyamulenge, ont pris d'assaut les camps militaires TSHATSHI et KOKOLO.
15. A Kisangani, toujours dans cette nuit de dimanche 02 à lundi 03 août 1998, un autre groupe de militaires rwandais, qui attendait le rapatriement pour Kigali, a ouvert le feu sur la garnison de la ville.
16. Le mardi 04 août 1998, trois avions Boeing, des Compagnies congolaises (Congo Airlines, Lignes Aériennes Congolaises et Blues Airlines), ont été détournés au départ de Goma (Nord Kivu) pour atterrir à la base militaire de Kitona (Bas-Congo) avec 600 à 800 militaires rwandais. Monsieur James KABAREHE, sujet rwandais ayant assumé jusqu'en juillet 1998 les fonctions de Chef d'Etat-Major ad intérim des Forces Armées Congolaises, était l'instigateur principal de cette opération. Les buts visés étaient multiples, notamment :
  - 1) obtenir le ralliement des éléments congolais en formation à Kitona ;
  - 2) asphyxier Kinshasa en s'emparant des ports maritimes de Banana, de Boma et de Matadi. La voie fluviale du Sud-Ouest est vitale pour l'approvisionnement de la capitale en produits de première nécessité et en produits pétroliers ;
  - 3) investir le barrage hydroélectrique d'Inga qui assure la fourniture en énergie électrique de la Province du Bas-Congo, de la ville de Kinshasa et des exploitations minières de Katanga, ainsi que de plusieurs autres pays de l'Afrique Centrale et Australe ;
  - 4) s'emparer de Kinshasa, par le Bas-Congo, pour renverser le Gouvernement de Salut Public et assassiner le Président LAURENT-DESIRE KABILA, en vue d'y installer un régime Tutsi ou d'obédience Tutsi ; etc.
17. Le dimanche 09 août 1998, deux colonnes des soldats ougandais ont violé l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo. La première colonne était composée de 3 blindés et de 7 camions K.V., la seconde comprenait 7 auto-blindés. Localisés entre Kamango et Watsa, ces troupes ougandaises se dirigeaient vers Bunia, dans la Province orientale.
18. De plus, toujours le 09 août 1998, à 11 heures (9 heures GMT), un gros porteur de l'armée ougandaise a atterri à NEBBI, District ougandais, très proche de KAROBO, à plus ou moins 20 Km de MAHAGI, en territoire congolais. Cet avion a déposé un lot important d'armes et de munitions. Celles-ci ont été distribuées aux garnisons de FAHIDI, de HURUTI, de MBO et de MEE, dans le but de servir de forces d'appui à la coalition ougando-rwandaise au Congo.
19. Telle est l'origine de la guerre d'agression contre la République Démocratique du Congo. Depuis lors, le conflit a pris des dimensions importantes et inquiétantes en ce sens que les zones de conflits se sont étendues à six Provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Province Orientale, Katanga, Equateur).

De plus, les agresseurs se livrent à des violations graves des droits fondamentaux des congolais et des règles élémentaires du Droit international humanitaire. Ils se livrent également à des actes de pillage des biens, des ressources du sol et du sous-sol, des ressources de la faune (spécialement les espèces animales protégées : éléphants, okapis, gorilles, rhinocéros blancs...), etc.

20. Ils accomplissent leur sale besogne à l'abri de témoins. Les organisations humanitaires internationales (HCR, UNICEF, OMS, Médecins Sans Frontières...) ont été chassées des zones de conflits, en les faisant transiter obligatoirement par Kigali pour une fouille systématique moyennant une escorte militaire empêchant toute collecte d'informations sur les massacres et pillages. C'était sans compter avec le nationalisme des Congolais. Ce livre blanc en est la preuve tangible. Quel que soit le prix à payer, le peuple congolais ne reculera pas devant les agresseurs.

## **II. LES ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX DE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO ET DES PAYS AGRESSEURS.**

21. Tant la République Démocratique du Congo que le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda sont des Etats membres de l'ONU et de l'OUA. Ils ont l'obligation de respecter les engagements découlant de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'OUA, à savoir le non recours à la force, le règlement pacifique des différends, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats, la non-ingérence dans les affaires internes des Etats, le respect des frontières héritées de la colonisation...
22. La République Démocratique du Congo est partie aux quatre Conventions de Genève du 12 août 1949 (4) et au Protocole additionnel I du 08 juin 1977, relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux. Le Burundi, l'Ouganda et le Rwanda sont parties aux quatre Conventions de Genève et à leurs Protocoles additionnels de 1977 (5).
23. La République Démocratique du Congo a souscrit à l'esprit et à la lettre de la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948. Le Burundi, la République Démocratique du Congo et le Rwanda sont parties aux deux Pactes du 16 décembre 1966 relatifs aux droits civils et politiques ainsi qu'aux droits économiques, sociaux et culturels. L'Ouganda n'est pas partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (6).
24. Contrairement aux autres principes et règles du droit international, ceux relevant du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme doivent être observés par les parties belligérantes sans en exiger la réciprocité.

(4) Les quatre Conventions de Genève de 1949 portent respectivement sur : l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne (I<sup>ère</sup> Convention) ; l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer (II<sup>ème</sup> Convention) ; le traitement des prisonniers de guerre (III<sup>ème</sup> Convention) ; la protection des personnes civiles en temps de guerre (IV<sup>ème</sup> Convention).

(5) Le deuxième Protocole additionnel est relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux. Voir Revue internationale de la Croix-Rouge, n° 829, mars 1998, pp. 192-195.

(6) Voir United Nations, Human Rights, International Instruments : Chart of Ratifications as at 30 June 1994, New York/Geneva, 1994, pp. 2-10.

25. En ce temps de guerre, les principes et règles de base du droit international humanitaire sont opposables tant à la République Démocratique du Congo qu'aux pays agresseurs, au titre de droit conventionnel ou de droit coutumier. C'est le cas de la distinction des combattants d'avec les non combattants, de la protection des personnes vulnérables (enfants, femmes et vieillards), de la protection des biens civils, de l'interdiction des armes de destruction massive (armes chimiques, biologiques ou bactériologiques), etc.
26. Ayant une haute idée de nos engagements internationaux dans le domaine humanitaire, les autorités militaires compétentes au premier rang desquelles, le Président LAURENT-DESIRE KABILA, donnent régulièrement aux troupes engagées sur le terrain des instructions d'usage concernant la conduite des hostilités.
27. Sur instruction du Chef de l'Etat, le Ministre de la Justice et le Ministre des Droits Humains ont adopté une note conjointe, le 28 septembre 1998, indiquant au Comité International de la Croix-Rouge (CICR) les conditions d'accès aux combattants et autres personnes capturées ainsi qu'aux détenus de guerre. Le CICR s'est déjà mis à l'ouvrage en appliquant ses critères de visite et d'audition (notamment l'entretien sans témoin). Il y a une volonté de transparence de notre part.
28. Vu l'urgence et la nécessité, le Gouvernement de Salut Public a mis sur pied, en date du 12 août 1998, une Commission Interdépartementale pour les Questions Humanitaires. Plusieurs actions sont à mettre à l'actif de la Commission (protection des personnes vulnérables, facilités de départ à l'étranger, gestion quotidienne de plusieurs questions humanitaires...).
29. Sans exiger une quelconque réciprocité, plusieurs démarches ont été menées auprès du CICR afin qu'il use de son pouvoir de Puissance protectrice en faveur de nos compatriotes qui subissent les affres de la guerre d'agression dans les Provinces orientales.
30. La haute idée que nous avons du respect des engagements internationaux de la République conformément aux dispositions constitutionnelles consacrant la suprématie des traités internationaux dans la hiérarchie des normes (7) ne saurait nous laisser inertes face aux violations du droit international humanitaire dont nos compatriotes sont lâchement et sauvagement l'objet dans les zones occupées par les agresseurs.
31. C'est ainsi que même si la République Démocratique du Congo ne subordonne pas l'exécution de ses obligations internationales à l'exigence de réciprocité à l'endroit de l'Ouganda, du Rwanda et du Burundi, trois pays agresseurs parties au même titre que la République Démocratique du Congo aux Conventions relatives au droit international humanitaire, elle ne saurait s'abstenir de forcer les Nations Unies (Conseil de sécurité), les organisations régionales telle l'Union Européenne et l'OUA ainsi que tous les pays ou les ONG, de faire pression sur ces pays afin de les amener à se conformer à leurs engagements. Faute de quoi, on ne le dira jamais assez, le peuple congolais finira par se poser de sérieuses questions sur l'efficacité, voire l'efficience, la raison d'être du droit international, avec le risque de revenir au principe de la réciprocité comme condition préalable du respect des normes internationales.

(7) L'article 27 de la Convention de Vienne sur le droit des traités du 23 mai 1969 consacre la primauté du droit international sur le droit interne. Il prévoit qu'« une partie ne peut invoquer les dispositions de son droit interne comme justifiant la non-exécution d'un traité ».

### III. LES VIOLATIONS GRAVES DU DROIT INTERNATIONAL

32. Il est clair que l'agression dont est victime la République Démocratique du Congo est l'œuvre de la coalition Rwando-ougando-burundaise. Ce que l'on tente de faire accrédi-ter comme une « insurrection banyamulenge » ou une « rébellion des sujets congolais » contre le Gouvernement de Salut Public n'est plus ni moins qu'un grossier habillage pour masquer l'entreprise déstabilisatrice des agresseurs, dont les visées irrédentistes et hégémoniques sur le territoire congolais ne sont plus à démontrer.
33. Les violations des pays agresseurs sont éloquentes au regard du droit international : acte d'agression, violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat membre des Nations Unies et de l'OUA, violations des règles et principes de base du droit international humanitaire, violations massives des droits fondamentaux des Congolais ...
34. L'agression contre la République Démocratique du Congo foule aux pieds les principes fondamentaux qui régissent les relations entre les Etats au regard de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'OUA.
35. L'entrée des troupes rwandaises, ougandaises et burundaises sur le territoire congolais constitue un acte d'agression au regard de l'article premier de la Résolution 3314 de l'Assemblée générale des Nations Unies, du 14 décembre 1974, portant « Définition de l'agression », et de la jurisprudence de la Cour internationale de Justice (8). L'article premier de cette résolution énonce que « l'agression est l'emploi de la force armée par un Etat contre la souveraineté, l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique d'un autre Etat ou de toute autre manière incompatible avec la Charte des Nations Unies... ».
36. Cet acte comporte plusieurs aspects dont les plus significatifs sont : l'emploi de la force armée en violation flagrante de la Charte des Nations Unies, la violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat membre des Nations Unies, la violation du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, les actes de pillage et de destruction ainsi que la spoliation des richesses nationales, etc.
37. L'acte d'agression est contraire à la politique de bon voisinage que prône la Charte des Nations Unies (9). Le Gouvernement congolais tient à rappeler à la Communauté internationale que la politique de bon voisinage est l'un des principes directeurs de sa politique étrangère.
38. En attaquant militairement la République Démocratique du Congo, les pays agresseurs ont violé les principes du non recours à la force dans les relations internationales, du règlement pacifique des différends et de l'exigence d'établir des relations amicales (10).

(8) Cf. l'affaire des Activités militaires et paramilitaires au Nicaragua et contre celui-ci (Nicaragua c. Etats-Unis d'Amérique), fond. arrêt. C.I.J., Recueil 1986, p. 14.

(9) Voir le préambule de la Charte.

(10) Voir l'article 1, paragraphe 2, et l'article 2, paragraphe 4, de la Charte. Voir également la Résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale, du 24 octobre 1970, portant « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies ».

39. La violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi contrevient au prescrit de l'article 2, paragraphe 4, de la Charte des Nations Unies.

**IV. LES VIOLATIONS MASSIVES DES REGLES  
DE BASE DU DROIT INTERNATIONAL  
HUMANITAIRE.**

40. Les pays agresseurs se livrent quotidiennement à des violations systématiques des règles et principes de base du droit international humanitaire dans les zones de conflits, nonobstant le fait qu'ils sont parties aux Conventions de Genève de 1949 et à leurs Protocoles additionnels de 1977.
41. A titre indicatif, il convient de citer les violations suivantes : la non-distinction des combattants d'avec les non combattants, les déportations des populations civiles congolaises, la prise en otage des biens civils, la non-protection des personnes vulnérables (enfants, femmes et vieillards), la volonté délibérée d'affamer les populations civiles, la propagation programmée des maladies sexuellement transmissibles dans le but de décimer les populations congolaises.
42. Depuis le début de la guerre d'agression, plusieurs sujets congolais ont été déportés vers le Rwanda et l'Ouganda. Certains d'entre eux ont été tués puis incinérés dans des sites. Les massacres des populations civiles sont légion.
43. Ces crimes odieux sont perpétrés loin des « projecteurs » des organismes internationaux et de la presse internationale. Le peuple congolais aurait souhaité plus de condamnation, plus d'indignation et plus de compassion de la part de la Communauté internationale face à la barbarie des agresseurs. Hélas ! La République Démocratique du Congo demeure encore le mal aimé de certains milieux.
44. La prise en otage du barrage hydroélectrique d'Inga, le 17 août 1998, ce pendant plusieurs semaines, par la coalition ougando-rwandaise est contraire au prescrit de l'article 56 du Protocole additionnel I (11). Cet acte odieux et barbare, assimilé à un acte de terrorisme international, a perturbé la vie de plusieurs millions de personnes et le tissu économique de la République Démocratique du Congo. De plus, il a entraîné la mort de nombreux malades et nouveau-nés.
45. Poursuivant leur stratégie d'extermination des populations civiles congolaises dans les zones occupées, MUSEVENI et KAGAME commettent des actes qui dépassent tout entendement. En effet, 2.000 soldats ougandais sidéens ou séropositifs ont été envoyés sur le front de la Province Orientale avec mission de violer les femmes et jeunes filles pour répandre la maladie. Faut-il rappeler que l'Ouganda et le Rwanda détiennent le triste record des sidéens et des séropositifs en Afrique. De même, à Kalemie, la population masculine est décimée à partir de l'âge de 10 ans et plus, par les agresseurs.

---

(11) L'article 56 du Protocole additionnel I prévoit que : « Les ouvrages d'art ou installations contenant des forces dangereuses, à savoir les barrages, les digues et les centrales nucléaires de production d'énergie électrique, ne seront pas l'objet d'attaque (...) ».

## **V. LES VIOLATIONS MASSIVES DES DROITS DE L'HOMME.**

46. La Charte internationale des droits de l'homme est loin d'être respectée par les agresseurs tant ils se livrent quotidiennement à des violations massives des droits humains dans les zones de conflits, notamment la violation de la liberté et de la sécurité des congolais, les privations de liberté, la torture et les traitements cruels, inhumains ou dégradants, le non-respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et de disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles, la violation du droit à la santé (perturbation des soins de santé primaires et des soins préventifs notamment en faveur des enfants) (12), etc.

## **VI. LE PRETENDU GENOCIDE A L'ENDROIT DES TUTSI**

47. Dès le début de la guerre, la République Démocratique du Congo a tenu à préciser qu'elle respecterait les engagements internationaux auxquels elle a souscrit en matière des droits de l'homme, particulièrement la Charte internationale des droits de l'homme, les 4 Conventions de Genève sur le droit international humanitaire du 12 août 1949 ainsi que la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. C'est ainsi qu'en vertu du principe de la non discrimination, elle a d'emblée averti que tout Rwandais ou Ougandais n'était pas nécessairement un ennemi. Il en est de même pour tout sujet Tutsi.
48. La République Démocratique du Congo a toujours été et demeure une terre d'accueil pour les étrangers qui l'ont choisie comme deuxième patrie ou qui y vivent de manière temporaire, et qui respectent ses institutions, ses lois et coutumes.
49. On ne saurait raisonnablement faire un procès d'intention au peuple congolais sur des prétendus xénophobes ou actes de génocide dont on sait pertinemment bien que le terrain d'élection est ailleurs. La défense de la patrie contre les agresseurs et leurs complices est une chose ; la xénophobie et les actes de génocide en sont une autre.
50. La République Démocratique du Congo est donc dans la position de légitime défense, n'en déplaise aux fossoyeurs de sa démocratisation. Elle est jalouse de son unité multi-ethnique suffisamment broyée par la dynamique de l'histoire glorieuse du peuple congolais. Ce dernier n'a jamais été de ce fait xénophobe comme l'atteste la paix des cœurs qui règne dans ses nombreuses frontières.
51. Le peuple congolais est d'autant plus jaloux de cette paix qu'il porte les stigmates des déchirures provoquées par le pouvoir néo-colonial à l'aube et au seuil de ces premières années d'indépendance. De plus, il est conscient que le virus de la division ethnique est l'arme privilégiée de tous ceux qui à l'instar du colonialisme mènent une lutte hégémonique pour l'asservissement du peuple congolais.

(12) Tous ces actes contreviennent aux articles 1<sup>er</sup>, 7, 9 et 10 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et aux articles 1<sup>er</sup>, 11 et 12 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.



52. Il est connu de tous, nationaux comme étrangers, vivant en République Démocratique du Congo, que le peuple congolais ne connaît pas de culture génocidaire. Les traditions du peuple congolais sont inconciliables avec la culture du sang et de la violence.
53. Pour justifier les abominables atrocités qu'ils commettent dans les zones de conflit et susciter la compréhension quand ce n'est tout simplement pas l'appui de la Communauté internationale, les extrémistes Tutsi jouent savamment à la victimisation. Ils excellent dans l'exploitation du génocide rwandais qu'ils ont érigé en véritable fonds de commerce, s'accordant ainsi un blanc seing dans la perpétration des actes criminels de tout genre, au seul motif qu'ils ont été victimes d'un génocide, ce dans la passivité quasi générale de la Communauté internationale.
54. Toute menace de n'importe quelle nature pesant sur un sujet Tutsi est systématiquement qualifiée de génocide et sert d'alibi, pour la perpétration d'épouvantables crimes en guise de représailles.  
Ainsi, les extrémistes Tutsi se livrent-ils cyniquement à la banalisation voire au galvaudage du génocide, acte actuellement délictuel dans certains pays occidentaux.
55. C'est le lieu de dénoncer le caractère manifestement fantaisiste des plaintes déposées contre le Chef de l'Etat congolais à Bruxelles et à Paris
56. En effet, les véritables criminels de guerre contre lesquels des actions judiciaires sont principalement et impérativement à engager s'appellent Kagame, Bizimungu et Museveni du chef de crimes de guerre, crime contre l'humanité et banalisation du génocide ainsi qu'il ressort du tableau synoptique ci-joint.
57. La République Démocratique du Congo en appelle à toutes les organisations militant contre toutes les formes de racisme et de discrimination, en particulier, l'Organisation Juive Mondiale, afin de dénoncer cette dérive sémantique susceptible d'offenser gravement la mémoire des victimes de plus grandes tragédies de ce siècle finissant.
58. Dès le début de la guerre jusqu'à ce jour, le Gouvernement de Salut Public n'a cessé de protéger les personnes vulnérables: C'est le cas des Tutsi qui sont hébergés au Camp KOKOLO à Kinshasa et dans des centres à Lubumbashi, Likasi et Kolwezi. Le souci de sécurisation de ces personnes l'emporte sur toute autre considération. Le CICR les visite et les assiste régulièrement. Des démarches sont actuellement en cours pour trouver un endroit plus convenable à ces personnes afin de concilier l'exigence de sécurité avec celle de l'amélioration des conditions d'existence.
59. La République Démocratique du Congo entend assurer la même protection aux nationaux et aux étrangers qui vivent sur le territoire national. Aussi proscrire-elle toute différence de traitement à cet égard.
60. Les débordements qui ont été constatés ici et là lors des tentatives d'infiltration des agresseurs dans la ville de Kinshasa doivent être replacés dans leur contexte. Menacés d'extermination avec la prise en otage du barrage d'Inga et la rupture des approvisionnements, les Kinois se sont défendus en utilisant les moyens à leur portée. Ils étaient en situation de légitime défense.

61. Soucieux du respect du droit à la vie, plusieurs responsables religieux, politiques et militaires ont lancé des appels à la population pour indiquer la démarche à suivre. Le Gouvernement congolais s'insurge contre toute accusation de « nettoyage ethnique ». Le peuple congolais est en droit de se défendre contre les agresseurs, qu'ils soient TUTSI ou non. Quant aux Kinois, ils ont exercé leur droit à la légitime défense sans état d'âme et la conscience tranquille, contre les envahisseurs et uniquement en tant que tels sans considération aucune de la nationalité ou de l'appartenance ethnique de ceux-ci. Les organismes humanitaires, tel que le CICR, dont la respectabilité n'est plus à démontrer, peuvent témoigner de notre souci constant de protéger les personnes vulnérables.

**VII. PRESENTATION DU TABLEAU SYNOPTIQUE DE  
GRAVES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME  
DANS LES PROVINCES ORIENTALES.**

62. Le tableau en annexe n'est qu'une photographie partielle, indicative, mais combien révélatrice des violations manifestes, délibérées et massives des droits de l'Homme et du droit international humanitaire à l'Est de la République Démocratique du Congo par les agresseurs Rwandais, Ougandais et Burundais. En vertu de l'adage latin « **Nullum crimen Nulla poena sine lege** », ce livre blanc permet au lecteur de saisir les faits criminels tout en consultant simultanément les dispositions internationales violées.
63. La variété de ces violations est tellement riche qu'elle reflète pratiquement toutes les trois générations des droits de l'Homme et le droit international humanitaire. En effet, partant des massacres et exécutions sommaires des citoyens congolais, les agresseurs procèdent aussi, chaque jour, à des viols, à des arrestations, détentions arbitraires et traitements inhumains, cruels et dégradants à l'égard de la population civile.
64. Sur fonds de violations des dispositions pertinentes du droit international humanitaire, les droits économiques, sociaux et culturels des congolais sont violés à travers les pillages, extorsions et autres destructions des installations et biens indispensables à la survie de la population.
65. Par ailleurs, d'autres violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire méritent d'être épinglées. Il s'agit notamment de la destruction méchante et de l'exploitation irrationnelle et surréaliste de parcs nationaux de Kahuzi-Biega et de Virunga, provoquant ainsi l'extermination des espèces rares tels que les okapis, les rhinocéros blancs et les gorilles de montagne, ainsi que la désarticulation de leur biotope.
66. Il est en outre indiqué de faire état des attitudes des agresseurs en ce qui concerne les aéronefs civils depuis le début de l'agression. En effet, tout au début de la guerre, des aéronefs d'une compagnie privée avaient été capturés illicitement par les agresseurs aux fins d'assurer le transport des troupes et matériels de guerre de Kigali et Goma vers Kitona.
67. En date du 09 octobre 1998, un boeing 727 de la Compagnie privée Congo Airlines a été abattu par les agresseurs tout juste après son décollage de l'aéroport de Kindu (Maniema).

Cet aéronef se rendait à Kinshasa, évacuant ainsi 37 femmes et enfants d'une zone opérationnelle. Tous les passagers ainsi que trois membres d'équipage ont péri dans cet acte manifestement violateur du droit international. Ces faits démontrent à suffisance que la législation internationale en matière d'aviation civile a été superbement ignorée par les agresseurs (13).

68 Face à ces violations massives, manifestes et variées, quelle devrait être l'attitude de la République Démocratique du Congo ?

### VIII. PERSPECTIVES D'AVENIR

69. D'emblée, il convient de relever, une fois de plus, que la violation fondamentale du droit international public par les agresseurs reste le non-respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo.

70. En vertu de son droit naturel de légitime défense individuelle ou collective, la République Démocratique du Congo mène des actions militaires et diplomatiques appropriées pour recouvrer sa souveraineté et son intégrité territoriale, et pour faire triompher sa cause dans le concert des Nations.

71. Sous le Commandement du Président de la République, M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA, et avec l'appui sans équivoque, ni réserve des alliés Zimbabwéens, Angolais, Namibiens et Tchadiens, le peuple congolais continue à résister et à repousser l'agression.

72. Le soutien militaire du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie rentre dans le cadre du système de la sécurité collective prévu par les Etats membres de la Communauté pour le développement des Etats de l'Afrique Australe (SADC). Quant au Tchad, il agit souverainement pour matérialiser la solidarité africaine en aidant un pays frère agressé. L'on ne saurait par conséquent mettre dans un même panier les agresseurs et ces Etats épris de paix et de justice.

73. Depuis le début de la guerre, la République Démocratique du Congo n'a ménagé aucun effort sur le plan diplomatique pour tenter de trouver une solution acceptable. D'où sa participation à plusieurs rencontres internationales : Durban, Victoria Falls, Maurice, Libreville, Addis-Abeba, Lusaka, Paris, Ouagadougou...

74. De même, la République Démocratique du Congo n'a cessé d'informer les Nations Unies, à travers la Présidence du Conseil de sécurité et le Secrétariat général, de la situation grave qui prévaut sur son territoire. Les requêtes introduites par la République Démocratique du Congo au Conseil de sécurité n'ont pas encore produit le résultat escompté. Plus d'une fois, le Conseil s'est prononcé, à travers des déclarations sans pertinence, sur la réaffirmation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo, la cessation immédiate des hostilités et le retrait de toutes les forces étrangères du territoire congolais.

(13) Il s'agit notamment de : la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 07 décembre 1944 ; la Convention de La Haye du 16 décembre 1970 pour la répression de la capture illicite d'aéronef ; la Convention de Montréal du 23 septembre 1971 pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile.

75. En exigeant indistinctement le retrait de toutes les forces étrangères, le Conseil de sécurité n'œuvre pas en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Une distinction doit être faite entre les forces d'agression et les forces alliées se trouvant sur le territoire congolais à la demande du Gouvernement légal. Les criminels et les victimes ne sauraient être traités de la même manière.
76. Il est encore temps pour que le Conseil de sécurité se ressaisisse et condamne les pays agresseurs en posant les trois actes suivants : condamner vigoureusement l'invasion du territoire congolais par les forces rwandaises, ougandaises et burundaises ; exiger des pays agresseurs le retrait immédiat et inconditionnel de leurs troupes du territoire congolais ; exiger du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi de cesser immédiatement les violations des droits humains et des principes fondamentaux du droit international humanitaire dans les zones de conflits.
77. L'immobilisme ou le silence coupable de l'ONU risque de discréditer l'organisation universelle et son système de sécurité collective aux yeux du peuple congolais et d'autres peuples épris de paix et de justice.
78. Faut-il rappeler qu'à la suite de la Société des Nations, l'ONU repose sur l'idée de sécurité collective ; chaque Etat s'engage à soutenir toute action collective dirigée contre tout Etat coupable, selon le jugement de la majorité, d'une agression ou d'une menace contre la paix.
79. L'agression contre la République Démocratique du Congo ne faisant plus aucun doute, au regard des faits et des textes régissant les relations entre les Etats membres de l'ONU - les pays agresseurs ne s'en cachent d'ailleurs pas -, nous sommes en droit d'attendre du Conseil de sécurité qu'il condamne cette agression et qu'il adopte des mesures qui s'imposent en vertu du Chapitre VII, à savoir des mesures nécessaires, d'abord n'impliquant pas la force armée (par exemple, embargo sur les armes, sanctions économiques...) ; et en cas de besoin, décider des mesures coercitives appropriées.
80. Au-delà des Nations Unies, la République Démocratique du Congo entreprendra très prochainement des actions diplomatiques tous azimuts auprès de plusieurs instances internationales afin de faire triompher sa cause dans le concert des Nations et de défendre les droits fondamentaux des congolais. En collaboration avec le Ministère des Affaires Etrangères, nous entendons saisir les instances ci-après : le Mouvement des Pays Non-Alignés, l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), les Organisations sous-régionales africaines (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale, Union du Maghreb Arabe...), les Organisations européennes (Union Européenne, Conseil de l'Europe, Communauté des Etats Indépendants), la Ligue des Etats Arabes, l'Organisation de la Conférence Islamique, l'Organisation des Etats Américains, les Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), l'Association des Etats du Sud-Est Asiatique (ASEAN), etc.
81. La République Démocratique du Congo entend également saisir l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale au sujet des actes de terrorisme et de piraterie aérienne commis par les agresseurs.

82. La prochaine session de la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies sera mise à profit pour faire condamner les pays agresseurs sur les différentes violations des droits de l'homme à l'endroit des Congolais.
83. Des actions seront également menées auprès des Organisations Non Gouvernementales internationales : Amnesty International, Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'homme, Comité International de la Croix-Rouge, Human Rights Watch/Africa...
84. La République Démocratique du Congo peut-elle attendre grand chose de l'OUA ? Il convient de rappeler que lors du Sommet du Caire, du 28 au 30 juin 1993, les Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA ont adopté un nouveau mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits. Faute d'avoir prévenu le conflit congolais, nous nous attendions à ce que l'OUA prenne ses responsabilités en s'occupant de la gestion et, le cas échéant, du règlement du conflit congolais. Force est de constater que le Sommet des Chefs d'Etat de l'Organe central du mécanisme de l'OUA sur la prévention, la gestion et le règlement des conflits, tenu à Ouagadougou, les 17 et 18 décembre 1998, n'a pas été en mesure de condamner l'agression et de proposer les termes d'une solution. En se déchargeant du dossier congolais au profit de la SADC, l'OUA s'est départie de sa mission.
85. L'OUA en tant qu'organisation panafricaine se doit de proposer et de faire appliquer des solutions aux conflits africains, éventuellement en collaboration avec les Nations Unies. Indépendamment de la mobilisation des moyens financiers pour initier une opération de maintien de la paix, l'OUA a le devoir d'adresser un message fort aux pays agresseurs : condamnation de l'agression, exigence d'un retrait des troupes étrangères d'agression, réaffirmation du principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation, exigence du respect des droits humains tels que consacrés par la Charte internationale des droits de l'homme et par la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 28 juin 1981, etc.
86. A ce propos, devant l'indécision caractérisée des instances politiques de l'Organisation de l'Unité Africaine, la République Démocratique du Congo, par l'entremise du Ministère des Droits Humains, s'apprête à saisir, sur le plan juridique, moyennant une communication, respectivement le Président de la Commission africaine des droits de l'homme, le Secrétaire Général de l'Organisation de l'Unité Africaine et les Etats violateurs patentés des droits humains en République Démocratique du Congo (Ouganda, Rwanda, Burundi) à teneur de l'article 49 de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du chef de violations flagrantes des dispositions pertinentes de cet instrument africain de promotion et de protection des droits de l'homme.
87. La conclusion d'un cessez-le-feu entre les parties belligérantes devra être suivie du retrait concomitant des troupes d'agression au besoin moyennant un calendrier contraignant. Le déploiement d'une force d'observation ou d'une force d'interposition le long des frontières internationales communes pourrait s'imposer en vue de constater l'effectivité du retrait et de garantir la paix et la sécurité entre les parties au conflit au sortir de la guerre.

88. La République Démocratique du Congo entend, malgré tout, faire engager, au surplus, la responsabilité internationale des Etats agresseurs devant les instances judiciaires internationales qualifiées, singulièrement la Cour internationale de Justice de La Haye.
89. En effet, en se battant pour une cause juste, la République Démocratique du Congo est déterminée à se défendre, non seulement sur le plan militaire (par application de la légitime défense individuelle ou collective), mais aussi sur le plan judiciaire (par la saisine de la Cour internationale de Justice) afin d'obtenir la condamnation des agresseurs et une réparation juste des dommages subis, dont ceux repris dans ce livre blanc. Une Commission nationale d'évaluation des dommages sera instituée à cet effet.
90. Ce dernier permet à chacun d'avoir présent à l'esprit ce qui est déjà une évidence : les violations massives et graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire à l'Est de la République Démocratique du Congo par les agresseurs Rwandais, Ougandais et Burundais.
91. Puisse-t-il contribuer à éveiller les nationaux et la Communauté internationale sur le sort subi par la République Démocratique du Congo et permettre à tous d'agir sans hypocrisie pour la justice et la paix en République Démocratique du Congo, en Afrique et dans le monde.
92. Au sortir de la guerre de libération, le Gouvernement de Salut Public a conscience que l'instauration d'un Etat de droit en République Démocratique du Congo doit recueillir les efforts de tous : Organes de l'Etat, Société civile, Organisations religieuses... La culture démocratique et celle des droits de l'homme découlent d'un état d'esprit qu'il convient de cultiver inlassablement.
93. Dans le cadre de la célébration du cinquantenaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, nous avons initié un partenariat avec les organes de l'Etat ainsi que les organisations internationales et nationales des droits de l'homme afin de mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme en République Démocratique du Congo. Une campagne de sensibilisation a été menée auprès de plusieurs corps de la Société congolaise (Armée, Police, Magistrature, Territoriale, Milieux associatifs et universitaires...). Nous entendons poursuivre sur cette lancée afin que le peuple congolais s'attache résolument à la culture des droits de l'homme.
94. A l'issue du Conseil des Ministres extraordinaire tenu le 02 janvier 1999, Son Excellence M<sup>z</sup>E LAURENT-DESIRE KABILA a signé les Décrets n<sup>os</sup> 171 et 172 relatifs à l'instauration d'un état de siège dans les Provinces de l'Equateur, Katanga, Maniema, Nord-Kivu, Orientale et Sud-Kivu.
95. La désorganisation des structures de l'Etat dans les zones de conflits, les violations massives des droits humains des Congolais et la spoliation des richesses nationales dans ces zones nécessitent l'adoption des mesures appropriées pour faire face à la situation de belligérance.
96. En cas de guerre, le Gouvernement de Salut Public, sous la haute autorité du Chef de l'Etat, a la responsabilité de maintenir la souveraineté et l'intégrité de la République Démocratique du Congo, mais également de défendre les droits humains des Congolais et des étrangers qui vivent ou séjournent temporairement sur le territoire national.

97. L'instauration de l'état de siège dans une partie du territoire national a été décidée suite à l'indifférence, voire la duplicité, de la Communauté internationale (ONU, OUA) devant les violations flagrantes des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine.
98. L'état de siège permet d'assurer la survie de l'Etat en cas de périls extrêmes. La décision de proclamation de l'état de siège est conforme à notre droit constitutionnel et à nos engagements internationaux en matière des droits de l'homme, notamment l'article 29, alinéa 2, de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, l'esprit et la lettre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.
99. C'est pour cette raison qu'il est connu que les Romains appliquaient le principe : Cedant arma togae en temps de paix mais qu'en temps de péril cette règle pouvait devenir l'exception d'elle-même et devenait de fait Cedant togae arma, aux fins de permettre aux autorités militaires d'endiguer le mal et de protéger la population de la gangrène qui mine et nuit tant à son bonheur qu'à sa tranquillité.
100. L'Etat de siège institue des pouvoirs exceptionnels, principalement au profit des autorités militaires. Ces pouvoirs ont pour finalité le rétablissement de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Etat ; ils ne doivent être utilisés qu'à cette fin.
101. Le régime restrictif des libertés publiques instauré par l'état de siège ne doit en aucun cas déroger au noyau intangible des droits de l'homme. Cette obligation découle de l'article 4 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 16 décembre 1966, auquel la République Démocratique du Congo est partie.
102. Les droits intangibles sont des droits inhérents à la personne humaine qui doivent être respectés en tous temps et en tous lieux. Aucune circonstance exceptionnelle, quelle qu'elle soit, qu'il s'agisse de l'état de guerre ou de menace de guerre, d'instabilité politique intérieure ou de tout autre état d'exception ne peut être invoquée pour justifier l'atteinte à ces droits intangibles : le droit à la vie, le droit à l'intégrité physique, le droit de ne pas être soumis à la torture et aux traitements inhumains, cruels ou dégradants, le droit à un procès équitable, le droit à la liberté de pensée, de conscience et de religion, etc.
103. Pour conclure, nous tenons à relever que les trois pays agresseurs sont jaloux des efforts entrepris par le Gouvernement de Salut Public, sous la haute autorité de Son Excellence M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA, en vue d'instaurer un Etat de droit en République Démocratique du Congo et de s'atteler à la reconstruction nationale.
104. Dans la gestion de la crise des Grands Lacs, il convient de noter un fait insolite : l'absence de démocratie en Ouganda, au Rwanda et au Burundi depuis l'accession au pouvoir des dirigeants actuels, tous Tutsi.
105. Concernant particulièrement l'Ouganda, cette situation a-démocratique ou anti-démocratique perdue depuis une dizaine d'années.

106. Au-delà de l'absence de démocratie au Rwanda, il sied de stigmatiser le système d'apartheid ethnique dont sont victimes les populations majoritaires Hutu du chef de la minorité des Tutsi.
107. Au Burundi, le processus démocratique a été mis en veilleuse avec l'assassinat du Président élu Melchior NDADAYE et le pouvoir a été exclusivement repris et contrôlé par la minorité Tutsi.
108. Quant à la République Démocratique du Congo, en dépit de l'état de guerre, le Gouvernement de Salut Public a maintes fois réaffirmé sa ferme détermination à poursuivre le processus de démocratisation. En ce qui le concerne, au jour le jour, le Ministère des Droits Humains s'emploie à promouvoir et à protéger les droits tant des Congolais que des étrangers qui vivent ou séjournent sur le territoire national.

Kinshasa, le 29 décembre 1998.

**Léonard SHE OKITUNDU**

**Ministre des Droits Humains**



**TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LES VIOLATIONS  
MASSIVES DES DROITS DE L'HOMME A L'EST  
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO,  
COUVRANT LA PERIODE DU 02 AOUT 1998**

**AU 05 NOVEMBRE 1998**

PRESENTATION DES FAITS, MEFAITS ET FORFAITS COMMIS A L'EST DE LA RDC	DISPOSITIONS LEGALES VIOLEES
<p><b><u>PROVINCES DU NORD ET DU SUD-KIVU</u></b></p> <p><b><u>I. LES MASSACRES HUMAINS</u></b></p> <p><b><u>A. LA PERIODE D'AOUT 1998.</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ Le lundi 03 août 1998 vers 16H00', 38 Officiers et une centaine de soldats des Forces Armées Congolaises, préalablement désarmés, ont été assassinés à l'aéroport de KAVUMU. A ce sujet, on cite les noms de MUTSHAPA (Commandant du 202<sup>ème</sup> bataillon) et du Commandant EPELELE.</li> <li>■ Le lundi 24 août 1998, plus de 856 personnes ont été massacrées à KASIKA, dans la Chefferie de LWINDI et en territoire de MWENGA. Les cadavres découverts sur un trajet de 60 Km depuis KILUNGUTWE jusqu'à KASIKA, étaient essentiellement des femmes et enfants. Les femmes étaient violées avant d'être assassinées par les agresseurs en les dépiéçant, à l'aide des poignards, du vagin jusqu'au ventre.</li> <li>■ Quatre cents Mai-Mai ont été brûlés à LUHUI-NDJA et deux cents à LUTINDI.</li> </ul> <p>Quelques cas méritent d'être épinglés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>■ A KILUNGUTWE, plus de 127 personnes ont été massacrées, sans compter beaucoup de cadavres d'enfants jetés dans les fosses communes et toilettes indigènes. Il convient de retenir à titre indicatif les assassinats ci-après :</li> <li>- Madame NABONGA (veuve de 65 ans) avec toute sa famille de huit personnes dont M. KIBAZA (35 ans), Madame KAMALEBO wa MUKOKE (40 ans), M. MWANGILA (28 ans), M. SANDALA (25 ans), Mme LUKENGE (20 ans), Mademoiselle MABONGELE (17 ans), M. LUTUMBA (38 ans) et M. MULINGANO (37 ans). Nous signalons aussi le cas de plusieurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 13 de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre; Article 4 al. 1 du Protocole I; Article 12 de la Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne.</li> <li>▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 51 al. 2; Article 76 et Article 77 du Protocole I.</li> <li>▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51. al. 2 du Protocole I.</li> </ul>

commerçants ambulants dont WABE, BALAGIZI et MUFUNGIZI... non autrement identifiés, ont été lâchement assassinés à cette date.

- A KALAMA, 16 personnes massacrées membres de la famille de M. MUTEWA, résidant à Bukavu, sur l'avenue KASAI dans la Commune d'IBANDA.

■ A KASIKA :

- Plus de 633 personnes ont été massacrées notamment le Mwami de LWINDI, M. François MUBEZA et son épouse Yvette NYANGE. Rien que dans la parcelle royale, 37 cadavres ont été découverts.
- A la paroisse catholique de KASIKA, ont été victimes un Abbé, quatre religieuses et plusieurs fidèles. Au total, plus de 116 personnes y ont été massacrées dont l'Abbé Stanislas WABULA KOMBE.
- Au domicile du défunt MUPALI ZOTOS (alias MBILIZI), un grec qui s'était installé depuis des années à KASIKA, 6 vieilles femmes ainsi que 4 travailleurs dont une femme et trois hommes ont été massacrés à coup de fusil.
- Dans la forêt avoisinant les villages de KASIKA où les habitants avaient pris refuge, ce que l'on appelle chez les Warega, les «Mangele» ou encore les «TUPIENGENGE», plus de 400 personnes ont été massacrées: hommes, femmes, enfants, jeunes et vieux.  
Ex. : le cas de 27 membres de la famille de Me KYALANGA LIWA (Avocat de Bukavu).

**N.B.** :En criminologie, on parle du chiffre Noir, c'est-à-dire des faits, méfaits ou forfaits commis mais non déclarés. Ainsi, la liste des victimes du massacre de KASIKA est très longue car beaucoup d'autres commerçants ambulants SHI (BASHI) en provenance de KAHARE et de WALUNGU (deux territoires du Sud Kivu) qui vont vendre leurs produits à KAMITUGA (Zone minière du territoire de MWENGA / Sud Kivu), ont été massacrés par les agresseurs sur la route de Kilungutwe reliant notamment KASIKA à KALAMA.

► Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 51, 53 du Protocole I.

► Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 51 du Protocole I; Article 53 du Protocole I; Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51 du Protocole I.

■ Massacre dans la ville de Bukavu  
Mardi 04 août 1998, enterrement de plus de 50 cadavres dont une vingtaine près de la station carburant du Marché de NYAMWERA en face de la mosquée d'Ibanda, dont 13 corps civils et 4 corps de jeunes «militaires KADOGO», le reste des cadavres dont plus de la moitié étaient civils a été retrouvé aux environs du Camp Saïo de Bukavu.

#### B. LA PERIODE DE SEPTEMBRE A OCTOBRE 1998

##### ■ AMWENGA CENTRE

Suite à l'accrochage survenu au niveau de la paroisse catholique de ladite Commune entre les forces d'agression essentiellement TUTSI et les forces nationalistes «Maï-Maï», les agresseurs s'étaient mis à pilonner et incendier toutes les habitations s'y trouvant. Dans les décombres des maisons, on a pu retrouver 43 cadavres dont certains étaient calcinés. Citons quelques cas :

- Dans la parcelle royale de Mwenga, 11 cadavres ont été retrouvés dont celui de Madame NAMA-HABU, femme de feu Mwami MENGA.
- Dans les décombres des maisons de la famille de l'ex-Directeur de Région du Sud-Kivu, M. BIAZA SANDA LUTALA, on a retrouvé 15 cadavres dont 3 d'enfants.
- Entre Mwenga et Kamituga, d'autres massacres ont été signalés.

##### ■ Massacres de KITUTU

En date du 02 septembre 1998, en voulant couper la route aux militaires de l'armée régulière qui étaient stationnés à Kamituga, les forces d'agression sont arrivées à Kitutu en empruntant un sentier qui part des hauts plateaux d'Itombwe jusqu'à Kitutu et de là, un massacre de 13 personnes avait été signalé, notamment, la fusillade de vieux MUTENDELA (plus de 70 ans) ainsi que deux de ses garçons et leurs femmes.

- En date du 03 octobre 1998 à Monighi, vers 2H00' du matin, des militaires rwandais Tutsi

▶ Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51 et 53 du Protocole I;

▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 3 du Protocole I; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

▶ Article 3 de la Déclaration Universelle de Droits de l'Homme; Article 6 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre;

▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 du Pacte International

ont massacré 38 personnes, hommes et femmes, ainsi que les enfants confondus.

- Un incendie criminel de plus de cent maisons (100) a été perpétré par les agresseurs dans l'agglomération de Rubaya, Groupement MUPFUNI MATANDA, en date du 22 septembre 1998.

Les auteurs de ces crimes sont les agresseurs qui étaient au poste de contrôle de BIHAMBWE. Toutes les maisons ont été brûlées et pillées pendant la commission de ce forfait.

Dès ce jour, dans les villages voisins, les paisibles citoyens sont victimes de plusieurs traitements par des éléments armés dont les plus expressifs sont :

- Opération «KATA KICHWA» c'est-à-dire «couper la tête», la personne concernée doit perdre sa tête par coup de machette;
- Opération «KATA SINGLET» c'est-à-dire «couper en singlet», la personne doit être coupée de ses deux bras et lâchée;
- Opération «KATA BOTTES», c'est-à-dire «couper en bottes», l'individu doit être lâché après avoir perdu ses deux jambes coupées au niveau de genoux;
- Opération «KIMYA», c'est-à-dire «silence» par la pointe de l'épée, la lèvre supérieure et celle inférieure sont trouées. On applique un cadenas qui est immédiatement fermé et la clé jetée dans un trou des installations sanitaires.
- Le 05 octobre 1998, 48 civils ont été tués dans le quartier montagneux de Kitundu, un village surplombant la cité de Mulongwe.
- Le 06 octobre 1998, 48 civils ont été tués dans la localité de Lubarika.
- D'autres sources en provenance d'Uvira, ont également fait état de plusieurs autres massacres des autochtones parmi les intellectuels et personnes actives dont :
  - 326 corps trouvés dans la rivière Rushima non loin de Luberizi;

relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre; Article 76 et 77 du Protocole I;

- ▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;
- ▶ Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;
- ▶ Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 130 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

- 547 corps enterrés dans une fosse commune à Bwegera;
- 138 corps retrouvés dans un charnier, dans la localité de Luvungi.

**N.B.** : La plupart de ces victimes sont soit des Hutu vivant dans la plaine de Ruzizi soit certaines autorités locales dont les Chefs de quartiers, d'avenues. Après ces massacres, plusieurs milliers des personnes rescapées avaient pris refuge de l'autre côté de la frontière soit à CIBITOKÉ / BURUNDI, selon le HCR/BURUNDI. Actuellement, les personnes qui ont été identifiées sont au nombre de 7.000.

#### MASSACRE DE FIZI

- Dans la nuit du 28 au 29 octobre 1998, 22 personnes ont été exécutées dans la localité de Swima, Collectivité-Chefferie de Tanganyika, dans le territoire de Fizi. Ces victimes étaient soupçonnées par les forces burundaises d'occupation, d'être des combattants Mai-Mai. Ce massacre aura comme conséquence la fuite des milliers des personnes vers Kigoma en Tanzanie tout en laissant biens, argent, animaux domestiques...

#### C. LA PERIODE DE NOVEMBRE 1998

Le 03 novembre 1998, 12 cadavres ligotés sont découverts vers le grand abattoir public de Bukavu, ex-ELAKAT, MURURU I/Bukavu. Les auteurs du forfait restent les agresseurs.

Fin octobre 1998 et début novembre de la même année, Monsieur DEMONDO, boxeur de son état, habitant la Commune de KADUTU sera enlevé et tué pour avoir refusé de s'enrôler dans la bande des agresseurs rwando-ougandais.

#### MASSACRE D'UVIRA

Selon les informations livrées par les organisateurs de base oeuvrant dans le territoire d'Uvira, ci-après quelques cas de massacres et d'exécutions sommaires déjà enregistrés depuis le début de l'agression jusqu'au 05.11.1998 :

▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 130 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes en temps de guerre;

- Dans la Sous-localité de Rubuga, 15 personnes ont été enlevées puis portées disparues et deux jours plus tard, elles seront retrouvées mortes. Monsieur HAHLERE, petit frère du Pasteur KWAJA de l'Eglise de Pentecôte de LEMERA reste l'une des victimes de ce forfait.
- Dans le village de Rukobero, 17 personnes ont été tuées et par la suite enterrées dans une fosse commune dans les collines environnantes, la banlieue de Sange.
- Dans la localité de Lemera, 4 Pasteurs Pentecôtistes ont été tués dans un centre hospitalier missionnaire de la place. Le 09 novembre 1998 vers 19 heures Monsieur BALINGENE Damien, âgé de plus de 42 ans, marié et père de 6 enfants, Pasteur de l'Eglise de Nazaréen de KIBUMBA a été victime d'une balle sur la poitrine. Il est admis à l'hôpital général de Goma depuis le 10.11.1998. Cette action a été commise par des éléments armés en position sur ce lieu appelé «carrière».
- Dans les mêmes circonstances de temps et de lieu que ci-haut, Monsieur BARATA Philippe, âgé de plus de 45 ans, marié, père de 8 enfants et Catéchiste à la Chapelle catholique de Kibumba a reçu 4 coups de machette sur la tête et est admis à l'hôpital général de Goma. Tous les forfaits perpétrés dans ce village visent les ressortissants Hutu accusés d'être des Interhamwe.

## II. LES VIOLS

### II.1. LA PERIODE D'AOUT 1998

Au mois d'août 1998, plusieurs enlèvements, de détentions arbitraires ont été signalés dans la Commune d'Ibanda à Bukavu, ainsi que des cas de viols. A Kasika, le 29 août 1998, des femmes étaient violées avant d'être assassinées. .

### II.2. LA PERIODE DE SEPTEMBRE 1998

Les informations de ces trois derniers mois (août, septembre, octobre, début novembre) font état de plusieurs viols des filles et mamans qui se sont com-

► Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

► Article 130 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 du Protocole I;

► Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 6 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 76 al. 1 du Protocole I;

mis à Bukavu et surtout dans les milieux ruraux du Sud Kivu. Les quelques cas qui suivent, illustrent suffisamment ces abus sexuels :

- Le mardi 22 septembre 1998 à 23 heures, sur l'avenue Kasai n°3, Commune d'Ibanda / Bukavu chez Monsieur MUTEWA, devant ses yeux, sa femme et ses deux filles RIZIKI, 16 ans et MALCOZI, 14 ans, étaient violées par des soldats Tutsi venus de Rwanda.
- A partir du 1er septembre 1998, un couvre-feu ordonné par les agresseurs ainsi qu'une opération de recherche des Maï-Maï et de militaires loyales à M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA; durant ces opérations, il y aura arrestations et viols de 57 filles par des soldats rwandais à Bukavu;
- Le 25 septembre 1998, sur l'avenue Mbaki, 5 autres filles étaient violées notamment, Mademoiselle Alice MABANZA, 22 ans et sa petite soeur Yvonne. Tout près de l'Hôtel Belle-vue, Annie LUKO, MASIKA et FAIDA, venaient également de tomber victimes de viol.

### II.3. LA PERIODE D'OCTOBRE 1998

Le lundi 05 octobre 1998, tout près du camp militaire SATO, beaucoup de cas de viols ont été signalés notamment ceux de Mlle Sylvie MWE-NDANGA et Mlle Jeanne RWANKUBA.

- Au quartier Lumumba, cellule Bobozo, en Commune de Bagira, plusieurs jeunes filles ont été violées par des militaires habitant le camp Musique de Bagira et ce sur instigation d'un jeune officier rwandais surnommé « Terminator » alors Commandant du camp.
- Mme UZAMUKANDA (plus de 30 ans) a été violée par deux gardes, le jour où elle devait recouvrer la liberté après une détention arbitraire.
- Des cas similaires des viols des filles ont été signalés dans les territoires de Mwenga, Walungu, Shabunda et Idjwi.

▶ Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 76 du Protocole I;

▶ Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 76 al. 1 du Protocole I;



**N.B.** : La plupart de ces viols ont été commis par les militaires de l'Armée Patriotique rwandaises actuellement au Sud Kivu.

Il convient de noter ce crime odieux et satanique de deux mille soldats Ougandais et Rwandais sidéens ou séropositifs qui ont été envoyés exprès sur le front dans la province orientale avec mission de violer les femmes congolaises pour répandre la maladie. L'armée ougandaise compte 75% des sidéens.

**N.B.** : Beaucoup de cas de viol ont été commis par les militaires Rwando-Ougandais sur le territoire congolais. Mais certaines victimes, par dignité, ne déclarent pas ces actes. D'où, l'accroissement du chiffre noir à ce sujet.

### III. LES TENTATIVES D'ENLEVEMENTS ET D'ASSASSINATS CONTRE LES ACTIVISTES DES DROITS DE L'HOMME.

Pendant les trois premiers mois d'agression du Sud Kivu, diverses tentatives d'enlèvements et/ou assassinats ont été effectués contre plusieurs faiseurs d'opinion et animateurs du Mouvement Associatif du Sud Kivu.

- En date du 1er octobre 1998, un certain jeudi, au quartier Nyangi II, Madame UZAMUKUNDA, âgée de plus de 30 ans, de l'ethnie Hutu, mère d'une fillette au nom de SIFA, (tuée) a été enlevée par des soldats non autrement identifiés.
- Le 18 septembre 1998 à 23 heures, Monsieur HAKIZIMANA NIRAGIRE, communément appelé KATEMBO, âgé de 30 ans, a été enlevé par quatre militaires Tutsi. Il a été accusé d'être en intelligence avec les Interhamwe et les Maï-Maï.
- Dans la nuit du 14 août 1998, Monsieur SEMATARI Paul, âgé de 32 ans et résidant dans le quartier Majengo a été enlevé par les agresseurs de morphologie Tutsi jusqu'à la prison de RUGERO au Rwanda. Il a été soupçonné d'être en intelligence avec les Interhamwe.
- Dans la soirée du 02 octobre 1998 à Goma, quartier Mabanga, Avenue Itebero, tout près de CAJED vers la Paroisse Notre-Dame d'Afrique,

▶ Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 7 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 76 al. 1 du Protocole I;

▶ Article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 18 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques;

▶ Article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;

▶ Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 34 de la Convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre; Article 34 interdisant la prise en otage de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949; Article 51 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949;

trois personnes dont BASABOSE VIANEY, âgé de 36 ans, Infirmier A2 au Centre de Santé Mental de Goma, ont été enlevées par les militaires du Rcd de morphologie tutsi sous prétexte qu'ils réunissent des gens clandestinement pour troubler la sécurité dans la ville de Goma.

- 16.487 personnes ont été déportées vers le Rwanda.

Quelques noms des personnes déportées :

- M. Joseph MUYENGO KYALANGILWA, Président de la Société Civile du Sud Kivu, en clandestinité.
- C.T. Gervais CHIRHALWTCHWA NKUNZI-MWAMI, Président de l'Union des Germaines du Sud Kivu et Vice-Président de la Société Civile du Sud Kivu/en clandestinité.
- Didace KANINGINI KYOLTO, Représentant des Associations à intérêts économiques au sein de la Société Civile du Sud Kivu.
- M. Jolly BIAYA THIZAZA et M. Bruno BAHATI BARHA LIBURU, Représentants des Associations de défense des Droits de l'Homme, d'éducation à la démocratie et à la paix au sein de la Société Civile du Sud Kivu / en clandestinité dans les montagnes du Sud Kivu.
- Mme Déodale CHISHIBANJI et Mme Noëlla MWAVITA RUGENGE, Représentants des Organisations féminines du Sud Kivu au sein de la Société Civile du Sud Kivu/en clandestinité.
- M. Didier MWAWATI BULAMBO, Secrétaire Général du Collectif d'Actions pour la Défense des Droits de l'Homme «CADDHOM/MWENGA» et Secrétaire Général du Collectif des «Organisations et Associations des Jeunes du Sud Kivu» OJESKI/aujourd'hui en exil.

#### IV. LES ARRESTATIONS, DETENTIONS ARBITRAIRES, TRAITEMENTS INHUMAINS ET DEGRADANTS

Pendant les trois premiers mois d'agression du Sud Kivu, plus de 178 personnes ont été illégalement dé-

► Article 49 de la Déclaration de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

► Article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

► Article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme; Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de

tenues dans des endroits carcéraux du Sud Kivu. Elles ont été arbitrairement arrêtées et détenues pour délits de droits communs, sans respect de la procédure judiciaire; toute la magistrature étant pour le moment paralysée.

Quelques cas :

- M. Bertin NDUSI RUHAMBUSO, ex Chef de Groupement de CIRUNGA, en territoire de KABARE a été l'objet d'un traitement inhumain en date du 05 septembre 1998;
- M. Willy MUDENGWE, habitant Quartier NDENDRE et Agent de la Boulangerie Idéale en Commune d'Ibanda a été arrêté, torturé et tabassé puis détenu illégalement en date du 20 août 1998 au moment et au lieu même où il devait répondre au rendez-vous de Ghislaine DUPONT, Journaliste de la RFI. Il a été détenu pendant un mois.
- Dans la Commune de Bagira, M. SOMBRERO, Cambiste de profession et M. Aimé NDAYANO NDAYAYABE, Barman, ont été arrêtés arbitrairement puis libérés deux plus tard sur intervention de M. Séverin CHERUBALA, Chef de quartier Lumumba.
- Le Mwami NTAMBUKA, Chef de la Collectivité-Chefferie d'Idjwi Sud et Secrétaire Rapporteur de la Commission Nationale de Pacification a été arrêté arbitrairement et porté disparu pendant une semaine. Les forces d'agression l'ont accusé de détenir une valise satellitaire avec laquelle il communiquerait avec Kinshasa.
- Pendant la première quinzaine du mois de septembre, Monsieur Paul KILOLWA, habitant le n°8, S/Tshikapa, Quartier 3 dans la Commune de Bagira et volontaire secouriste de la Croix-Rouge et Sud Kivu avait été arbitrairement arrêté et détenu illégalement pendant 8 jours pour avoir donné publiquement dans un bus, son opinion sur la gouvernance tyrannique actuelle dans l'Est du Congo.

la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51 du Protocole I;

- Article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme; Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51 du Protocole I aux Conventions de Genève du 12 août 1949;

- Après la fuite du Gouverneur MAGABE à Bruxelles via Bujumbura, sa suite composée de 5 personnes s'étaient réfugiées à Bujumbura même et logées au centre communautaire GUEST HOUSE EEB en face de l'Ambassade de France sur l'Avenue de France. Un commando «Banyamulenge» a quitté le Sud Kivu pour aller les enlever en date du 22.10.1998 et les a conduites à une destination inconnue dans le Sud Kivu. A ce sujet, le HCR/Bujumbura qui avait le dossier dans ses mains, disposerait des informatins suffisantes sur ce cas.
- Le 14 septembre 1998, les agresseurs procèdent à l'arrestation arbitraire d'une trentaine de chefs coutumiers et de certains membres de la Société Civile et les transfèrent au Rwanda.
- A Bukavu et dans ses environs, il y a eu meurtres et massacres de la population civile ainsi que des cas d'enlèvements, arrestations arbitraires, détentions illégales, viols, extorsion et des cas des tortures.
- Naissance des cachots clandestins depuis l'arrivée des agresseurs rwandais à Bukavu, notamment au Mess des Officiers de l'Auditorat de Bukavu, la résidence de Mobutu, l'actuel bureau du Rcd à Bukavu; le bureau de l'ANR/Bukavu.
- Déportation des populations civiles au Rwanda par camions entiers du Sud Kivu vers des camps de concentration rwandais.
- Existence de fours crématoires au Rwanda pour faire disparaître les traces du génocide notamment à BUGESERA.

**V. DES PILLAGES SYSTEMATIQUES DES INSTITUTIONS PUBLIQUES ET PRIVEES, DES EXPROPRIATIONS DES BIENS DE LA POPULATION CIVILE**

- Le 04 septembre 1998, il y a eu pillage du contenu de tous les coffres-forts de la Banque Centrale du Congo, succursale de Bukavu. Ce butin a été emporté au Rwanda.

▶ Article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme; Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51 du Protocole I, Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques;

▶ Article 49 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

▶ Article 6 al. 3 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 130 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- A la SOMINIKI, les envahisseurs rwandais ont emporté tous les minerais se trouvant dans l'usine. A Kabare, les Rwandais du Rcd ont emporté divers espèces de la faune congolaise notamment les Okapi, espèce animal unique en RDC, les Gorilles blancs...</li> <li>- Un pillage systématique fut organisé, le 08 août 1998, par les agresseurs et les lieux les plus endommagés sont les suivants: l'UNHCR/Uvira, PAM/Uvira, WORLD-VISION, UNICEF/Uvira (dont les stocks de nourritures destinés aux enfants mal nourris encadrés par l'hôpital général d'Uvira, pillés et emportés au Rwanda), CICR/Uvira.</li> <li>- Les copies d'Examen d'Etat (32ème Session ordinaire) de Walikale ont été pillées et jetées dans la rue par les agresseurs.</li> <li>- En date du 08 novembre 1998, M. SEBA KUNGU HERACHIMIRE (Commerçant des haricots sur l'axe Goma-Masisi) a été visité par les éléments armés que voici: MUHINDO KAMBALE Alphonse, MUNGUIKO Jean-Marie, MUSANGANYI HASIWA. Ils ont pillé radios, télévisions, habits, souliers et argent (150.000.000 NZ).</li> <li>- En date du 15 septembre 1998 à 19 heures, le Centre de Santé de MUMBA (Territoire de MASISI) a été pillé par les agresseurs du Rcd. Ce Centre est soupçonné d'apporter des soins aux miliciens <u>Interhamwe</u>. Ils ont pris tout le matériel: microscopes, médicaments et même les haricots et sorgho.</li> <li>- Les maisons de deux infirmiers RUKUNDO Antoine et MUKESHIMANA Mathilde ont été pillées par ces mêmes militaires.</li> <li>- Au cours du mois d'octobre 1998, les militaires ont décidé de brûler les maisons qui se trouvent à côté du marché de Rubaya (village). Beaucoup de vendeurs en ont été victimes, c'est le cas de:</li> <li>- Frédéric MADOWADOWA: sa maison a été brûlée avec 40 sacs de haricots;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Article 17 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme;</li> <li>▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 55 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;</li> <li>▶ Article 13 Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;</li> <li>▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949;</li> <li>▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 18 de la Convention de Genève du 12 août relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;</li> <li>▶ Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre du 12 août 1949;</li> </ul>
---	--

<p>- KAYUMA IDRISSE: 21 sacs de pomme de terre;</p> <p>- HAKIZA BAYAYA : 21 bidons d'huile de palme et sa maison. D'autres effets ont été transportés dans leur véhicule communément appelé Ndombolo jusqu'à Goma.</p> <p>Au total, parmi les affaires de la guerre, on peut noter entre autres drames :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la firme allemande spécialisée dans la production de la quinine, le Bureau des Oeuvres Médicales de l'Archidiocèse de Bukavu, ont été complètement pillés;</li> <li>- Pillages systématiques de la population ainsi que des outils de travail des organismes onusiens, ou privés d'assistance humanitaire ou socio-économique.</li> <li>- Il y a eu fin novembre, pillage et massacres dans la Paroisse de BURALE d'une centaine des civils. L'Eglise catholique de Burale, le Presbytère de Burale, le Lycée de Mangala ont été systématiquement pillés. On relève aussi qu'à Bukavu, plusieurs congolais ont été transférés et déportés dans les lieux de concentration à CYANGUNGU.</li> </ul> <p><b>PROVINCE ORIENTALE</b> (Chef-lieu de KISANGANI)</p> <p><b>LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME COMMISES PAR LES TROUPES D'INVASIONS RWANDO-UGANDAISES ET LEURS ALLIES «REBELLES» DANS LES GRANDES CITES DE LA PROVINCE ORIENTALE (1).</b></p> <p><b>A. ISIRO</b></p> <p>Situé à plus ou moins 550 Km de la ville de Kisangani, Isiro est la métropole du District du Haut-Uélé. L'effervescence de la guerre y a été perceptible dès le 05 août 1998 :</p> <p><b>A. 1. DES ARRESTATIONS ARBITRAIRES</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- M. PAKA avec ses trois garçons, a passé plus de vingt cinq ans à Isiro où il a construit un hôtel connu sous le nom d'Hôtel TRESOR;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 du Protocole I aux Conventions de Genève;</li> <li>▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 du Protocole I;</li> <li>▶ Article 9 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme; Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 51 du Protocole I;</li> </ul>
---	---

(10) La province orientale comprend 4 districts ruraux : le Haut Uélé (Capitale Isiro), le Bas Uélé (Capitale Buta), l'Ituri (Capitale Bunia), la Tshopo (Capitale Yangambi) à 30 Km d'Isangi.

<ul style="list-style-type: none"> <li>- M. Louis, un métis de souche congolaise (arrêté arbitrairement le 10 août 1998).</li> <li>- Le vendredi 28 août, des personnes arrêtées sont exécutées par les soldats du Front Patriotique Rwandais (F.P.R.).</li> <li>- Dans la même folie meurtrière et sur simple suspicion ou dénonciation d'intelligence avec l'ennemi, dix jeunes gens, vendeurs ambulants de l'huile de palme, sont égorgés sur la route reliant GOMBARI et MUNGBERE. Leurs corps reposent dans une fosse commune creusée à 50 m de la grande route.</li> <li>- C'est le 20 septembre 1998 que les troupes ougandaises, sous le parapluie «des rebelles» entrent à Isiro après des combats qui ont causé trois morts, des blessés et des dégâts matériels :       <ul style="list-style-type: none"> <li>■ un tailleur du nom de Philippe, abattu dans son salon où il était étendu à terre par crainte de balles perdues. Il habitait le quartier N'Sele;</li> <li>■ un fou travesti en militaire, abattu à bout portant;</li> <li>■ le Chauffeur de la Maison Générale des Soeurs Dominicaines, grièvement blessé;</li> <li>■ une salle de classe du bâtiment de l'ITCA/Isiro, détruite par un char des forces ennemies.</li> </ul> </li> <li>- Parmi les pertes en matériel roulant, il est mis à charge des éléments des forces gouvernementales ougandaises :       <ul style="list-style-type: none"> <li>■ une voiture Land-Rover 110 de la Procure des Missions;</li> <li>■ une voiture Land-Rover 110 de la Clinique de l'Est;</li> <li>■ une moto d'un privé.</li> </ul> </li> </ul> <p>En conclusion, les violations des Droits de l'homme commises à Isiro sont la discrimination ethnique, l'invasion, des atteintes à la vie, à la sécurité, à la</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Article 9 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques;</li>   <li>▶ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme; Article 6 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques; Article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 51 du Protocole I;</li>   <li>▶ Article 5 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme; Article 13 du Pacte International relatif aux droits économiques, sociaux et culturels; Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;</li>   <li>▶ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;</li> </ul>
--	--

propriété, etc... les auteurs en sont les forces gouvernementales rwandaises, les troupes ougandaises, les rebelles soudanais, de jeunes délinquants.

### **B. ISANGI**

Isangi est une cité bordière à 130 Km en aval de Kisangani, sur la rive gauche du fleuve (1).

- |  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les agresseurs ont, du 23 août au 09 octobre 1998, interdit le trafic sur le fleuve Congo.</li> <li>- Les cas des violations des droits de l'homme enregistrés dans les batailles d'Isangi couvrent les domaines de la propriété, de la sécurité, etc. Ces violations ont été commises par les forces rwando-ougandaises. A la charge des agresseurs, il est signalé plusieurs actes d'exaction et de vandalisme, la cause du dépôt de G.A.P., l'occupation anarchique des maisons des particuliers et vol des biens.</li> <li>- Les mêmes actes, et à charge des mêmes agresseurs, ont été enregistrés à Yangambi (100 Km de Kisangani et 30 Km d'Isangi). Dans ce Chef-lieu du District de la Tshopo, l'INERA (Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques), a payé un lourd tribut : la résidence du Directeur, maison et dépôts ont été cassés, plusieurs biens emportés.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>▸ Article 54 du Protocole I.</li> <li>▸ Article 17 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme; Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre; Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre;</li> <li>▸ Article 33 et Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre.</li> </ul> |
|--|---|

(1) De Kisangani à Isangi, on passe par quelques localités importantes : Yakusu, Yanonge et Yangambi. Les agresseurs ont passé plusieurs jours à Yanonge avant de lancer l'assaut vers Isangi.





**CONSEIL  
DE L'APOSTOLAT  
DES LAÏCS CATHOLIQUES  
DU CONGO  
"CALCC"**

BUREAU NATIONAL

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO MINISTÈRE DES DROITS HUMAINS CABINET DU MINISTRE	Kinshasa le
COURRIER REÇU, Le <b>22 JAN 1999</b>	
INDICATION : <i>Muny</i>	
N° CLASSEMENT : <i>017</i>	

**DECLARATION  
DU CONSEIL DE L'APOSTOLAT DES LAÏCS  
CATHOLIQUES DU CONGO (CALCC)  
FACE AUX MASSACRES EN R.D.C.  
NOTAMMENT A L'EST DU PAYS**

**" ARRETEZ DONC CETTE EXTERMINATION "**

Depuis que la guerre a commencé, le CALCC a dénoncé, à juste titre le silence et le déni des droits de la communauté internationale à l'égard de la R.D.C. Dans sa déclaration du 21 Septembre 1998, il a stigmatisé, l'attitude partisane de la presse internationale par rapport à la guerre livrée à la R.D.C. par ses voisins de l'Est. En ce moment, l'agence "MISNA" vient de faire état de massacres de plus de 600 personnes à MAKOBOLA près d'UVIRA. Certaines radios étrangères, tout en sachant qui sont les maîtres du terrain dans cette région de la R.D.C., se contentent de dire qu'il s'agit des "soldats anti-KABILA" comme pour semer la confusion sur l'identité des auteurs de barbaries qui devraient révolter toute conscience humaine.

En fait, s'agit-il là d'un premier forfait, exceptionnel et en marge de l'action menée par les troupes ougandaises, rwandaises et burundaises sur le territoire de la R.D.C. ? Non à notre connaissance.

**Surs de l'amour de Dieu pour l'homme et éclairés par leur foi les chrétiens catholiques du Congo, organisés au sein du CALCC, insistent avec force : arrêtez donc cette extermination ; arrêtez donc cette banalisation de la vie humaine.**

Ne convient-il pas de situer ces actes dans le contexte global des objectifs visés par les armées de ces trois pays ? La presse internationale ne fait-elle pas toujours une lecture orientée des événements et des faits au point d'occulter la responsabilité criminelle des troupes de ces trois pays ?

Le génocide rwandais de 1994 peut-il continuer à constituer l'excuse permanente aux actions belliqueuses et barbares des militaires rwandais à l'égard des populations qui n'avaient pris aucune part à la conflagration violente de la coexistence entre les ethnies du RWANDA ?

Il s'avère malheureusement que le prétexte de la sécurité aux frontières ne peut en aucun cas, ni sur la base du bon sens ni sur la base du droit international, justifier l'occupation actuelle du territoire congolais par de troupes ougandaises, rwandaises, burundaises et, ni le soutien qu'elles apporteraient à une rébellion interne au Congo, ni surtout le massacre des populations civiles qui s'y trouvent. L'intention, connue de longue date, de voisins orientaux de la R.D.C. n'est-elle pas l'érection d'une République des Grands Lacs qui incluerait les trois pays et les territoires actuellement occupés de la R.D.C (notre message du 21/09/1998). Sinon comment comprendre qu'aux congolais déportés et massacrés soient substitués des milliers des rwandais et burundais transportés par des colonnes entières des véhicules et installés au CONGO comme des populations de ces lieux?

Le RWANDA et le BURUNDI sont surpeuplés. Faut-il massacrer des congolais pour faire du territoire congolais un déversoir de l'excédent démographique de ces pays ? Est-il admissible qu'à cette fin du 20ème Siècle, des populations pacifiques, sans litige avec les voisins, fassent l'objet des massacres aussi massifs et systématiques de la part des armées régulières des Etats voisins ?

La communauté internationale et en particulier la presse internationale, peuvent trouver invraisemblable de la part des armées disciplinées des massacres aussi massifs et aussi ignobles. Mais n'est-ce pas sans compter avec le caractère absolument inhumain des actes de barbarie qui se commettent de façon régulière au Rwanda et au Burundi lors des conflits devenus habituels entre les deux principales ethnies de ces pays : des mutilations abjectes des personnes adultes, des massacres d'enfants pilés dans des mortiers ou projetés contre les murs, des tueries à la machette et à la hache, des femmes enceintes éventrées après avoir été violées, et, de façon générale, dans tous les territoires occupés, le viol systématique de filles et femmes par des soldats contaminés par le virus du SIDA.

Tout ceci correspond bien à une intention perverse d'extermination des populations dans le but de réduire toute capacité de résistance face à l'occupation de leur territoire ou simplement de les anéantir et de créer ainsi un vide qu'il paraîtra en suite normal d'occuper.

A titre indicatif, voici quelques éléments d'informations sur ces massacres odieux commis dans le seul SUD-KIVU et donc sans compter ceux du NORD-KIVU, du MANIEMA, de la province ORIENTALE et de l'EQUATEUR.

Ce tableau est une synthèse des informations fournies par le Collectif des Organisations et Associations des Jeunes du SUD-KIVU « COJESKI » sous le titre : Vue synoptique sur les violations massives des droits de l'homme pendant les trois premiers mois d'agression du SUD-KIVU/R.D.C paru à BUKAVU le 20/11/1998 sous la signature de Alain MAZAMBI WALANDJA et Fernandez MURHOLA MUHIGIRWA.

DATE	LIEUX	Nbre DES MORTS/FORFAITS	AGENTS
LUNDI 03.08.98 de 03h à 10h du matin	BUKAVU (ville de)	Fusillades	Forces d'agression
LUNDI 03.08.98 à 16h	KAVUMU	38 Officiers et plus de 10 soldats congolais préalablement désarmés ont été massacrés	Sous trahison du commandant TSHAPULU PALANGE de 222ème Brigade ayant reçu des agresseurs 15000 US \$
MARDI	KASIKA	856 personnes massacrées pour la plus part des	

04.08.98	Chefferie de LWIDI territoire de MWENGA  KILUNGUTWE  KALAMA  KASIKA  MWENGA CENTRE	femmes et des enfants -après viol et éventration des femmes enceintes.  127 personnes tuées  16 personnes tuées +31  633 personnes massacrées  Incendies des villages 43 personnes calcinées	Militaires Tutsi
MARDI 04.08.98	BUKAVU	Enterrement de plus de 150 cadavres près de la station d'essence de NYAWERA. Plusieurs cadavres à MUHUNGU, SAIO	idem
20.08.98	FIZI à KAZIMIA	47 civiles	Rebelles rwando-ougandais de la RCD
1ère quinzaine d'AOUT 98	BUKAVU	5 personnes tuées: Major VANGU et plusieurs autres à CIMPUNDA, KARHALE, KADUTU	idem
2ème quinzaine d'AOUT 98	BUKAVU	Un jeune homme (Claude) tué	idem
02.09.98	KITUTU	13 personnes (civiles) fusillées	Forces d'agression
05.10.98	KITINDU vers MULONGWE  LUBARIKA	20 Civils massacrés  48 Civils massacrés	idem
17.10.98	BUKAVU	Assassinat de Mr KASHAMA de l'ANR	
Octobre 98	NGUBA	Assassinat de Mr SALI gérant plantation CIBEKE	Soldats tutsi
28 au 29.10.98	SWIMA Collectivité- chefferie de TANGANYIKA   BUKAVU Kamwenga Walungu Shabunda Iduwi Kadutu	22 personnes exécutées  Plusieurs réfugiés vers Kigoma/Tanzanie  Viols des plusieurs mamans et filles  Plusieurs enlèvements et tentatives d'enlèvement des activistes de droit de l'homme + plusieurs exilés	Forces burundaises d'occupation  Sur ordre d'un officier rwandais surnommé « TERMINATOR » Viols commis par les militaires du front patriotique rwandais
Fin Octobre début Novembre	KADUN  CARREFOURE KAMUTU  BAGIRA	Mr DENONDO tué  Un soldat congolais habitant BUHOLO IV	Armée RCD  Un officier rwandais

	KABARE	6 personnes massacrées  Au moins 200 personnes . Zone de représailles courantes et donc inaccessible d'où mort d'enfants et de vieillards par manque de secours . Sinistre général	Militaires d'agression  Militaires d'agression
03.11.98	BUKAVU Abattoir  LEMERA  SANGA	12 cadavres ligotés  4 pasteurs pentecôtistes  2 commerçants et une femme	Agresseurs militaires
05.11.98	KALUNDU  LUBERIZI dans la rivière RUSHIMA  BRESERA  LUVUNGI  Vers Cibitoke/Buru ndi	Plusieurs cadavres retrouvés  326 personnes flottant dans la rivière  547 corps dans une fosse commune  138 corps dans un charnier  Fuite de plusieurs personnes insécurisées par les massacres d'Uvira. 7000 réfugiés sont reconnus par le HCR/BURUNDI	Idem
Du début d' agression au 05.11.98	UVIRA RUBAGA RUKOBERO	15 personnes 17 personnes enterrées dans une fosse commune à SANGE	idem
Pendant toute l'agression		Pillage systématique des biens publics et des organismes internationaux, privés, intimidation, clandestinité, exil, ...	idem

Ces horreurs ont-elles besoin du qualificatif de "génocidaire" pour révolter la conscience humaine ? L'appartenance de leurs auteurs à l'ethnie victime du génocide de 1994 peut-il justifier l'indulgence, la négligence et même l'indifférence de la communauté internationale ? Faudrait-il rappeler que s'agissant des génocidaires de l'ex-Yougoslavie des pays occidentaux ne leur reconnaissent aucune circonstance atténuante ?

Radio-Vatican avait dénoncé en son temps le massacre ignominieux de KASIKA où des fidèles et leurs ministres, en pleine prière eucharistique, avaient été tous massacrés dans ce lieu de culte; après le viol public de la femme du chef du village et l'éventration de celle-ci alors enceinte.

Cette nouvelle n'a suscité aucun commentaire significatif de la presse internationale comme si les vies des victimes congolaises étaient sans importance dans la logique de l'analyse d'une communauté internationale déterminée à imposer ses vues et ses choix au peuple congolais même au prix d'une boucherie humaine. Les commentaires gênés et réservés des radios à grande diffusion internationale sur ces événements, dont les victimes ne sont que des civils sans moyens d'autodéfense, ébranlent totalement notre confiance en la

communauté internationale, aux agences de presse internationale, à l'organisation actuelle des relations entre les Etats. Il nous apparaît clairement aujourd'hui que, dans un monde livré à la loi de la jungle, peu importe la vérité, peu importent les faits patents! Seuls comptent les plus forts, les mieux organisés, les plus rusés! Mais qu'advierait-il et qu'en penserait la communauté internationale, s'il s'opérait un renversement de la situation et si les auteurs actuels de ces actes barbares se retrouvaient en difficulté militaire ? Le CONGO ne serait-il pas en face d'une levée de boucliers pour protéger les "victimes du génocide" ?

Génocide, expression poignante qui soulève nos coeurs d'indignation et de révolte, mais dont les morts n'existent plus . Mais combien faut-il de nouvelles victimes innocentes, expiatoires de crimes qu'elles n'ont pas commis ? En définitive, pourquoi la communauté internationale, la presse internationale, les nations puissantes et qui se disent "civilisées" ne recherchent-elles pas l'information objective, pour connaître la vérité ?

Nous le savons, certaines puissances aimeraient voir le CONGO éclater en petits Etats à leur solde. Cependant le peuple de ce pays n'aurait-il plus droit à la vie ni à une mort dans la dignité ?

Pour notre part nous condamnons fermement et sans complaisance ces actes barbares et leurs auteurs soutenus par les puissances occidentales partisans. Nous savons par ailleurs toute la haine dont le peuple congolais est l'objet suite à la convoitise des richesses dites scandaleuses que comporte notre pays.

Nous rappelons que la vie humaine est un don de DIEU et que nul au monde n'a le droit de la supprimer quel que soit son objectif. Elles sont méprisables, les nations qui ne voient l'accomplissement de leur dessein qu'à travers la suppression de vies humaines.

Ils ne méritent aucun respect, ni aucune considération, ceux qui, au nom de leurs ambitions politiques, n'hésitent pas à sacrifier des vies des hommes et des femmes sur lesquels pourtant, ils ambitionnent d'exercer leur pouvoir.

**Nous invitons l'Etat congolais à créer toutes les conditions indispensables à la protection et au bien être des citoyens de ce pays sur le sol de leurs ancêtres ; à s'impliquer dans tous les mécanismes honnêtes pouvant aboutir rapidement à la fin de la guerre au mieux des intérêts de notre pays. La guerre, en effet, n'est pas une fatalité.**

**Nous rappelons aux autorités civiles et militaires leur devoir de protéger toutes personnes habitant le sol congolais ainsi que leurs biens. Tous débordements ou bavures ne pouvant être exploités que contre la dignité de notre pays ( massacre semble-t-il de 300 personnes à Libenge et Zongo, graves incidents au Centre Béthanie et à la Nonclature Apostolique de Kinshasa stigmatisés par son Eminence le Cardinal-Archevêque de Kinshasa dans son message du 14/01/1999.)**

**Nous invitons tous les fils et filles de ce pays à se serrer les coudes, à créer un vaste mouvement de solidarité internationale, pour assurer sa légitime défense, pour faire émerger en son sein un Etat de droit qui puisse les protéger et où ils soient l'instance souveraine qui participe, dans la liberté et la démocratie, aux actions décisives qui marquent son destin et celui du monde.**

Nous exigeons des troupes d'occupation ougandaises, rwandaises et burundaises un retrait immédiat du territoire congolais et donc l'arrêt de ces massacres gratuits et déshonorants des civils sans défenses.

Nous exigeons des instances de la communauté internationale, le respect des lois qui nous régissent, la condamnation de cette barbarie et de ses auteurs, et les mesures conséquentes qui répareront ces méfaits et nous rétabliront dans nos droits.

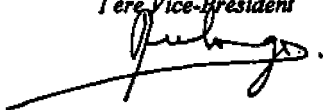
Aux frères et sœurs dans le Christ en R.D.C., nous rappelons fermement notre attachement à la foi de notre baptême et invitons chaque fidèle à discerner dans les événements qui bouleversent notre société, la volonté de nuire au peuple de DIEU qui est au CONGO en ébranlant les bases mêmes de nos convictions et de nos pratiques en particulier toute l'action de sape dirigée contre l'Eglise Catholique dans notre pays par la manipulation et l'agitation religieuses. Ne négligeons jamais la dimension politique de notre existence et le devoir que nous avons d'animer notre société des valeurs fondamentales de notre foi notamment : le respect et le service de la vie en chaque être humain car créé à l'image de DIEU et appelé au Salut par le Christ notre Sauveur.

Fait à Kinshasa le 15 janvier 1999

**POUR LE CONSEIL DE L'APOSTOLAT DES LAÏCS CATHOLIQUES DU CONGO**

André WAMESO  
Secrétaire Général  


Marie Thérèse MULANGA  
1ère Vice-Président



Pierre Anatole MATUSILA  
Président National



**MISE AU POINT SUR CERTAINS ASPECTS  
DE LA DECLARATION QUI PRECEDE.**

Les Forces Armées Congolaises ont démenti les allégations relatives au massacre de populations civiles à Libenge et Zongo (Province de l'Equateur). En tous les cas, si ces allégations se confirmaient, le Gouvernement en tirerait les conséquences au regard de nos engagements internationaux.

Les Forces Armées Congolaises, sous le commandement de Son Excellence M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA, donnent régulièrement des instructions aux forces combattantes de respecter les règles se rapportant à la conduite des hostilités, notamment la distinction des combattants d'avec les non combattants.

S'agissant de l'interpellation des personnes qui étaient hébergées au Centre Béthanie, celle-ci rentrait dans le cadre d'une opération de contrôle en période de guerre. Aucune conséquence grave n'est à déplorer quant à l'intégrité physique des personnes interpellées malgré le caractère disproportionné de l'intervention.

Répondant à la protestation de la Nonciature Apostolique, le Vice-Ministre des Affaires Etrangères a rappelé aux autorités concernées l'engagement de la République Démocratique du Congo à respecter l'article 22 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques du 18 avril 1961, consacrant l'inviolabilité des locaux diplomatiques.



This is an example of the USA's Rwandan Tutsi Trained Army massacre (Masisi/Kivu region, October 1998). There are many massacres committed by these Tutsi troops in the "Banyamulenge" name. Kivu is the Congolese region that welcomed frightened Tutsi from Rwanda in the sixties. Today, Congolese living in Kivu region are paying the price of their hospitality toward neighbors under an absolute unacceptable silence of the International Community.



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DES DROITS HUMAINS  
CABINET DU MINISTRE

# **LIVRE BLANC**

TOME 2

**SUR LES VIOLATIONS MASSIVES  
DES DROITS DE L'HOMME,  
DES REGLES DE BASE DU DROIT  
INTERNATIONAL HUMANITAIRE,  
AINSI QUE DES NORMES RELATIVES  
A LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT**

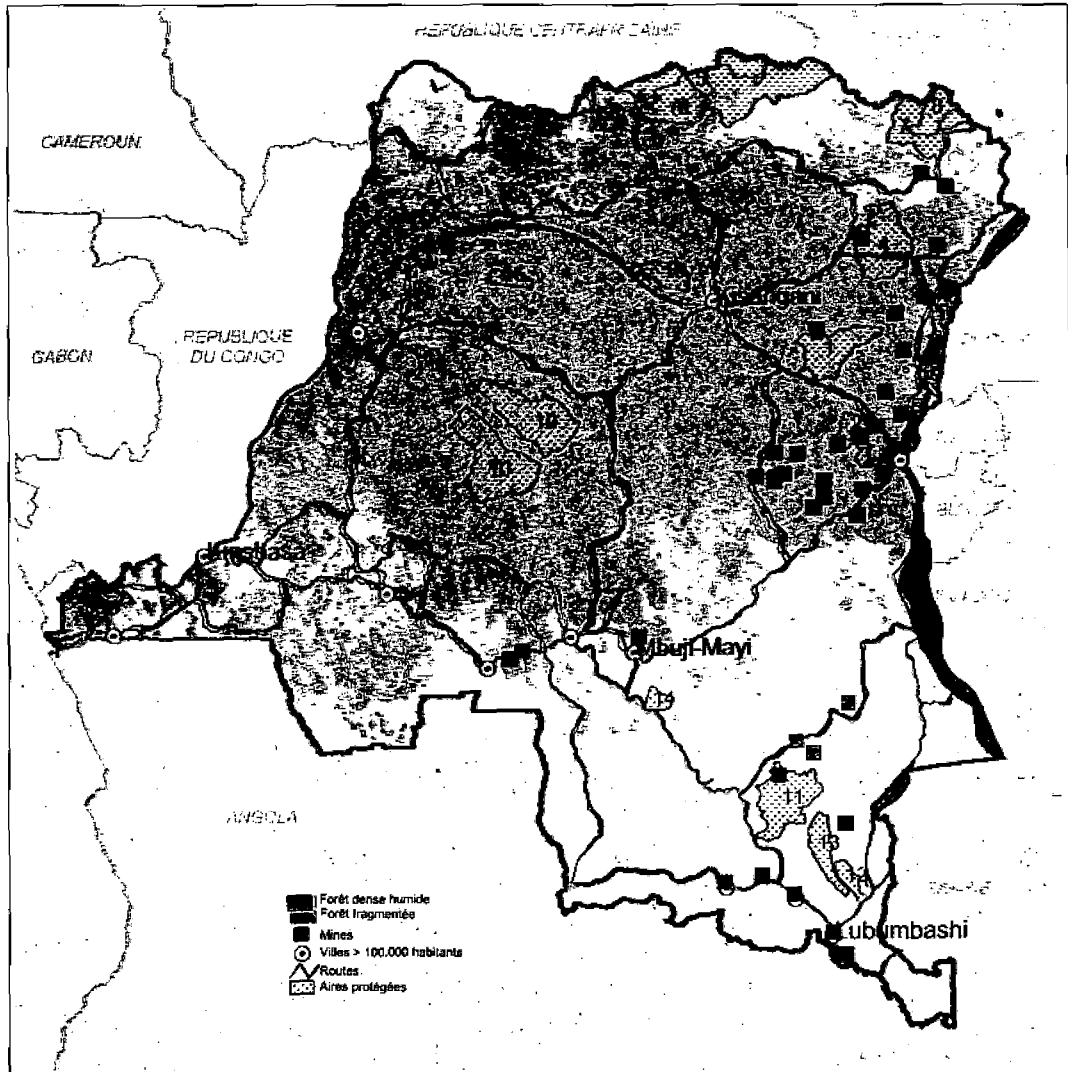
PAR

**LES PAYS AGRESSEURS  
(Ouganda, Rwanda, Burundi) ET LEURS  
COMPLICES CONGOLAIS  
A L'EST DE LA REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO**

*Couvrant la période  
du 06 Novembre 1998 au 15 Avril 1999*

*Kinshasa, Avril 1999*

## Aires Protégées, Couverture Forestière et Mines, République Démocratique du Congo



## Aires protégées

- |  |                                       |
|--|---------------------------------------|
| 1. Parc national de la Maïko             | 10. Parc national de la Salonga       |
| 2. Parc national de Kahuzi-Biega         | 11. Parc national de l'Upemba         |
| 3. Parc national des Virunga             | 12. Parc national de Kundelungu       |
| 4. Réserve de faune des Okapis           | 13. Parc national de Kundelungu Ouest |
| 5. Réserve naturelle de Bomu             | 14. Réserve de faune du Shaba         |
| 6. Domaine de chasse de Bili-Uere        | 15. Réserve de flore de Yangambi      |
| 7. Domaine de chasse de Gangala-na Bodio | 16. Réserve de faune de Lomako-Yekora |
| 8. Parc national de la Garamba           | 17. Parc national de Bombo-Lumene     |
| 9. Domaine de chasse de Rutshuru         | 18. Réserve forestière de la Luki     |

Les données relatives aux aires protégées ont été fournies par le World Conservation Monitoring Centre (Royaume-Uni). Les données sur la couverture forestière proviennent de la base de données TREES, Centre commun de recherche (Italie). Les données sur les routes proviennent de la Carte numérique du monde et du WRI.

0 100 200 300 400 Kilometres

**TABLES DES MATIERES**

	<i>Page</i>
<i>PROLEGOMENES</i> .....	7
<i>I. Les massacres de Makobola, de Kamituga, de Ngweshe et de Burhinyi</i> .....	12
<i>II. Les conventions de Genève du 12 Août 1949 et les protocoles additionnels de 1977 envisagés dans le contexte du conflit armé en République Démocratique du Congo</i> .....	15
<i>III. Les atteintes graves portées contre la faune et la flore dans les territoires occupés à l'Est de la République Démocratique du Congo par les agresseurs Rwando - Ougando - Burundais</i> .....	18
<i>IV. L'exploitation, la commercialisation et les trafics illégaux des ressources minières (Or, Diamant) dans la partie orientale de la République Démocratique du Congo par les agresseurs</i> .....	25
<i>V. Présentation du tableau synoptique</i> .....	29
<i>VI. Perspectives d'avenir</i> .....	30
<i>Tableau synoptique sur les violations massives des Droits de l'homme à l'Est, des règles de base du Droit international humanitaire, ainsi que des normes relatives à la protection de l'environnement</i> .....	33
<i>Annex I : Noms des personnes massacrées à Makobola et autres tueries enregistrées au Sud-Kivu</i> .....	62
<i>Annexe II : Liste des espèces les plus menacées et des espèces courant un risque sérieux établie par la convention de Washington (cités) du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction</i> .....	84
<i>Annexe III : Photos illustrant l'assassinat du Garde-Parc en poste au Parc Virunga et le bombardement de la station de la Rwindi, ainsi que la faune et la flore de ce parc. Photo montrant le bras d'un enfant dont le bras gauche a été sectionné par les éclats de bombe</i> .....	86 et 87

## LES PARCS NATIONAUX DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO EN PERIL



A l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières, Kon a l'habitude de clamer tout haut que la République Démocratique du Congo est un scandale géologique et minier. On oublie cependant qu'il est aussi scandale écologique telle que l'illustre la photo ci-dessus.

**Le parc national** est un espace territorial prescrit par l'Etat et dont la fonction est de conserver et de protéger toutes les espèces d'animaux, d'oiseaux et d'insectes ainsi que toutes les ressources en flore qui se trouvent dans ce parc.

La République Démocratique du Congo possède sept parcs nationaux, dont cinq ont été déclarés patrimoine de l'humanité. Il s'agit des parcs de:

- Virunga (Nord-Kivu)
- Kahuzi-Biega (Sud-Kivu)
- Garamba (Province Orientale)
- Kundelungu et Upemba (Katanga)
- Maiko (Province Orientale)
- Salonga Nord et Sud (Equateur, Kasai et Bandundu).

- La Réserve de faune d'Epulu fait également partie du patrimoine commun de l'humanité. Elle occupe une place particulière dans le patrimoine touristique national et abrite quelques milliers d'Okapis, espèce endémique que l'on ne trouve qu'en République Démocratique du Congo. Il en est de même du rhinocéros blanc dont notre pays possède le monopole. Malheureusement, ils sont en train d'être décimés par la coalition rwando-ougando-burundaise et leurs complices congolais, qui convoitent leurs cornes, lesquelles cornes se vendent à plus de 300.000 US \$ la pièce sur le marché international parce qu'elles servent à fabriquer des produits très pris en Asie.

Les réserves, parcs et domaines occupent globalement une superficie équivalant à 8% de la superficie totale du pays soit 180.000 Km<sup>2</sup>.

### Avant-propos

Dans le premier tome du Livre blanc, le Ministère des droits humains s'est appesanti sur les violations massives des droits de l'homme et des règles de base du droit international humanitaire par les pays agresseurs (Ouganda, Rwanda et Burundi) à l'Est de la République Démocratique du Congo.

Le deuxième tome, après avoir stigmatisé la persistance et l'aggravation des violations susmentionnées, présente les nombreuses et graves atteintes portées à l'environnement, ce patrimoine commun de l'humanité.

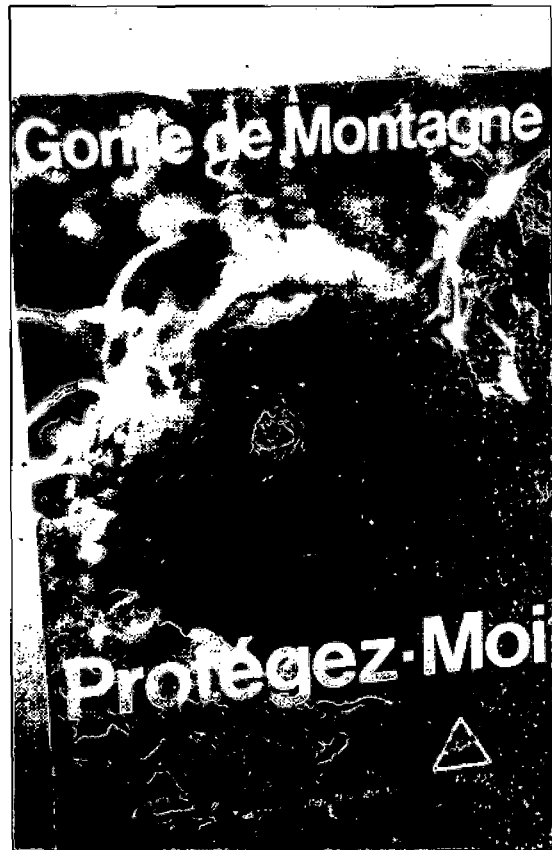
Est-il besoin de rappeler ici qu'un des principes fondamentaux posés par la Déclaration de Stockholm de 1972, repris dans la Charte de la nature de 1982 et lors de la Conférence de RIO de 1992 (Sommet Planète Terre), exige que les ressources naturelles du globe et particulièrement les échantillons représentatifs des écosystèmes naturels soient préservés dans l'intérêt des générations présentes et à venir. Comment alors comprendre le silence des institutions défenderesses de la nature, le PNUE et diverses ONG, devant le pillage et le saccage des biens écologiques par les Etats agresseurs, lorsqu'on sait que des espèces endémiques rares, comme l'Okapi, ne se retrouvent que dans le biotope congolais ? Notre souhait est que toutes ces institutions sortent rapidement de leur léthargie pour dénoncer tous ces méfaits, à l'instar du Conseil de Sécurité qui s'est servi du Livre Blanc Tome I comme document officiel (N°S. 1999/205 du 25 février 1999) de travail lors des débats ayant abouti au vote à l'unanimité de la résolution 1234 (3993 E Séance du 9 avril 1999).

Le Ministère des Droits Humains, tient, à travers ma personne, à remercier profondément d'une part, le Ministère des affaires foncières, environnement, conservation de la nature, pêche et forêt, et l'Institut congolais pour la Conservation de la Nature (I.C.C.N.) et d'autre part, le Ministère de mines, pour avoir, dans un esprit de partenariat, mis à notre disposition des documents indiqués pour la réalisation de cette œuvre.

Enfin, le Ministère des Droits Humains, exprime sa profonde reconnaissance aux différentes ONG des droits de l'homme ainsi qu'aux personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont contribué à l'élaboration de ce deuxième tome du livre blanc. Puisse-t-il être profitable à tout homme et à tout Etat épris de paix et de justice !

**Léonard SHE OKITUNDU**

**Ministre des Droits Humains**



- ☛ La photo à gauche, démontre à suffisance que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi ne manifestent aucune considération à l'endroit de l'environnement, qui constitue un facteur de paix et un facteur de développement. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, soutient Action 21 en définissant les droits et les responsabilités des Etats sur ces questions. Un des principes fondamentaux qu'elle énonce souligne que: Les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources mais non de porter atteinte à l'environnement d'autres Etats. L'article 2 paragraphe 4 de la Convention de Washington sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction de 1973 (CITES), abonde dans le même sens.
- ☛ La photo à droite, fait voir une Gorille de Montagne qui sollicite la protection contre les effets de la guerre injustement imposée à la République Démocratique du Congo par la coalition Rwando-Ougando-Burundaise.

En effet, les militaires de la coalition rwando-ougando-burundaise et leurs complices, ont tué notre plus célèbre Gorille, MAHESHE. Sa dépouille a été ramenée dans le pays de PAUL KAGAME. Un autre Gorille, tout aussi célèbre du parc de Virunga, NINJA, a été abattu dans les mêmes conditions; l'autre MUSHAMUKA a été aussi tué au parc de Kahuzi-Biega. Le peuple congolais dit Non à ces actes criminels et barbares. La République Démocratique du Congo, interpelle le Programme des Nations Unies à l'Environnement (PNUE), autorité mondiale principale sur les questions environnementales afin qu'il mette sur pied un comité d'évaluation des dégâts portés à la faune et à la flore de la République Démocratique du Congo, comme il l'a fait dans les Balkans (ex Yougoslavie). Pourquoi cette politique de deux poids deux mesures ?

## PROLEGOMENES

01. Dans le cadre de la sensibilisation de l'opinion tant nationale qu'internationale sur les violations massives des droits de l'homme, des règles de base du droit international humanitaire, ainsi que des normes relatives à la protection de l'environnement, le Gouvernement de Salut Public, par le biais du Ministère des Droits Humains, a pris l'initiative de procéder à des publications périodiques destinées à relever, de manière synthétique, les comportements des Etats agresseurs de la République Démocratique du Congo (RDC).
02. Les violations recensées illustrent à suffisance que les agresseurs rwandais, ougandais et burundais de la République Démocratique du Congo (R.D.C.) n'entendent pas désarmer de sitôt. Leurs actions machiavéliques s'inscrivent dans une entreprise de déstabilisation de l'Etat congolais et du Gouvernement de Salut Public, dirigé par Son Excellence M'ZEE LAURENT-DESIRE KABILA.
03. Ainsi, ce Livre Blanc, tome 2, a-t-il le mérite non seulement de stigmatiser, à l'instar du tome 1, les violations massives des droits de l'homme et les règles de base du droit international humanitaire, mais aussi de mettre en exergue les atteintes graves portées à la faune et à la flore de la République Démocratique du Congo, et ce au mépris des normes environnementales internationales (1).  
Il convient de noter que l'environnement est un patrimoine de tous les peuples du monde ; il est un facteur non seulement de paix mais aussi bien de développement.
04. La volonté de protéger juridiquement et matériellement l'ensemble de la biosphère a été exprimée par la conférence de Stockholm convoquée par la résolution 2398 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 3 décembre 1968 et qui a donné lieu à la « Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement » de 1972. (2)
05. Parmi les principes essentiels de la Déclaration de Stockholm, on peut relever celui qui proclame en tant que nouveau droit de l'homme, le droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans un environnement dont la qualité lui permette de vivre dans la dignité et le bien-être (principe 1)
06. Elle a par ailleurs posé le principe de la responsabilité internationale des Etats en matière de protection de l'environnement : « conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international, les Etats ont le droit souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement et ils ont le devoir de faire en sorte que les activités exercées dans les limites de leur juridiction ou sous leur contrôle ne causent pas de dommage à l'environnement dans d'autres Etats ou dans des régions ne relevant d'aucune juridiction nationale. » (Principe 21)

(1) Il s'agit notamment des articles 35 et 55 du Protocole additionnel I aux Conventions de Genève du 12 août 1949 stipulant respectivement : « article 35 : « ... Il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer ou dont on peut attendre qu'ils causeront des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel ; Art. 55 relatif à la protection de l'environnement : « 1. La guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. Cette protection inclut l'interdiction d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre conçus pour causer ou dont on peut attendre qu'ils causent de tels dommages à l'environnement naturel, compromettant, de ce fait, la santé ou la survie de la population. 2. Les attaques contre l'environnement naturel à titre de représailles sont interdites » ; « Les activités interdites, dans les réserves naturelles intégrales en vertu de dispositions de l'alinéa (a) (iii) de paragraphe 4 du présent article sont également interdites dans les parcs nationaux... ».

(2) Mohammed Bedjaoui, *Droit international, Bilan et perspectives*, Tome 2, A. PEDONE, Paris 1991, page 1085.

07. Il convient de noter qu'en 1983, les Nations Unies instituèrent la **Commission Mondiale pour l'environnement et le développement**, dont les travaux permirent de comprendre qu'il était devenu urgent et indispensable de mettre en œuvre un développement qui soit favorable à la fois à l'environnement et au bien-être des populations du monde entier.<sup>(3)</sup>
08. On se rendit compte de plus en plus que la détérioration de l'environnement, auparavant considérée comme un effet secondaire de la pollution industrielle dans les pays riches, était un problème qui menaçait également les Nations en développement.
09. Sous l'impulsion de Mme GRO HARLEM BRUNTLAND (Norvège), la Commission proposa dans son rapport de 1987 à l'Assemblée générale le concept de *développement durable*, une démarche différente qui se fonde uniquement sur la croissance économique, une démarche qui « répondrait au besoin du présent sans lui compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ».
10. Après avoir étudié ce rapport, l'Assemblée générale convoqua la **conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement** (Rio de Janeiro, 1992), qui fut ensuite connue sous le nom de **Sommet Planète Terre**.
11. Les objectifs principaux de cette conférence consistaient à parvenir à un accord sur une stratégie de développement qui protégerait l'environnement tout en assurant le développement économique et à poser les fondations d'un partenariat mondial entre les pays en développement et industrialisés qui se fonderait sur les besoins mutuels et des intérêts communs, de manière à assurer à l'avenir la santé de la Planète. De nos jours, tous les secteurs des Nations Unies ou presque reflètent cette prise de conscience de la nécessité de protéger et de maintenir l'environnement.
12. Les Gouvernements présents à la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement franchirent un pas historique lorsqu'ils adoptèrent **AGENDA 21**, un plan complet d'Action mondiale dans tous les domaines de développement durable. Outre AGENDA 21 qui, en cherchant à répondre aux besoins de tous les peuples, aborde à la fois les objectifs de l'environnement et ceux du développement, le Sommet adopta la **Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement** qui définit les droits et les responsabilités des Etats, et la **Déclaration des principes sur les forêts**, ensemble des principes destinés à assurer la gestion durable des forêts dans le monde.
13. Dans le même contexte, **deux conventions** juridiquement contraignantes **l'une sur le changement climatique** (en vigueur depuis 1994) et **l'autre sur la diversité biologique** (en vigueur depuis 1993) furent négociées durant la période précédant le sommet et ouverte à la signature à Rio. La diversité biologique, c'est-à-dire la variété des espèces végétales et animales, est essentielle à la survie de l'homme.
14. La **convention sur la diversité biologique** signée par 172 Etats a pour objectifs la protection et la préservation de la vaste gamme d'espèces animales et végétales et de leur habitat. La convention oblige les Etats à préserver la biodiversité, à assurer son développement durable et à prévoir un partage juste et équitable des bénéfices fournis par l'utilisation des ressources génétiques.

(3) ABC des Nations Unies, Département de l'Information des Nations Unies, New York, février 1998, page 216 .



15. Le Gouvernement de Salut Public attire l'attention de la Communauté Internationale sur le fait que la coalition rwando-ougando-burundaise se livre impunément aux pillages et à la destruction de nos aires protégées et des habitats destinés à garder nos espèces endémiques notamment les Rhinocéros blancs, les okapis, les éléphants et les gorilles de montagne. Or, les espèces menacées de disparition bénéficient également de la protection de la **Convention sur le Commerce International des espèces sauvages menacées d'extinction de 1973 (CITES)** (4) qui est administrée par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), Autorité Mondiale principale sur les questions relatives à la protection et à l'amélioration de l'environnement.
16. On peut également relever que les Etats agresseurs violent les dispositions pertinentes de la **Charte Africaine des Droits de l'homme et des peuples de 1981**, précisément son article 21 alinéa 1 qui se lit comme suit : « les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut en être privé ».
17. Malheureusement, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi se livrent impunément au pillage et au saccage de nos matières premières (or et diamant) et ce, au mépris des dispositions pertinentes de la **Charte de l'ONU**, de la **Charte internationale des Droits de l'homme**, de la **Charte de l'OUA** et de la **Charte africaine des droits de l'homme et des peuples**.
18. Eu égard au principe 1 de la Déclaration de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, le Gouvernement de Salut Public s'interroge sur la jouissance saine par les Congolais, victimes des atteintes précitées à l'environnement, des conditions de vie satisfaisantes et d'un environnement dont la qualité leur permet de vivre dans la dignité et le bien-être.
19. La République Démocratique du Congo, soucieuse du respect de ses engagements internationaux, se trouve bon gré malgré dans l'impossibilité partielle d'appliquer le premier volet du principe 21 de la même Déclaration de Stockholm, du fait de l'agression dont elle est l'objet. En vertu de ce principe, les Etats ont le devoir souverain d'exploiter leurs propres ressources selon leur politique d'environnement, conformément à la Charte des Nations Unies et aux principes du droit international.
20. Du fait de l'agression dont elle victime, particulièrement de l'occupation de son territoire par les armées étrangères du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi, la RDC se trouve dans l'impossibilité de donner effet à l'article 24 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des peuples, selon lequel : « tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement ».

(4) Article 2 par. 4 de la Convention sur le commerce international des espèces de la faune et de la flore sauvages menacées d'extinction de 1973 : « Les parties ne permettent le commerce des spécimens des espèces inscrites aux Annexes I, II et III qu'en conformité avec les dispositions de la présente convention ; Article III sur la réglementation du commerce des spécimens des espèces inscrites à l'Annexe I : « Tout commerce de spécimen d'une espèce inscrite à l'Annexe I doit être conforme aux dispositions du présent article ». Par CITES, il convient d'entendre Convention ou International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora.

21. La République Démocratique du Congo tient à rappeler à la coalition rwando-ougando-burundaise qu'il est désormais admis que l'ensemble des éléments de l'environnement (air, eau, sol, ressources naturelles, faune et flore) qu'ils soient sous juridiction nationale ou dans des espaces internationaux, doivent être protégés dans l'intérêt des générations présentes et futures parce qu'ils constituent un patrimoine de tous les peuples du monde qui est irremplaçable et doit être conservé pour le bien de l'humanité <sup>(5)</sup> (Convention de l'UNESCO du 23 novembre 1972 relative au patrimoine mondiale culturel et naturel).
22. Il est déplorable de constater que nos agresseurs se livrent quotidiennement aux violations massives et systématiques des règles et principes fondamentaux du droit de l'environnement dans les territoires occupés à l'Est de la R.D.C., pillent et détruisent la faune et la flore de nos parcs nationaux de VIRUNGA, de GARAMBA, de KAHUZI BIEGA dans un but mercantiliste. <sup>(6)</sup>
23. Le trafic international de la faune et de la flore sauvages, qui porte sur des milliards de dollars chaque année, est responsable de la réduction massive des effectifs de nombreuses espèces animales et végétales. A ce propos, le Ministère des Droits Humains en collaboration avec le Ministère des Affaires Foncières, Environnement, Conservation de la nature, Pêche et Forêts, livre à l'opinion publique tant nationale qu'internationale une analyse chiffrée du manque à gagner dont est victime la R.D.C. de juillet 1997 jusqu'à ce jour.
24. La R.D.C. invite l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture (UNESCO) qui a élevé certains de nos parcs au rang de patrimoine commun de l'humanité, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (F.A.O.), l'Union Internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (U.I.C.N.), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (P.N.U.E.), le WORLD WILD LIFE FUND (WWF), à dénoncer vivement les actes d'atteinte à l'environnement de la part des Etats agresseurs et à exercer des pressions de nature à obtenir leur retrait immédiat et inconditionnel des aires protégées.
25. A l'opposé de nos agresseurs dans les territoires occupés où les personnes civiles, notamment de la catégorie des personnes vulnérables, sont massacrées, violées, torturées, déportées, extorquées de leurs biens mobiliers et immobiliers, le Gouvernement de Salut Public, respectueux de ses engagements internationaux, protège les TUTSI rwando-ougando-burundais dans des sites appropriés. Le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) et le Comité International de la Croix Rouge (CICR) leurs rendent visite régulièrement et les interrogent sans témoin afin de s'assurer de l'effectivité de la protection accordée par le Gouvernement de Salut Public.
26. Il convient de ne pas perdre de vue que depuis l'adoption de la Charte des Nations Unies le 26 juin 1945, la guerre a été mise hors la loi en tant que moyen de conduire la politique nationale d'un Etat. La guerre en elle-même constitue une violation manifeste des droits de l'homme. Les relations entre les Etats modernes doivent être pacifiques reflétant l'abandon par ces derniers du recours à la force comme moyen d'obtenir l'exécution des engagements souscrits sur la scène internationale.

(5) Mohammed Bedjaoui, op cit, p. 1086

(6) Article 2 par. 4 de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction de 1973 : « Les parties ne permettant le commerce des spécimens des espèces inscrites aux Annexes I, II et III qu'en conformité avec les dispositions de la présente convention : article III sur la réglementation du commerce des spécimens des espèces inscrites à l'Annexe I : « Tout commerce de spécimens d'une espèce inscrite à l'Annexe I doit être conforme aux dispositions du présent article ».

27. Par ailleurs, il y a lieu de rappeler le principe du respect de l'intégrité territoriale d'un Etat et celui du non-recours à la force contenus dans la résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970, mieux connue sous l'appellation : « Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies ».

Ce sont, en fait, des principes du droit international coutumier dont la plupart, pour ne pas dire tous, sont régulièrement réaffirmés par voie conventionnelle ou unilatérale. Ils s'imposent à tous les Etats, membres ou non de l'ONU.

28. De ce qui précède, le tome 2 du Livre blanc comprendra les points ci-après : les massacres de MAKOBOLA et de KAMITUGA au regard du Droit International Humanitaire (1), le cinquantenaire des conventions de Genève du 12 août 1949 et les protocoles additionnels de 1977 envisagé dans le contexte du conflit armé en R.D.C. (2), les atteintes graves portées contre la faune et la flore dans les territoires occupés à l'Est de la RDC (3), le trafic illégal des ressources minières (or, diamant...) et forestières (bois, café) de la partie orientale de la RDC par les agresseurs (4), la présentation du tableau synoptique des violations des droits de l'homme dans les provinces orientales (5) et les perspectives d'avenir (6).

**I. LES MASSACRES DE MAKOBOLA, DE KAMITUGA,  
DE NGWESHE ET DE BURHINYI.**

29. Au moment où la Communauté internationale en général, et la République Démocratique du Congo, en particulier, célébraient la fête de la Saint Sylvestre, à l'aube de l'année 1999, le sang de paisibles populations civiles de MAKOBOLA a coulé à flot du fait des massacres perpétrés par les TUTSI qui commandent le mouvement rebelle en République Démocratique du Congo.
30. Pendant la commission de ces actes criminels et barbares, on a pu relever la présence d'un des responsables attitrés du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) en la personne de Monsieur BIZIMANA KARAHHA. Il a, par ailleurs reconnu ce fait dans une déclaration.
31. Il résulte du bilan établi à l'issue de cette tuerie, mieux de ce carnage, que plus de 615 personnes civiles ont été lâchement massacrées. Elles relevaient pour la plupart de la catégorie des personnes vulnérables (7). On peut s'interroger à ce niveau sur les mobiles réels et les dividendes politico-juridiques qui ont poussé les responsables du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie), encadrés par le Rwanda et l'Ouganda, à s'offrir pareil bain de sang.
32. Tout observateur averti de la guerre imposée depuis le mois d'août 1998 au peuple congolais, peut remarquer que nos agresseurs TUTSI jouent souvent à la victimisation et au jeu de mascarade aux fins de s'attirer la commisération et la compassion de la Communauté internationale. Le but visé par ce massacre de MAKOBOLA était d'imputer la responsabilité de cet acte criminel aux troupes régulières des Forces Armées Congolaises (FAC) et à leur Commandant suprême, M<sup>z</sup>ee Laurent Désiré KABILA, comme cela a été le cas récemment avec le carnage des six touristes occidentaux en OUGANDA dont on a voulu faire porter la responsabilité à l'Etat congolais, en passant sous silence qu'il s'agissait d'un crime commis dans les territoires occupés et contrôlés par les Etats agresseurs et leurs agents du RCD et du MLC (Mouvement de Libération du Congo).
33. Il est regrettable de constater que la coalition rwando-ougando-burundaise viole impunément les dispositions pertinentes des Conventions de Genève du 12 août 1949 sur le droit international humanitaire pour lesquelles la Communauté internationale s'apprête à célébrer le cinquantenaire le 12 août 1999, de la même manière qu'elle l'a fait en ce qui concerne la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme du 10 décembre 1948.
34. Le massacre de MAKOBOLA, dénoncé par l'Agence MISNA basé à ROME, connue par tous les observateurs de la scène internationale comme organisme autonome, viole les dispositions pertinentes de l'article 51<sup>e</sup> du protocole I relatif à la protection de la population civile en temps de guerre, ainsi que de l'article 33 de la Convention de Genève IV relative à la protection des personnes civiles en temps de paix qui a proscriit les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens.

(7) En annexe, la liste complète contenant l'identité des personnes tuées. Par personnes vulnérables, le Droit International humanitaire fait allusion aux personnes âgées, aux femmes et aux enfants qui doivent bénéficier d'un traitement particulier lors des hostilités.

35. Toutes choses restant égales par ailleurs, les massacres de KAMITUGA, de NGWESHE, de BURHINYI, s'inscrivent dans la même logique que celui de MAKOBOLA : leur dénominateur commun est la violation des dispositions de l'article 40 du protocole additionnel aux Conventions de Genève qui prohibe le quartier (8).
36. Selon le rapport de HUMAN RIGHTS WATCH, outre les événements de KASIKA, d'autres massacres doivent également être soumis à l'enquête, notamment les massacres qui ont eu lieu dans la région de MAKOBOLA au Sud - Kivu.

Les autorités du Rassemblement Démocratique Congolais (R.C.D) et celles des gouvernements du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi doivent donner à leurs forces militaires présentes au Congo l'ordre de coopérer avec les organismes chargés de telles enquêtes et de sanctionner les coupables (9).

37. L'« action publique » internationale en vue de faire respecter des normes et des valeurs essentielles pour la communauté internationale trouve son fondement en droit international humanitaire dans l'article 1 commun aux quatre Conventions de Genève, lequel fait obligation à tous les Etats parties non seulement de respecter ces conventions mais aussi de les faire respecter.
38. Il ne peut être opposé à un Etat membre de la communauté internationale le principe de « non-ingérence dans les affaires intérieures » des Etats violateurs des droits de l'homme pour la simple raison qu'il s'agit d'une matière faisant partie du « jus cogens » (droit international impératif).  
Ainsi que l'a relevé le colloque des juristes réuni à Mans, l'obligation de respecter les droits de l'homme incombe à tout Etat vis-à-vis de la communauté internationale dans son ensemble et tout Etat a un intérêt juridique à la protection des droits de l'homme (10).
39. C'est dans cet ordre d'idées que la République Démocratique du Congo a saisi la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples en procédure d'urgence, au regard de l'article 49 de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples du 28 juin 1981.
40. Dans ses conclusions, la République Démocratique du Congo demande à la Commission :

- 1) de constater les violations des dispositions pertinentes de la Charte internationale des droits de l'homme et de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ;
- 2) de condamner l'agression contre la République Démocratique du Congo, génératrice des violations graves des droits humains à l'endroit de paisibles populations congolaises ;
- 3) d'envoyer une Commission d'enquête sur le terrain afin de constater la barbarie des agresseurs ;

(8) Au terme de l'article 40 du Protocole, : « Il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas des survivants, d'en menacer l'adversaire ou de conduire les hostilités en fonction de cette décision ».

(9) Human Rights Watch, Vol. 11, N° 01 (A), Février 1999.

(10) Colloque de Mans, « la responsabilité dans le système international » in S.F.D.I., L.d. A. Pedone, Paris, France, page 127.

- 4) d'exiger le retrait inconditionnel des troupes d'agression du territoire congolais pour mettre fin aux violations graves et massives des droits humains ;
  - 5) d'exiger des pays agresseurs une juste réparation des dommages causés et des actes de pillage ;
  - 6) d'indiquer les mesures appropriées pour sanctionner les auteurs des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité commis sur le territoire congolais.
41. La République Démocratique du Congo se félicite de voir l'Organisation des Nations Unies (Conseil de sécurité) sortir de sa léthargie, en votant le 9 avril 1999, la Résolution 1234 relative à la situation de guerre qui prévaut sur son territoire notamment lorsqu'elle condamne tous les massacres qui y sont perpétrés. Elle appuie, par ailleurs, la demande faite par l'ONU d'ouvrir une enquête internationale sur tous ces éléments, notamment les massacres dans la province du Sud-Kivu, afin de traduire en justice les responsables. (11), Il en est de même lorsqu'elle recommande le retrait des forces non invitées.
  42. Le Gouvernement de Salut Public et le peuple congolais tout entier auraient souhaité que le Conseil de Sécurité puisse clairement nommer les agresseurs rwando-ougando-burundais pour que ces Etats soient découragés de leurs activités qui enfreignent les principes directeurs repris à l'article 2 de la Charte de l'ONU. Lesquels principes ont été élevés au rang de jus cogens et, de ce fait, s'imposent à tous les Etats sans exception.
  43. La République Démocratique du Congo, Etat épris de paix et de justice, soucieuse de mettre en œuvre la politique de bon voisinage avec les neuf Etats qui l'entourent, regrette les déclarations belliqueuses et irrédentistes de Paul KAGAME, Vice-Président et Ministre chargé de la défense du Rwanda, lorsqu'il affirme notamment qu'il va poursuivre la guerre en République Démocratique du Congo avec ou sans l'apport du « mouvement rebelle » qu'il soutient d'ailleurs activement.
  44. De telles déclarations belliqueuses violent la Résolution 2625 (XXV) du 24 octobre 1970 portant Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies, en ce qu'elle impose aux Etats membres « le devoir de s'abstenir de toute propagande en faveur des guerres d'agression », ainsi que d'« organiser ou d'encourager l'organisation de forces irrégulières ou de bandes armées ». De même le Pacte relatif aux droits civils et politiques interdit, en son article 20, toute propagande en faveur de la guerre.
  45. En fait, nous sommes en présence d'une politique et d'une pratique de « terrorisme d'Etat » que la résolution 39/159 du 17 décembre 1989 sur l'inadmissibilité de la politique du terrorisme d'Etat et de toute action des Etats visant à saper le régime politique et social d'autres Etats souverains condamne énergiquement comme mode de comportement à l'égard d'autres Etats et peuples.
  46. Pour sa part, la République Démocratique du Congo tient à la préservation du devoir des Etats à coopérer les uns avec les autres au maintien de la paix et de la sécurité internationales.

(11) Cf. Le point 7 du préambule de la Résolution 1234.

**II. LES CONVENTIONS DE GENEVE DU 12 AOUT 1949 ET LES PROTOCOLES ADDITIONNELS DE 1977 ENVISAGES DANS LE CONTEXTE DU CONFLIT ARME EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO.**

47. Le prochain cinquantenaire des Conventions de Genève du 12 août 1949 sur le droit international humanitaire constitue une occasion pour les Etats signataires et adhérents de réfléchir sur le degré d'applicabilité des dispositions qui régissent la conduite des hostilités, le respect attaché à la population civile, notamment les personnes vulnérables considérées comme des non-combattants.
48. Les Conventions de Genève et leurs protocoles d'accord additionnels 1977 se trouvent être un bien commun que l'on peut invoquer dans des circonstances particulières, et qu'il importe de faire largement connaître dans les milieux spécialisés comme dans le grand public (12).
49. Il n'est pas inutile de rappeler que les sources principales du droit international humanitaire sont les Conventions de Genève et leurs protocoles additionnels. Il existe quatre conventions de Genève adoptées le 12 août 1949, à savoir :
- La Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne (convention I)
  - La Convention de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer (convention II)
  - La Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre (convention III)
  - La Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (convention IV).
50. Ces conventions s'appliquent en période de guerre que le conflit armé soit international ou non. A ces quatre conventions sont venus s'ajouter deux protocoles en 1977. D'une part le Protocole I relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux et d'autre part le Protocole II relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux.
51. C'est au CICR qu'est dévolue la tâche de veiller à l'application et au développement du Droit International Humanitaire. Le C.I.C.R. est une ONG qui a reçu des Etats parties aux Conventions de Genève et à leurs protocoles additionnels des compétences spéciales de surveillance, d'enquête, et de protection des victimes des conflits armés.

(12) HORSY (F), *Genève et Développement du droit international humanitaire*, CICR, Genève 1982, page 16.

52. Afin que le droit international humanitaire quitte le domaine du rêve et se traduise effectivement dans la réalité, il faudrait que tous les Etats qui ont ratifié ces instruments adhèrent à leur esprit et à leur lettre. Qu'il n'y ait pas sur l'échiquier mondial des Etats exonérés de leurs obligations et d'autres qui doivent s'y soumettre.
53. Dans le contexte de la guerre qui est infligée à la République Démocratique du Congo par les agresseurs rwando-ougando-burundais, la République Démocratique du Congo fait des efforts pour respecter ses obligations internationales. Aussi dans le souci de respecter la Convention IV et sans exigence de réciprocité, le Gouvernement de Salut Public a, par la création de la **Commission Interdépartementale pour les questions humanitaires** le 12 août 1998, voulu assurer la protection des personnes d'ethnie Tutsi qui sont logées dans les différents centres d'hébergement tant à Kinshasa que dans la province du Katanga. Ces personnes ne sont pas des prisonniers, elle sont internées dans les sites pour leur propre sécurité. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) les visite quant il le veut.
54. Dans plusieurs cas tels que lors de la prise de Matadi, bien que les frappes aériennes (bombardements) étaient la solution la plus rapide, le gouvernement a refusé d'y avoir recours afin de ne pas atteindre des biens à caractère civil et aussi pour ne pas toucher des personnes civiles. Respectueuse de l'article 33 de la Convention de Genève IV, la République Démocratique du Congo n'a jamais eu recours à des représailles contre les populations Tutsi protégées dans différents sites et cela bien que la coalition rwando-ougando-burundaise perpétrait des massacres à l'Est.
55. La République Démocratique du Congo s'est toujours imposée le devoir de faire la distinction entre combattants et non combattants. De même, au plus fort de la grogne populaire, jamais le peuple congolais n'a eu des comportements tels que éventrer les femmes enceintes, écraser les têtes des nouveaux-nés contre les murs, piler les bébés dans les mortiers. Ainsi que cela se produit couramment dans le camp des agresseurs, habitués à la culture génocidaire.
56. Mettre en œuvre le droit international humanitaire exige l'implication d'organes gouvernementaux et non-gouvernementaux, d'experts en des nombreux domaines et l'existence de la volonté politique.  
 Dans le chef de la République Démocratique du Congo, cette volonté politique a été démontrée lors de la célébration du 50<sup>ème</sup> anniversaire de la Déclaration Universelle des droits de l'homme. Le Ministère des Droits Humains, en collaboration avec le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme en République Démocratique du Congo, a organisé des séminaires de formation auprès des institutions académiques, des ONG des droits de l'homme, des magistrats, des officiers de police, des médias.  
 L'objectif principal poursuivi était de doter tous les participants d'une formation adéquate en matière des droits de l'homme et du droit international humanitaire.
57. Dans le même ordre d'idées, la République Démocratique du Congo tient à saisir l'occasion que lui offre le cinquantenaire des Conventions de Genève du 12 août 1949 pour mener une campagne de vulgarisation du droit international humanitaire, en collaboration avec le CICR, afin de véhiculer des idées nobles propres aux hommes épris de paix et de justice.



58. La coalition machiavelique rwando-ougando-burundaise par contre mène cette guerre d'agression dans l'ignorance totale des règles du droit international humanitaire. Bien que signataires des quatre Conventions de Genève et des deux protocoles additionnels, ces États agresseurs et leurs complices ne sont guère soucieux de respecter les obligations internationales qu'ils ont souscrites en ratifiant ces instruments. Aussi, il sied de relever que régulièrement dans le camp des agresseurs l'on observe des violations grossières des règles de base du droit international humanitaire. Ils ne font aucune distinction entre les combattants et non combattants, attaquent indistinctement les biens à caractère civil et les objectifs militaires, se distinguent par la perfidie dans les attaques et ont une prédilection particulière dans leur travail de destruction pour les personnes vulnérables.
59. Les agresseurs s'attaquent également aux biens des organisations internationales, aux hôpitaux, aux lieux de culte, aux espèces animales protégées, aux biens indispensables à la survie de la population. Leur action est à ne point se tromper une négation totale des règles du droit international humanitaire et particulièrement de la quatrième Convention de Genève. Ils se livrent à une exploitation illicite des minerais, du bois, du café ; des usines entières sont démontées, leurs activités à l'Est ressemble à un pillage orchestré, acte prohibé par l'article 33 de la quatrième Convention de Genève. Les territoires occupés sont remplis des charniers, témoignage de nombreux massacres perpétrés à l'Est de la République Démocratique du Congo. Chez eux les prisonniers de guerre sont publiquement exécutés après avoir subi des tortures atroces, en violation flagrante de la troisième Convention de Genève relative à la protection des prisonniers de guerre.

### III. **LES ATTEINTES GRAVES PORTEES CONTRE LA FAUNE ET LA FLORE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO PAR LES AGRESSEURS RWANDO - OUGANDO - BURUNDAIS**

60. La conférence mondiale sur l'environnement de Stockholm (du 5 au 16 juin 1972) organisée dans le cadre de l'O.N.U a abouti à une déclaration qui a posé quelques principes qui gouvernent encore la recherche de l'élaboration du droit international de l'environnement. (13)

On relèvera en particulier la liaison étroite entre les droits de l'homme et la protection de l'environnement, énoncée dans le principe I de cette Déclaration d'après laquelle « l'homme a un droit fondamental à la liberté, à l'égalité et à des conditions de vie satisfaisantes, dans l'environnement dont la qualité lui permet de vivre dans la dignité et le bien - être ».

61. La Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement soutient l'Agenda 21, en définissant le droit et la responsabilité des Etats sur les préoccupations environnementales. Elle énonce entre autres les principes suivants :
- les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable ;
  - ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec leurs natures ;
  - les Etats ont le droit d'exploiter leurs propres ressources mais non de porter atteinte à l'environnement d'autres Etats.

A ce sujet le Gouvernement de Salut Public invite la Communauté internationale à attirer l'attention de la coalition rwando-ougando-burundaise pour qu'elle se conforme à ce principe pertinent de ladite Déclaration.

62. L'homme a par ailleurs le devoir sacré de protéger et d'améliorer l'environnement pour les générations présentes et futures. C'est ainsi que cinq de nos sites ont été déclarés « sites du patrimoine mondial ». Il s'agit notamment des parcs ci-après : Parc National de la Garamba, Parc National de Virunga, Parc National de MAIKO, Parc National de Kahuzi-Biega et Parc National de Upemba.

#### 1.1. **ETATS DES LIEUX DES AIRES PROTEGEES SOUS - OCCUPATION**

63. Le Gouvernement de Salut public et le peuple congolais dénoncent avec véhémence le péril auquel sont exposés nos aires protégées et l'ensemble du patrimoine national face à l'agression dont notre pays, la République Démocratique du Congo, est victime. En procédant à la violation et à la destruction de nos aires protégées, la coalition rwando-ougando-burundaise enfreint en même temps les droits de l'homme.

(13) KOMI ( R ). Droit et administration de l'environnement. Montchebrien. Paris, 1994. Page 30

64. Le Pacte international relatif aux droits économiques, socio-culturels déclare à son article 25 que : « Aucune disposition du présent pacte ne sera interprétée comme portant atteinte aux droits inhérents de tous les peuples à profiter et à user pleinement et librement de leurs richesses et ressources naturelles.
65. Il est indiqué de rappeler aux agresseurs, qu'à l'instar de la première génération des droits de l'homme relative aux droits civils et politiques et de la deuxième génération ayant trait aux droits économiques, sociaux et culturels, le droit de la paix et le droit à un environnement sain relèvent désormais de la troisième génération. A cet effet, la République Démocratique du Congo invite la Communauté internationale et les organismes internationaux s'occupant de la promotion et de la protection des droits de l'homme à exercer une pression sur les Gouvernements agresseurs afin de cesser immédiatement à détériorer la faune et la flore de son territoire.
66. La position géographique de nos parcs, domaines de chasse et réserves apparentées, expose dangereusement notre faune et notre flore aux incursions ennemies et à des pressions de braconnage qui atteignent souvent des seuils limites, avec le danger d'assister à la disparition de nos espèces rares.
67. Des sources concordantes, les informations les plus dramatiques nous parviennent sur l'état dévasté de nos parcs et réserves sous occupation des troupes d'agression dans les provinces du Sud-Kivu, du Nord-Kivu, province orientale et du Maniema. Il s'agit notamment des massacres généralisés, de la destruction méchante de nos écosystèmes, de notre faune et de notre flore, de la déportation vers le Rwanda et l'Ouganda de nos okapis, de nos rhinocéros, et des gorilles de montagne ; tous, des espèces rares qui font partie du patrimoine commun de l'humanité. On est en présence d'une véritable catastrophe écologique provoquée, proche de l'«écocide».
68. La population des rhinocéros du Nord dont nous assurons la protection s'élevait avant la guerre à plus ou moins 24 spécimens dont : 9 femelles adultes, 8 mâles adultes, 2 femelles juvéniles, 2 mâles juvéniles, 3 bébés rhinocéros. Il ressort également que nos troupeaux d'éléphants, d'hippopotames, de buffles et d'antilopes sont l'objet de véritables massacres de la part des envahisseurs dans les parcs nationaux de KAHUZI – BIEGA, de VIRUNGA, de la MAÏKO et de la GARAMBA.
69. Le Ministère des Droits Humains, en collaboration avec l'Institut Congolais pour la Conservation de la Nature (ICCN), livre à l'opinion tant nationale qu'internationale la situation des aires protégées à partir du 02 août 1998 :

#### **A. PARC NATIONAL DE LA GARAMBA ET RESERVES AVOISINANTES**

70. Un certain nombre d'éléments de la SPLA (rebelles Soudanais) utilisés par les agresseurs dans la conquête de la ville de DUNGU ne sont jamais rentrés au Soudan. La plupart d'entre eux se sont installés à la mission catholique de DURU, aux postes de patrouille (Poste de Gardes – Parc) de BAGBELE et TEKADJE et dans les collectivités voisines du parc. Ils ont réouvert leurs campements de braconnage dénommés AFRICA MOTO et OKUMA MAFI pourtant détruits en 1997 par les Forces Armées Congolaises.

Les éléments de la SPLA exercent donc une pression sans précédent sur la faune du parc de la Garamba. La population de l'espèce -- phare de ce parc, en l'occurrence le rhinocéros blanc du Nord, qui avait augmenté jusqu'à 31 individus, est maintenant en danger.

Un rhinocéros venait d'être tué par des braconniers au mois de février dernier.

71. Il est pertinent de rappeler à nos agresseurs, particulièrement l'UGANDA, voire dans le cas d'espèce le Soudan (14), que la République Démocratique du Congo, l'Ouganda et le Soudan ont conclu le Protocole d'accord de Karthoum du 24 janvier 1982 relatif à la conservation de ressources naturelles communes et qui vise surtout les espèces protégées, migratrices de la faune sauvage circulant entre les Etats.

Ledit protocole d'accord a été conclu à la suite de la Convention de WASHINGTON du 03 mars 1973 sur le Commerce international illicite des espèces sauvages, de faune et de flore menacés d'extinction. C'est la raison pour laquelle le commerce d'ivoires, de cornes de rhinocéros, la déportation des espèces telles que tortue, crocodile sont réglementés. Aussi, la responsabilité internationale de la coalition rwando-ougando-burundaise est-elle engagée conformément à la convention de Washington du 03 mars 1973 ou Conventions CITES.

## **B. PARC NATIONAL DE VIRUNGA ET DOMAINE DE CHASSE DE RUTSHURU**

La station de la Rwindi qui est le siège de l'administration du secteur centre du Parc et où était érigé un hôtel de haut standing a été de nouveau détruit. Ce comportement criminel va à l'encontre de l'article 33 de la Convention de Genève IV qui interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers et immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'Etat ou à des collectivités publiques.

En outre, des attaques régulières ont obligé la plupart des gardes à abandonner leurs postes de travail. Les quelques gardes qui sont restés avec le conservateur y vivent seuls sans leurs familles.

72. Au mois de janvier 1999, trois gardes qui venaient du marché ont trouvé la mort dans une embuscade tendue par les agresseurs. En plus de cela, 15 personnes ont obtenu illégalement des titres fonciers pour l'exploitation de plus de 1700 ha du Parc dont certaines ont inclus dans leurs concessions anarchiques les postes de patrouille de KASIRUSIRU et de MULUME - MUNENE. Ces faits constituent respectivement des violations de l'article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de l'article 32 de la Convention de Genève IV sur la protection de la population civile; la violation systématique de la résolution 1803 sur la souveraineté permanente des ressources naturelles votées par l'Assemblée générale des Nations Unies en date du 14 décembre 1962.

(14) Le Soudan ne figure pas parmi les Etats agresseurs de la RDC, il s'agit plutôt des rebelles Soudanais utilisés par les agresseurs et leurs complices.

**C. PARC NATIONAL DE LA MAÏKO ET DOMAINES DE CHASSE  
DE BILI – UERE, MAÏKAPENGE, RUBITELE, LUAMA**

73. Aucune information fiable n'est disponible à la Direction Générale de l'ICCN compte tenu de l'état de guerre persistant. Néanmoins au regard de leur valeur biologique exceptionnelle, des ONG internationales de conservation de la nature continuent à apporter à distance, leur appui logistique (ration, médicaments) et financier (prime de motivation) aux aires protégées sous occupation. Il s'agit de : VWF (Fonds Mondial pour la Nature et IRF (International Rhino Fondation) pour le parc national de la Garamba ; WCS (Wildlife Conservation Society) et GIC ( Gilman Investment Company) pour la réserve de faune à okapi.

**1.2. CONSEQUENCE DE LA SITUATION DECRIE**

74. Il est utile de remarquer que jusqu'à 1991 (avant les pillages organisés par le régime précédent) 90 % des recettes de l'ICCN étaient produites par les parcs nationaux de VIRUNGA et KAHUZI – BIEGA grâce à l'organisation des visites aux gorilles de montagne (éco-tourisme) et aux diverses taxes. Les recettes mensuelles atteignaient, à cette époque là, 70.000 \$US.  
Actuellement la destruction des infrastructures de ces deux parcs, la perte de tous les matériels de travail et l'insécurité qui règne à l'Est du pays ramènent à zéro les recettes de l'Institut.
75. Le manque à gagner touche aussi d'autres secteurs tels que l'hôtellerie, l'artisanat des populations locales, et le trésor public qui devait percevoir les droits d'entrée (visa) auprès des touristes. Au vu de ce qui précède, on ne peut que mettre en cause la responsabilité des Etats agresseurs de la R.D.C.

**1.3. RESPONSABILITE POUR ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT  
(FAUNE ET FLORE) DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE  
DU CONGO PAR LES AGRESSEURS RWANDO-UGANDO-  
BURUNDAIS ET LEURS COMPLICES**

76. Comme indiqué plus haut, quelle que soit l'issue de la guerre imposée à la République Démocratique du Congo par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, on ne pourrait occulter la question de la responsabilité internationale de ces trois Etats notamment dans le domaine de l'environnement pour le préjudice causé à l'Etat congolais, à la suite de leur comportement criminel.

Il sied de noter que les Etats ont édicté des normes internationales, régionales et nationales relatives à l'environnement telle la Charte mondiale de la nature adoptée et solennellement proclamée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 28 octobre 1982 par la Résolution (37 / 7) et qui énonce au point 2 de son préambule ce qui suit : « La course aux ressources rares est génératrice des conflits tandis que la conservation de la nature et de ses ressources va dans le sens de la justice et contribue au maintien de la paix, et elle ne sera assurée que lorsque l'humanité aura appris à vivre en paix et à renoncer à la guerre et aux armements ».

Il ne fait l'ombre d'aucun doute que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi sont des Etats membres de l'ONU et, en tant que tels, ils doivent respecter les normes internationales, régionales et locales de l'environnement.

77. Parmi les principes retenus dans la Charte mondiale de l'environnement de 1982 que nos agresseurs ont violé, on peut mentionner :

- La nature sera respectée et ses processus essentiels ne seront altérés ;
- La viabilité génétique de la terre ne sera pas compromise ; la population de chaque espèce, sauvage ou domestique, sera maintenue au moins à un niveau suffisant pour en assurer la survie, les habitats nécessaires à cette fin seront sauvegardés ;
- La nature sera préservée des prédatons causées par la guerre ou d'autres actes d'hostilité.

78. Outre la Charte mondiale de l'environnement, nos agresseurs ont également violé les dispositions du droit international humanitaire portant sur l'environnement, en particulier :

- l'article 35 paragraphes 1 et 3 du protocole additionnel I relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux ;
- l'article 55 du protocole additionnel I qui porte sur la protection de l'environnement naturel. (15)

79. Dans le domaine culturel, en adoptant la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972, la conférence générale de l'UNESCO a tenté de concilier culture et nature. A cet effet, la République Démocratique du Congo condamne avec véhémence la destruction de nos parcs nationaux élevés au rang de patrimoine commun de l'humanité. Eu égard aux faits et dispositions susmentionnés, peut-on imputer à la coalition rwando-ougando-burundaise une quelconque responsabilité internationale environnementale à l'Est de la République Démocratique du Congo ?

80. Le non-respect des normes environnementales peut entraîner des dommages écologiques engageant ainsi la responsabilité de l'Etat, de l'exploitant ou de l'auteur du dommage.

(15) L'article 35 par. 1<sup>er</sup> a la teneur suivante : « Dans tout conflit armé, le droit des parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité ». Selon le rapport de l'ICCN, près de 1000 ha de forêts au pied du Mont KAHUZI ont été brûlés par les bombes à Napalm utilisées par les agresseurs ; L'article 35 par. 3 : « il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyens de guerre qui sont conçus pour causer, ou dont on peut attendre qu'ils causent, des dommages étendus, durables et graves à l'environnement ».

81. Selon la définition classique, la responsabilité internationale est la conséquence juridique de la violation d'une obligation établie par une norme de droit international ; elle entraîne l'obligation pour l'Etat auteur de l'acte illicite de réparer le préjudice causé.
82. D'une manière générale, la mise en jeu de la responsabilité internationale suppose la violation du droit international ou l'existence d'un fait international illicite (action, omission, abstention) ; l'imputabilité à un sujet du droit international ; l'existence d'un préjudice individualisé et direct (matériel et/ou moral) subi par la victime.
83. En l'espèce, tous les éléments se trouvent réunis pour que nous puissions constater la responsabilité du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi dans la guerre d'agression contre la République Démocratique du Congo. Les violations des pays agresseurs sont établies au regard du droit international : acte d'agression, violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale d'un Etat membre des Nations Unies et de l'OUA ; violation des règles et principes de base du droit international humanitaire, violations massives des droits fondamentaux de la personne, violations des dispositions du droit international de l'environnement.
84. Les Conventions de Genève du 12 août 1949 et leurs protocoles additionnels sur le droit international humanitaire sont violés quotidiennement par les pays agresseurs notamment les dispositions relatives au droit de l'environnement (l'article 35 par 1<sup>er</sup> et 3, l'article 55 du protocole I).
85. Par ailleurs, l'article 19 paragraphe 2 du projet de la Commission du Droit International est crime international tout « fait internationalement illicite qui résulte d'une violation par un Etat d'une obligation internationale si essentielle pour la sauvegarde d'intérêts fondamentaux de la communauté internationale que sa violation est reconnue comme un crime par cette communauté dans son ensemble ». Le paragraphe 3 de cette disposition comprend une liste de crimes internationaux dont l'agression, le maintien par la force d'une domination coloniale, l'esclavage, le génocide, l'apartheid, l'atteinte grave à l'environnement en particulier.

#### 1.4. COUT ESTIMATIF DES DEGATS CAUSES PAR LA GUERRE (en \$US)

##### I. POUR LES PARCS

DEGATS PARCS	DEBOISEMENT	ABATTAGE DE LA FAUNE	MANQUE A GAGNER TOURISTIQUE	AUTRES DOMMAGES ECOLOGIQUES	S/TOTAL
PARC NATIONAL DE VIRUNGA	34.104.000	139.338.000	5.075.000	21.291.600	199.808.600
PARC NATIONAL DE KAHUZI BIEGA	11.368.000	11.368.000	2.450.000	8.124.600	33.310.600
PARC NATIONAL DE LA GARAMBA	-	19.220.000	2.500.000	3.966.600	25.686.600
TOTAL PARTIEL	45.472.000	169.926.000	10.025.000	33.382.800	258.805.800

## 2. POUR L'ENVIRONNEMENT EN GENERAL

LIBELLES	SERVICES DE SECURITE	REFECTION INFRASTRUCTURES DE DRAINAGE	ZOONOSE ET CONTROLE SURVEILLANCE PAR LES MEDECINS VETERINAIRES
SUD-KIVU/BUKAVU	8.500.000	15.000.000	+ 2.000.000
NORD-KIVU/GOMA	8.500.000	15.000.000	+ 2.000.000
ACTIONS EVALUATION POUR 2 ANS	4.000.000	-	-
TOTAL PARTIEL	21.000.000	30.000.000	55.000.000

**TOTAL GENERAL I + II = 258.805.800 + 55.000.000 = 313.805.800 \$ US**

86. Eu égard aux dommages subis par la République Démocratique du Congo du fait des atteintes graves portées à la faune et à la flore par ses agresseurs et le manque à gagner résultant de l'exploitation et de la commercialisation frauduleuse des pierres précieuses, le Gouvernement de Salut Public se propose d'exercer une action en réparation devant les instances judiciaires internationales, en particulier la Cour Internationale de Justice.
87. La dégradation de l'environnement en général et la perte des ressources naturelles renouvelables (faune et flore) dans les parcs, consécutives à la guerre, constituent des méfaits graves. Les coûts estimatifs dégagés au titre de réparation ne représentent en réalité que la partie visible. Le mal étant plus profond et plus difficile à quantifier.



**IV. L'EXPLOITATION, LA COMMERCIALISATION ET LES TRAFICS ILLEGAUX DES RESSOURCES MINIERES (OR, DIAMANT) DANS LA PARTIE ORIENTALE DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO PAR LES AGRESSEURS.**

88. L'égalité des peuples et leurs droits à disposer d'eux-mêmes constituent des principes fondamentaux qui gouvernent les relations entre les Etats (16). Il découle de ce principe la conséquence juridique suivante : qu'aucun Etat ne peut impunément se livrer à l'exploitation et à la commercialisation illégale et frauduleuse des ressources naturelles et minières d'un autre Etat. Dans le monde contemporain, il n'est pas d'indépendance sans maîtrise de l'activité économique. C'est ce qui explique l'accent mis à l'heure actuelle sur la composante économique de la souveraineté (17).
89. Il est évident que la guerre imposée injustement à la République Démocratique du Congo par la coalition ruando-ougando-burundaise comporte beaucoup de mobiles économiques. L'illustration pertinente en a été faite par le porte-parole du département d'Etat américain, Monsieur RUBIN lorsqu'il a dénoncé le pillage des richesses de la République Démocratique du Congo par le Ruanda et l'Ouganda, principalement le bois, l'or et le diamant (18).  
Des Sociétés multinationales telles que LITTLEROCK MINING LIMITED, TENFIELD HOLDINGS LIMITED ... opèrent illicitement à MONGBAU dans la province orientale sans permis d'exploitation délivré en bonne et due forme par le Gouvernement de Salut Public. Ces trafics frauduleux d'or et de diamant de l'Etat congolais par nos agresseurs et leurs complices constituent des violations flagrantes de l'article 33 alinéa 2 de la Convention de Genève IV qui interdit le pillage ainsi que de la résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962 sur la souveraineté permanente sur les ressources naturelles.
90. Dans le même ordre d'idées, il convient de noter aussi que la Charte des droits et devoirs économiques des Etats de 1974, en son article 2 paragraphe 1 rappelle que : « Chaque Etat détient et exerce librement une souveraineté entière et permanente sur toutes ses richesses, ressources naturelles et activités économiques, y compris la possession et le droit de les utiliser et d'en disposer ».  
A ce sujet, le Gouvernement de Salut Public à travers le Ministère des Droits Humains, tient à réaffirmer sa souveraineté sur l'ensemble de ses ressources naturelles :
91. Cette guerre d'agression n'a comme objectif que de bloquer le processus démocratique en cours, d'entraver les Plan triennal de reconstruction nationale, de réactiver les foyers de fraude et de trafic de la drogue, de matières précieuses (l'or et le diamant) et d'autres matières, d'une part, et de désorganiser les infrastructures de la République Démocratique du Congo ainsi que d'empêcher le décollage et la croissance de l'économie nationale, d'autre part.

(16) Cfr. résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 24 octobre 1970, et l'article 3 de la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

(17) Nguyen QUOC DEIN, *al. Droit international public*, 5<sup>ème</sup> Edition, L.G.D.J., Paris 1994.

(18) Article 1<sup>er</sup> alinéa 2 de la Convention de Genève IV : « Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles ... en aucun cas un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance ».

92. Quant aux infrastructures économiques notamment des usines à BUKAVU, BUNIA, KISANGANI et ISIRO, elles ont été démontées et acheminées vers le Ruanda et l'Ouganda.

En effet, le président MUSEVENI n'avait-il pas soutenu devant son parlement que cette guerre leur était bénéfique ! Les cibles à atteindre sont MBUJI - MAYI et le KATANGA non pas parce qu'elles regorgeraient des rebelles HUTU mais plutôt du fait que ces provinces recèlent d'incommensurables richesses minières. Il est aisé de comprendre que pareille déclaration n'est qu'un plan de pillage programmé des ressources minières de deux KASAI et du KATANGA.

## **2.1. DU PILLAGE DE L'OR ET DU DIAMANT PAR NOS AGRESSEURS**

93. Il est utile de porter à la connaissance de l'opinion internationale qu'en République Démocratique du Congo, l'or est exploité essentiellement dans les provinces de l'Est : la Province orientale, le Sud - Kivu, le Maniema et le Nord - Kivu. Aujourd'hui ces provinces sont occupées par les forces d'agression au mépris des dispositions pertinentes du droit international public en général, et de celles du droit international humanitaire et de la Charte internationale des droits de l'homme en particulier.
94. Le Ministère des Droits Humains, en collaboration avec le Ministère des Mines spécialement le Centre National d'Expertise (C.N.E) des substances minérales précieuses, renseigne que ce dernier a perdu tout contact avec ses antennes de BUNIA, de BUKAVU, de GOMA et de KINDU du fait de l'agression.

### **ANALYSE CHIFFREE DES EXPLOITATIONS DE L'OR PAR LE CENTRE NATIONAL D'EXPERTISE DURANT LES CINQ DERNIERES ANNEES**

#### **EXPLOITATION EN TEMPS NORMAL**

Année	Kilogramme	Valeur
1994	717.1241	7.022.897 USD
1996	841.927	8.562.510 USD
1995	248.243	2.416.259 USD
1997	393.773	2.945.892 USD
1998	1.151.457	9.549.852 USD
<b>TOTAL</b>	<b>3.352.521</b>	<b>30.496.150 USD</b>

95. Comme on peut le constater, l'analyse des exploitations de cinq dernières années représente une moyenne annuelle de 670,504 Kgs pour une valeur de 6.092.230 USD, ce qui donne une moyenne mensuelle de 58,875 Kgs pour une valeur de 507.680,830 USD.

MANQUE A GAGNER

96. Pour les huit mois d'occupation, le trésor a perdu 447 kg d'or équivalent à une valeur moyenne de 4.061.486,064 USD. Quant à la taxe ad valorem de 3 %, l'Etat a perdu 121.844,5819 USD.

- ANALYSE CHIFFREE DES EXPLOITATIONS DU DIAMANT

97. Dans les territoires occupés, il existe une exploitation artisanale du diamant notamment dans la province orientale et ce, au mépris des lois qui organisent l'exploitation et la commercialisation de cette pierre précieuse. L'antenne du Centre National d'Expertise (CNE) à KISANGANI possédait 8 comptoirs avant la guerre avec une moyenne de 14 acheteurs.

98. Au cours de 7 premiers mois de l'année 1998, les achats ont été estimés à 185.216,267 carat pour une valeur de 2.161.176 USD. Le manque à gagner dû à la guerre s'élève à :

- en carat 26.459,464 USD x 8 mois	=	211.675,712 USD
- en valeur 2.161.176 USD x 8 mois	=	17.289.408 USD
- TVA : 17.289.408 USD x 3 %	=	518.682,24 USD

99. En ce qui concerne le droit de sortie, le manque à gagner est de 17.289.409 USD x 1,8 % soit 209.341 USD.

Pour la C.C.A, le trésor public a donc perdu (17.289.408 USD + 2.093.412) x 0,25 % soit 43.871,87 USD.

100. Le trésor perd 101.604,33 FC soit 33.868,10 USD pour la contribution cédulaire calculée à 0,48 FC par carat. Les huit acheteurs opérationnels à KISANGANI auraient dû payer au trésor 24.000 USD pour le renouvellement de leurs cartes d'étrangers. Dans le secteur du diamant, le manque à gagner s'élève donc à 879.763,33,-USD réparti de la manière suivante :

- Taxe ad valorem	: 518.682.024 USD
- Droit de sortie	: 259.341.012 USD
- C.C.A	: 43.871.087 USD
- Contribution cédulaire	: 33.868.010 USD
- Taxe pour cartes d'étranger	: 24.000 USD du secteur minier.

101. En définitive, l'or et le diamant combinés, accusent un manque à gagner de l'ordre de 1.503.356,20 USD soit 623.892,92 USD pour l'or et 879.763,33 USD pour le diamant.

102. Au vu de ce qui précède, on doit noter que la convoitise d'ordre économique dans le chef de certaines puissances extra - africaines, qui n'hésitent pas à se servir de quelques Etats africains notamment le Ruanda, l'Ouganda et le Burundi, ne date pas d'aujourd'hui. Ces derniers ne jouent que le rôle de sous-traitants dans l'exécution de ce complot international visant à briser la volonté d'autonomie de la République Démocratique du Congo et la mainmise sur ses richesses.

103. Les massacres autour de certains de ces grands centres du pays sont dus aux richesses que renferment ces sols. Le territoire de MWENGA, par exemple, comprenant 6 chefferies en terme de réserve, est l'un des plus riches de l'Afrique centrale. La Société Minière et Industrielle du Kivu en sigle SOMINKI est la fusion des entreprises suivantes : Cobelmin à Shabunda, Koretrin, Kundumines, Miluba, Menrya, MGL qui s'étend sur les chefferies suivantes : Kamituga, Lufusha, Luhundja, Tumgiza.

La SOMINKI a pour objet social la prospection, l'exploitation, le traitement chimique et métallurgique des minerais de l'étain et associés ainsi que des minerais de l'or et associés. Elle est une société 100 % d'Etat Congolais.

104. Pendant que le droit international préconise la souveraineté permanente sur les ressources naturelles des Etats, l'Etat Congolais est victime de la violation de sa souveraineté non seulement territoriale, mais aussi économique.
105. Dans leurs comportements, les agresseurs violent en particulier le droit du peuple congolais au développement ; droit contenu notamment dans la Déclaration sur le droit au développement adoptée par l'Assemblée Générale le 04 décembre 1986 et consacré, par ailleurs, par l'article 22 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples qui dispose que tous les peuples ont droit à leur développement économique, social et culturel. Il incombe également aux Etats le devoir, séparément ou en coopération, d'assurer l'exercice du droit au développement.
106. La résolution 46 (III) de la CNUCED a qualifié de « violation flagrante » des principes des Nations Unies, toute mesure de pression politique ou économique de nature à porter atteinte aux droits de tout pays de disposer librement de ses ressources naturelles. La Déclaration 1514 (XV) sur l'octroi de l'indépendance aux peuples coloniaux adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU du 14 décembre 1960 en est une illustration parfaite.
107. La Charte des Nations Unies en son article 1 par. 2 dispose que : « Le but des Nations unies est de développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leurs droits à disposer d'eux-mêmes et de prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde ».
108. Pour sa part, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples du 28 juin 1981 dans son article 21, paragraphes 1 et 5 dispose que : « Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut en être privé ; les Etats, parties à la présente Charte, s'engagent tant individuellement que collectivement à éliminer toutes les formes d'exploitation économique étrangère, notamment celle qui est pratiquée par des monopoles internationaux, afin de permettre à la population de chaque pays de bénéficier pleinement des avantages provenant de ces ressources nationales ».
109. Ce principe de la souveraineté permanente est fondamental et doit s'exercer dans l'intérêt du développement national et du bien-être de la population de l'Etat intéressé. Il constitue pour les Etats africains un des piliers de leurs droits. En effet, ces derniers estiment qu'un Etat n'est pas souverain s'il ne peut disposer pleinement et librement de ses ressources. Si celles-ci sont entre des mains étrangères, sa souveraineté risque d'être purement fictive.

## V. PRÉSENTATION DU TABLEAU SYNOPTIQUE

113. Le tableau synoptique en annexe reprend de manière synthétique de très graves violations de la Charte internationale des droits de l'homme, des Conventions de Genève du 12 août 1949 ainsi que de leurs protocoles additionnels de 1977, des Chartes de l'ONU et de l'OUA, de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, ainsi que de certaines résolutions pertinentes votées par les organes de l'ONU, notamment, la résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée Générale des Nations Unies du 14 décembre 1962 sur la souveraineté permanente des ressources naturelles d'un Etat.
114. Les échantillons des crimes perpétrés par la coalition rwando - ougando - burundaise démontrent à suffisance que les Etats agresseurs de la République Démocratique du Congo se livrent quotidiennement à des atrocités énormes contre la vie de paisibles congolais de la Province Orientale, du Nord - Kivu, du Maniema, du Sud - Kivu et de Kalemie.
115. Le massacre opéré dans la nuit du 31 décembre 1998 au premier janvier 1999 à MAKOBOLA, celui du 15 mars 1999 à KAMITUGA et les massacres de NGWESHE et BURINI au Sud - Kivu ont un seul dénominateur commun : s'emparer, piller les richesses du sol et du sous - sol de ces territoires regorgeant d'importantes matières précieuses (diamant et or).
116. L'intérêt du tableau synoptique est celui de faire correspondre à chaque fait ou forfait commis l'article violé et son contenu réel. Toutes les générations des droits de l'homme bafouées par nos agresseurs ont été mises en relief. Bien qu'indicatif, ce tableau est riche en témoignage fait par un des rescapés de KAŞIKA ainsi que des ONG des droits de l'homme.
117. Au regard de ces violations répétées des dispositions pertinentes d'instruments juridiques internationaux, la République Démocratique du Congo, par le biais du Ministère des Droits Humains, demande à tous les pays épris de paix et de justice ainsi qu'au Comité International de la Croix Rouge (C.I.C.R.) d'exercer une pression notable à l'endroit du Rwanda, de l'Ouganda et du Burundi pour que non seulement ces textes qui constituent un « bien commun de l'humanité » trouvent application effective mais aussi et surtout dans le but de voir ces agresseurs quitter immédiatement le territoire d'un Etat indépendant et souverain.

## **VI. PERSPECTIVES D'AVENIR**

118. Il ne fait l'ombre d'aucun doute que la République Démocratique du Congo est victime de l'agression armée de la part de ses voisins de l'Est, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi.
119. Après moult tergiversations, le Conseil de sécurité vient de sortir de sa torpeur en votant la résolution 1234 du 09 avril 1999 courant exigeant notamment la signature d'un cessez-le-feu entre les parties belligérantes, la République Démocratique du Congo et ses alliés d'une part, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi d'autre part, ainsi que le retrait ordonné des armées étrangères, en commençant par les forces non-invitées.
120. Au-delà de la satisfaction partielle que pourrait susciter ladite résolution, le Gouvernement de Salut public dirigé par Son Excellence M'zee LAURENT – DESIRE KABILA, derrière lui tout le peuple congolais, aurait souhaité que soient nommés clairement les agresseurs, et le cas échéant les contraindre sur la base du chapitre VII de la Charte (20).
121. Il n'est point besoin de rappeler que les agresseurs ne peuvent être placés dans le même panier que les alliés de la République Démocratique du Congo qui sont présents sur le territoire congolais à la demande d'un Etat en situation de légitime défense individuelle du fait de l'agression. La République Démocratique du Congo et les Etats alliés ANGOLA, ZIMBABWE, NAMIBIE exercent la légitime défense collective dans le cadre de la sécurité collective et fondent leur action sur le chapitre VIII de la Charte de l'ONU autorisant aux Etats membres d'une région ou d'une sous-région de signer des accords régionaux ou de mettre en place des organismes sous régionaux de maintien de la paix et de la sécurité internationale (21).
122. Lors de sa 55<sup>ème</sup> session, la Commission des Droits de l'homme des Nations Unies s'est dite préoccupée par toutes les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire sur le territoire de la République Démocratique du Congo. Aussi, demande-t-elle instamment à toutes les parties au conflit d'œuvrer à un règlement rapide et pacifique du conflit notamment de signer immédiatement un accord de cessez-le-feu permettant le retrait ordonné de toutes les forces étrangères ainsi que le rétablissement de l'autorité du Gouvernement de la République Démocratique du Congo sur tout son territoire.

(20) Le chapitre VII de la Charte de l'ONU comporte des actions coercitives et contraignantes à mener par le conseil de sécurité de l'ONU en cas de menace contre la paix, de rupture de paix et cas d'agression.

(21) Cf. Article 52 de la Charte de l'ONU qui énonce que : « 1. Aucune disposition de la présente Charte ne s'oppose à l'existence d'accords ou d'organismes régionaux destinés à régler les affaires qui, touchant au maintien de la paix et de la sécurité internationale, se prêtent à une action de caractère régional, pourvu que ces accords ou ces organismes et leur activité soient compatibles avec les buts principaux des Nations Unies... ».

123. Au vu de ce qui précède, et conformément aux dispositions des articles 3 et 6 de la Charte de l'OUA (22) la République Démocratique du Congo s'interroge sur le fondement juridique de l'alliance que nouent le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et les soi-disant « Rebelles ». La Communauté internationale devrait comprendre que le jeu de la victimisation auquel se livrent les TUTSI comporte un réel danger de déstabiliser la paix et la sécurité dans la région des Grands lacs et, par un effet d'entraînement et de contagion, générant comme une sorte de spirale de la violence, l'Afrique toute entière, étant entendue que la République Démocratique du Congo est entourée de 9 Etats qui ont à leur tour des voisins.

124. Le Gouvernement de Salut Public reconnaît la vertu de la négociation qui doit primer avant toute autre solution. Ce faisant, la République Démocratique du Congo respecte le chapitre VI de la Charte de l'ONU sur le règlement pacifique des différends. Ainsi, plusieurs rencontres diplomatiques de Durban, Victoria Falls, Maurice, Libreville, Addis - Abeba, Lusaka, Paris, Ouagadougou, aujourd'hui les accords de cessez - le - feu de Syrte en Libye du 19 avril 1999, témoignent de la bonne foi dans le chef de la République Démocratique du Congo à mettre fin à ce conflit qui entrave le processus de la reconstruction nationale et la mise en œuvre de la campagne de vaccination contre la poliomyélite dans les territoires occupés par les agresseurs.

En outre, le décret - loi n° 213 portant institution du débat national a été adopté aux fins de poursuivre le processus de démocratisation du pays. A cet effet, le Gouvernement de Salut Public continue à manifester sa bonne foi à vouloir rassembler tous les fils et filles de ce pays.

125. Pour son développement, le peuple congolais aspire à une paix profonde et réelle. Le Traité de COMESA (Marché Commun de l'Afrique de l'est et de l'Afrique Australe) ne recommande-t-il pas, à son article 6, à ses Etats membres, dont la République Démocratique du Congo, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, de respecter les principes de non-agression, du maintien de la paix et de la stabilité régionale par la promotion et le renforcement du bon voisinage, ainsi que du règlement pacifique des différends, de la coopération active entre pays voisins et de la promotion d'un environnement paisible comme condition préalable de leur développement économique.

126. Par la même occasion, compte tenu du pillage dont elle est victime, lequel pillage déstabilise son économie et freine son développement, la République Démocratique du Congo prie la Communauté internationale de se mobiliser pour sanctionner les auteurs des crimes odieux commis sur son territoire.

127. Quant aux espèces rares et à la destruction de notre environnement, le silence de la Communauté internationale la rend complice. Nul n'ignore que les Parcs de Virunga et de Kahuzi Biega, ont été élevés au rang de Patrimoine Commun de l'humanité par l'UNESCO. Aussi, la République Démocratique du Congo prie-t-elle l'UNESCO, de prendre des mesures adéquates pour sauvegarder ce patrimoine commun.

(22) L'article 3 de la Charte de l'OUA énonce les principes directeurs qui doivent guider les Etats membres dans leurs relations mutuelles notamment le principe de l'égalité souveraine de tous les Etats membres, le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats, le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de chaque Etat et de son inaliénable existence indépendante... L'article 6 de la même Charte déclare que : « Les Etats membres s'engagent à respecter scrupuleusement les principes énoncés à l'article III de la présente Charte ».

128. La République Démocratique du Congo veille au respect de toutes les Conventions de Genève pendant cette période de guerre ainsi qu'au Protocole I de 1977 additionnel aux Conventions qui souligne l'importance qu'on doit attacher à la protection de l'environnement.

Dans le cadre de la commémoration du 50<sup>ème</sup> anniversaire des Conventions de Genève de 1949, la République Démocratique du Congo, soucieuse de ses engagements internationaux, examine les modalités pour la ratification du Protocole II additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux.

129. Il est temps que l'Organisation des Nations Unies dont l'une des missions essentielles est le maintien de la paix et de la sécurité internationales, les organisations non gouvernementales des droits de l'homme puissent jouer leurs rôles respectifs afin d'exercer des pressions tous azimuts auprès de Gouvernements des pays agresseurs afin que cessent les violations massives et répétées des droits humains dans les zones sous occupation.

130. Au regard de la guerre d'agression lui imposée par le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi, le peuple congolais est en droit de s'interroger sur l'effectivité et l'efficacité des règles du droit international.

Car ne se sachant pas génocidaire et se reconnaissant d'une hospitalité légendaire à l'endroit d'autres peuples, le citoyen congolais souhaiterait que la Communauté internationale se penche sur le sort des victimes de la barbarie rwando-ougando-burundaise à l'Est de la République Démocratique du Congo avec autant d'apitoiement et de célérité comme cela est le cas en ex-Yougoslavie et ce, en vertu de l'égalité des peuples en dignité. Pourquoi la politique de deux poids deux mesures ?



**TABLEAU SYNOPTIQUE SUR LES VIOLATIONS  
MASSIVES DES DROITS DE L'HOMME, DES REGLES  
DE BASE DU DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE,  
AINSI QUE DES NORMES RELATIVES A LA  
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT A L'EST  
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO,  
COUVRANT LA PERIODE DU 06 NOVEMBRE 1998  
AU 15 AVRIL 1999**

PRESENTATION DES FAITS, MEFAITS ET FORFAITS COMMIS A L'EST DE LA RDC	DISPOSITIONS CONVENTIONNELLES VIOLEES
<p><b>I. <u>DANS LA PROVINCE ORIENTALE</u></b></p> <p><b>1. <u>INSECURITE</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le lundi 16 novembre 1998, il y a eu des manœuvres nocturnes à Kisangani comprenant des tirs d'armes dissuasives organisées par les troupes Ougandaises ; cela a créé une forte panique en ville et traumatisé les petits enfants.</li> <li>- Le même jour, la paroisse Saint Gabriel (Simi Simi) a été visitée deux fois par des éléments militaires. Les pertes matérielles s'évaluent à plus ou moins 2.000\$</li> <li>- Les centres de santé MUNGANO (Commune de KABONDO) et ANUARITE (Commune de MANGOBO) ont été cassés nuitamment : médicaments, matériels, argent ont été emportés. Le centre SIMAMA pour handicapés physiques a été cinq fois visité par des voleurs habillés en tenue militaire (les éléments du FPR).</li> </ul> <p><b>II. <u>ASSASSINATS</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Pendant les deux premiers mois de l'année en cours, 45 civils ont été assassinés sans raison dont 22 seulement ont été identifiés par leurs post-noms et lieux d'origine ; le reste des personnes n'ont pas été identifiées car elles étaient pour la plupart des voyageurs ou des marchands. Tel a été inévitablement le cas pour les 8 corps trouvés le long de la rivière Nshesha, près de Walungu. Les assassinats étaient tous perpétrés dans des lieux et circonstances différents. A titre d'exemple, le cas isolé d'une femme battue à mort à Butuza et l'assassinat de 6 marchands d'Ikoma, massacrés à Burhale.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 51.2 Protocole I : « ... sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile » ;</li> <li>⇒ Article 53 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sur la protection des biens culturels et des lieux de culte ;</li> <li>⇒ Article 12 Protocole I : « Les unités sanitaires doivent en tout temps être respectées et protégées ; Article 18 de la Convention de Genève IV : « les hôpitaux civils organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes et aux femmes en couche ne pourront en aucune circonstance, être l'objet d'attaques » ; Article 33 de la convention de Genève IV : « le pillage est interdit ».</li> <li>⇒ Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « tout individu a droit à la vie, ... » ; Article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « le droit à la vie est inhérent à la personne humaine... »</li> </ul>

### III. ENLEVEMENTS

- Selon les informations livrées par l'agence catholique MISNA, pendant les mois de janvier et février, plusieurs civils ont été enlevés à Burhale, Mushinga, Lubona et Mulangba. Ces personnes ont disparu sans trace. Quant aux civils capturés, ce fût principalement pendant les raids nocturnes par des factions armées des forces du R.C.D.

⇒ Article 9 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme ; article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; article 51 du Protocole 1 : « La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires » ;

#### A. SUD-KIVU

- Du 1<sup>er</sup> au 3 janvier 1999, des combats ont eu lieu sur l'axe BUKAVU-MWENGA, dans les localités de MUSHINGA et de KANIOKA, et la collectivité-chefferie de NGWESHE dans le territoire de WALUNGU. Les troupes d'agression ont procédé à la destruction et aux pillages des vaches, chèvres, poules, lapins et équipements ménagers. Ils sont allés jusqu'à enterrer les tôles des cases ainsi que les vitres d'habitations, 12 paysans ont été tués dans les localités de WALUNGU le même jour.

⇒ Article 40 du Protocole I qui interdit le « quartier » ; art. 52 du Protocole 1 relatif à la protection des biens de caractère civil ; article 54 al. 1 et 2 relatifs à la protection des biens indispensables à la survie de la population civile : « il est interdit d'utiliser contre les civils la famine comme méthode de guerre... »

- Sous l'occupation de la coalition rwando-ougando-burundaise, leurs armées respectives se livrent à des violations massives des droits humains quotidiennement.

⇒ Violation intentionnelle des Conventions de Genève du 12 août 1949 sur le droit international humanitaire et leur Protocole additionnel de 1977 ainsi que de la Charte internationale des droits de l'homme

Voici encore quelques noms des victimes de la barbarie du RCD pour la période de janvier à février 1999 :

- Monsieur RUBANGO, village Chibeke en groupement Burhale/Walungu
- Monsieur Chishugi, village Lubona/Walungu
- Monsieur Mulumeoderhwa, village Chibonda, Burhale/Walungu
- Monsieur Lwaboshi, village Burhale - centre
- Monsieur Perroquet, village Burhale - centre

⇒ Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » ; article 6 alinéa 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut être arbitrairement privé de la vie. » ; article 6 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne... ».

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur Bakunzi, un vieux berger du village Lubona/Walungu</li> <li>- Un agent (aide-chauffeur) de Monsieur Tembo, village Butuza/Walungu</li> <li>- Un jeune marchand non autrement identifié au centre de Butuza</li> <li>- Monsieur Bisimwa, village Bututza</li> <li>- 6 personnes (marchands) d'Ikoma, en route pour l'Urega, tués à Burhale.</li> <li>- 3 personnes en provenance de Bukavu battus et tués à Mashango.</li> <li>- Une femme de Mashango/Burhale, venant de Bukavu, morte pour avoir été battue par les soldats du RCD à Butuza.</li> </ul>	
<p>I. <u>SPOLIATION ET DESTRUCTION DES BIENS</u></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Occupation de toutes les belles maisons de Burhale par les soldats et Efande du R.C.D., et destruction de 214 habitations, notamment : les parcelles des sieurs Zakaria, Ntadesa, Lwanwa, Chamunani et les boutiques de Mashanga et de Burhale.</li> <li>- 23 maisons ont été brûlées à Bwahungu</li> <li>- Il y a eu pillage systématique de bétail à Mwegerera, Lubona (chèvres, cochons, lapins, poules ; 45 vaches à Lubona., 18 vaches à Burhale, etc.)</li> <li>- Des pratiques telles que le rançonnement de la population au niveau des barrières sont courantes : les gens sont sommés de payer jusqu'à 400 USD, le montant dépend de l'apparence de la victime.</li> <li>- Signalons aussi que les paroisses de Burhale et Mugogo ont été pillées et complètement détruites.</li> <li>- Depuis le samedi 27 février une opération de «nettoyage» des villages de Mushiga a été déclenchée. Cette opération a consisté pour les</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « il est interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers et immobiliers appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées ... »</li> <li>⇒ Article 51 al. 2 du Protocole I relatif à la protection des biens indispensables à la survie de la population : « il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile ».</li> <li>⇒ Article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété »</li> <li>⇒ Article 53 du Protocole I relatif à la protection des biens culturels et des lieux de culte ; article 53 de la Convention de Genève IV relatif aux destructions interdites.</li> </ul>

<p>soldats du R.C.D. à brûler les maisons et à tuer la population civile à partir de 1 heure du matin. Le bilan de ces tueries n'est pas encore disponible à Bukavu.</p>	<p>⇒ Article 10 du Protocole I relatif à l'interdiction du quartier : « il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants, d'en menacer l'adversaire ou conduire les hostilités en fonction de cette décision ».</p>
<p>- Dans la semaine du 22 au 27 février, les quelques rares maisons qui avaient échappé au carnage entre Bitale et Kampegete à Buryakiri viennent à leur tour, d'être incendiées par les soldats du R.C.D. dont une colonne venait directement de Kisangani pour rejoindre celle qui remontait de Bukavu. On fait état d'une cinquantaine de paysans tués.</p>	<p>⇒ Article 53 de la convention de Genève IV. « Il est interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers... » ; Article 52 du protocole 1 relatif à la protection générale des biens de caractère civil ; article 51 al. 1 du Protocole I : « la population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires ».</p>
<p>- A Kamituga, la population civile a fui l'arrivée des soldats du R.C.D. Tous les habitants se sont cachés dans la forêt. Il ne restait au total que 20 personnes plus le Curé de la paroisse dans cette cité de plus de 30.000 habitants.</p>	<p>⇒ Article 51 al. 2 du Protocole I : « sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile. »</p>
<p><b>Massacre du 15 mars à Kamituga :</b></p>	
<p>- Les tutsi qui commandent le mouvement rebelle (RCD) ont encore tué au Sud-Kivu, indique l'agence catholique Misna. Les militaires de coalition rwando-burundo-ougandaise ont attaqué Kamituga, localité située à environ 100 km de Bukavu.</p>	<p>⇒ Article 57 du Protocole 1 relatif aux mesures de précautions dans l'attaque : « les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, des personnes civiles et les biens de caractère civil. »</p>
<p>- L'attaque a été menée en représailles aux embuscades tendues par les Mai-Mai aux forces du RCD qui se rendaient à Kamituga.</p>	<p>⇒ Article 51 Protocole I al. 6 : « sont interdites les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles »</p>
<p>- Cette localité regorge de nombreuses mines d'or exploitées artisanalement par les rebelles et leurs alliés.</p>	<p>⇒ Résolution 1803 (XVII) de l'Assemblée générale des Nations Unies du 14 décembre 1962 sur la souveraineté permanente des ressources naturelles d'un Etat.</p>
<p>- Il sied de noter que, moins d'un mois à peine après le passage de ROBERTO GARRETON, rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en RDC, dans le territoire sous contrôle des agresseurs, les tutsi viennent de démontrer à la face du monde, si besoin en était encore, qu'ils demeurent les mêmes sanguinaires d'hier, toujours portés aux massacres des populations civiles sans défense.</p>	<p>⇒ Violation systématique et choquante de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide du 9 décembre 1948. N.B. : le massacre de Kamituga constitue un acte de génocide si l'on s'en tient aux dispositions de l'article 2 paragraphe 2 du statut du tribunal international pour le Rwanda.</p>

## II. VIOLS

- Pour la plupart ils sont commis par les militaires de l'armée patriotique Rwandaise actuellement au Sud-Kivu.

- N.B. : Généralement les femmes violées ne dénoncent pas publiquement cet acte criminel. En conséquence il y a accroissement du **chiffre noir**, c.à.d. les faits criminels, les actes criminels, inhumains ou dégradants commis effectivement par les rebelles avec nos agresseurs, lesquels actes ne sont pas dénoncés, ni connus officiellement, constituent ce que l'on qualifie techniquement en criminologie : **Le chiffre noir de la criminalité.**

### A. AU NORD-KIVU

#### - A GOMA

##### 1. ARRESTATIONS ET DETENTIONS ARBITRAIRES

- Le 7 novembre 1998, dans la commune de KARISIMBI, quartier MAJENGO, les nommés HANYURURIFIRA Eric et sa sœur MUTONINASI, d'ethnie hutu, originaire de la préfecture de GISENYI ont été arrêtés par les militaires congolais du RDC ; ensuite ils ont été détenus au cachot de la police à la commune de Karisimbi du 7 au 11 novembre 1998 dans des conditions déplorables. Ils ont été libérés grâce à l'Organisation non Gouvernementale CICR et sont aujourd'hui hébergés à l'association « ANAMAD ».

- Le 8 novembre 1998 aux environs de 19 heures à KIBUMBA dans le territoire de NYIRAGONGO, M. BALINGENE Damien, Pasteur de l'Eglise nazaréenne, a été victime d'un coup de balle sur la poitrine ; balle lancée par les militaires du RCD.

- Le 20 novembre 1998 dans la commune de KARISIMBI, quartier MABANGA, les militaires du RCD ont arrêté 14 jeunes garçons de ce

⇒ Article 76 alinéa 1 du protocole 1 relatif à la protection des femmes : les femmes doivent faire l'objet d'un respect particulier et seront protégées notamment contre le viol, ... » ; article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

⇒ Art. 7 al. 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants... » ; article 27 alinéa 2 de la Convention de Genève IV sur la protection de la population civile en temps de guerre.

⇒ Article 9 al. 1 du Pacte International relatif aux droits civils et politiques : « Nul ne peut être arrêté arbitrairement, détenu ou exilé. »

⇒ Article 6 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « Tout individu a droit à la liberté et à la sécurité de sa personne... »

⇒ Idem.

N.B. : il est déplorable de constater que nos agresseurs banalisent ce que l'être humain a de plus

quartier sans aucun motif d'inculpation. Il s'agit notamment de PAPPY, KABE, MUTABESHA, LWABOSHI, DESIRE, etc.

## II. ATTEINTES A L'INTEGRITE PHYSIQUE

- Le 9 novembre 1998 aux environs de 19 heures à KIBUMBA, dans le territoire de NYIRAGONGO, M. BALINGENE Damien, Pasteur de l'Eglise Nazaréenne, a été victime d'un coup de balle sur la poitrine ; balle lancée par les militaires du RCD.
- Le 10 novembre 1998 vers 14h00 dans le territoire de NYIRANGONGO, M. BARATA Hubert d'ethnie Hutu, originaire de KIBUMBA, et catéchiste catholique de la place, a été victime des brochettes sur la tête et laissé à demi-mort par les militaires du RCD en position à la Carrière de KIBUMBA. Il est actuellement hospitalisé à l'hôpital de GOMA.

## III. EXPROPRIATION DES BIENS DE LA POPULATION

- Le 8 novembre 1998, Monsieur SEBAKUNGU hiérachimine (commerçant de haricots) dans l'axe Goma-Masisi a été visité par les militaires du RCD notamment : MUHINDO KAMBALE, MUGUIKO Jean-Marie ; Musanganyi KASTWA qui l'ont pillé.
- Le 28 novembre, Mademoiselle Déodatta Kwabo, âgée de 24 ans, domiciliée sur quartier MABANGA, avenue LOWA a été agressée par les militaires du R.C.D. qui l'ont dépouillée de sa montre et de sa chaînette en or.

## IV. TORTURES ET TRAITEMENTS INHUMAINS OU DEGRADANTS

cher, sa vie. Le droit constitutionnel place la liberté sous toutes ses formes au sommet de l'échelle des valeurs existentielles au sein d'un Etat. Outre le fait qu'ils doivent quitter le territoire de la RDC du fait de l'agression, ils sont contraints d'humaniser la guerre en s'imprégnant davantage des dispositions du droit international humanitaire.

⇒ Article 3 de la Déclaration Universelle des droits de l'homme, article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; article 32 al. 2 de la Convention de Genève IV ; article 51 al. 2 du Protocole I ; Article 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « Tout être humain a droit au respect de sa vie... »

⇒ Article 6 al. 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; art. 7 al. 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « nul ne sera soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants... » ; article 35 du protocole I : « Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des matières ainsi que des méthodes de guerre de nature à causer les maux superflus ».

⇒ Article 33 al. 2 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « le pillage est interdit » ; Article 52 du Protocole I relatif à la protection générale des biens à caractère civile.

⇒ Article 33 al. 3 de la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « ... Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites. » ; article 17 de la déclaration universelle des droits de l'homme : « Nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété... ».

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 9 novembre 1998 vers 19h00, à l'entrée du camp militaire KATINGO dans la Commune de KARISIMBI ; M. CLARIGUFI BAZIYAKA, Professeur à l'Institut RUGARI a été victime des tortures de la part des militaires du RCD résidant au Camp KATINDO et est actuellement hospitalisé à l'hôpital Général de GOMA.</li>   <li>- Le 20 novembre 1998 vers 11 heures, Monsieur MBOKANI LUENDO âgé de 58 ans, d'ethnie HUNDE, domicilié sur quartier MABANGA, a été torturé et laissé à demi-mort, ensuite il a été détenu au cachot de la commune de Karisimbi. Il a été ainsi torturé parce que sa carte était déchirée et qu'il n'avait pas son jeton de recensement.</li>   <li>- Le 9 novembre 1998, M. BARATA Philippe âgé de 45 ans et père de 8 enfants, a reçu 4 coups de machette sur la tête et est admis à l'hôpital Général de GOMA. Monsieur BARATA est catéchiste à la chapelle catholique de KIBUMBA. Actuellement il est à l'hôpital Général de GOMA.</li>   <li>- Monsieur Cyprien BIKANU, Kinésithérapeute au C.H.P SHIRIKA la Umoja à GOMA avait été touché par deux coups de balles sur sa cuisse droite, au rond-point Sinyers en face du Lycée Chem chem après avoir subi des tortures graves et traitements inhumains et dégradants.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 147 de la Convention de Genève IV : « les infractions graves visées à l'article précédents sont celles qui comportent l'un ou l'autre des actes suivants, s'ils sont commis contre des personnes ou des biens protégés par la convention : l'homicide intentionnel, la torture ou les traitements inhumains... » ; article 31 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.</li>   <li>⇒ Article 33 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.</li>   <li>⇒ Article 5 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « Tout individu a droit au respect de la dignité inhérente à la personne humaine... »</li>   <li>⇒ Articles 147 de la Convention de Genève et 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 7 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.</li>   <li>⇒ Articles 32 et 147 de la Convention de Genève IV ; Article 15 al. 1 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 : « le personnel sanitaire et religieux civil sera respecté et protégé »</li> </ul>
<p>V. <u>ASSASSINATS</u></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 11 novembre, Monsieur TONY BUYINGOMA, âgé de 29 ans, père de 3 enfants, commerçant, a été tué par des militaires du RCD en position à KUBUYA, ainsi que son épouse (VUIMANA) et un visiteur NZINZEYE fils de BIBARE domicilié au village voisin de KASHAVU.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; art. 6 al. 1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; article 32 de la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « les hautes parties contractantes s'interdisent expressément toute mesure de nature à causer soit des souffrances physiques soit l'extermination des personnes protégées en leur pouvoir... »</li> </ul>



<p>VI. <u>ENLEVEMENT</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 29 novembre 1998 à 17 heures à GOMA, Commune de Karisimbi dans un bar de MAJENGA, le nommé Kambale Nzala, père de 8 enfants, domicilié au quartier KATAYI a été enlevé pour une destination inconnue par les militaires du RCD.</li> </ul>	<p>⇒ Article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ni exilé »</p>
<p>VII. <u>SITUATION DES CACHOTS DANS LA VILLE DE GOMA</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Après la prise de la ville de GOMA par le RCD, le nombre des cachots a augmenté dans cette ville ; ces cachots sont en dehors des normes élémentaires d'hygiènes et sanitaires. Les hommes et les femmes sont mélangés dans un état d'étouffement très déplorable. Les militaires du RCD les maltraitent.</li> </ul>	<p>⇒ Article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 7 du pacte international relatif aux droits civils et politiques.</p>
<p><u>AL'AEROPORT</u></p> <p>Dans un container bien fermé on emprisonne plus ou moins 50 personnes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le cachot de la mort du bureau II (près du parquet de grande instance)</li> <li>- Le cachot de sous détachement de la police (près du magasin MVANO)</li> <li>- Le cachot de l'inspection provinciale de la police</li> <li>- Le cachot du camp Israël, dans le camp KATINDO</li> <li>- Le cachot de KINYOGATE à plus ou moins 10 Km de la ville de GOMA</li> <li>- Le cachot sans frontière de RUGERERO dans la préfecture de GISENYI/République Rwandaise où sont transférés les Hutus ainsi que les gens qui sont suspectés d'être « Maï Maï » ou ex-Militaires.</li> </ul>	<p>⇒ Article 7 al. 1 du pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Nul ne sera soumis à la torture ou traitements cruels, inhumains ou dégradants » et article 85 de la convention de Genève IV relatif au logement et hygiène.</p> <p>⇒ Article 27 alinéa 1 et 2 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en tant de guerre du 12 août 1949 concernant le statut et le traitement des personnes protégées dans les territoires occupés.</p>
<p><u>DANS LE TERRITOIRE DE KALEHE</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 13 novembre 1998 vers 2 heures du matin , 24 personnes (hommes, femmes et enfants) ont été sauvagement massacrées par les militaires tutsi du RCD en position à KAVUMU/NYAMUNGUNGU. La première opération a eu lieu à BWAGAMANA par exécution de 18 personnes :</li> </ul>	<p>⇒ Article 27 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 32 la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; article 6 alinéa</p>

<ol style="list-style-type: none"> <li>1. KUNITABARE 32 ans, Hutu</li> <li>2. TWARIGIRAMUNGU 33 ans, Hutu</li> <li>3. Famille KALERA 55 ans, Hutu</li> <li>4. Epouse de RINYUZE 45 ans, Hutu</li> <li>5. VERENA, 65 ans, Hutu</li> <li>6. MUKAMEZERERA 21 ans, Hutu</li> <li>7. NSENGIYUMVA 15 ans, Hutu</li> <li>8. KAGURANEZA 15 ans, Hutu</li> <li>9. DUSABE et ses 3 enfants, Hutu</li> <li>10. NGENDAHI MANA et ses 5 enfants, Hutu</li> </ol> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A BURAMA, en ce qui concerne les massacres, les opérations ont été dirigées par le capitaine GAFISHI et le lieutenant AHMED MUGABE, tous tutsi.</li> <li>• Le 10 novembre 1998, plusieurs véhicules se rendant à Karuba au marché, ont été embusqués par des groupes armés Tutsi ; Beaucoup de commerçants de GOMA et surtout de SAKE ont été victimes de cette attaque. Ils ont pillé argent, marchandises et même endommagé quelques véhicules. On dénombre parmi les victimes sont :       <ul style="list-style-type: none"> <li>- NYABA DEUX NDALINYINCHI, marié, âgé de 34 ans, domicilié à SAKE, tout son argent a été emporté ;</li> <li>- Monsieur KWALWAHE, marié, domicilié à SAKE ;</li> <li>- Madame SANATA, mariée à Monsieur ROMAIN, tout son argent a été emporté ;</li> <li>- Mademoiselle Léonie, fille de KARUFANDI, domiciliée à SAKE, elle a été victime des mêmes faits ;</li> <li>- La femme de BIPUA de la Cité de SAKE ;</li> <li>- La maman de Monsieur KALEKE, résidant à SAKE ;</li> <li>- MUTSHINGA WA BABI, s'est vu dépouillé de tout son argent (200\$ prévu pour l'achat des haricots) ;</li> <li>- Monsieur NDODE a reçu des coups et son argent a été emporté ;</li> </ul> </li> </ul>	<p>I du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « le droit à la vie est inhérent à la personne humaine. Ce droit doit être protégé par la loi. Nul ne peut arbitrairement privé de la vie ».</p> <p>⇒ Article 4 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « ..Tout être humain a droit au respect de sa vie et à l'intégrité physique et morale de sa personne. Nul ne peut être privé arbitrairement de ce droit. »</p> <p>⇒ Idem</p> <p>⇒ Article 17 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme ; article 33 alinéa 2 et 3 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 51 du protocole 1 ; article 52 alinéa 1 du protocole 1 additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des biens de caractère civil : « les biens de caractère civil ne doivent être l'objet ni d'attaques ni des représailles. Sont des biens de caractère civil, tous les biens qui ne sont pas des objectifs militaires au sens du paragraphe 2 ».</p> <p>⇒ Article 53 de la Convention de Genève : « il est interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers... »</p>
--	--

<p>- Maman Imani a été torturée.</p> <p>N.B. : Toutes ces personnes sont de l'ethnie HUNDE, l'opération a eu lieu à 9 heures.</p> <p><b><u>NORD-KIVU (RUTSHURU)</u></b></p> <p>- Le 24 février 1999 vers 10h30', les militaires du RCD ont attaqué un convoi des 17 véhicules transportant les populations civiles qui venaient de Goma sur l'axe routier Goma-Butembo. La scène s'est déroulée dans le parc de Virunga au point routier dit « MAYI YA MOTO » ou KATANA :</p> <p>- 7 véhicules des commerçants de la région escortés par 9 militaires, pour raison de sécurité, ont été pris dans l'embuscade par les soldats Tutsi.</p> <p>- six véhicules ont été brûlés.</p> <p>- les assaillants ont pillé les différents véhicules et emporté tous les effets des voyageurs.</p> <p>- Cette opération a coûté la vie à plusieurs personnes. Les supputations font varier le bilan entre 10 et 40 morts dont Monsieur Kiza, Madame Supie, Madame Nasenge, Kambale Ise MIMBI, Stanislas qui a été carbonisé avec ses deux enfants.</p>	<p>⇒ Article 52 al. 2 du Protocole 1 additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 : « Les attaques doivent être strictement limitées aux objectifs militaires... ».</p> <p>⇒ Idem.</p> <p>⇒ Article 57 al. 1 du Protocole I relatif aux mesures de précautions dans l'attaque : « les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner les populations civiles et les biens de caractère civil . »</p> <p>⇒ Article 3 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. »</p>
<p><b><u>SUD-KIVU</u></b></p> <p>Bushi et UREGA « OPERATION Terre Brûlée »</p> <p>- Le 15 février la population assistera à l'arrivée des plusieurs camions remplis de soldats, d'armes et des munitions se dirigeant vers Bunyakiri et surtout vers Busha Mwenga Kamituga. Cette troupe venait du Rwanda et déclenchera l'opération militaire « Terre Brûlée ». En effet la collectivité de Ngweshe dans le Bushi a été mise à feu et à sang :</p> <p>- Villages attaqués à l'arme lourde, maisons</p>	<p>⇒ Article 77 du Protocole I relatif aux mesures en faveur des enfants : « Les enfants doivent faire l'objet d'un respect particulier... » ; article 35 du Protocole I : « Il est interdit d'employer des armes, des projectiles et des méthodes de guerre de nature à causer des maux superflus. ».</p> <p>⇒ Article 53 de la Convention de Genève IV : « Destructions interdites » ; compte tenu des besoins de la population. » ;</p> <p>⇒ Article 40 du protocole 1 interdisant le quartier et article 59 du protocole 1 relatif à la protection des biens indispensables à la survie de la population ; article 3 de la déclaration universelle des droits de l'homme.</p>

<p>brûlées, gens sauvagement tués, bétail volé et biens pillés.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 16 février, les villages de Mubumbano, Lubona, Mushinga ont fait l'objet d'attaques meurtrières.</li> <li>- Le 18 février, les mêmes troupes ont pillé et incendié les autres villages situés le long de la route Bwahungu, Tubimbi.</li> <li>- Le même scénario s'est répété à Urega, dans la collectivité de Mwenga.</li> <li>- Le but de ces troupes étant d'aller reprendre le contrôle des zones minières de Kamitunga et de Lugushwa riches en or.</li> <li>- Le 27 février Kitutu est aussi tombé.</li> <li>- Le but étant tout simplement de reprendre le contrôle des mines d'or de Kamitunga. Lugushwa en infligeant un coup sérieux aux combattants congolais Mai Mai afin de consolider ainsi la domination Tutsi dans le Sud-Kivu.</li> <li>- N.B. : L'opération « Terre brûlée » consiste à terroriser et disperser la population civile par de fréquentes représailles meurtrières et toute sorte de violences.</li> </ul>	<p>⇒ Article 57 du protocole I relatif aux précautions dans l'attaque</p> <p>⇒ Article 33 al. 2 de la convention de Genève IV : « Le pillage est interdit ; article 33 al. 3 : « les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites ».</p> <p>⇒ Article 51.2 du protocole I : « Ni la population civile en tant que telle, ni les personnes civiles ne doivent être l'objet d'attaques ; sont interdits les actes ou menaces de violence dont le but principal est de répandre la terreur parmi la population civile.</p>
<p><b>B. AU KIVU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Monsieur FERNANDEZ MURHODA MUHIGIRWA, le conseiller de surveillance de la société civile au Sud-Kivu annonce qu'il y a eu au total plus de 5.000 morts (cinq milles morts) dans le rang de la population civile suite aux massacres opérés par les rebelles du RCD et du MIC.</li> </ul>	<p>⇒ Article 40 du protocole I : « il est interdit d'ordonner qu'il n'y ait pas de survivants... » ; article 51 pt. 1 du protocole I relatif à la protection de la population civile : « les attaques sans discrimination sont interdites ».</p>
<p><b>LE MASSACRE DE MAKOBOLA</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le bilan des massacres perpétrés par les TUTSI à MAKOBOLA, en présence de Monsieur BIZIMANA KARAHHA (un des responsables attitrés de la branche politique du RCD), au Sud-Kivu dans la nuit du 31 décembre 1998 au 1<sup>er</sup> janvier 1999, s'élève à 633 personnes tuées, parmi</li> </ul>	<p>⇒ Article 51 du protocole I et article 33 de la convention de Genève IV.</p>

lesquelles les femmes, les enfants et les vieillards.

- Profitant de la carence criante des produits de première nécessité à KINDU, chef-lieu de la Province du MANIEMA, des Tutsi Rwandais ont distribué récemment du sel empoisonné à la population démunie du Sud-Kivu aux fins d'extermination. De nombreux morts ont été enregistrés sans que la communauté internationale ne condamne cet acte d'extermination de tout un peuple.

**N.B.** : Mutatis Mutandis, le massacre de MAKOBOLA s'inscrit dans la logique de l'article 2 alinéa 2 du Statut du tribunal international pour le Rwanda. Selon l'économie de cet article, les actes ci-après, commis dans l'intention de détruire en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux sont génocidaires : Meurtre des membres du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe...

- Voleurs et pillards légendaires, les Tutsi rwando-ougandâ-burundais ont saccagé quatre dépôts de cassitérite et des minerais de COLTAN dans la cité minière de KALIMA située à environ 150 km de KINDU.

⇒ Article 32 de la convention de Genève IV ; article 35 du Protocole I : « dans tout conflit armé, les droits des parties au conflit de choisir des méthodes ou moyens de guerre n'est pas illimité » ; article 33 de la convention de Genève IV.

⇒ Article 53 de la Convention de Genève IV : « Il est interdit à la puissance occupante de détruire les biens mobiliers ou immobiliers appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées à l'Etat... »

(1) Le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique ou religieux comme tel : Meurtre des membres du groupe, atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe.

<p>- Des avions ont été affrétés par ces agresseurs rwando-ougandais-tutsi, qui assurent deux rotations quotidiennes pour transporter les biens volés vers le Rwanda et l'Ouganda. Ils le font parce que convaincus de leur prochain déconfiture sur le plan militaire.</p>	<p>⇒ Article 3 de la Convention relative à l'aviation civile internationale ; article 4 de la même convention : « Chaque Etat contractant convient de ne pas employer l'aviation civile à des fins incompatibles avec les buts de la présente convention. »</p>
<p>- Dans la collectivité d'ITOMBWE en territoire de MWENGA, les « rebelles » continuent à massacrer les populations civiles inoffensives. Le chef de localité KALINGI, Monsieur KAYUNGILO, le chef de la localité MAGUNZA, Monsieur LUBANZA ont été assassinés en date du 5 janvier 1999.</p>	<p>⇒ Article 51 du Protocole 1 traitant de la protection de la Population civile : « Les attaques sans discrimination sont interdites. », article 3 de la Déclaration universelle.</p>
<p>- Paul KAGAME qui poursuit ses maléfiques ambitions de massacrer les Hutu dans l'unique intérêt d'asseoir l'empire HIMA TUTSI, craint la réduction des effectifs de son armée composée à grande majorité des Tutsi. C'est ainsi qu'il a décidé d'aligner des Hutu et des ex. FAZ au front Est comme bouclier humain (des prisonniers accusés des génocidaires qu'il a pu récupérer des prisons).</p>	<p>⇒ Article 33 de la convention IV ; article 51 du protocole 1, article 28 de la convention de Genève IV ; article 41 du protocole 1 relatif à la sauvegarde de l'ennemi hors de combat : « est hors de combat le personnel qui est au pouvoir d'une partie adverse »</p> <p>⇒ Article 2 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « Toute personne a droit à la jouissance des droits et libertés reconnus et garantis dans la présente charte sans distinction aucune... »</p>
<p>- Selon le témoignage d'un ancien chauffeur de véhicule du HCR immatriculé IT 0795, attribué à Monsieur KAZINDU Mac, Coordinateur des ONG au Sud Kivu et frère aîné de BIZIMANA KARAHAMUHETO (un des responsables du R.C.D.), plusieurs massacres sont commis à l'est de la RDC. Monsieur KAZINDU opère, sous le couvert de l'emblème du H.C.R., au Parc Kahuzi Biega où il va faire l'enregistrement des réfugiés hutu qui seront mis en confiance croyant qu'ils ont à faire à un organisme humanitaire, ensuite il va leur envoyer un camion pour les prendre ; sa land cruiser étant trop petite pour les embarquer tous, les réfugiés vont entrer sans crainte dans le camion croyant qu'il s'agit d'un camion du HCR, le camion du HCR, détourné les conduit à l'aéroport où ils seront contraints d'entrer dans des containers en attendant qu'un avion vienne les chercher, ils vont les abandonner enfermés dans ce container pendant 3 jours ; au bout des 3 jours, ils vont faire sortir les corps des containers et les</p>	<p>⇒ Article 38 al. 2 du protocole 1 : « Il est interdit d'utiliser l'emblème distinctif des Nations Unies en dehors des cas où l'usage en est autorisé par cette organisation ; article 37 du Protocole 1 relatif à l'interdiction de la perfidie. Constituent une perfidie les actes faisant appel, avec l'intention de la tromper, à la bonne foi d'un adversaire pour lui faire croire qu'il a droit de recevoir ou l'obligation d'accorder la protection prévue par les règles du droit international applicable dans les conflits armés. Les actes suivants sont des exemples de perfidie : « ... feindre d'avoir un statut protégé en utilisant des signes, emblèmes ou uniformes des Nations Unies »</p>

emmener par camion STABAC.

- Ils avaient déjà placé des caterpillards tout près de l'aéroport pour creuser des fosses communes. Dans leurs entreprises macabres de génocide des Hutu ils sont allés 3 fois avec 2 camions à BUNIAKIRI, 2 fois avec 1 camion à KAHUZIBIEGA, ils sont également allés à CIVANGA, à KATANA, à LWIRO. C'est à l'hôpital de LWIRO que le HCR mettait les réfugiés en mauvais état, c'était comme un camp de transit.
  - ⇒ Article 130.2 de la convention de Genève IV ; article 38.2 du protocole I : « Il est interdit d'utiliser l'emblème distinctif des Nations unies en dehors des cas où l'usage en est autorisé par cette organisation.
  
- Mr. KAZINDU MAC et son équipe vont aller prendre les réfugiés de force sans l'accord du personnel soignant, cela de 0H00 jusqu'à 3H00 du matin, le chauffeur affirme dans un témoignage poignant que :
  - ⇒ Article 18 de la convention de Genève IV : « les hôpitaux civils organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes et aux femmes en couche ne pourront en aucune circonstance être l'objet d'attaques ; ils seront en tout temps respectés et protégés par les parties en conflit ».
  
- « Nous-allions même dans les hôpitaux où nous arrachions les malades Hutu, les déconnectant de leur perfusion, pour aller les tuer. Nous sommes allés à l'hôpital de LWIRO où nous avons embarqué 160 malades Hutu dans des containers vides placés à l'aéroport de KADUTU ».
  - ⇒ Article 130 points 1 et 2 de la convention de Genève IV : « les autorités détentrices veilleront à ce que les internés décédés, en captivité soient enterrés honorablement, si possible selon les rites de la religion à laquelle ils appartenaient, et que leurs tombes soient respectées, convenablement entretenues et marquées de façon à pouvoir toujours être retrouvées. Les internés décédés seront enterrés individuellement... »
  
- « Je me souviens avec précision de cinq fosses communes dont deux aux alentours de l'aéroport de KADUTU et trois autres dans le parc de KAHUZI BIEGA. Je sais qu'une des fosses communes de l'aéroport de KADUTU à BUKAKU avait été vidée de ses ossements à la demande de BIZIMANA KARAHAMUHETO ; c'était lorsqu'on avait appris qu'une mission d'enquête allait être envoyée à l'Est du pays. BIZIMANA KARAHAMUHETO avait donc demandé à son frère d'éliminer les charniers les plus visibles. Etant donné que l'aéroport était gardé par des soldats Rwandais, ce fait avait favorisé l'opération susmentionnée ».
  - ⇒ Article 130 de la Convention de Genève IV : « les autorités détentrices veilleront à ce que les internés décédés en captivité soient enterrés honorablement... »
  
- Les soldats TUTSI avec des gangs pour se couvrir des microbes – que leur offrait une TUTSI, épouse d'un sujet Belge directeur de l'école Belge de BUKAVU qui travaillait dans l'hôpital militaire - ont enlevé tous les ossements. Ils les ont entassés dans un véhicule, camion de SOTRABAK, vers le

<p>Rwanda.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- « Avec Monsieur MARC KAZINDU, nous nous sommes rendus à la Présidence de la République Rwandaise où on nous avait remis des cartons d'un produit contenant du POISON qui devait être déversé dans la source de traitement d'eau afin d'éliminer les populations civiles et militaires congolaises ; pour ce faire les Rwandais avaient pris soin de nommer un des leurs responsables à la Régideso ». Heureusement, de KISANGANI où il était conduit par le 6<sup>ème</sup> sens, KABILA décidera de remettre à leurs postes tous les anciens directeurs révoqués par les TUTSI rwandais. Cette décision rendra impossible la mission d'empoisonnement d'eau.</li> <li>- Le Département d'Etat américain par la bouche de son porte-parole, Monsieur RUBIN a dénoncé le pillage des richesses de la RDC par le Rwanda et l'Ouganda principalement les bois, l'or et le diamant à l'Est de la RDC. Des Sociétés telles que BUSUCO qui opèrent à MONGBALU dans la province orientale où elles exploitent l'or, LITTLEROCK MINING LIMITED, TENFIELD HOLDINGS LIMITED, COLLIER VENTURES LIMITED, SAPORA MINING LIMITED, INTERMARKET LIMITED, BARRICK GOLD CORPORATION, BANRO RUSSEL RESSOURCES. MAHILA, LAMBO 1 et KAMPEMBA, JARDIN LAMBO 2 LUFUNGA.</li> </ul> <p><b>A KALEMIE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Témoignage d'un rescapé des territoires occupés dans la région du Nord-Katanga</li> <li>- Dans la nuit du 26 août 1998, aux environs de 8h00 du matin, les troupes Rwandaises, burundaises et ougandaises précédées des militaires ex. Faz appelés troupes « Océan » ont envahi la ville de Kalemie. L'invasion fut suivie d'une bataille terrible à l'arme lourde au niveau de l'hôpital général et du quartier Kindu.</li> <li>- Le 26 août 1998, les FAC récupèrent la ville avec l'appui de la population ;</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 54. 2 du protocole 1 : « il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels ... les réserves d'eau potable et les ouvrages d'irrigation ... »</li> <li>⇒ Article 33 2 de la Convention de Genève IV : « le pillage est interdit ; article 1.2 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels : « pour atteindre leurs fins tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles... en aucun cas un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance » : « Article 21 al. 1 et 2 : « Les peuples ont la libre disposition de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. Ce droit s'exerce dans l'intérêt exclusif des populations. En aucun cas, un peuple ne peut en être privé. En cas de spoliation, le peuple spolié a droit à la légitime récupération de ses biens ainsi qu'à une indemnisation adéquate. »</li> <li>⇒ Article 51 al. 6 Protocole 1 : « Sont interdites les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles ».</li> <li>⇒ Article 57 du protocole 1 ; article 85 du protocole 1 : « ... sont considérées comme des infractions graves au présent protocole : a) soumettre la population ou des personnes civiles à une attaque, b) lancer une attaque sans discrimination atteignant la population civile ou des biens à caractère civil, ... »</li> </ul>
---	---



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 31 août, faute de ravitaillement, les agresseurs reprirent la ville et cette reprise se suivra avec des atrocités et des massacres des populations civiles pendant plus de 4 jours</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 51 de la convention de Genève IV : « en tout état de cause, les réquisitions de la main d'œuvre ne pourront jamais aboutir à une mobilisation des travailleurs placés sous un régime militaire ou semi militaire ».</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Le rescapé, en tant que technicien de la SNEL à Kalemie fut réquisitionné avec d'autres agents pour procéder au rétablissement de l'énergie électrique interrompue suite aux combats.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 33 de la convention de Genève IV : « ... de même que toutes mesures d'intimidation ou de terrorisme, sont interdites »</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lors de l'opération ils furent horrifiés du spectacle macabre qui s'offrit à leurs yeux. Dans le quartier de KAITE, le sol était jonché des cadavres tués par balle ou à l'arme blanche. Plusieurs cases et maisons étaient en feu.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 51 al. 6.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Tout le long du parcours, de tous les habitants qui se trouvaient dans ces quartiers, seul Papa Chenge Berquin, fermier, fut miraculeusement épargné. Les cadavres étaient en décomposition.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 51 al. 4 du protocole 1 : « Les attaques sans discrimination sont interdites »</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- L'église catholique située vers le port Lubuye, fut bombardée à la roquette. Plusieurs des chrétiens qui y avaient trouvé refuge furent massacrés</li> <li>- Le Camp Fietising, bondée des cadavres, est utilisée aujourd'hui comme le quartier général des agresseurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 53 du Protocole 1 relatif à la protection des biens culturels en son point a) : « il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre ... les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples ».</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- A Sympho, le pasteur Aotchi, de l'église protestante CADC fut abattu</li> <li>- A la cité Kapulo, des massacres des jeunes garçons accusés d'avoir soutenu les forces rebelles dans leur contre-offensive furent commis aux environs des 4 coins et des avenues.</li> </ul>	
<p><b>QUELQUES CAS D'ARRESTATIONS SOMMAIRES ET DETENTIONS ARBITRAIRES TOUJOURS A KALEMIE</b></p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Après la prise de la ville, Monsieur LUNDA BULULU s'est arrêté un mois pour tenir le meeting. N'ayant pas su convaincre la foule, il a promis publiquement de prendre des mesures sévères à l'endroit de la population. C'est alors que débuta une répression terrible contre la population civile.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 1 et 18 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques : « Toute personne a droit à la liberté de pensée, de conscience, de religion. Ce droit implique la liberté de manifester sans conviction individuellement ou en commun » ; article 33 al. 3 de la Convention de Genève IV.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ils ont érigé un système d'exécution consistant à ce que la personne à exécuter puisse elle même</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 33 al.3 de la Convention de Genève IV ; Article 51.2 du Protocole I : « ... Sont interdits les</li> </ul>

<p>creuser sa propre tombe. Cas du gérant de Brasserie, Monsieur Buta qui creusait sa propre tombe pour y être enseveli.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Après la destruction de l'hôpital général de Kalemie, les soins de santé ne sont plus assurés.</li> <li>- La déportation continue.</li> </ul>	<p>actes ou menaces de violence dont le but principale est de répandre la terreur parmi la population civile »</p> <p>⇒ Article 12 al. 1 du protocole I : « les unités sanitaires doivent en tout temps être respectées et protégées et ne doivent pas être l'objet d'attaques ».</p> <p>⇒ Article 49 al. 1 de la Convention de Genève IV : « les transferts forcés, en masse ou individuels ainsi que les déportations des personnes protégées hors du territoire occupé dans le territoire de la puissance occupante ou dans celui de tout autre Etat, occupé ou non, sont interdits, quel qu'en soit le motif ».</p>
<p><b>LES OPERATIONS RWANDO-UGANDAISES-BURUNDAISE SUR LA RECHERCHE DES INTERAHAMWE AYANT TUE LES TOURISTES OCCIDENTAUX SE RETOURNENT CONTRE LA POPULATION CIVILE DU NORD-KIVU/RDC</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Depuis le massacre des touristes occidentaux dans le parc de Bwindi en Ouganda, il y a deux semaines de cela, une opération d'une grande envergure a été menée par les armées du Rwanda et de l'Ouganda pour la soi-disant « recherche des Interahamwe » qui sont à la base de ces actes ».</li> <li>- Ces opérations se sont déroulées particulièrement dans les villages de Loashi, Ngesha, Busoro, Lushebere, Nyabiondo, Ishasha, Rutshuru, Masisi. Ainsi, de jeudi 11.2.99 au 13.2.99, les militaires Rwando-Ougandais sont arrivés à Loashi. En apercevant certains jeunes gens qui étaient en train de discuter, ils ont voulu les prendre pour qu'ils leur montrent où sont cachés les Interahamwe. En fuyant ces militaires, ces derniers ont tiré sur ces jeunes gens.</li> </ul> <p>Total : 10 personnes tuées dont</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr. Kwabo Busanga</li> <li>- Mr. Bandu Elena</li> <li>- Mr. Luanda Lubira</li> <li>- Mr. Muhombo Balaa</li> <li>- Mr. Kaedo Lubira</li> <li>- Mlle Vumi</li> <li>- Mr. Bolingo</li> </ul>	<p>⇒ Article 51 du Protocole I relatif à la protection de la population civile : « la population civile ou les personnes civiles jouissent d'une protection contre les dangers résultant d'opération militaire ».</p> <p>⇒ Article 31 de la Convention de Genève relative à la protection de la population civile : « aucune contrainte d'ordre physique ou moral ne peut être exercée à l'égard des personnes protégées notamment pour obtenir d'elles ou de tiers des renseignements ».</p>

<p>- Mr. Rujori</p> <p>- Deux enfants âgés de 10 et 12 ans non autrement identifiés ont été aussi parmi les victimes de ces jours là.</p> <p>N.B. : Il convient de signaler que les militaires ougandais et rwandais sont souvent accompagnés des jeunes enfants Hutu âgés de 12 à 15 ans qui avaient été formés par les rwandais dans les centres de formation de Mushaki, Nyamitaba et Katale pour constituer ce qu'ils appellent « groupe d'autodéfense populaire ». Ces enfants apprennent pendant les formations, le maniement d'armes et les techniques paramilitaires.</p> <p>- Selon plusieurs sources indépendantes contactées dans le Nord-Kivu, 600 enfants, tous Hutu originaires du Nord-Kivu, sont formés chaque mois par des officiers rwandais du FPR se trouvant en RDC violant ainsi les conventions sur la protection des enfants en cas des conflits. Ces « groupes d'autodéfense » après formation sont éparpillés dans presque tous les villages du Nord-Kivu avec comme mission de donner les informations sur la présence d'un interahamwe, ex-FAR, GP ou toute autre personne considérée comme Mai-Mai et ayant une collaboration avec les ex-FAR, interahamwe, et « Groupes d'autodéfense » sont considérés comme des JMPR dans le temps du Mobutisme. Avec un simple bulletin d'information (BI) les personnes suspectées étaient directement arrêtées, torturées. Mais avec une suspicion, les agents du groupe d'autodéfense, au lieu d'être arrêtés, vous êtes tout simplement tué.</p> <p>- Toujours en date du 13-2-99, le village de Ngesha est envahi par les militaires rwando-ougandais accompagnés par le fameux groupe d'autodéfense.</p> <p>- C'est la panique dans l'esprit de la population car ces militaires tiraient par-ci par-là pour contraindre la population de ne pas fuir. Et toute personne qui sortira de sa maison pour fuir sera considérée comme interahamwe. Ainsi cinq personnes seront tuées dont :</p>	<p>⇒ Article 77 al. 2 du protocole II : « les parties en conflit prendront toutes les mesures possibles dans la pratique pour que les enfants de moins de 15 ans ne participent pas directement aux hostilités ... ».</p> <p>⇒ Idem</p> <p>⇒ Article 5 de la Déclaration Universelle des droits de l'Homme : « nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».</p> <p>⇒ Article 57 du protocole I relatif aux protections dans l'attaque : « Les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, ... »</p> <p>⇒ Article 51 al. 4 du protocole I : « les attaques sans discrimination sont interdites ... ».</p>
--	--

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mme Maombi et son enfant âgé de cinq ans</li> <li>- Trois femmes habitant le village voisin qui étaient de passage à Ngesha lors de ces opérations dont nous ignorons jusqu'à présent leurs identités.</li> <li>- Dans les mêmes circonstances des lieux et de temps, les villages de Busoro ; Lushebere et Nyabiondo connaîtront le même sort que les autres villages énoncés ci-haut. Parmi les victimes, nous pouvons citer les noms ci-après :       <ul style="list-style-type: none"> <li>• La femme de Mr. Xavier et son enfant tués dans le village de Busoro</li> <li>• Mr. Kamuzee tué aussi à Busoro</li> <li>• Kulu Kyabinduka, habitant Lushebershere et tué lors de ces opérations</li> <li>• Mr. Shekishuba et Mr. Siméon, tous habitants de Nyabiondo et tués aussi pendant ces opérations.</li> </ul> </li> <li>- Après cette opération militaire Rwando-ougandaise, les soi-disant « groupe d'autodéfense » se livrent aussi aux pillages des biens de la population considérée comme collaborateurs des Interahamwe, ex-FAR, GP, et Mai-Mai.</li> <li>- Les tribus Hunde, Nyanga et Tembo, qui avaient refusé d'envoyer les enfants pour participer à ce groupe d'autodéfense ou JMP du RCD sont victimes de plusieurs actes ignobles lors des opérations militaires rwando-ougando-burundaises. Ils sont tués, pillés, leurs maisons détruites, leur bétail volé.</li> <li>- Vendredi 26/2/99, les militaires du Rwanda et de l'Ouganda envahissent le village Mahanga en tirant en désordre. Les tirs dureront au moins 2 heures. Une dizaine des personnes seront atteintes des balles et mourront au même moment. Voici quelques noms qui nous ont été révélés :       <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Mabondo Bernard</li> <li>• Mr. Yua</li> <li>• La fille de Nestor</li> <li>• 5 personnes non autrement identifiées dont les cadavres ont été calcinés par un tir d'obus qui</li> </ul> </li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>⇒ Article 51 al. 2 du Protocole I ; article 32 de la Convention de Genève IV : « Ni la population civile en tant que telle ni les personnes civiles ne doivent être l'objet d'attaques... »</li> <li>⇒ Article 33 al. 3 de la Convention de Genève IV ; article 52 al. 1 du Protocole I ; article 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « La population civile et les personnes civiles jouissent d'une protection générale contre les dangers résultant d'opérations militaires... »</li> <li>⇒ Art. 51 du Protocole I ; art. 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 33 de la convention de Genève IV : ...Le pillage est interdit. Les mesures de représailles à l'égard des personnes protégées et de leurs biens sont interdites. »</li> <li>⇒ Art. 51 al.4 du Protocole I : « Les attaques sans discrimination sont interdites. L'expression « attaques sans discrimination » s'entend : a) des attaques qui ne sont pas dirigées contre un objet militaire déterminé ; b) des attaques dans lesquelles on utilise des méthodes ou moyens de combat. »</li> </ul>
---	---

<p>avait atteint leurs maisons.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Du 28/2/99 au 1/3/99, les villages de Lukweti sont attaqués par les militaires Rwando-Ougandais. Le bilan est lourd car les informations à notre possession font état de 78 personnes tuées dont 7 femmes et 2 enfants.</li> <li>• Sur la route d'Ishasha, 10 personnes seront aussi tuées dans les mêmes circonstances que les autres victimes ci-haut</li> <li>• Comme vous pouvez le constater, les opérations de recherche des interahamwe menées par les Rwandais à l'Est de la RDC font plusieurs victimes parmi la population civile avec comme conséquence le déplacement de la population vers des régions plus sécuritaires.</li> <li>• Selon des sources humanitaires travaillant à Goma, plus de 4000 familles avaient été recensées à Goma au 28 février 1999 fuyant les tueries de Rutshuru et autres villages atteints par les opérations militaires du Rwanda et de l'Ouganda.</li> <li>• A Lubero, plusieurs sources nous signalent la présence de plusieurs milliers des familles fuyant aussi les tueries de ces populations.</li> </ul> <p>- Aujourd'hui, c'est la population civile congolaise qui est tuée, considérée comme complice des interahamwe, sans que ces pays qui ont amené des gens sur le territoire congolais ne réagissent. A chaque tentative du gouvernement KENGO, dans le temps de Mpubutu, de retourner les réfugiés chez eux, une intervention urgente d'un haut responsable de l'ONU est dépêchée à Kinshasa pour négocier avec le pouvoir en place afin que les réfugiés restent toujours sur le territoire congolais. Actuellement la question des Hutus et interahamwe devient tabou au sein de la communauté internationale alors que c'est elle qui les avait installés sur le territoire congolais.</p> <p>- Pour cela, nous demandons à l'ONU de trouver le plutôt possible une solution aux problèmes des Hutus et interahamwe qui constituent actuellement la première source d'insécurité à l'Est de la RDC. CADI, Nairobi 12 mars 1999. (Sources S.I.C. - Source Indépendante du Congo).</p>	<p>⇒ Article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article 51 du protocole I.</p> <p>⇒ Article 51.al. 4 du protocole 1</p> <p>⇒ Article 51 du protocole 1.</p> <p>⇒ Art. 51, protocole 1 ; art. 32 de la convention de Genève IV</p> <p>⇒ Art. 51 protocole 1</p> <p>⇒ Art. 48 de la Convention de Genève IV : « Les personnes protégées non ressortissant de la puissance dont le territoire est occupé pourront se prévaloir du droit de quitter le territoire... »</p>
--	---

**Le 12 mars 1999**

- Nombreuses sont les familles originaires de l'Urega en deuil ces jours-ci dans la ville de Bukavu. Elles pleurent leurs parents et leurs proches tués il y a huit jours par les militaires rwando-ougando-burundais à Kamituga. Dans cette région de l'Urega en effet, une offensive militaire contre la résistance Mai Mai a commencé, depuis le 18 février pour le contrôle de cette importante zone minière. La nouvelle, aussi bouleversante qu'inattendue, faisant état d'un nouveau massacre de civils est désormais confirmée, même si les détails de cette tragédie ne sont pas encore totalement connus et le nombre des victimes, qu'on chiffre déjà à plus d'une centaine, n'est que provisoire. D'après les premiers témoignages convergents le déroulement de ces événements tragiques est le suivant : Depuis le déclenchement de l'offensive militaire qui a touché les régions de Bushi et de l'Urega, les troupes du RCD (Rassemblement Congolais pour la Démocratie), composée essentiellement de soldats rwandais, ougandais et burundais (estimées à plus de 2000 hommes, n'ont pas eu beaucoup de difficultés à rejoindre Mwenga et Kamituga. Le 4 mars, satisfaits du résultat obtenu, certains hauts dirigeants du RCD, notamment le Vice-Président Moïse Nyarugabo et le Chef du Département de l'intérieur, Joseph Muydumbi, accompagnés par le Gouverneur du Sud-Kivu, Norbert Basengezi et le directeur de Province, Eugène Isengo, se sont rendus par avion (petit porteur) à Kamituga pour présider un meeting organisé à l'intention de la population locale. Le meeting s'est apparemment bien passé : une assistance record de quelques centaines de personnes, une ambiance assez étendue, assez d'applaudissements inhabituels... A la fin de ce meeting, après avoir annoncé leur intention d'aller déloger définitivement les Mai Mai même dans la Zone de Kitutu, les autorités du RCD ont sollicité la collaboration de la population pour le transport d'armes et des munitions. Plusieurs dizaines de personnes se sont présentés et, sans délai, l'opération militaire a pris le départ. C'est à la suite de cette lourde défaite que s'est encore une fois déchaînée la furie meurtrière des militaires tutsi contre la population civile. Les soldats qui

⇒ Art. 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « tout individu a droit à la vie... », art. 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article 51 du protocole relatif à la protection de la population civile.

⇒ Idem

⇒ Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

avaient survécu à l'embuscade de Bigombe, pendant leur repli vers Kamituga, ont commencé leur impitoyable boucherie, en massacrant toute personne qu'ils rencontraient dans les villages situés le long de la route : Mazozo, Lutunda, Kenge, Luliba, Kabukungu. En même temps, les militaires restés à Kamituga, avertis par motorola de la défaite essuyée par leurs compagnons, ont commencé le massacre des civils même dans la ville de Kamituga (quartiers de Tangila et Kele).

- Selon l'Agence Catholique MISNA, les rebelles du RDC et la Coalition Rwando-Burundo-Ougandaise viennent de perpétrer un massacre horrible dans le Sud-Ouest de Bukavu, au Sud-Kivu, principalement dans la ville de NGESHE. Le bilan établi fait état de 250 congolais tués dans les rangs des personnes vulnérables (les enfants, les femmes et les personnes âgées).

⇒ Article 51 al. 6 du protocole 1, : « sont interdites, les attaques dirigées à titre de représailles contre la population civile ou des personnes civiles » ; art. 33. Al 3 de la convention de Genève IV.

**LES ATTEINTES GRAVES PORTEES CONTRE LA FAUNE ET LA FLORE DANS LES TERRITOIRES OCCUPES A L'EST DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**ETAT DES LIEUX DES AIRES PROTEGEES SOUS-OCCUPATION**

**1. PARC NATIONAL DE VIRUNGA**

**a. DEBOISEMENT**

- L'Union Européenne, le Haut Commissariat aux Réfugiés et le Dian Fossey Gorilla Fund ont contribué à l'étude de la déforestation du parc. Un déboisement moyen de 290 hectares rasés pendant 28 mois. La production moyenne de la forêt étant de plus ou moins 210 stères par hectares. Ce qui donne  $1.705.200 \text{ stères} \times 20\$/\text{stère} = 24.000\$$

⇒ L'Accord International sur les bois tropicaux de Genève de 1983 qui préconise l'exploitation en tenant compte de l'équilibre écologique (...), de la responsabilité des Etats en vue de conserver les ressources génétiques des forêts tropicales ; la convention d'Alger du 15 septembre 1968 sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (1) ; Article 46 du traité d'Abuja du 3 juin 1991 qui énonce que : « Il est recommandé aux Etats membres... la protection des ressources marines et halieutiques et la protection des espèces végétales et animales. »

b. ABATTAGE DE LA FAUNE

- Les agresseurs se livrent quotidiennement à l'abattage de la faune et à la commercialisation des espèces animales protégées, menacées d'extinction à l'intérieur de nos parcs nationaux.

- Dans le même parc 3 éléphants ont été tués ainsi que plusieurs guibs harnachés, des antilopes Bongo, des singes, chimpanzés, babouins massacrés.

Nous estimons cette destruction de la faune à 34.104.000\$.

En ce qui concerne les Gorilles, il convient de signaler que le nombre des gorilles tués est de plus ou moins 11 actuellement depuis l'avènement des forces d'agression et leurs complices. Parmi ces gorilles, il y a 4 éléments des Silverback. Une famille des gorilles ne peut être totalement stable que si elle est dirigée par un Silverback.

1. Selon l'article III de la convention d'Alger du 15 septembre 1968 sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, celles-ci signifient ressources naturelles renouvelables, les sols, les eaux, la flore et la faune.

2. Les éléphants figurent dans la classe B des espèces protégées et les antilopes. Les chimpanzés dans la classe A. En annexe la liste complète des espèces protégées. En outre, la convention de WASHINGTON de 1973 (ou CITES) sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, place les éléphants d'Afrique dans la catégorie des espèces causant un risque sérieux.

⇒ Article III alinéa 4 (iii) de la convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles qui stipule que : « le parc national désigne une aire dans laquelle l'abattage, la chasse et la capture d'animaux et la destruction ou la collecte des plantes sont interdits... »

⇒ Article IV relatif aux espèces protégées énonce que : « Les Etats contractants protégeront les espèces qui sont ou seront énumérées dans les classes A et B<sup>2</sup>.

⇒ Article 53 de la convention de Genève IV relatif aux destructions interdites : « Il est interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers et immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'Etat ou à des collectivités publiques. »

⇒ Article III alinéa 4 (iii) de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles susmentionné ; Article VIII relatif à la même Convention sur les espèces protégées ; article 35 alinéa 3 du Protocole I additionnel aux conventions de Genève du 12 août 1949 qui stipule que : « Il est interdit d'utiliser des méthodes ou moyen de guerre qui sont conçues ou dont on peut attendre qu'ils causeront des dommages étendus, durables et graves à l'environnement naturel. » ; article 55 alinéa 1 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 : « la guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves ».



## 2. PARC NATIONAL DE GARAMBA

- Un certain nombre d'éléments de la SPLA (rebelles Soudanais) utilisés par les agresseurs Rwando-Burundo-Ougandais dans la conquête de la ville de DUNGU ne sont jamais rentrés au Soudan.
  - La plupart d'entre eux se sont installés à la mission catholique de DURU, aux postes de patrouille (Poste de Gardes Parc) de BAGBELE et TEKADJE et dans les localités voisines du Parc.
  - Ils ont réouvert leur campement de Braconnage dénommés AFRICA MOTO et OKUMA MAFI pourtant détruits en 1997 par les Forces Armées Congolaises.
  - Les éléments de la SPLA et les forces régulières des Armées Ougandaises et Rwandaises exercent donc une pression sans précédent sur la faune du parc de GARAMBA.
  - La population de l'espèce-phare de ce parc, en l'occurrence le Rhinocéros blanc du Nord, qui avait augmenté jusqu'à 31 individus, est maintenant en danger. Un Rhinocéros venait d'être tué par des braconniers au mois de février dernier.
- N.B. : Parmi les espèces les plus menacées, la convention de WASHINGTON de 1973 (ou CITES) indique : Tous les grands singes et les lémures, le panda, les rhinocéros, les léopards... Ces espèces sont inscrites à l'annexe I de cette convention.
- En ce qui concerne la faune de ce parc Garamba, on signale que l'Etat congolais est victime de l'abattage de Rhinocéros blanc du Nord. De 31 individus indiqué ci-haut, répertoriés lors du recensement aérien effectué en juin 1997, il n'en reste que 24, soit une perte criminelle de 7
- ⇒ La Résolution 3314 du 14 décembre 1974 portant définition de l'agression en son article 3 déclare que : « l'invasion ou l'attaque du territoire d'un Etat par les forces armées d'un autre Etat, ou toute occupation militaire, même temporaire, résultant d'une telle invasion... »
  - ⇒ Article 53 du Protocole I additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 sur la protection des biens culturels et des lieux de culte énonce que : « Il est interdit de commettre tout acte d'hostilité dirigé contre les monuments historiques, les œuvres d'art ou les lieux de culte qui constituent le patrimoine culturel ou spirituel des peuples. »
  - ⇒ Article III alinéa 4 (iii) de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles du 15 septembre 1968 stipule que : « le parc national désigne une aire dans laquelle l'abattage, la chasse et la capture d'animaux et la destruction ou la collecte des plantes sont interdits. »
  - ⇒ La Convention CITES de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction ; article 6 de la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972 en son alinéa 3 déclare que : « chacun des Etats partie à la présente Convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel... » ; article III, alinéa 4 (iii) de la convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles du 15 septembre 1968 susmentionné.
  - ⇒ La convention CITES de WASHINGTON de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore menacées d'extinction ; article III alinéa 4 (iii) de la convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles qui déclare une aire dans laquelle

<p>individus tués par les agresseurs rwando-burundo-ougandais.</p>	<p><b>l'abattage</b>, la chasse et la capture d'animaux et la destruction ou la collecte des plantes sont interdits... » ; article VIII relatif aux espèces protégées de la même convention énonce que : « les Etats contractants protégeront les espèces qui sont et qui seront énumérées dans les classes A et B.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quant aux éléphants, le dénombrement de juin 1997 montre que depuis la suspension des patrouilles du fait de la guerre nous imposée par la coalition rwando-ougando-burundaise, 30 éléphants tués à cause de ces ivoires dont les défenses sont très recherchés dans le commerce international de la faune sauvage.</li> </ul>	<p>⇒ Convention CITES de WASHINGTON de 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction, surtout lorsqu'on sait que les éléphants d'Afrique figurent dans la catégorie des espèces qui sont menacées d'extinction si leur commerce n'était ni contrôlé ni incompatible avec leur survie ». Ces espèces sont inscrites à l'annexe II de la convention mentionnée ci-haut ; article 2, al. 3 de la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel du 23 novembre 1972 qui a la teneur suivante : « Aux fins de la présente convention sont considérés comme patrimoine naturel : les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle. » ; article III alinéa 4 (iii) de la convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles qui stipule que : « ...l'abattage, la chasse et la capture d'animaux et la destruction ou la collecte des plantes sont interdits. »</p>
<p>N.B. : Le principe 4 de la Déclaration de la conférence des Nations Unies sur l'Environnement » de 1972 énonce que les ressources naturelles du globe y compris l'eau, la terre, la flore et la faune et particulièrement les échantillons représentatifs des éco-systèmes naturels doivent être protégées dans l'intérêt des générations futures. Telle ne semble pas la préoccupation de la coalition rwando-ougando-burundaise obnubilée par le goût du lucre.</p>	<p>⇒ Idem</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les hippopotames sont également massacrés y compris les buffles, les girafes, antilopes, etc.</li> </ul>	<p>⇒ Article III alinéa 4 (iii) de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles qui déclare que : « ...la destruction ou la collecte des plantes sont interdits. »</p>
<p><b><u>3. PARC NATIONAL DE KAHUZI BIEGA</u></b></p>	<p>⇒ Article 24 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples : « Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement. »</p>
<p><b><u>1. Déboisement</u></b></p>	<p>⇒ Article 2 de la convention relative au statut des réfugiés portant obligations générales à la teneur suivante : « Tout réfugié a, à l'égard du pays où il</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les informations à notre possession permettent de penser que les dégâts causés au Parc National de Kahuzi Biega représenteraient le 1/3 de ceux causés au Parc National de Virunga par les Réfugiés.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ainsi, nous pouvons évaluer à 2.706 hectares l'espace déboisé en 28 mois de présence des Réfugiés. En utilisant le même raisonnement que pour le parc de VIRUNGA, la valeur de la perte serait de :</li> </ul>	

<p><b>2. Abattage de la Faune</b></p> <p>Si l'on accepte le principe selon lequel la valeur de la faune et de la flore peuvent se traduire par le même chiffre pour une forêt..., on aurait alors de perte en faune = 11.368.000\$</p> <p><b>3. Manque à gagner sur le plan touristique</b></p> <p>Tourisme aux gorilles : 700.000\$ an X 3,5 ans = 2.450.000\$</p> <p><b>4. Autres dommages écologiques :</b></p> <p>Coût pour assurer la protection du parc national KAHUZI-BIEGA pendant 10 ans :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Salaire pour 300 agents X 100 = 3.600.000\$</li> <li>- Frais de fonctionnement Bureau : 300\$/mois X 12 X 10 = 216.000\$</li> <li>- Rations patrouilles : 2\$/per/yr X 250 pers. X 360jrs X 10 = 1.800.00\$</li> <li>- Tenues de brousse 30\$/tenue 2 tenues/an X 250 X 10 = 150.000\$</li> <li>- Soins médicaux 1.000\$/mois X 3 stations X 12 X 10 = 360.000\$</li> <li>- Imprévus et frais administratifs 10% = 738.600.</li> </ul>	<p>se trouve, des devoirs qui comportent notamment l'obligation de se conformer aux lois et règlements ainsi qu'aux mesures prises pour le maintien de l'ordre public. »</p> <p>⇒ Article III (b) (iii) de la Convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles du 15 septembre 1968 énonce que : « le parc national » désigne une aire dans laquelle l'abattage, la chasse ou la capture d'animaux et la destruction ou la collecte des plantes sont interdits... »</p> <p>En ce qui concerne les dommages chiffrés, cela rentre dans le cadre de manque à gagner que la RDC devra formuler l'exigence d'une juste réparation.</p>
--	---

**LES PRINCIPALES ET RECENTES  
VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME -  
AVRIL 1999 (NORD-KIVU)**

- A KISHARU, en Groupement de BINZA, territoire de RUTSHURU au Nord-Kivu, un certain MBUSA NYAMWISI, Nande BENI et membre de l'antipatriotique RCD avait présidé au début de février 1999 une réunion qui a rassemblé la majorité de la population de cette contrée pour installer un nouveau Chef administratif rwandais. La population manifesta son mécontentement et a refusé d'être administré par les nouveaux Chefs. A la suite des représailles, l'armée rwandaise massacra plus de 75 personnes de cette contrée, le reste des paysans fuirent pour s'installer dans la forêt.

⇒ Violation du principe des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes contenu au sein de l'article 2 de la Charte de l'ONU qui autorise à chaque peuple de se choisir librement les gouvernants de son choix .
- A JOMBA dans les villages GASIZA CEYA, NYABUBUYE, les soldats Tutsi ont massacré des populations innocentes sous prétextes qu'elles abritent les Interahamwe. Plusieurs dizaines furent tuées dont la majorité étaient des femmes et des enfants.

⇒ Article 33.3 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre ; article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 5 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.
- A BUNGANA, poste frontalier avec l'Ouganda, stationnent plusieurs militaires Ougandais Tutsi. Tous les villages environnant ont été vidés de leur population soit par des massacres, soit par l'exil, soit encore par des déplacements forcés à plus ou moins 15 km de la frontière.

⇒ Article 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme ; article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques ; article 32 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « Les hautes parties contractantes s'interdisent expressément toute mesure de nature à causer soit des souffrances physiques, soit l'extermination des personnes protégées en leur pouvoir... »
- Les écoles primaires et secondaires ne fonctionnent plus depuis une année et ce à plusieurs endroits des territoires occupés car les parents craignent le recrutement des enfants de 12 ans au moins par les armées d'occupation. dans le même ordre d'idées, l'on dénonce la rétention des grilles de réponses des examens d'Etat, édition 1998 des élèves originaires des provinces du Nord-Kivu.

⇒ Article 51 al. 1 du Protocole I ; article 49 de la Convention relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « Les transferts forcés, en masse ou individuels, ainsi que les déportations de personnes protégées..., sont interdits, quel qu'en soit le motif ».
- Plusieurs maisons ont été brûlées à NTAMUGENEGA, à NKOKWE, KISIGARI, à KALENGERA, BIRUMA, KABINDI,

⇒ Article 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (destruction interdite)

**RWANGUBA, KANYANGOHE BWEITO,  
KAZUBA, dans le territoire de RUTSHURU.**

N.B. : Tous les massacres ont été accompagnés des pillages et incendies de maison. Des centaines des véhicules ont été pillés par les Tutsi et amenés au Rwanda et des milliers des maisons incendiées dans tous les villages et localités citées.

On signale aussi le cas de vol de bétail : 300 vaches de SEGIHOBE RWAGIZE dans son pâturage de Kamira, 100 vaches volées du pâturage de KIBIRIHI. Le pâturage de BITEGETSEMANA a été pillé de plus de 2.000 vaches, chèvres et moutons, les véhicules emportés par les Tutsi, des milliers des maisons ont été brûlées, en territoires de MASISI, de RUTSHURU et de NYRAGONGO (1)

⇒ Articles 33 et 53 de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre : « Il est interdit à la Puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées à l'Etat ou à des collectivités publiques, ... ».

⇒ Article 54, al. 2 du Protocole I (protection des biens indispensables à la survie de la population civile) : « Il est interdit d'attaquer, de détruire, d'enlever ou de mettre hors d'usage des biens indispensables à la survie de la population civile, tels que des dons alimentaires, ... »

(1) Cette situation amène à affirmer que la balkanisation de la RDC est un plan de longue date, ceci en faveur des TUTSI à qui cette partition faciliterait l'occupation des territoires de l'Est. Aussi, les plans d'extermination de la population bantoue du KIVU s'inscrivent dans cette logique afin d'aneantir toute résistance.

**TABLEAU NOMINATIF N° 1**

Nd'ordre Nbre des morts	Noms des personnes massacrées	Age	Se xe	Village
01	ABUNGU CHRISTINE	-	F	MIKUNGA
02	AMANI LUSUNGU	-	M	- « -
03	AWEZAYE KAHINDO	-	F	- « -
04	AMISA NAMLANGALO	-	F	- « -
05	APOLINA BYOSAA	-	F	- « -
06	ASENDE MASUMBUKO	-	F	- « -
07	ALUMBE MUKOKO	-	F	BANGWE
08	ABWE MULASHI	-	F	- « -
09	ALIMASI LUMENGE	-	M	- « -
10	ASANI ALUMBE	-	M	- « -
11	ALINGI ONGEMBALAMWEGI	-	M	- « -
12	APAKO - « -	-	F	- « -
13	ATONDA - « -	-	F	- « -
14	AAMBA SALUMUMBALAMWECHI	-	M	- « -
15	AMISI ABUNGO	-	F	- « -
16	ABWE ISHIABWE	-	M	- « -
17	ANGELAN MALIPO	-	F	- « -
18	ALISA NYAMGO	-	F	KAHAMA
19	ANTO LOTOELO	-	F	- « -
20	ABELECI LOTOELO	-	M	- « -
21	AMISA LOTOELO	-	F	- « -
22	ASENDE SELEMANI	-	F	- « -
23	ABWE YALUMBA	-	M	- « -
24	ARONI LUTUMBU	-	M	- « -
25	ABALE ILANGYI	-	M	NGALULA
26	AOCI MMANINWA	-	M	- « -
27	AMBAMBA MMANINWA	-	M	MBOKO
28	ABEBELE MAWAZO	-	F	KASHEKEZI
29	AMUNASO MULISHO	-	F	KASHEKEZI
30	ASSUMANI HALI	-	M	- « -
31	ABABELE ALISHI	-	M	- « -
32	ALISA WABANGWA	-	F	KIVONGOLWA
33	ABWE FAHISI	-	M	- « -
34	ALUMBE ABINAMWISHO	-	F	KAMBA
35	ALUNGU LOKOLE	-	M	- « -
36	ASSANI ALEXI	-	M	KASHEKEZI
37	ALUNGU ONGE	-	M	- « -
38	ADOLPHE OMARI	5 ans	M	KALOMO
39	AMBA SALUMU	-	M	- « -
40	ABALE ONGEMBALA	46ans	F	BANGWE
41	ANGELANI SALUMU	45ans	F	- « -
42	ALULEYA ABALE GANA	20ans	M	- « -
43	ALUBETINA ABABELE	-	F	- « -

44	ALUMBE KA	-	M	- « -
45	ALUTA YENA	-	F	- « -
46	ASENDE ESOA	7 ans	F	MIKUNGA
47	ABUNGO WILONGA	42ans		- « -
48	AMISA ELOCO	5 ans	F	- « -
49	AOCI NENDJO	4 ans	M	MIKUNGA
50	AKUMBA OREDI	6 ans	M	- « -
51	ASENDE ELISA	10ans	F	- « -
52	ALONDA MWAMI CHANGA	30ans	M	- « -
53	ABEKYA IYANGYA	67ans	M	- « -
54	ABULE LUSAKANYA	18ans	M	- « -
55	AKUMA ABEKYA	1an	M	- « -
56	APENDEKI MIRENGE KASONGO	40ans	F	KATUTA
57	APENDEKI GERARD	12ans	M	« -
58	APENDEKI LUMINA	31ans	F	- « -
59	AOCI LUMINA	8ans	M	- « -
60	ABABELE MBELECI	18ans	F	KASHEKEZI
61	AMAZO ECINA	40ans	F	- « -
62	ASSUMANI ECA	6ans	M	- « -
63	AMBAMBE PILIMO	-	M	MUKWEZI
64	AMSINI PIPA *	40ans	M	MUNENE
65	APOLINA MITAMBA	38ans	F	- « -
66	ASUKULU SANTO	1an	M	- « -
67	ANDRES LOBONGYA	55ans	M	KAHAMA
68	ANDALA TITO	8ans	M	- « -
69	ALONDA POPO	10ans	M	KAHAMA
70	ASUKULU POPO	6ans	M	- « -
71	ALISA WAESUBE	7ans	F	NGALULA
72	ALISA BITENDELO	43ans	F	- « -
73	ABUBAKAR MUSTAFA	-	M	KAMBA
74	ALLY MOUSTAPHAN	-	M	- « -
75	ASENDE MUNDA	-	M	- « -
76	AMISSI JUMA	-	M	- « -
77	ABWE ANGELE	-	M	- « -
78	ALULEYA AKYAKALA	-	M	- « -
79	AMOSSI MAHASHA	-	M	- « -
80	ASUKULU PAUL	-	M	- « -
81	BUDOGO BUDOGO (réfugiée Burundaise)	-	F	MAKOBOLA I
82	BAHATI BULENGE	-	M	- « -
83	BYAOMBÉ CESAR	-	M	- « -
84	BILOMBELE EBENGO	-	F	KATUTA
85	BITA KAHINDO	-	M	MIKUNGA
86	BIENFAIT ITONGWA	-	M	- « -
87	BILEMO SALEHE	-	F	- « -
88	BILEBWA MAWAZO	-	M	- « -
89	BUHEBELU LANKINA	-	F	- « -
90	BOSONGOMA MAYALIWA	-	M	- « -

91	BINWA BITA	-	M	- « -
92	BOBILYA ABWE MBALAMWESHI	-	F	- « -
93	BOKOBO LWAMESSO	-	M	- « -
94	BOBILYA BAKUMBA	-	F	- « -
95	BILOMBELE LOTOELO	-	F	KAHAMA
96	BONYEMU LOTOELO	-	F	- « -
97	BYALUNWA ABWE	-	F	- « -
98	BYALUNWA ICIBYANGYLA	-	M	- « -
99	BULUMBA ISHEKELA	-	F	- « -
100	BULEMBO SADI	-	F	- « -
101	BUSA MBILIZI	-	M	- « -
102	BILOMBELE NYASSA	-	F	NGALULA
103	BAHATI -	-	M	MUKWEZI
104	BITISHO MAWAZO	-	F	KASENYA
105	BIBI NAKITUNGA	-	F	- « -
106	BELLE FILLE MIKOMA	-	F	KALOMO
107	BAIYE JOSEPHINE	-	F	ILAKALA
106	BENJAMIN SHIABWE	-	M	- « -
109	BENGA JEAN PIERRE	1an8m ois	M	BANGWE
110	BAUKYAKA ECUMBE	30ans	F	- « -
111	BUYEMBU WIYONGA	32ans	M	- « -
112	BUNYEMU ELOKO	8 ans	M	MIKUNGA
113	BILEMO ITONGWA	9ans	F	- « -
114	BATASEMA BWALFU	14ans	M	- « -
115	BILECA APENDEKI	5ans	F	- « -
116	BULOKO MWA A	3ans	M	- « -
117	BYAOMBE BAE LANYA	3ans	F	- « -
118	BAHINGWASE YOHERI	5ans	M	KATUTA
119	BORA BARUTI	15ans	F	KATUTA
120	BWENGE LUMINA	4ans	M	- « -
121	BALULU LUMINA	1an	M	- « -
122	BAHATI MASUMBUKO	-	M	MUKWEZI
123	BAHIYE YONA	49ans	F	MUNENE
124	BIBYANE ITONGWA	3ans	F	KAHAMA
125	BOLENGELWA ALENGE	4ans	M	- « -
126	BENOIS -	46ans	M	- « -
127	BOKABO RAMAZANI	37ans	M	NGALULA
128	BYAUSSA BYASONGA	77ans	M	- « -
129	BILOMBELE ANGELANI	-	F	KAMBA
130	BAHELANYA MANYANGA	-	M	- « -
131	BYA M NONI ROSA	-	F	- « -
132	BULIMWENGU MASHAKA	-	M	- « -
133	BUKURU SOBANUKA	-	M	- « -
134	CLAUDINE BELINDA BENGA	-	F	BANGWE
135	CHEKANABO LOTOELO	-	F	KAHAMA
136	CHEKANABO WILONGA	-	F	KAHAMA
137	CHRISTINA -	-	F	MUNENE



138	CHALA BILEMU	-	F	KAMBA
139	CHALA MUSHO	-	F	KASHEKEZI
140	CHALA ELOGO	37ans	F	BANGWO
141	CHALA ELOCO	35ans	F	MIKUNGA
141	CHENGA MWANDAMA	9mois	M	KASHEKEZI
142	DEPE LOTOELO	-	M	KAHAMA
143	DIEUDONNE WALUENYA	-	M	- « -
144	DUNIA GODET	-	M	-
145	DODOMA KATONDA	64ans	M	MIKUNGA
146	DESHATI MIRENGE KASONGO	9ans	M	KATUTA
147	DIEUDONNE WATEKWA	6ans	M	NGALULA
148	DUNIA JEROME	-	M	KAMBA
149	EPOUSE DE M. NGWETO	-	F	MAKOBOLA I
150	EPOUSE DE M. MANDEVU	-	F	- « -
151	ECHA MWENDA	-	F	- « -
152	EYANGANO BIKOPO	-	F	KATUTA
153	ESOA REMIE	-	M	MIKUNGA
154	ESOA ONGA OBE	-	F	- « -
155	ETO ASONGO	-	F	BANGWE
156	ESUBE GASTON	-	M	KAHAMA
157	ELOCHO LOTOELO	-	F	- « -
158	EKYOCHI WABUCIBWA	-	F	- « -
159	EKYOCHI NASENDE	-	F	- « -
160	EMBETE LUTUMBA	-	M	- « -
161	EKUKULA NDALO	-	M	- « -
162	ENDANI TSHEKELA	-	F	NGALULA
163	EKA KAMULEWA	-	M	- « -
164	EKIKI TUBANGYO	-	M	KASHEKEZI
165	ESOLOMWA BALAHIMU	-	M	- « -
166	ELECHI MASUMBUKO	-	M	KIVONGOLWA
167	EPANGYA	-	M	KAMBA
168	ELEMA YAMSHINGA	-	M	- « -
169	EANGANO	-	F	-
170	ENGENISHI BWANGA	2ans	F	ILAKALA
171	ECHA MWASHITE	3ans	F	BANGWE
172	EPANGYA SALEHE	-	M	- « -
173	EPONDO MWA A	7ans	F	MIKUNGA
174	EBISHWA BALONGELWA	9ans	M	- « -
175	ECHULE ITONGWA	7ans	M	- « -
176	ESPERANCE MIRENGE KASONGO	16ans	F	KATUTA
177	EKYOSHI SHINGONDE	14ans	M	KASHEKEZI
178	ELISHA ANDO'OLO	31ans	M	- « -
179	ECHA MMBEMBE	3ans	F	- « -
180	ESOMBOLA BULAHIMU	63ans	M	- « -
181	ETUNGANO	-	M	MUKWEZI
182	ESPERANCE JOHALI	6ans	F	KAHAMA
183	ELISHABETH ITONGWA	1an	F	- « -
184	ESUBE GASTON	55ans	M	NGALULA

185	EYANGANO STEFANO	-	M	KAMBA
186	ELIE JEROME	-	M	- « -
187	FITINA FATUMA	-	F	MAKOBOLA I
188	FATUMA MARONDO	-	F	KATUTA
189	FITINA NABASIKYAKA	-	F	MIKUNGA
190	FAMBA LUKOLE	-	M	- « -
191	FARAJA ISHEKELA	-	M	KAHAMA
192	FEZA LUTUMBU	-	F	- « -
193	FALIALA MMANDAMA	-	M	- « -
194	FIKIRINI MUFULERO	-	M	KABUMBE
195	FILIPO ISA	-	M	NGALULA
196	FAMILLE KIHEKA (5enfants)	-	-	-
197	FAMILLE MANDEVU (2 ENFANTS)	-	-	-
198	FITINA FATUMA (2 ENFANTS: Césarienne forcé)	-	-	-
199	FAMILLE MBIRIMA EMMANUEL (3 ENFANTS)	-	-	-
200	FAMILLE HOJA BWENGA (4 ENFANTS)	-	-	-
201	FAMILLE HOJA BWENGA (4 ENFANTS)	-	-	-
202	FAMILLE MALIYANI GODEFROID (6 ENFANTS)	-	-	-
203	FAMILLE MIKOMA (9 PERSONNES)	-	-	-
204	FAMILLE SEGERE (4 PERSONNES)	-	-	-
205	FAMILLE KANGERE (4 PERSONNES)	-	-	-
206	FAMILLE WENYA (3 PERSONNES)	-	-	-
207	FAMILLE BASHAHUNGU (28 PERSONNES)	-	-	-
208	FAMILLE BASHIHOGE (20 PERSONNES)	-	-	-
209	FILS DE JOSEPHINE NAHI (2 PERSONNES)	-	-	-
210	FILS DE CHALA (5 PERSONNES)	-	-	-
211	FREDERIC ANGETE	30ans	M	MIKUNGA
212	FITINA NAIYANGA	9 ans	F	- « -
213	FITINA NASHAGALI	3ans	F	KATUTA
214	FURAHA SANGO	9ans	M	KASHEKEZI
215	FURAHA NALUBELA	4mois	F	NGALULA
216	FARIALA APATA	70ans	M	- « -
217	FATUMA MOUSTAN	-	F	KAMBA
218	GEORGETTE MBYULA	-	F	MIKUNGA
219	GODET SENGE	-	F	-
220	GANA GANA	-	M	BANGWE
221	HONORE NAKITUMBA	-	M	MAKOBOLA I
222	HENRI NGOLO	-	M	BANGWE
223	HERI ASUKULU	-	M	NGALULA
224	HUZURI AMISI	2 ans	M	MIKUNGA
225	HONORINA MANENO	3ans, 3mois	F	MIKUNGA
226	HERI MUSASECHA	17ans	M	KAHAMA
227	HASHA ANDRE	69ans	F	-
228	ILEMBO SADI	-	M	-
229	ITONGWA LUNGELE	-	M	-
230	ISMAEL BENGA	-	M	NGALULA

231	IBUCHWA ASUSU		M	- < -
232	ISHIBABU -		M	- < -
233	ISHIABWE ASA		M	KASHEKEZI
234	IDI MIRENGE		M	- < -
235	ITONGWA NKABO	69ans	M	MIKUNGA
236	ISSA LUBUNGA	56ans	M	MIKUNGA
237	ISAKA MISABEO	73ans	M	KASHEKEZI
238	IO'IBUMBA STEPHANE		M	KAMBA
239	JOSEPHINE (Epouse de Mr. MASTA)		F	MAKOBOLA I
240	JEAN PIERRE KAHINDO		M	MIKUNGA
241	JEANINE MPENDA		F	- < -
242	JOSEPHINE NA'MMBUTU		F	- < -
243	JACQUES MWENDA		M	BANGWE
244	JEANNE NDAHAZA		F	KAHAMA
245	JEANNETTE AMBIANCE		F	NGALULA
246	JOSEPH MPUPU		M	MUKWEZI
247	JULIENNE NANGYICHI		F	KIVONGOLA
248	JUSELE MIHIGO		F	- < -
249	JOSEPHINE WATUTA		F	- < -
250	JOSEPHINA ONGE MBALA	3mois	F	BANGWE
251	JACQUES ONGHE	37ans	M	- < -
252	JEAN PIERRE MIRENGE KASONGO	3ans	M	KATUTA
253	JACQUELINE FANGO	18ans	F	KASHEKEZI
254	JULES		M	CITE I/MBOKO
255	JEAN-MARIE CHILA	1ans	M	KAHAMA
256	JEANNETTE MUFAUME	43ans	F	NGALULA
257	JEANNE BAHYE	40ans	F	- < -
258	JOSEPHINE NDOHI		F	KAMBA
259	JOSEPHINE LUNGWE		F	- < -
260	JUJU BUKUMBA		F	- < -
261	JAQUELINA MUTOCHA		F	- < -
262	JAQUES SUNGULA		M	- < -
263	KISHIBISAHA MALIANI		M	MAKOBOLA I
264	KAI -		M	- < -
265	KABWANA BULENGE		M	- < -
266	KABIBI BULENGE		F	- < -
267	KYAKUNA KAMNOBE		F	- < -
267	KITABO KITAMALA		M	- < -
268	KAYUYA MALIYANI		M	- < -
269	KITUNGANO KATITA		M	- < -
270	KYOYO (Epouse de M. NAKITUMBA)		F	KATUTA
271	KIPANZA SALEHE		M	MIKUNGA
272	KALUTA MAHOKA WELONGO		M	BANGWE
273	KAGESURU FURAHISHA		F	- < -
274	KATAINA MMUMENGAKOBE		F	KAHAMA
275	KISE AKYENA		M	- < -
276	KITUMAINI ISHEKELA		M	- < -
277	KABABWA WAKYENYA		M	- < -

278	KYOBA MBILIZI		M	- « -
279	KISLE BWAMI		M	- « -
280	KAZUZU WETU		M	NGALULA
281	KITUNGANO USENI		M	MUKWZEI
282	KALUTA -		F	KAMBA
283	KASIBA -		F	ILAKALA
284	KASUKU -		M	- « -
285	KASHIMBO MWATUMO		F	- « -
286	KOLETA OSENI	32ans	F	BANGWE
287	KAMNO MYAYO	3ans	M	MIKUNGA
288	KIMBITI MILUNGA	38ans	M	- « -
289	KABITI KATIIGUTA	2ans	F	KATUTA
290	KADOGO YOMBE	2ans	M	KATUTA
291	KATERANYA (Réfugié Burundais)	-	M	BASHILUBANDA/MBOKO
292	KASIBA KATUMBI	30ans	F	MUNENE
293	KISEKEDI LOTOELO	16ans	M	KAHAMA
294	KULIYE SHABANI	65ans	M	NGALULA
295	KAMPE MMJOMBO	-	M	NGAMBA
296	KEYO SUNGULA	-	M	- « -
297	KASHINDI SUNGULA	-	M	- « -
298	KALYAMTU MAKOBOLA	-	M	- « -
299	KAMBEMBA ASSUMANI	-	M	- « -
300	LUNGA JOSEPHINE	-	F	KATUTA
301	LOKOLE LUSUNGU	-	M	MIKUNGA
302	LUKANGYELA EKYAMBA	-	M	- « -
303	LUPONDA ESOWA	-	M	- « -
304	LEA SALIMA	-	F	- « -
305	LUKAMBELO UWANDJA	-	M	- « -
306	LALIA AMEMBE	-	F	- « -
307	LUMUMBA NDAHAZA	-	M	KAHAMA
308	LAINI MMDAMA	-	F	- « -
309	LUTUMBU BYAMUNGU	-	M	- « -
310	LUSHI MWASHITI	-	F	NGALULA
311	LENDEZA MNANDOTO	-	F	ILAKALA
312	LALIA MWA'A	3ans	F	MIKUNGA
313	KAMPE MULENDA	-	M	NGAMBA
314	LOKELE TSHILANGO	83ans	M	MIKUNGA
315	LOKALELO MMANDA	70ans	M	- « -
316	LUNYEMBA ABEKYA	26ans	M	- « -
317	LALIA EMBETE	3ans	F	- « -
318	LOKOLE TABISENGWA	8ans	F	- « -
319	LIPANGA BARUTI	3ans	M	KATUTA
320	LEKUMU	-	M	- « -
321	LAHELI NYASSA	39ans	F	KASHEKEZI
322	LYAENDA MNOBE	7ans	M	KAHAMA
323	LWANGELA HAMISI	11ans	M	- « -
324	LWAMBO MBILIZI	8mois	M	- « -
325	MUSEMEWA (épouse de M. KINEKA)	-	F	MAKOBOLA I

326	Mère de Mr. KINEKA	-	F	- « -
327	MALIANI GODEFROIE (Ségom)	-	M	- « -
328	MAPWATA MALIANI	-	M	- « -
329	MARIE NALUSHUMBA	-	F	- « -
330	MATESO	-	F	- « -
331	MIMA	-	F	- « -
332	MUSUNGU BULENGE	-	M	- « -
333	MUGANGANE WA BAZIBA	-	M	- « -
334	MUBANGUBANGU	-	M	- « -
335	MALOLA ASSUMANI	-	M	- « -
336	MANA (épouse de Mr. KANGERE)	-	F	- « -
337	MULILIKWA BUGARAMA	-	M	- « -
338	MAUWA ROSA	-	F	- « -
339	MASASI WENYA	-	M	MIKUNGA
340	MAKOMA CHRISTINE	-	F	- « -
341	MWENGE NABAUKYAKA	-	F	- « -
342	MANDELENI LWABABA	-	F	- « -
343	MILINGANYO ALONDAMWAMI	-	M	- « -
344	MULISHO SHUKURU	-	M	- « -
345	MLONDONI KACHELEWA	-	M	- « -
346	MLASHI MIYAMBANO	-	F	- « -
347	MAWAZO SALIMA	-	F	- « -
348	MKYUNGU FUMORO	-	M	BANGWE
349	NZALIWA HOSHINAWAKE	-	M	- « -
350	MAHONECHO ONGEMBALA MWEC	-	F	- « -
351	MLASHI ONGEMBALAMWECI	-	F	- « -
352	MANDELENI SALUMU	-	F	- « -
353	MAENOSHO SALUMU TAMBE	-	M	- « -
354	MMBUNDA ODENI	-	M	- « -
355	MAYA ODENI	-	M	- « -
356	MWENDA MLUBI	-	F	- « -
357	MAAO SALUMU	-	M	- « -
358	MMANDAMA EMANGA	-	M	KAHAMA
359	MAZAMBI KYALONDAWA	-	M	- « -
360	MELANIYA LOTOELO	-	F	- « -
361	NTEMA LOTOELO	-	M	KAHAMA
362	MBUMBA LOTOELO	-	M	- « -
363	MINYEKO AKYENA	-	M	- « -
364	MMBOMBA AKYENA	-	M	- « -
365	MALENGA YELAMWA	-	F	- « -
366	MALUMBE MMDAMA	-	M	- « -
367	MASHAKA MMDAMA	-	M	- « -
368	MARIMU MAZAMBI	-	F	- « -
369	MSAFIRI ABWAKE	-	M	- « -
370	MWENDA MBILIZI	-	M	- « -
371	MAUWA ASANI	-	F	NGALULA
372	MAKALA ILANGIYE	-	M	- « -
373	NSOMBWA TAMUSAALE	-	F	- « -

374	MBELECI HERI	-	F	- « -
375	MBELECI MAKYAMBE FEZA	-	F	- « -
376	MORTON BENGA	-	M	- « -
377	MINYEKO ISHIBABU	-	M	- « -
378	MWALIMU AMBILO	-	M	MUKWEZI
379	MOMBO AKAMBA	-	M	LUSAMBO
380	MAUWA	-	F	MUNENE
381	MUKE MASTA	-	F	- « -
382	MUBANGU BANGU	-	M	- « -
383	MWENGE ABEYA-EKA	-	F	KASHEKE
384	MIMA NA-ABUE	-	F	- « -
385	MANDELI NABITO	-	F	KIVONGOLWA
386	MLONDA EBUKA	-	M	KAMBA
387	MKYUNGU EKYELA (EKELA)	-	M	- « -
388	MMBUMDA SALEM	-	M	- « -
389	MAYA -	-	F	- « -
390	MIYUNGANYA POLIDIRE	-	F	KASHEKEZI
391	MIRENGE BARUTI	-	M	- « -
392	MASUMBUKO BARUTI	-	M	- « -
393	MALoba BARUTI	-	M	- « -
394	MAKWATA GODET	-	F	- « -
395	MILONDANI -	-	F	- « -
396	MAPE NDO -	-	F	- « -
397	MLASI NAMINYEKO	-	F	- « -
398	MUTOTO FRANÇOIS	-	M	- « -
399	MAZAMANI MMENENE	-	M	- « -
400	MUSUNGU WEKELA	-	M	- « -
401	MAIRIA + 1 FILS	-	F	- « -
402	MBIRIMA EMMANUEL	30ans	M	KIVONGOLWA
403	MAHONESHU WAMULOLA	65ans	F	- « -
404	MARIABO NABAJUMBI	59ans	F	KALOMO
405	MUGANGANE ROGER	57ans	M	KALOMO
406	MAONESHU BILEMO	57ans	F	- « -
407	MALIPO BENI	-	F	- « -
408	MANDE SALUMU	-	F	- « -
409	MARIA NYALUSHUMBA	52ans	F	KANYANGWE
410	MAVUNDJA ECLESIA	-	M	ILAKALA
411	MAESA KAKUMBU	-	F	- « -
412	M'KYUNGU W'EKELA	24ans	M	BANGWE
413	MWANYI MALENGELA	45ans	M	- « -
414	MASEMO MUTAMBALA	10mois	M	- « -
415	MAMAN FATUMA	-	F	MIKUNGA
416	MLISHO ELOCO	3 ans	M	- « -
417	MOTEMA ELOCO	5 mois	M	- « -
418	MWEN'ESUBE ELOCO	75ans	M	MIKUNGA
419	MILENGANI ALONDWA	55ans	M	MIKUNGA
420	MLONDANI MANYINWA	21ans	M	- « -
421	MITANGA HOMARI	1 an	F	- « -

422	MWA'A ABEKYA	43ans	M	- < -
423	MAOMBI JEANO	6ans	F	- < -
424	MIKABOKABO IOI	13ans	M	- < -
425	MAWAZO SELEMANI	49ans	F	- < -
426	MMENENWA LUSAKANYA	14ans	M	- < -
427	MASOKA ABEKYA	5ans	F	- < -
428	MMBANGO LUANGA	11ans	M	KATUTA
429	MIRENGE BAHATI	40ans	F	- < -
430	MIHIGO BARUTI	18ans	M	- < -
431	MITOMBO BARUTI	9ans	M	- < -
432	MACOZI MIRENGE KASONGO	9ans	F	- < -
433	MASUMBUKO LABWIKA	28ans	M	- < -
434	MWASHANBA JOMBE	4ans	F	- < -
435	MALENGA MMSSA	7ans	F	- < -
436	MUKUNIKINI TOSHA	6ans	F	- < -
437	MALEKANI SUMAHILI	4ans	M	- < -
438	MMONGA EHANGO	29ans	M	- < -
439	MUSA LUMINA	14ans	M	- < -
440	MALENGA PUPA	9ans	F	- < -
441	MAPWATA PUPA	13ans	M	- < -
442	MAWAZO PUPA	2ans	F	- < -
443	MARIAMU KISIMBA	7ans	F	KASHEKEZI
444	MOSHI CHAMLUNGU	14ans	F	- < -
445	MAMBOLEO WILONDJA	79ans	M	- < -
446	MUSAFIRI ABEKYAMWALI	61ans	M	- < -
447	MWENELWATA LUKABA	16ans	M	- < -
448	MBELECI ABALÉ	11ans	M	- < -
449	MALENGA BI'ANGWA	31ans	F	- < -
450	MBEUMU ETANDO	10ans	M	KASHEKI
451	MUNOKO	-	M	KABUMBE
452	MU'OSA	-	M	- < -
453	MWALIMU AMBELA	-	M	MUKWEZI
454	MAYANGA ISHIBATWA	-	M	LUSAMBO
455	MAMBO -	-	M	- < -
456	MARIE -	-	F	MUKANDJAKOU
457	MUKELA -	-	M	CITE III MBOKO
458	MINEBWE SHIABWE	27ans	M	MUNENE
459	MAETA MUFAUME	14ans	M	- < -
460	MUFANDJALA TUBEREZA	39ans	M	- < -
461	MACOZI ABWE	8mois	F	- < -
462	MIRENGE NGAVANWA	-	F	KAHAMA
463	M'MGI ENOKE	-	F	- < -
464	MMONGA POPO	6ans	M	- < -
465	MWENE LUKU SHILA	70ans	M	- < -
466	MUTAMBALA CHAMLUNGU	14ans	M	- < -
467	MUSAFIRI LOTENGYA	8ans	M	- < -
468	MWASHITE ETABO	11ans	F	NGALULA
469	MINYEKO BYASSONGA	25ans	M	- < -

470	MWANGAZA LUBENOA	66ans	F	- « -
471	MAIVUNO NAMUSEANGWA	35ans	F	- « -
472	MAONESHU LUNGWE	-	F	KAMBA
473	MLASHI MAYAMBE	-	F	- « -
474	MLASHI LOKELELO	-	F	- « -
475	MAPENDO MASAMBA	-	F	- « -
476	MATOMBO ALIMASI	-	M	- « -
477	MWALIBOLA BUSUNGU	-	F	- « -
478	MBAYA BURISENGE	-	F	- « -
479	MTEE EBELETE	-	F	- « -
480	MWASHITI RUHINOIZA	-	F	- « -
481	MUIBA KECHA BARUAMI	-	F	- « -
482	MARIA ASSANI	-	F	- « -
483	MWASHITE NALUSHENGE	-	F	- « -
484	MUSUKIWA NANDOLANI	-	F	- « -
485	MALENGA TOTO	-	F	- « -
486	MATENDO RUHAYA	-	M	- « -
487	NDAMA RUSANGIZA (DELPHIN)Diacre et secouriste	-	M	MAKOBOLA I
488	NESHO MIKOMO	-	M	- « -
489	NYIHASHA MAMAKAMANGO	-	M	MAKOBOLA I
490	NAKASHINDI	-	F	KATUTA
491	NYASSA ASAMBA	-	F	MIKUNGA
492	NYOTA KIBISWA	-	F	MIKUNGA
493	NAMTMUDACHI ESOA	-	M	- « -
494	NAKESENGE MWAMINI	-	F	- « -
495	NALUPONDA MISUNGA	-	F	- « -
496	NAMATE CHABENGANA	-	F	- « -
497	NYOTA ENDANI	-	F	- « -
498	NAAMBACHA ITONGWA	-	F	- « -
499	NAMBULECHIBWA NGUBULWA	-	F	- « -
500	NABEMBA NISALO ONGE	-	F	- « -
501	NATANI SILA	-	M	KAHAMA
502	NYENGELA BWAMI	-	M	- « -
503	NYENGELA MLASI	-	F	KAHAMA
504	NAMIRENGE NGANYWA	-	F	- « -
505	NAGAYONE NDAHZA	-	F	- « -
506	NYAMBWE MMDAMA	-	M	- « -
507	NYOTA MBILIZI	-	F	NGALULA
508	NAGUNGU BUKUMBA	-	F	- « -
509	NAGUNGU ABWE	-	F	- « -
510	NAGUNGU ANNA	-	F	- « -
511	NAGUNGU THERESE	-	F	- « -
512	NAABWE LOHI	-	F	- « -
513	NAMIYA RAMAZANI	-	M	- « -
514	NAMBWELA SOPHIE	-	F	KASHEKEZI
515	NAMALELEMBE MWAMINI	-	F	- « -
516	NYANGYE LUKANGAKYE	-	M	KAMBA



517	NANTHANIE SHILA	-	M	KALUMO
518	NAWELONGO IVONNE	-	F	KASHEKEZI
519	NYOTA ITONGWA	-	F	- « -
519	NABYOCHUCHWA	-	M	- « -
520	NAMWATUMU	-	M	- « -
521	NDAHILONGO RASHIDI	52ans	M	KIVONGOLWA
522	NYASSA OMAR	-	F	KALOMO
523	NANWARI KARINGINGO	-	F	KANYAGWE
524	NANGOME JULINE	40ans	F	- « -
525	ND'ALA FILS DE MUYENGA	3mois	M	- « -
526	NAPINDA KUNGU	-	F	ILAKALA
527	NAWELONGO LEYA	-	F	BANGWE
528	NAYASSA MPENDA	38ans	F	MIKUNGA
529	NYOTA ELOCO	1an	F	MIKUNGA
530	NAMSENVELO MAYALIWA	23ans	F	- « -
531	NAMTE OMARI	5ans	F	- « -
534	NAYOTA YONASI	51ans	F	- « -
535	NYASA NABILUBI	43ans	F	- « -
536	NABYTUNGA NAMWEMBE	60ans	F	- « -
537	NALMLELWA	57ans	F	- « -
538	NGYUKU OREDI	3ans	F	- « -
539	NAMABAMBA MIGUNGA	73ans	F	- « -
540	NALWAMBA NAYENGA	67ans	F	- « -
541	NAKAMANA NYIHASHA	48ans	F	KATUTA
542	NANYOKU NGALULA	70ans	F	- « -
543	NALOEBO N'EBUNDA	3ans	F	- « -
544	NAMWASHA KIRENGE	1an	F	- « -
545	NANGENDO MUHERONA	5ans	F	- « -
546	NJONJO APENDEKI	2ans	F	MUNENE
547	NISIMO NAPENDA	80ans	F	- « -
548	NATABU APENDEKI	56ans	F	KAHAMA
549	NAMMENGA MENGWA	60ans	M	NGALULA
550	NAKYOYO NAKITUMBA	-	F	KAMBA
551	NAMINYEKU LWENDO	-		KAMBA
552	NEEMA MAYAYA	-		KAMBA
553	NDALA MBILIZI	-		KAMBA
554	NDALO BUMENGE	-		KAMBA
555	NEEMA ISHARA	-		- « -
556	OLOMWENE ISA	-	M	NGALULA
557	ONGA OBE CLAUDE	17ans	M	KASHEKEZI
558	OMBENI JIMMY	-	M	KAMBA
559	PATRICK KONGOLO	-	M	IKUNGA
560	PENDEZA ABANGWA	-	F	KAHAMA
561	PENDEZA ISA	-	F	NGALULA
562	PATILI MIHIGO	-	M	NGALULA
563	PADRI SUKARI MIRENGE KASONGO	15ans	M	KATUTA
564	PRIMO SWEDI	43ans	M	KATUTA
565	PETELO LWE'YA	-	M	KAMBA

566	REMY MALIANI	-	M	MAKOBOLA I
567	REHEMA APOLINA	-	F	MIKUNGA
568	REHEMA ACHAI	-	F	BANGWE
569	RIZIKI ODENI	-	F	BANGWE
570	REHEMA NAMBWELA	-	F	BANGWE
571	RAZARO	-	M	KASHEKEZI
572	RIZIKI GODET	-	F	KASHEKEZI
573	RAZARO LWAMESO	-	M	BANGWE
574	RAMAZANI MIRAMBA	18ans	M	MIKUNGA
575	ROSA ECHA	10mois	F	MIKUNGA
576	REHEMA ABEKYA	6 ans	F	MIKUNGA
577	REHEMA MUSEMBWA	11ans	F	MIKUNGA
578	RWAKANA NGUBANA	40ans	M	MUNENE
579	RUNYURIZI RUBARUBA	-	M	KAMBA
580	RAMAZANI ESUBE	-	M	KAMBA
581	RAJABU LWENDO	-	M	KAMBA
582	ROSA ZABIBU	-	F	KAMBA
583	SENGE GODELIVE	-	F	KATUTA
584	SWEDI AMISI	-	M	MIKUNGA
585	SHOLA MARTA ELONGO	-	F	MIKUNGA
586	SAFI NACHIBIYA	-	F	MIKUNGA
587	SAMSON MANONO	-	M	MIKUNGA
588	SAFI NACHIBIYA	-	F	MIKUNGA
589	SAMSON MANONO	-	M	BA NGWE
590	SAFO WABANGWA	-	M	BANGWE
591	SUNGULA MMALE	-	M	BANGWE
592	SAMUEL ONGE MBALAMWECHI	-	F	KAHAMA
593	SUMBUNI SAFARI MBALAMWECHI	-	F	KAHAMA
594	SIKITIKO EMBWE	-	M	KAHAMA
595	SAFI LOTOELO	-	M	KAHAMA
596	SHUKURU LOTOELO	-	F	KAHAMA
597	SUNGULA WACHAULE	-	M	KAHAMA
598	SABITI ICHEKALA	-	M	KAHAMA
599	SIUZIKI MBILIZI	-	M	KAHAMA
600	SITUAI ABULE	-	M	LUSAMBO
601	SHAURI APUTULA	-	M	KASHEKEZI
602	SAVERI LWAMBANYA	-	M	KIVONGOLWA
603	SAVERI LWAMBANYA	-	F	KASENYA
604	SHIBAKE ECHA	-	F	KASHEKEZI
605	SHEMEDI MAHUNGU	-	M	KASHEKEZI
606	SALOME MAKUMBA	-	F	KASHEKEZI
608	SALIA NAMAHEMBA	8 mois	F	KALOMO
609	SHAONA MIHIGO	-	F	ILAKALA
610	SHAPATA MIRENGE	35ans	M	BANGWE
611	SIYawezi MUGANGANI	26 ans	M	BANGWE
612	SAFI WABUCHIBWA	4 ans	M	BANGWE
613	SHANGWE ASSUMANI	60ans	M	BANGWE
614	SWEDI ALIMASI	-	M	BANGWE

615	SADI ALUMBE	1 an	F	MIKUNGA
616	SELAMANI LUMUNGA	50 ans	F	MIKUNGA
618	SUNGULA AOMBE	49 ans	F	MIKUNGA
619	SAFI ELOCHO	8 ans	M	MIKUNGA
620	SALIYA NAMAHEMBA	9 ans	M	KATUTA
621	SAKINA MIRAMBA	3 ans	F	KATUTA
622	SANGANI RUKAMBO	31ans	F	KATUTA
623	SALUMU EMBETE	13 ans	M	KATUTA
624	SANGO MATO MUKALO	1 an	F	KATUTA
625	SHIAPA BARUTI	10 ans	M	KATUTA
626	SAIDI MIRENGE KASONGO	67 ans	M	KASHEKEZI
627	SAKINA SOFIA MIRENGE KASONGO	3 ans	M	KASHEKEZI
627	SAFARI MBEKE	13 ans	F	KASHEKEZI
628	SAMALENGE MYENGE	12 ans	F	KASHEKEZI
629	SANGO ELO'CHO	14 ans	F	KAHAMA
630	SUZANNE ALONDA	35 ans	M	KAHAMA
631	SAFI MUTEREKWA	-	F	KAMBA
632	SALIMA AVOMBA	-	M	KAMBA
633	SANGO HONORINE	-	F	KAMBA
634	SHIMO SHILA	-	M	MAKOBOLA 1
635	SOFIA GERARD	-	F	MIKUNGA
636	SWEDI RAMAZANI	-	F	BANGWE
637	SOFIA CHABANI	-	F	BANGWE
638	TUBEREZA CHABANI	-	F	BANGWE
639	TABI SENGO SALIMA	-	F	KASHEKEZI
640	TATU ODENI	58ans	M	KANYAGWE
641	TENGESHA NSASECHA	-	F	BANGWE
642	THERESE BOBILYA	2 ans	F	MIKUNGA
643	TONGYE HALI	6 ans	F	KASHEKEZI
644	TINOA SAIDI	8 ans	F	KASHEKEZI
645	TENGENESHA BIBIHERI	74 ans	M	MUNENE
646	TOSHA AMIDO	7 ans	F	MUNENE
647	TOBONGYE APENDEKI	72 ans	M	NGALULA
648	TELESYA LEON	-	M	KAMBA
649	TUBEREZ MASHAKO	-	F	KAMBA
650	TATU BYAMUNGU	-	F	KAMBA
651	TAMBWE MULENJWE	-	M	MIKUNGA
652	TEKETEKE RAMAZANI	-	F	KAHAMA
653	TOSHA KABEMBA	9 ans	M	MIKUNGA
654	TERESYA NANGELEI	-	M	MIKUNGA
655	USURI WENYA	5 ans	F	KATUTA
656	UNGWA MMDAMA	8 mois	M	MUNENE
657	UMBELECHA ABEKYA	-	F	KAMBA
658	UNGWA PAUL	-	F	MIKUNGA
659	VUMI PUPA	-	M	MIKUNGA
660	VINCENT KITUNGANO	-	M	KAHAMA
661	VICTORINE STELA	-	M	KAHAMA
662	WABIKWA KAHINDO	-	M	KAHAMA

663	WENYA AMISI	-	M	KAHAMA
664	WAMAKANDA ESUBE	-	F	KAHAMA
665	WILONDJJA LISASI	-	M	KAHAMA
666	WALUMONA SADI	-	M	KAMBA
667	WABO MBILIZI	-	M	KAMBA
668	WALUCHWELA MBILIZI	31 ans	M	MIKUNGA
669	WALUMONA MBILIZI	10 ans	M	MIKUNGA
670	WANYATA AMISI	12 ans	M	MIKUNGA
671	WEELENDA AMISI	1an	M	KATUTA
672	WATUNGYA HAUBELE	9 ans	F	KASHEKEZI
673	WILONDJJA JANO	16 ans	M	MUNENE
674	WEBUNGA LUSAKANYA	18 ans	F	NGALULA
675	WEBALO NGOMBE	13 ans	M	NGALULA
676	WABALA MLASHI	-	F	KAMBA
677	WELONGO SAIDI	-	F	MIKUNGA
678	KAMAKANDA WAESUBE	-	F	MIKUNGA
679	WILONDJJA WAESUBE	-	F	KAHAMA
680	WITU ANGELE	-	F	KAHAMA
681	YOSTINA LOPONGA	-	F	KASHEKEZI
682	YENA APENDEKI	-	F	KASHEKEZI
683	YENA NAKALA	-	M	KASENYA
684	YALUNDAWA NGYELA	-	M	KAMBA
685	YOHALI EVELINA	-	F	KALOMO
686	YANGWA MISA	-	F	BANGWE
687	YOHANA NALWAGE	60 ans	F	MIKUNGA
688	YOSHUA MALEANI	40 ans	M	MIKUNGA
689	YUSTANI BULENGE	27 ans	F	MIKUNGA
690	YOSE BULENGE	8 ans	M	KATUTA
691	YENA NAMWANUE	20 ans	F	KATUTA
692	YOHANA MWAKWA	11 ans	F	KASHEKEZI
693	YUNIKI NISHIMO	40 ans	F	KASHEKEZI
694	YOHANA GERARD	1 an	F	KASHEKEZI
695	YENEZA LUMINA	17 ans	F	KASHEKEZI
696	YOHA NA'YENGE	1 an	M	KASHEKEZI
697	YELAMWA ELISHA	-	M	MUKWEZI
698	YOSE MAONYESHO	-	F	MAKOBOLA 1
699	YOKI MAANGAIKO	-	F	MIKUNGA
700	YOHANA OBEDI	-	F	NGALULA
701	YOSEPFU OBEDI	1 an	F	MIKUNGA
702	ZENEA OBEDI	1 an	F	KASHEKEZI
703	ZALIYA NAMAHEMBA	-	M	KABUMBE
704	ZAINA NYAMBWE	-	F	KAMBA
705	ZAWADI ABEKYA	-	F	KATUTA
706	ZAINA ATEMBO	1 an	F	KASHEKEZI
707	ZABULONI ATEMBO	-	M	KABUMBE
708	ZABIBU ONGWA	-	F	KAMBA
709	FAILA ANGENYELE	-	F	KATUTA

N.B. : 709 personnes + 109 membres (des familles citées mais) non identifiés = **818**

**PERSONNES TUEES A MAKOBOLA.****B. TABLEAU RECAPITULATIF N° 2**

	<b>VILLAGES CONCERNES PAR LE MASSACRE</b>	<b>NOMBRE D'HOMMES TUES</b>	<b>NOMBRE DES FEMMES TUEES</b>	<b>TOTAL DES PERSONNES TUEES</b>
1.	<b>BANGWE</b>	36	30	66
2.	BASHILUBANDA / MBOKO	01	00	01
3.	CITE II / MBOKO	01	00	01
4.	CITE III / MBOKO	01	00	01
5.	ILAKALA	03	06	09
6.	KATUTA	24	29	53
7.	KAHAMA	66	40	106
8.	KABUMBE	04	00	04
9.	KASHEKEZI	46	6	82
10.	KASENYA	01	03	04
11.	KAMBA	43	38	81
12.	KALOMO	07	09	16
13.	KANYAGWE	02	03	05
14.	KABONDOZI / MBOKO	04	00	04
15.	KIVONGOLWA	05	06	11
16.	LUSAMBO	04	00	04
17.	MAKOBOLA I	20	18	38
18.	MIKUNGA	60	70	130
19.	MUKWEZI	09	00	09
20.	MUNENE	09	10	19
21.	MBOKO	19	00	19
22.	MUKANJAKALO	00	01	01
23.	NGALULA	130	24	154
	<b>TOTAUX</b>	<b>495</b>	<b>323</b>	<b>818</b>

**II. 2. AUTRES TUERIES ENREGISTREES AU SUD - KIVU**

⇒ Période allant de janvier à février 1999

<b>NOMBRE</b>	<b>NOMS</b>	<b>VILLAGE / LOCALITE</b>
1.	Mr. RUBANGO	CHIBEKE - BURHALE / WALUNGU
2.	Mr. CHISHUGI	LUBONA / WALUNGU
3.	Mr. MULUMEODERHWA	CHIBANDA - BURHALE / WALUNGU
4.	Mr. LWABOSHI	BURHALE Centre / WALUNGU
5.	Mr. Perroquet	BURHALE Centre / WALUNGU
6.	Mr. BAKUNZI (vieux berger du village)	LUBONA / WALUNGU
7.	Aide - chauffeur de Mr. TEMBO	BUTUZA / WALUNGU
8.	Mr. BISIMWA	BUTUZA / WALUNGU

9.	Un jeune marchand non identifié	BUTUZA Centre / WALUNGU
15.	Six marchands d'Ikoma, en route pour MWENGA, tués à ...	BURHALE / WALUNGU
16.	Une femme de MASHANGO / BURHALE	BUTUZA / WALUNGU
17.	Mr. Bosco CHISHUGI	LUBONA / WALUNGU
18.	Mr. Bosco NAMAHIRA	LUBONA / WALUNGU
19.	Mr. MWALIMU CHIREGE	LUBONA / WALUNGU
22.	Trois personnes en provenance de BUKAVU (battus et tués)	MASHANGO – BURHALE / WALUNGU
30.	Huit personnes non identifiées dont les corps retrouvés noyés dans la rivière NSHESHA	NSHESHA / WALUNGU
31.	Mr. OLINABANJI CHIREGE	LUBONA / WALUNGU
32.	Mr. Nestor CHIKUJU (Chef des plantations IRABATA)	LUBONA / WALUNGU
33.	Mr. Oscar MUSHEMBE	LUBONA / WALUNGU
34.	Mr. CHIREMA KALABA	LUBONA / WALUNGU
35.	Mr. ZAHINDA	LUBONA / WALUNGU
36.	Mr. Célestin MUGUNDA	CHIPHERANO / WALUNGU
37.	Mr. MATABA CHEHU	CHIPHERANO / WALUNGU
38.	Mr. KASIKA Modeste	CHIPHERANO / WALUNGU
39.	Mr. KAMANYU CHIDAHA	MULAMBA / WALUNGU
40.	Mr. MPANGIRWA	MULAMBA / WALUNGU
41.	Mme. MPANGIRWA	MULAMBA / WALUNGU
43.	Deux fils de Mr. NTUMULO	MUSHINGA / WALUNGU
45.	Deux personnes dont les corps n'ont pas été identifiés	CHIPHERANO / WALUNGU

#### COMMENTAIRES / CONTEXTES DES TUERIES :

##### \* ENLEVEMENTS

Plusieurs personnes enlevées à BURHALE, MUSHINGA, LUBONA et MULAMBA en Territoire de WALUNGU depuis le mois de janvier 1999, n'ont pas donné jusqu'à nos jours signe de vie.

##### \* DESTRUCTIONS MASSIVES ET SPOILIATION

La tuerie de ces 45 personnes citées ci – dessus pendant les mois de janvier et février 1999 dans le territoire de WALUNGU, était accompagnée par plusieurs cas de spoliation et de destructions massives :

- Occupation de toutes les belles maisons de BURHALE par les soldats et « afande » du R.C.D destruction de 214 habitations à titre illustratif les parcelles

des personnes suivantes : Mrs. ZAKARIA ; NTADESA ; LWANWA ; CHAMUNANI ainsi que les boutiques de MASHANGO / BURHALE.

- 23 habitations brûlées à BWAHUNGU.
  - Pillage systématique de bétail à MWEGERERA, CHIHAMBE, MULAMBA et LUBONA : chèvres, cochons, lapins, poules, ... portés disparus. Il en est de même de 45 vaches à LUBONA et 18 vaches à BURHALE.
- ⇒ Du 22 au 27 février 1999, les militaires du R.C.D en provenance de KISANGANI et de BUKAVU avaient attaqué le Centre de BUNYAKIRI EN Territoire de KALEHE, à la recherche des combattants Mayi - mayi. A cette macabre occasion, les quelques rares maisons qui étaient encore entre BITALE et KAMPEGETE ont été incendiées. Le bilan fait également état de 56 paysans lâchement abattus. Le milieu demeure inaccessible et les identités des victimes toujours inconnues.
- ⇒ En date du 12 mars 1999, les localités de KARHENDEZI et de MULAMBI ont connu des tueries attribuables aux militaires des forces d'occupations (d'invasion) de la République Démocratique du Congo. Ces deux villages de la chefferie de BURHINYI en territoire de MWENGA, ont perdu plus de 18 personnes dont :
- Mr. Damien NAALONDO et sa femme ;
  - Mr. KASHULE NTAVIGWA et sa mère ;
  - Mme. M'NAKWIBIGA ;
  - Mr. MAGUMU André (cultivateur de 30 ans) ;
  - Mme. M'SHWAGI, mère de André MAGUMU (+ ou - 70 ans) ;
  - Toute la famille KABWANA ;
  - Toute la famille SILINGI composée de 5 personnes.

**N.B.** Cette liste n'est pas exhaustive (bilan provisoire).

- ⇒ En date du 17 mars 1999, aux environs de 11 heures, des massacres des populations civiles et sans défense, ne prenant pas part à la guerre qui sévit dans la province du Sud - Kivu se sont poursuivis de manière effrénée sur les populations civiles dans le groupement paysan de BUDAHA dans la chefferie de BURHINYI, en territoire de MWENGA. Le bilan provisoire fait état de plus de 146 morts. Les circonstances de ces massacres témoignent comme c'est devenu habituel, les représailles des soldatesques du R.C.D contre les populations civiles après une lourde défaite leur imposée par les combattants Mayi - mayi dans la contrée. Ci - après les noms des victimes en notre possession

	NOMS DE LA PERSONNE OU DE LA FAMILLE/EPOUX TUES	HOMMES OU EPOUX TUES	EPOUSES OU FEMMES TUEES	ENFANTS TUES	TOT.
1.	BAGABO	1	-	-	01
2.	BAGAYAMUKWE	1	-	1	02
3.	BARHASHEGE Georges	1	1	10	12
4.	BAHAGARHE	1	-	1	02
5.	BISENGO	1	-	3	04
6.	BAHOZI	1	2	5	08
7.	BENOIT	1	-	2	03
8.	BITUNDWA Constantin	1	-	-	01
9.	BULAIMWA MURHESE	-	-	2	02

10	SHINDE	1	1	9	11
11	CIKANGAFU	1	1	4	06
12	CHIDANGULI	1	-	1	02
13	BUGONDO	1	1	20	22
14	Cyprien MUSHOSHERE	1	-	-	01
15	MURAYI PAPILO	1	-	-	01
16	MAOMBI HONGO	1	-	-	01
17	MUSHEGERHO	1	1	2	04
18	MITIMA	1	-	2	03
19	LUDUMBIRO	1	-	4	05
20	MAKUNGU	1	1	1	03
21	FURAHA LUGANDA	-	1	2	03
22	Georges MULEZI	1	1	4	06
23	NAMUHANDA	1	1	-	02
24	KAFEKA	1	-	-	01
25	Mlle. Jeanson	-	-	1	01
26	KALINZI BENGE	1	-	-	01
27	RUMONGE	1	-	-	01
28	BAHIGE KALINZI	1	-	-	01
29	BAHATI	1	1	1	03
30	RHINDYE PANDE	1	1	6	08
31	LUTWA KARUMBA	1	-	-	01
32	KEDURHA PANDA	1	1	3	05
33	LUBEMBA	1	1	1	03
34	BAGAYAMUKWE	1	-	1	02
35	KAJALIFALU	1	-	-	01
36	HAMULI	1	-	-	01
37	KATASHI	1	-	1	02
38	Cyprien MUSHOSHERE	1	-	-	01
39	BISIMWA MUSHESA	1	-	1	02
40	BAHATI	1	1	1	03
41	MURHEGA KALYABIJUMBU	1	-	-	01
42	Janvier	1	-	-	01
43	KARUMBA	1	-	-	01
44	BALEZI	1	-	-	01
<b>TOTAUX</b>		<b>41</b>	<b>16</b>	<b>89</b>	<b>146</b>

**N.B :** - La majorité des cadavres de ces 146 victimes de BURHINYI / MWENGA ont été ensevelis dans plusieurs fosses communes bien identifiées dans la contrée rassurent nos sources.

- Seuls les corps de Pater Jamillas BAHAGARHE qui a été décapité et BUGONDO, ont été enterrés aux alentours de leurs habitations.

⇒ Du 11 février au 13 février 1999, les opérations Rwando – Ougandaises sur la recherche des Interehamwe (Miliciens hutu Rwandais) ayant tiré les touristes occidentaux dans le Parc de BWINDI en Ouganda, s'étaient retourné contre la population civile de la Province du Nord –Kivu en République Démocratique du Congo.



Dans la seule localité de LOACHI / Nord – Kivu, 10 jeunes gens du milieu étaient froidement abattu; il s'agit de :

- Mr. BANDU ELENA
- Mr. BOLINGO
- Mr. KAEDO LUBIRA
- Mr. KWABO BUSANGA
- Mr. RUJORI
- Mr. MUHOMBO BALAA
- Mlle. VUMI
- Mr. LUANDA LUBIRA ainsi que
- 2 autres enfants de 10 et 12 ans non autrement identifiés.

- ⇒ Toujours à la date du 13 février 1999, la localité de NGESHA sera envahie par les mêmes Militaires Rwando – Ougandais avec comme conséquence directe, la tuerie de cinq personnes dont :
  - Mme. MAOMBI et son enfant de cinq ans;
- Trois femmes habitant le village voisin et qui étaient de passage à NGESHA lors de ces opérations Militaires.
- ⇒ Dans les mêmes circonstances de lieux et de temps, les localités de BUSORO, de LUSHEBERE et de NYABYONDO toujours au Nord – Kivu, connaîtront le même sort que les autres localités énoncées ci – haut. Parmi ces victimes, on peut citer les noms suivants :
  - La femme de Mr. XAVIER et son enfant tué dans le village de BUSORO ;
    - Mr. KAMUZEE tué aussi à BUSORO
    - Mr. KULU KYABINDUKA, habitant de LUSHEBERE ainsi que
    - Messieurs SHEKISHUBA et Monsieur Siméon, tous habitant de NYABYONDO.
- ⇒ Vendredi 26 février 1999, les Militaires du RWANDA et de l'OUGANDA envahissent la localité de MUHANGA avec des tirs intempestifs des balles durant 2 h 35 minutes ; dans la même optique de rechercher les auteurs de l'assassinat de huit touristes occidentaux. Dans cette opération, plus de 10 personnes seront atteintes et trouveront la mort au même dont :
  - Mr. Bernard MABONDO ;
  - Mr. YUA
  - La fille de Mr. Nestor et
  - 5 autres personnes non autrement identifiées, dont les cadavres ont été calcinés par un tir d'obus qui avait atteint leurs maisons.
- ⇒ Du 28 février au 1<sup>er</sup> mars 1999, les villages de LUKWETI, RUTSHURU et BIHOLO seront aussi pris d'assaut par les Militaires Rwando – Ougandais. Ici le bilan est tellement lourd et fait état de 78 personnes massacrées jusqu'à présent non identifiées.
  - Sur la route d'ISHASHA, 10 personnes seront aussi tuées dans les mêmes circonstances que les autres victimes précédentes.
  - Plusieurs sources humanitaires opérationnelles à GOMA / NORD –

KIVU, confirment la présence de plus de 1.400 familles recensées à GOMA au 28 février 1999, fuyant les tueries de RUTSHURU et Autres villages atteint par les dites opérations.

- Dans le territoire de LUBERO /NORD – KIVU, différentes sources ont signalé la présence de plusieurs centaines de famille fuyant aussi les tueries de ces représailles opérations.

⇒ Le 24 février 1999 vers 10 h 30', une bande armée faite vraisemblablement des interhamwe, attaque un convoi des 17 véhicules qui venaient de GOMA sur la route GOMA – BUTEMBO.

L'attaque a eu lieu tout près du pont MABENGA, dans le parc de VIRUNGA, au point routier dit « Mayi ya Moto » ou Katana.

Six véhicules ont été brûlés, trois de marque Mercedes genre 1924 dont un camion de la Société Congolaise Transport et Messagerie au KIVU « TMK », deux camionnettes TOYOTA de genre Stout et une camionnette Daihatsu.

Le convoi était escorté par 9 militaires Rwandais. Les assaillants ont alors pillé les différents véhicules et emporté tous les effets des voyageurs. Ceux qui ont été attrapés n'ont survécu que grâce à des importantes rançons.

Cette opération a coûté la vie à plusieurs personnes et dont le bilan varie entre 10 et 40 morts dont :

- Mr. KIZA
- Mme. SUPIE
- Maman NADEGE
- KAMBALE ISEMIMBI ainsi que Mr. STANISLAS qui a été carbonisé dans une camionnette avec ses deux enfants ; sans oublier
- Un mort parmi les 9 militaires de l'Escorte.

### III. CONCLUSION

Pour les seuls mois de janvier, février et mars 1999, le KIVU / République Démocratique du Congo a perdu plus de 1.100 personnes entre ses filles et fils. Il s'agit des populations civiles sans défense, victimes de l'intolérance des troupes du R.C.D ainsi que des forces armées Rwando – Burundo – Ougandaises, principales envahisseurs du KIVU / République Démocratique du Congo.

Il est inimaginable que la Communauté Internationale continue à garder le silence face à de telles tragédies humaines dont le KIVU / République Démocratique du Congo reste l'objet trois mois durant.

Le Collectif des Organisations et Associations des Jeunes du Sud – Kivu en République Démocratique du Congo « COJESKI » continue à condamner avec la dernière énergie les massacres inutiles des populations du KIVU par les troupes Rwando – Burundo – Ougandaises d'agression de la République Démocratique du Congo.

Par cette même occasion, le COJESKI félicite le Conseil de Sécurité de

l'Organisation des Nations Unies « O.N.U » pour sa résolution N° 1234 de sa 3993<sup>ème</sup> séance du 9 avril 1999 exigeant le retrait des troupes du RWANDA, BURUNDI et de l'OUGANDA du Territoire Congolais.

La Jeunesse du Sud – Kivu exhorte le conseil de Sécurité de l'O.N.U à prendre des dispositions pratiques concernant cette résolution pour qu'en fin la République Démocratique Du Congo recouvre l'intégrité de son Territoire.

Le COJESKI demande qu'une enquête indépendante soit faite dans l'optique de juger et de condamner tous les auteurs implicites et explicites de tous ces massacres populaires, et ce, conformément aux lois régissant les Etats.

La Jeunesse du Sud – Kivu croit fermement que la Guerre actuelle en République Démocratique du Congo n'a pas d'opportunité. C'est une guerre étrangère de nature à plonger la République Démocratique du Congo dans un cercle vicieux des violences pouvant rendre le Pays un Territoire ingouvernable.

Compte tenu de tout ce qui précède, la Jeunesse du Sud – Kivu continue à plaider pour le retrait des troupes étrangères du Territoire National et partant, pour l'instauration d'une paix durable très indispensable pour le progrès de plusieurs communautés du Kivu inutilement endeuillées.

Fait à Kinshasa, le 15 mai 1999.

**ANNEXE II****LISTE DES ESPECES LES PLUS MENACEES ET DES ESPECES COURANT UN RISQUE SERIEUX ETABLIE PAR LA CONVENTION DE WASHINGTON (OU CITES) DU 3 MARS 1973 SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION.****I. LES ESPECES LES PLUS MENACEES**

- 1. LES GRANDS SINGES \***
- 2. LES LEMURS**
- 3. LES PANDA**
- 4. DES SINGES D'AMERIQUE DU SUD**
- 5. LES GRANDES BALEINES**
- 6. LES GUEPARDS**
- 7. LES LEOPARDS**
- 8. LES TIGRES**
- 9. L'ELEPHANT D'ASIE**
- 10. TOUS LES RHINOCEROS \***
- 11. DES OISEAUX DE PROIE**
- 12. DES GRUES**
- 13. FAISANTS ET PERROQUETS**
- 14. LES TORTUES MARINES**
- 15. CROCODILES ET LEZARDS**
- 16. LES SALAMANDRES GEANTES ET CERTAINS COQUILLAGES**
- 17. DES CACTUS**

- Ces espèces protégées sont abattues par les agresseurs au mépris des dispositions pertinentes de cette convention.

**II. LES ESPECES COURANT UN RISQUE SERIEUX****(1)**

1. PRIMATES
2. FELINS
3. LOUTRES
4. CETACES
5. OISEAUX DE PROIE
6. TORTUES TERRESTRES
7. CROCODILES ET ORCHIDEES
8. *L'ELEPHANT D'AFRIQUE \**
9. LES OTARIES A FOURRURE
10. LA CIGOGNE NOIRE
11. LES OISEAUX DE PARADIS
12. LE COELACANTHE
13. LES PAPILLONS ORNITHOPTERES
14. LES CORAUX NOIRS \*

---

(1) Pour que des espèces menacées ne soient pas commercialisées en tant qu'espèces non menacées leur ressemblant, des espèces non menacées sont aussi inscrites à cette liste.

- Le commerce international des espèces de l'annexe II est autorisé sous couvert de permis émis par le gouvernement du pays d'exportation. Or, la coalition Rwando-Ougando-Burundaise n'ont pas reçu du Gouvernement Congolais des permis leur autorisant le commerce des ivoires d'éléphants.



**PHOTO 1** Mr. MUHINGO MATIMANO, garde - parc au parc VIRUNGA, tué à bout portant par la coalition rwando-ougando-burundaise lors de leur pénétration dans nos aires protégées. Cet acte criminel viole l'article 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'homme : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne ; l'article 6 du pacte international relatif aux droits civils et politiques.



**PHOTO 2** La station de la RWINDI sérieusement endommagée par le bombardement opéré par les forces armées régulières rwando-ougando-burundaise. Cet acte criminel viole les dispositions pertinentes de l'article 55 alinéa 1 du Protocole I relatif à la protection de l'environnement naturel : « la guerre sera conduite en veillant à protéger l'environnement naturel contre des dommages étendus, durables et graves. » ; article III alinéa 4 (iii) de la convention africaine pour la conservation de la nature et des ressources naturelles du 15 septembre 1968: « le parc national désigne une aire dans laquelle l'abattage, la chasse et la capture d'animaux et la destruction ou la collecte des plantes sont interdites... »



PHOTO 3 : Hôtel touristique de la Rwindi d'un très haut standing où les touristes, qui visitent le parc de VIRUNGA s'y reposent, a été l'objet de bombardement par les Etats agresseurs, Rwanda, Ouganda et Burundi et leurs complices congolais. Cet acte criminel viole les dispositions de l'article 53 de la convention de Genève IV, relatif aux destructions interdites : « Il est interdit à la puissance occupante de détruire des biens mobiliers ou immobiliers, appartenant individuellement ou collectivement à des personnes privées, à l'Etat... »



PHOTO 4 : Comme on peut le voir, l'article 57 relatif aux précautions dans l'attaque du Protocole I, aux Conventions de Genève du 12 août 1949, est violé constamment par les agresseurs et leurs complices congolais : « les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil » ; Art. 77 du protocole I aux conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des enfants. Les Etats agresseurs s'attaquent surtout aux personnes vulnérables : les enfants, les femmes et les vieillards.



**PHOTO 5 :** Comme on peut le voir, l'article 57 relatif aux précautions dans l'attaque du Protocole I. aux Conventions de Genève du 12 août 1949, est violé constamment par les agresseurs et leurs complices congolais « les opérations militaires doivent être conduites en veillant constamment à épargner la population civile, les personnes civiles et les biens de caractère civil » ; Art. 77 du protocole I aux conventions de Genève du 12 août 1949, relatif à la protection des enfants. Les Etats agresseurs s'attaquent surtout aux personnes vulnérables : les enfants, les femmes et les vieillards.



[v]

129/1-3

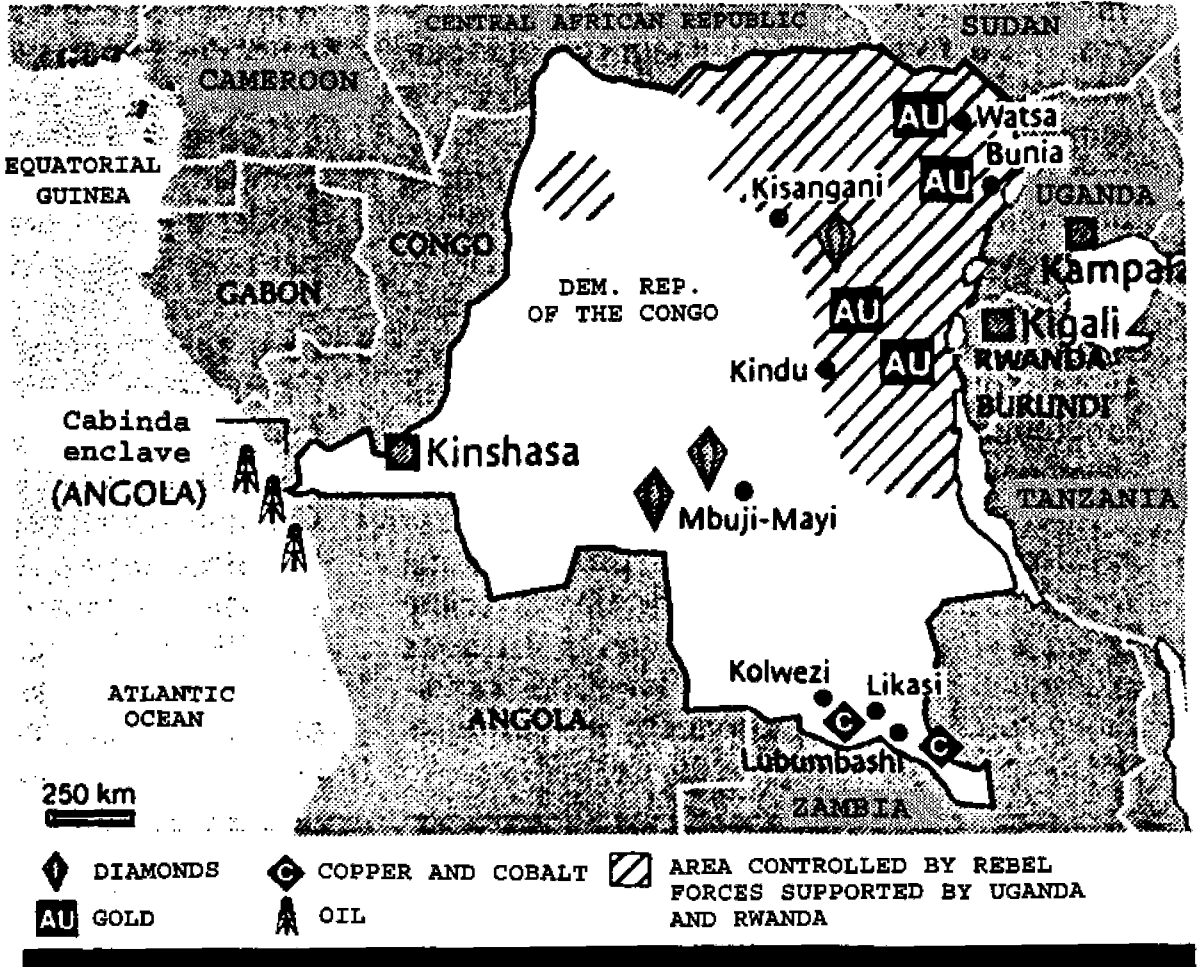
*[Translation by the United Nations Secretariat]*

WHITE PAPER ON MASSIVE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS AND OF THE BASIC  
RULES OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW BY THE AGGRESSOR COUNTRIES  
(UGANDA, RWANDA AND BURUNDI) IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC  
REPUBLIC OF THE CONGO

Covering the period from 2 August 1998 to 5 November 1998

Kinshasa, December 1998

Mining resources which have been under-exploited and extensively plundered



Source: Le Monde, 13 January 1999.

## CONTENTS

	<u>Page</u>
Introduction .....	7
I. Origin and development of the conflict .....	7
II. International commitments undertaken by the Democratic Republic of the Congo and the aggressor countries .....	10
III. Serious violations of international law .....	11
IV. Massive violations of the basic rules of international humanitarian law .....	12
V. Massive violations of human rights .....	13
VI. The alleged genocide of the Tutsis .....	13
VII. Introduction to the table summarizing serious violations of human rights in the eastern provinces .....	15
VIII. Outlook for the future .....	16
Table summarizing the massive violations of human rights in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo .....	24
Statement by the Council of the Apostolat des Laics Catholiques du Congo (CALCC) in response to the massacres in the Democratic Republic of the Congo, particularly in the eastern part of the country .....	46

## ACKNOWLEDGEMENTS

On behalf of the Ministry of Human Rights, I extend my sincere thanks to the national human rights organizations and eminent Congolese civilians who, at the risk of their lives, have provided the Ministry with information on serious violations of human rights and international humanitarian law in the eastern provinces, thereby contributing to the preparation of this white paper.

Their patriotism constitutes ample proof that the Congolese people will never retreat before the aggressors.

I hope that this acknowledgement will adequately express our gratitude.

Léonard SHE OKITUNDU  
Minister for Human Rights

## INTRODUCTION

1. At the end of December 1998, the Democratic Republic of the Congo, through its Ministry of Human Rights, submitted for the consideration of the national and international public this white paper on massive violations of human rights and the fundamental rules of international humanitarian law by the aggressors in the eastern provinces between 2 August and 5 November 1998.

2. On 10 December 1998, the international community celebrated the fiftieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, adopted by the United Nations General Assembly in 1948 at the end of the Second World War.

3. Like many other peoples of the world, the Congolese people aspires to peace, development, international cooperation and the peaceful coexistence of nations. These ideals are embodied in the Charter of the United Nations and are considered to govern relations between all peoples of the United Nations.

4. The Charter of the United Nations<sup>1</sup> and the International Bill of Human Rights<sup>2</sup> recognize the right of peoples to self-determination and to freely dispose of their natural wealth and resources. This fundamental right, which lies at the very heart of human rights, has not been fully exercised by the Congolese people since the beginning of the war of aggression waged against it by Rwanda, Uganda and Burundi.

5. This aggression, perpetrated by three members of the United Nations and of the Organization of African Unity (OAU) against another member thereof, constitutes a serious threat to peace and security in the Central African region in general and the Great Lakes region in particular.

6. The Democratic Republic of the Congo considers that the violation of its sovereignty and territorial integrity and the serious violations of the fundamental rights of the Congolese people and of the basic rules of international humanitarian law by aggressor countries in the conflict zones should be addressed by the international community through the United Nations Security Council since, under the Charter, the Council has the primary responsibility for maintaining international peace and security.<sup>3</sup>

7. The following topics are covered in this white paper: the origin and development of the conflict (I); international commitments made by the Democratic Republic of the Congo and the aggressor countries (II); violations of general international law by the aggressors (III); massive violations of the basic rules of international humanitarian law (IV); massive violations of human rights (V); the alleged genocide of the Tutsi (VI); introduction to the table summarizing violations of human rights in the eastern provinces (VII); and outlook for the future (VIII).

## I. ORIGIN AND DEVELOPMENT OF THE CONFLICT

8. The massive influx of Rwandan Hutu refugees into the eastern provinces of the Congo in 1994, following the assumption of power by the Tutsi in Kigali,

further exacerbated the security problem along the border between the Democratic Republic of the Congo and Rwanda. The actions of the Ugandan rebels (the Lord's Resistance Army) along the Congolese-Ugandan border is also a source of instability on the Great Lakes region.

9. During the war of liberation (1996-1997), which was intended to put an end to the Mobutu dictatorship by restoring to the Congolese people its long-affronted dignity and establishing a State governed by the rule of law and respectful of human rights and fundamental freedoms, the Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo (ADFL) had accepted military and logistical assistance from several friendly countries, including Rwanda and Uganda.

10. Those two countries would benefit from providing that assistance since an incidental consequence of the war of liberation was the elimination of tension along their borders which posed a threat to their security and, in particular, the neutralization of members of the former Rwandan armed forces (FAR), Hutu rebels (Interahamwe) and Lord's Resistance Army soldiers.

11. In July 1998, in the wake of a plot hatched by the Ugandan-Rwandan coalition to assassinate Laurent-Désiré Kabila, President of the Democratic Republic of the Congo, and overthrow the Government of National Salvation, His Excellency M'zee Laurent-Désiré Kabila, Supreme Commander of the Congolese Armed Forces (FAC), took a sovereign decision to end the foreign military presence in FAC. This measure affected the Rwandan and Ugandan soldiers. On 29 July 1998, the Head of State addressed the military in a speech during which he explained the justification for his decision at length. On that occasion he called for new cooperation between the Democratic Republic of the Congo and Rwanda and outlined his plan to reform the army in order to make it more professional and more republican.

12. For the Ugandan-Rwandan coalition and its allies, this sovereign decision by the Congolese Government was the spark that ignited the armed conflict against the Democratic Republic of the Congo. Uganda and Rwanda subsequently justified the presence of their troops in Congolese territory under the pretext of "guaranteeing their security" along their borders with the Democratic Republic of the Congo.

13. On 2 and 3 August 1998, columns composed of several Rwandan army trucks, loaded with heavily armed soldiers, violated the eastern borders of the Congo and occupied the cities of Goma and Bukavu.

14. While these events were occurring in the east of the country, some thousand Rwandan and Ugandan soldiers who had left the repatriation operation, supported by the members of so-called Banyamulenge, attacked the Tshatshi and Kokolo army camps in Kinshasa.

15. During the same night, Sunday, 2 August/Monday, 3 August 1998, another group of Rwandan soldiers who were awaiting repatriation to Kigali opened fire on the city garrison.

16. On Tuesday 4 August 1998, three Boeing aircraft belonging to Congolese companies (Congo Airlines, Lignes Aériennes Congolaises and Blue Airlines) were hijacked on leaving Goma, Nord-Kivu, and forced to land at the Kitona, Bas-Congo, military base, carrying 600-800 Rwandan soldiers.

Mr. James Kabarehe, a Rwandan citizen who until July 1998 had served as the acting FAC Chief of Staff, was the primary instigator of this operation, which had several purposes:

1. To rally Congolese soldiers training in Kitona;
2. To paralyse Kinshasa by taking control of the Banana, Boma and Matadi seaports. The south-west river passage is vital to the capital's supply of staple goods and petroleum products;
3. To take control of the Inga hydroelectric dam, which supplies electricity to Bas-Congo Province, the city of Kinshasa and the Katanga mines as well as to several other Central and East African countries;
4. To take Kinshasa from Bas-Congo Province in order to overthrow the Government of National Salvation and assassinate President Laurent-Désiré Kabila with a view to setting up a Tutsi or Tutsi-controlled regime.

17. On Sunday, 9 August 1998, two columns of Ugandan soldiers violated the territorial integrity of the Democratic Republic of the Congo. The first column was composed of three tanks and seven K.V. trucks, the second of seven armoured cars. These Ugandan troops, located between Kamango and Watsa, were headed towards Bunia in Orientale Province.

18. Also on 9 August 1998, at 11 a.m. (0900 hours Greenwich Mean Time), a Ugandan Army jumbo jet landed at Nebbi, a Ugandan district close to Karobo and about 20 km from Mahagi, in Congolese territory. This aircraft delivered a large quantity of weapons and ammunition, which were distributed to the Fahidi, Huruti, Mbo and Mee garrisons in order to provide support to the Ugandan-Rwandan coalition in the Congo.

19. This was the beginning of the war of aggression against the Democratic Republic of the Congo. The conflict has since taken on significant and alarming dimensions as the areas of conflict have expanded to include six provinces (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Orientale, Katanga and Équateur). In addition, the aggressors seriously violate the fundamental rights of the Congolese and the basic rules of international humanitarian law. They also engage in looting, plundering items such as property, soil and subsoil resources and animal resources, particularly protected species such as elephants, okapi, gorillas and white rhinoceros.

20. There are no witnesses to their dirty work. International humanitarian organizations such as the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR), the United Nations Children's Fund (UNICEF), the World Health Organization (WHO) and Doctors Without Borders have been driven out of the conflict zones by being forced to pass through Kigali for systematic searching

by a military escort, which prevents them from obtaining any information on the massacres and looting. This does not, however, take into account the nationalism of the Congolese, of which this white paper constitutes tangible proof. Whatever the price, the Congolese people will not give way to the aggressors.

## II. INTERNATIONAL COMMITMENTS UNDERTAKEN BY THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO AND THE AGGRESSOR COUNTRIES

21. The Democratic Republic of the Congo, Burundi, Uganda and Rwanda are all States Members of the United Nations and of OAU. They are obliged to honour their commitments under the Charter of the United Nations and that of OAU: non-use of force, peaceful settlement of disputes, respect for the sovereignty and territorial integrity of States, non-interference in the internal affairs of States and respect for the borders inherited from the colonial period.

22. The Democratic Republic of the Congo is a party to the four Geneva Conventions of 12 August 1949<sup>4</sup> and to Additional Protocol I thereto of 8 June 1977 on the protection of victims of international armed conflicts. Burundi, Uganda and Rwanda are parties to the four Geneva Conventions and to their Additional Protocols of 1977.<sup>5</sup>

23. The Democratic Republic of the Congo has subscribed to the spirit and the letter of the Universal Declaration of Human Rights of 10 December 1948. Burundi, the Democratic Republic of the Congo and Rwanda are parties to the two Covenants on civil and political rights and economic, social and cultural rights of 16 December 1966. Uganda is not a party to the International Covenant on Civil and Political Rights.<sup>6</sup>

24. Unlike other principles and rules of international law, those relating to international humanitarian law and international human rights law must be respected by the belligerent parties without the requirement of reciprocity.

25. In this time of war, the fundamental principles and rules of international humanitarian law are enforceable under treaty law or common law against both the Democratic Republic of the Congo and the aggressor countries. This applies to such cases as the distinction between combatants and non-combatants, the protection of vulnerable persons (children, women and older persons), the protection of property and the prohibition of weapons of mass destruction (chemical, biological or bacteriological weapons).

26. Keenly aware of their international commitments in the humanitarian field, the competent military authorities, chief among them President Laurent-Désiré Kabila, regularly instruct troops in the field on the rules governing the conduct of hostilities.

27. On instructions from the Head of State, the Minister of Justice and the Minister of Human Rights adopted a joint note on 28 September 1998 informing the International Committee of the Red Cross (ICRC) of the conditions of access to combatants, other captured persons and prisoners of war. ICRC has already begun its work, following its criteria for visits and interviews (especially



interviews conducted in private). There is a desire for transparency on our part.

28. In view of the urgency and the necessity involved, the Government of National Salvation established an Interdepartmental Commission on Humanitarian Issues on 12 August 1998. The Commission has carried out several activities in such areas as the protection of vulnerable persons, facilitation of travel abroad and day-to-day oversight of various humanitarian issues.

29. Without requiring reciprocity of any kind, ICRC has been called upon several times to act in its capacity as a Protecting Power on behalf of our compatriots who are suffering as a result of the war of aggression in the eastern provinces.

30. Despite our firm resolve to respect our country's international commitments under the provisions of its Constitution which stipulate the supremacy of international treaties over all other legislation,<sup>7</sup> we cannot fail to respond to the violations of international humanitarian law to which our compatriots are being cravenly and savagely subjected in the areas occupied by the aggressors.

31. Thus, while the Democratic Republic of the Congo does not make fulfilment of its international obligations contingent upon the requirement of reciprocity in respect of Uganda, Rwanda and Burundi, three aggressor countries which, like the Democratic Republic of the Congo, are parties to the conventions relating to international humanitarian law, it is obliged to compel the United Nations Security Council, regional organizations such as the European Union and OAU, and all countries or non-governmental organizations to exert pressure on these countries to meet their commitments. If this is not done, we cannot sufficiently emphasize that the Congolese people will ultimately have serious doubts as to the effectiveness, and even the efficiency and raison d'être, of international law and may fall back on the principle of reciprocity as a precondition for respecting international norms.

### III. SERIOUS VIOLATIONS OF INTERNATIONAL LAW

32. It is clear that the aggression against the Democratic Republic of the Congo is the work of the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition. The attempts by some to pass it off as a "Banyamulenge insurrection" or a "rebellion by Congolese" against the Government of National Salvation are nothing but a crude facade to mask the destabilizing undertaking of the aggressors, whose irredentist and hegemonic designs on the territory of the Democratic Republic of the Congo are beyond question.

33. The violations perpetrated by the aggressor countries are manifest in the eyes of international law and include acts of aggression; violation of the sovereignty and territorial integrity of a State Member of the United Nations and of OAU; violations of the basic rules and principles of international humanitarian law; and massive violations of the fundamental rights of the Congolese.

34. The aggression against the Democratic Republic of the Congo makes a mockery of the fundamental principles governing relations between States as set forth in the Charter of the United Nations and the Charter of OAU.

35. The incursion by Rwandan, Ugandan and Burundian troops into Congolese territory constitutes an act of aggression as defined in article 1 of General Assembly resolution 3314 (XXIX) of 14 December 1974, entitled "Definition of Aggression", and in the jurisprudence of the International Court of Justice.<sup>8</sup> Article 1 of this resolution states that "aggression is the use of armed force by a State against the sovereignty, territorial integrity or political independence of another State, or in any other manner inconsistent with the Charter of the United Nations ...".

36. This act consists of several elements, the most important of which are: the use of force, in flagrant violation of the Charter of the United Nations; the violation of the sovereignty and territorial integrity of a State Member of the United Nations; the violation of the principle of the inviolability of the borders inherited from colonization; looting and destruction; and the despoilment of the national wealth.

37. The act of aggression is inconsistent with the policy of living together as good neighbours advocated in the Charter of the United Nations.<sup>9</sup> The Congolese Government wishes to remind the international community that the policy of neighbourliness is one of the guiding principles of its foreign policy.

38. By launching a military attack against the Democratic Republic of the Congo, the aggressor countries have violated the principles of refrainment from the use of force in international relations, the peaceful settlement of disputes and the requirement to develop friendly relations.<sup>10</sup>

39. The violation of the sovereignty and territorial integrity of the Democratic Republic of the Congo by Rwanda, Uganda and Burundi contravenes the provisions of Article 2, paragraph 4, of the Charter of the United Nations.

#### IV. MASSIVE VIOLATIONS OF THE BASIC RULES OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW

40. Every day the aggressor countries are committing systematic violations of the basic rules and principles of international humanitarian law, despite the fact that they are parties to the Geneva Conventions of 12 August 1949 and to their Additional Protocols of 8 June 1977.

41. The following violations are cited by way of illustration: the failure to distinguish combatants from non-combatants; the deportation of Congolese civilians; the seizure of civilian property; the failure to protect vulnerable persons (children, women and the elderly); deliberate efforts to starve the civilian population; the systematic spreading of sexually transmitted diseases aimed at decimating the Congolese population.

42. Since the outbreak of the war of aggression, several Congolese citizens have been deported to Rwanda and Uganda. Some of them have been killed and subsequently burnt on the spot. There have been countless massacres of members of the civilian population.

43. These appalling crimes are perpetrated far from the scrutiny of international organizations and the international press. The Congolese people would have wished for greater condemnation, greater indignation and greater compassion on the part of the international community in the face of the aggressors' barbarity. Alas! The Democratic Republic of the Congo continues to be unpopular in certain circles.

44. The seizure on 17 August 1998 of the Inga hydroelectric dam, which lasted for several weeks, by the Ugandan-Rwandan coalition contravenes the provisions of article 56 of Additional Protocol I.<sup>11</sup> This appalling and barbaric act, comparable to an act of international terrorism, disrupted the lives of millions of people and the economic fabric of the Democratic Republic of the Congo. Moreover, it resulted in the death of many sick persons and newborn infants.

45. Museveni and Kagame are committing acts which are beyond all understanding in pursuit of their strategy of exterminating the Congolese civilian population in the occupied areas. For example, 2,000 Ugandan soldiers suffering from acquired immunodeficiency syndrome (AIDS) or infected with the human immunodeficiency virus (HIV) were sent to the front in Orientale Province, their mission to rape women and girls with the aim of spreading the disease. Need it be recalled that Uganda and Rwanda have the sorry distinction of having Africa's largest number of AIDS sufferers and HIV-infected persons. Similarly, in Kalemie, the male population aged 10 years and over has been decimated by the aggressors.

#### V. MASSIVE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS

46. The aggressors show scant respect for the International Bill of Human Rights, committing massive human rights violations in the conflict zones daily, including violations of the liberty and security of Congolese citizens; deprivation of liberty; torture and cruel, inhuman or degrading treatment; failure to respect the right of peoples to self-determination and to dispose freely of their natural wealth and resources; and violation of the right to health (disruption of primary and preventive health care, including paediatric care).<sup>12</sup>

#### VI. THE ALLEGED GENOCIDE OF THE TUTSIS

47. Since the outbreak of the war, the Democratic Republic of the Congo has emphasized that it would honour its international human rights commitments, particularly the International Bill of Human Rights, the four Geneva Conventions of 12 August 1949 on international humanitarian law and the African Charter on Human and People's Rights. Thus, in accordance with the principle of non-discrimination, it immediately announced that not all Rwandans or Ugandans were necessarily enemies. The same is true in the case of Tutsis.

48. The Democratic Republic of the Congo has always been and remains a land of welcome for foreigners who have made it their second home or who live there temporarily and who respect its institutions, laws and customs.

49. The Congolese people could not reasonably be accused, on the basis of their supposed intentions, of xenophobia or acts of genocide, which, as everyone knows full well, have found fertile ground elsewhere. The defence of one's homeland against aggressors and their accomplices cannot be equated with xenophobia and acts of genocide.

50. The Democratic Republic of the Congo is thus acting in self-defence, whatever the opinion of those seeking to undermine its democratization. It is fiercely protective of its multi-ethnic unity, to which the dynamics of the glorious history of the Congolese people bear witness. The Congolese have never been xenophobic, as the harmony which prevails within its many borders attests.

51. The Congolese people is all the more protective of this harmony since it bears the scars of divisions provoked by neocolonial forces in the very earliest years of independence. Moreover, it understands that the virus of ethnic division is the favourite weapon of all those who, like the colonialists, wage hegemonic wars aimed at enslaving the Congolese people.

52. Everyone, nationals and foreigners living in the Democratic Republic of the Congo alike, knows that no culture of genocide exists among the Congolese people. The traditions of the Congolese people are incompatible with a culture of blood and violence.

53. The Tutsi extremists are cleverly playing the victim in order to justify the abominable atrocities they are committing in the conflict zones and to gain the understanding, if not merely the support, of the international community. They excel at exploiting the Rwandan genocide, on which they trade, giving themselves carte blanche to commit every sort of criminal action purely on the grounds that they have been victims of genocide, and this is met by the international community with almost total passivity.

54. Any threat, of whatever kind, against a Tutsi is systematically characterized as genocide and serves as a pretext for perpetrating appalling crimes by way of retaliation. In so doing, the Tutsi extremists are cynically trivializing, even cheapening, genocide, which in some Western countries is currently a criminal offence.

55. Here we must denounce the manifestly fanciful nature of the criminal complaints lodged against the Congolese Head of State in Brussels and Paris.

56. The real war criminals against whom legal action should and indeed must be brought are Kagame, Bizimungu and Museveni on counts of war crimes, crimes against humanity and trivialization of genocide, as the synoptic table appended to this document makes clear.

57. The Democratic Republic of the Congo calls on all organizations campaigning against all forms of racism and discrimination, in particular the World Jewish Congress, to condemn this semantic obfuscation, which is an insult to the memory of the victims of still greater tragedies of this waning century.

58. The Government of National Salvation has protected vulnerable persons since the outbreak of the war and continues to do so. This includes the Tutsis, who are being housed in the Kokolo Camp in Kinshasa and in centres in Lubumbashi, Likasi and Kolwezi. Our concern for these people's security prevails over all other considerations. ICRC visits and assists them regularly. Steps are currently being taken to find a more suitable place for these people with a view to reconciling security needs with the need to improve their living conditions.

59. The Democratic Republic of the Congo seeks to afford the same protection to both nationals and resident foreigners. Any difference in treatment in this respect is therefore prohibited.

60. The isolated excesses reported during the aggressors' attempts to infiltrate the city of Kinshasa should be seen in their proper context. Faced with the threat of extermination following the seizure of the Inga dam and the cutting off of supplies, the inhabitants of Kinshasa defended themselves with the means at their disposal. They were acting in self-defence.

61. Out of concern that the right to life should be respected, several religious, political and military leaders made appeals to the population, saying what action should be taken. The Congolese Government deplores any accusation of "ethnic cleansing". The Congolese people is entitled to defend itself against aggressors, Tutsi or otherwise. As to the inhabitants of Kinshasa, they exercised their right of self-defence without hesitation and with clear consciences, seeing the invaders solely as such, with no thought for their nationality or ethnic origin. Humanitarian organizations such as ICRC, a body whose respectability is unquestioned, can confirm our constant concern for the protection of vulnerable persons.

#### VII. INTRODUCTION TO THE TABLE SUMMARIZING SERIOUS VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS IN THE EASTERN PROVINCES

62. The table appended to this document is only a snapshot, giving no more than an indication, albeit a revealing one, of the blatant, deliberate and massive violations of human rights and international humanitarian law by the Rwandan, Ugandan and Burundian aggressors in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo. In accordance with the Latin adage "Nullum crimen sine lege, nulla poena sine lege", this white paper allows the reader to see the crimes that were committed while simultaneously observing what international provisions were violated.

63. These violations are so diverse that virtually all three generations of human rights and international humanitarian law are represented. Thus, following the massacres and summary executions of Congolese citizens, the aggressors are now daily subjecting the civilian population to rape, arrest, arbitrary detention, and cruel, inhuman and degrading treatment.

64. Against a background of violations of the relevant provisions of international humanitarian law, the economic, social and cultural rights of the Congolese are being violated by looting, extortion and destruction of installations and property essential for the survival of the population.
65. Other violations of human rights and international humanitarian law deserve to be highlighted. These include the wanton destruction and irrational and surreal use of the Kahozi-Biega and Virunga National Parks, which have resulted in the extermination of rare species such as okapi, white rhinoceros and mountain gorillas, together with the destabilization of their habitat.
66. The aggressors' attitude towards civil aircraft since the beginning of the aggression should also be noted. Indeed, at the very start of the conflict, aircraft belonging to a private company were unlawfully seized by the aggressors for the purpose of transporting troops and military equipment from Kigali and Goma to Kitona.
67. On 9 October 1998, a Boeing 727 owned by Congo Airlines, a private company, was shot down by the aggressors immediately after taking off from Kind Airport in Maniema. This aircraft was headed for Kinshasa, evacuating 37 women and children from an operational area. All the passengers, as well as three crew members, perished as a result of this action, which clearly violates international law. These facts are sufficient proof that the aggressors are flouting international civil aviation legislation.<sup>13</sup>
68. What should the attitude of the Democratic Republic of the Congo be in the face of these massive, blatant and varied violations?

#### VIII. OUTLOOK FOR THE FUTURE

69. At the outset, it should be noted once again that the fundamental violation of public international law by the aggressors continues to be non-respect for the sovereignty and territorial integrity of the Democratic Republic of the Congo.
70. By virtue of its inherent right of legitimate individual or collective self-defence, the Democratic Republic of the Congo is conducting appropriate military and diplomatic action to regain its sovereignty and territorial integrity, and to make its cause triumphant in the community of nations.
71. Under the command of the President of the Republic, M'Zee Laurent-Désiré Kabila, and with the unequivocal and wholehearted support of the Zimbabwean, Angolan, Namibian and Chadian allies, the Congolese people are continuing to resist and repulse the aggression.
72. The military support of Zimbabwe, Angola and Namibia falls within the framework of the collective security system envisaged by the States members of the Southern African Development Community (SADC). As to Chad, it is taking sovereign action in exercise of African solidarity to assist a fraternal country which has suffered aggression. Consequently, it is not possible to equate the aggressors with these States which aspire to peace and justice.

73. Since the beginning of the war, the Democratic Republic of the Congo has spared no effort at the diplomatic level to try to find an acceptable solution. This is the reason for its participation in various international meetings held in, inter alia, Durban, Victoria Falls, Mauritius, Libreville, Addis Ababa, Lusaka, Paris and Ouagadougou.

74. Similarly, the Democratic Republic of the Congo has constantly informed the United Nations, through the President of the Security Council and the Secretariat, of the grave situation prevailing in its territory. The appeals made by the Democratic Republic of the Congo to the Security Council have not yet produced the desired result. More than once, through irrelevant statements, the Council has spoken of reaffirmation of the sovereignty and territorial integrity of the Democratic Republic of the Congo and of the immediate cessation of hostilities and the withdrawal of all foreign forces from Congolese territory.

75. In indiscriminately calling for the withdrawal of all foreign forces, the Security Council is doing nothing to promote international peace and security. A distinction must be made between the forces of aggression and the allied forces which are in Congolese territory at the request of the legitimate Government. The criminals and the victims cannot be treated in the same way.

76. There is still time for the Security Council to take up the matter again and condemn the aggressor countries, taking the following three positions: strongly condemning the invasion of Congolese territory by the Rwandan, Ugandan and Burundian forces; demanding that the aggressor countries withdraw their troops immediately and unconditionally from Congolese territory; and demanding that Rwanda, Uganda and Burundi cease immediately their violations of human rights and the fundamental principles of international humanitarian law in the conflict zones.

77. The Organization's paralysis or guilty silence is liable to discredit it and its collective security system in the eyes of the Congolese people and other peoples who value peace and justice.

78. It need hardly be recalled that, like the League of Nations, the United Nations is based on the idea of collective security; each State undertakes to support all collective action directed against any State which, in the judgement of the majority, is guilty of aggression or of a threat to the peace.

79. Since there is no longer any doubt about the aggression perpetrated against the Democratic Republic of the Congo, in view of the facts and of the instruments regulating relations between States Members of the United Nations (indeed, the aggressor countries make no secret of it), we are entitled to expect the Security Council to condemn this aggression and take the measures which are required under Chapter VII. Initially these would be necessary measures not involving the use of armed force (for example, an arms embargo, economic sanctions and so forth); if required, appropriate coercive measures could be identified.

80. Outside the United Nations, the Democratic Republic of the Congo will very soon be undertaking diplomatic action of all kinds in various international bodies in order to have its cause prevail in the community of nations and to defend the fundamental rights of the Congolese. In collaboration with the Ministry of Foreign Affairs, we intend to approach the following bodies: the Movement of Non-Aligned Countries, the Organization of African Unity, the subregional African organizations (the Economic Community of West African States, the Economic Community of Central African States, the Arab Maghreb Union ...), the European organizations (the European Union, the Council of Europe, the Commonwealth of Independent States), the League of Arab States, the Organization of the Islamic Conference, the Organization of American States, the African, Caribbean and Pacific States (ACP), the Association of South-East Asian Nations (ASEAN) and so forth.

81. The Democratic Republic of the Congo also intends to report the acts of terrorism and air piracy committed by the aggressors to the International Civil Aviation Organization.

82. It will take advantage of the next session of the United Nations Commission on Human Rights to have the aggressor countries condemned for the various human rights violations against the Congolese.

83. It will also take action in international non-governmental organizations, including Amnesty International, the International Federation of Leagues of Human Rights, the International Committee of the Red Cross and Human Rights Watch/Africa.

84. Can the Democratic Republic of the Congo expect much from OAU? It should be recalled that at the summit meeting held in Cairo from 28 to 30 June 1993, the Heads of State and Government of OAU established a new mechanism for conflict prevention, management and resolution. Since OAU did not prevent the Congolese conflict, we expected it to assume its responsibilities by taking up the management and, when appropriate, resolution of the Congolese conflict. It has to be noted, however, that the summit meeting of the central organ of the OAU mechanism for conflict prevention, management and resolution, held at the level of Heads of State in Ouagadougou on 17 and 18 December 1998, was not able to condemn the aggression or propose the terms of a solution. By shifting the Congolese case to SADC, OAU abdicated its role.

85. OAU, as a Pan-African organization, must propose solutions to African conflicts and ensure their implementation, in collaboration with the United Nations where possible. Apart from mobilizing financial resources to initiate a peacekeeping operation, OAU has the duty to send a strong message to the aggressor countries: condemnation of aggression, demand for the withdrawal of the foreign aggressor troops, reaffirmation of the principle of the inviolability of the borders inherited from colonization, demand for respect for human rights as enshrined in the International Bill of Human Rights and the African Charter of Human and Peoples' Rights of 28 June 1981, and so forth.



86. In this respect, because of the blatant indecisiveness of OAU political bodies, the Democratic Republic of the Congo, through the Ministry of Human Rights, is preparing to pursue its case at the legal level by sending communications to the President of the African Commission on Human Rights, the Secretary-General of OAU, and the States which have flagrantly violated human rights in the Democratic Republic of the Congo (Uganda, Rwanda and Burundi) under article 49 of the African Charter on Human and Peoples' Rights, on the grounds of flagrant violations of the relevant provisions of this African instrument for the promotion and protection of human rights.

87. The conclusion of a ceasefire between the warring parties will have to be followed by the simultaneous withdrawal of the aggressor troops, under a binding timetable if necessary. The deployment of an observer force or a buffer force along the common international borders could be necessary in order to monitor the effectiveness of the withdrawal and guarantee peace and security between the parties to the conflict at the end of the war.

88. The Democratic Republic of the Congo intends, despite everything, to take the issue of the international responsibility of the aggressor States to the competent international legal forums, particularly the International Court of Justice at The Hague.

89. Indeed, in struggling for a just cause, the Democratic Republic of the Congo is determined to defend itself, not only at the military level (through the exercise of individual or collective self-defence) but also at the judicial level (through an application to the International Court of Justice) in order to secure the condemnation of the aggressors and just compensation for the damage suffered, including the damage described in this white paper. A national commission for damage assessment will be established for this purpose.

90. This paper will remind everyone of what is already clear: the massive and grave violations of human rights and of international humanitarian law in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo by the Rwandan, Ugandan and Burundian aggressors.

91. It is hoped that this paper will help alert nationals and the international community to the fate suffered by the Democratic Republic of the Congo and will enable everyone to act without hypocrisy to promote justice and peace in the Democratic Republic of the Congo, in Africa and throughout the world.

92. At the end of the war of liberation, the Government of National Salvation is aware that establishment of the rule of law in the Democratic Republic of the Congo requires efforts by everyone: State bodies, civil society and religious organizations. The culture of democracy and human rights derives from a state of mind which must be tirelessly cultivated.

93. In the context of the celebration of the fiftieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights, we have established a partnership with State bodies and international and national human rights organizations in order to promote and protect human rights in the Democratic Republic of the Congo more effectively. An awareness-building campaign has been conducted with several sections of Congolese society (including the army, police, courts, territorial

bodies, associations and universities). We intend to pursue this course so that the Congolese people are firmly committed to a culture of human rights.

94. At the end of the special meeting of the Council of Ministers held on 2 January 1999, His Excellency M'Zee Laurent-Désiré Kabila signed decrees Nos. 171 and 172 on the establishment of a state of siege in the provinces of Équateur, Katanga, Maniema, Nord-Kivu, Orientale and Sud-Kivu.

95. The breakdown of State structures in the conflict zones, the massive violations of the human rights of the Congolese and the plundering of the national wealth in these zones require the adoption of appropriate measures to deal with the conflict situation.

96. In the event of war, the Government of National Salvation, under the supreme authority of the Head of State, has responsibility for maintaining the sovereignty and integrity of the Democratic Republic of the Congo, but also for protecting the human rights of the Congolese and of foreigners who live or temporarily reside in the national territory.

97. The establishment of a state of siege in part of the national territory was decided upon in view of the indifference, or even duplicity, of the international community (United Nations, OAU) in the face of the flagrant violations of the fundamental principles of the Charter of the United Nations and the Charter of OAU.

98. The state of siege makes it possible to ensure the survival of the State in the case of extreme danger. The decision to proclaim a state of siege is in conformity with our constitutional law and with our international commitments in the area of human rights, particularly article 29, paragraph 2, of the Universal Declaration of Human Rights, article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights, and the spirit and letter of the African Charter on Human and Peoples' Rights.

99. We know this is why the Romans applied the principle cedant arma togae in times of peace, yet in times of peril this rule could become an exception to itself and change to cedant togae arma, thereby enabling the military authorities to stem the evil and protect the population from the gangrene which so severely undermines and damages both its welfare and its tranquillity.

100. A state of siege involves the establishment of exceptional powers, mainly for the benefit of the military authorities. These powers have the purpose of restoring the sovereignty and territorial integrity of the State; they should be used only for that purpose.

101. The restrictive regime of public freedoms established by a state of siege should in no case depart from the inalienable core of human rights. This obligation derives from article 4 of the International Covenant on Civil and Political Rights of 16 December 1966, to which the Democratic Republic of the Congo is a party.

102. Intangible rights are rights that are inherent to the human person which must be respected at all times and in all places. No exceptional circumstance, of whatever kind, whether a state of war or threat of war, domestic political instability or any other exceptional situation may be invoked to justify infringement of these intangible rights: the right to life, the right to physical integrity, the right not to be subjected to torture or cruel, inhuman or degrading treatment, the right to a fair trial, the right to freedom of thought, conscience and religion, and so forth.

103. In conclusion, we wish to note that the three aggressor countries are resentful of the efforts which have been made by the Government of National Salvation, under the supreme authority of His Excellency M'Zee Laurent-Désiré Kabila, to establish the rule of law in the Democratic Republic of the Congo and to embark on national reconstruction.

104. In the management of the Great Lakes crisis, a curious fact should be noted: the absence of democracy in Uganda, Rwanda and Burundi since the accession to power of the current leaders, all of whom are Tutsi.

105. With regard to Uganda in particular, this undemocratic or anti-democratic situation has now lasted for about a dozen years.

106. Apart from the absence of democracy in Rwanda, the system of ethnic apartheid to which the majority Hutu population is subjected by the Tutsi minority must be denounced.

107. In Burundi, the democratic process has been put on hold with the assassination of the elected President Melchior Ndadaye, and power has been exclusively regained and controlled by the Tutsi minority.

108. As to the Democratic Republic of the Congo, despite the state of war, the Government of National Salvation has on many occasions reaffirmed its strong determination to continue the process of democratization. The Ministry of Human Rights, for its part, is engaged day by day in promoting and protecting the rights both of the Congolese and of foreigners who live or stay in the national territory.

Kinshasa, 29 December 1998

Léonard SHE OKITUNDU  
Minister for Human Rights

Notes

<sup>1</sup> See article 1, paragraph 2.

<sup>2</sup> See common article 1 of the International Covenant on Civil and Political Rights and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights of 16 December 1966.

<sup>3</sup> See Article 24, paragraph 1; and Chapter VII of the Charter. See also Jean Combacau, Le pouvoir de sanction de l'ONU: Etude théorique de la coercition non militaire (Paris, Pedone, 1974), pp. 144-145, and René Degni-Ségui, "Article 24: Fonctions et pouvoirs" in La Charte des Nations-Unies: Commentaire article par article, Jean-Pierre Cot and Alain Pellet, eds. (Paris, Economica, 1985), pp. 451-469.

<sup>4</sup> The four Geneva Conventions of 1949 deal with the amelioration of the condition of the wounded and sick in armed forces in the field (first Convention), the amelioration of the condition of wounded, sick and shipwrecked members of armed forces at sea (second Convention), the treatment of prisoners of war (third Convention) and the protection of civilian persons in time of war (fourth Convention).

<sup>5</sup> The second Additional Protocol deals with the protection of victims of non-international armed conflicts. See Revue internationale de la Croix-Rouge, No. 829, 1 March 1998, pp. 192-195.

<sup>6</sup> See United Nations, Human Rights. International Instruments: Chart of ratification as at 30 June 1994 (New York and Geneva, 1994), pp. 2-10.

<sup>7</sup> The primacy of international over internal law is set out in article 27 of the Vienna Convention on the Law of Treaties of 23 May 1969, which stipulates that "a party may not invoke the provisions of its internal law as justification for its failure to perform a treaty".

<sup>8</sup> See Military and paramilitary activities in and against Nicaragua (Nicaragua v United States of America), Judgement of 27 June 1986 (Merits): I.C.J. Reports 1986, p. 14.

<sup>9</sup> See the preamble of the Charter of the United Nations.

<sup>10</sup> See Article 1, paragraph 2, and Article 2, paragraph 4, of the Charter of the United Nations. See also General Assembly resolution 2625 (XXV) of 24 October 1979, entitled "Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Co-operation among States in accordance with the Charter of the United Nations".

<sup>11</sup> Article 56 of Additional Protocol I states that "Works or installations containing dangerous forces, namely dams, dykes and nuclear electrical generating stations, shall not be made the object of attack ...".

<sup>12</sup> All these actions are in contravention of articles 1, 7, 9 and 10 of the International Covenant on Civil and Political Rights and articles 1 and 12 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights.

<sup>13</sup> This includes the Chicago Convention on International Civil Aviation of 7 December 1944, The Hague Convention for the Suppression of Unlawful Seizure of Aircraft of 16 December 1970, and the Montreal Convention for the Suppression of Unlawful Acts against the Safety of Civil Aviation of 23 September 1971.

TABLE SUMMARIZING THE MASSIVE HUMAN RIGHTS VIOLATIONS COMMITTED  
IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO  
COVERING THE PERIOD FROM 2 AUGUST 1998 TO 5 NOVEMBER 1998

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>NORD-KIVU AND SUD-KIVU PROVINCES</p> <p>I. <u>Massacres</u></p> <p>A. <u>August 1998</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• At about 4 p.m. on Monday, 3 August 1998, 38 officers and approximately 100 soldiers of the Congolese Armed Forces were disarmed and then killed at the Kavumu airport. The names of Mutshapa (Commander of the 202nd battalion) and Commander Epelele have been associated with this act.</li>   <li>• On Monday, 24 August 1998, more than 856 people were massacred at Kasika, in Lwindi chieftaincy and in the territory of Mwenga. The bodies, which were strewn over an area of 60 km from Kilungutwe to Kasika, were mainly of women and children. The women had been raped before being killed by their attackers, who had used knives to slit their bodies from the vagina to the abdomen.</li>   <li>• 400 Mai-Mai were burnt to death at Luhuindja and 200 at Luindi.</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 13 of the Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War; Article 4(1) of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949; Article 12 of the Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field.</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; Articles 51(2), 76 and 77 of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>The details of some of these cases are as follows:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• In Kilungutwe, more than 127 persons were massacred and numerous bodies of children thrown into communal graves and local toilets.</li> </ul> <p>The following cases are typical of the killings that have taken place:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ms. Nabonga, a 65-year-old widow, and her entire family of eight persons comprising Mr. Kibaza (35 years), Ms. Kamalebo wa Mukoke (40 years), Mr. Mwangila (28 years), Mr. Sandala (25 years), Ms. Lukenge (20 years), Ms. Mabongele (17 years), Mr. Lutumba (38 years) and Mr. Mulingano (37 years).</li> </ul> <p>In addition, a number of itinerant vendors, including Wabe, Balagizi and Mufungizi (not otherwise identified), were murdered in a cowardly manner on the same date.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The killing at Kalama of 16 persons, members of the Mutewa family, which resided on Ave. Kasai in the town of Ibanda, in Bukavu.</li> <li>• At Kasika:</li> <li>- More than 633 persons were killed, including the <u>Mwami</u> [King] of Lwindi, Mr. François Mubeza, and his wife Yvette Nyange. 37 bodies were discovered in the royal compound alone.</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; and Article 51 (2) of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949.</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; and Articles 51 and 53 of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Victims in the Catholic parish of Kasika included an abbot, four nuns and several parishioners. In all, more than 116 people, including Abbot Stanislas Wabula Kombe, were killed there.</li> <li>- Six elderly women and four workers (one woman and three men) were shot to death in the home of the late Mupali Zotos (alias Mbilizi), a Greek national who had been living in Kasika for years.</li> <li>- More than 400 people (men, women, children, young and old) were killed in the forest adjoining the villages of Kasika, where the inhabitants had taken refuge and which is referred to by the Warega people as the Manglele or <u>Tupiengenge</u>. One specific example was that of 27 members of the family of attorney Kyalanga Liwa (attorney from Bukavu).</li> </ul> <p><u>Note:</u> In criminology, one speaks of the "real" figure, in other words, the acts, crimes or atrocities committed but not reported. By this reckoning, the list of victims of the Kasika massacre is very long, since many other Shi (Bashi) itinerant vendors from Kahare and Walungu (two localities in Sud-Kivu) who go to Kamituga to sell their wares (a mining area in Mwenga territory (South Kivu), were killed by the aggressors on the road to Kilungutwe, between Kasika and Kalama.</p>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; Articles 51 and 53 of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949; Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War.</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Massacre in the town of Bukavu</u>  <p>On Tuesday, 4 August 1998, more than 50 bodies were buried, some 20 of them near to the fuel station at the Nyamwera market opposite the Ibanda mosque. The dead included 13 civilians and 4 young "Kadogo soldiers". The other bodies, more than half of them civilians, were found in the vicinity of Camp Saio, in Bukavu.</p> </li> <li>B. <u>September-October 1998</u></li> <li>• <u>Central Mwenga</u>  <p>Following the clashes that took place in the Catholic parish of the town of Mwenga between the mainly Tutsi aggressor forces and the Mai-Mai nationalist forces, the aggressors proceeded to pillage and burn all the dwellings around. Some 43 bodies were found in the rubble of the houses, some burnt beyond recognition. For example:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 11 bodies were found in the royal compound of Mwenga, including that of Ms. Namahabu, the wife of the late <u>Mwami Menga</u>.</li> <li>- 15 bodies, including those of 3 children, were found in the rubble of the family homes of the former Regional Director of Sud-Kivu, Mr. Biaza Sanda Lutala.</li> <li>- Other massacres were reported in the area between Mwenga and Kamituga.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; Articles 51 and 53 of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949.</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 3 of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949; Articles 32 and 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Massacres at Kitutu</u> On 2 September 1998, in an attempt to block the advance of regular army soldiers who were stationed at Kamituga, the aggressor forces arrived at Kitutu using a trail that begins in the Itombwe highlands and leads to Kitutu, where reports of the killing of 13 people were received, including the shooting to death of the elderly Mutendela (more than 70 years old) together with two of his sons and their wives.</li> <li>• At about 2 a.m. on 3 October 1998, in Monighi, Rwandan Tutsi soldiers killed 38 persons, including men, women and children.</li> <li>• A criminal fire which destroyed more than 100 houses was set by the aggressors in the village of Rubaya, in the community of Mupfuni Matanda, on 22 September 1998. The perpetrators were aggressors who were stationed at the Bihambwe control post. All the homes were burnt and pillaged during the commission of this atrocity.  Since that date, in neighbouring villages, peaceful citizens have been victims of various atrocities carried out by armed groups, the most notorious of which are:</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilians in Time of War.</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; Articles 32 and 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; and Articles 76 and 77 of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Operation "Kata Kichwa", or "chop off the head", in which the victim is beheaded with a machete;</li> <li>- Operation "Kata Singlet", or "chop outside the singlet", in which a person's two arms are chopped off before he is released;</li> <li>- Operation "Kata bottes", or "chop off the legs", in which a person's two legs are chopped off at the knees before he is released;</li> <li>- Operation "Kimya", or "silence by the point of the sword", in which a person's upper and lower lips are punctured and immediately padlocked and the key thrown away in a toilet hole;</li> <li>- On 5 October 1998, 48 civilians were killed in the mountain district of Kitundu, a village overlooking the town of Mulongwe;</li> <li>- On 6 October 1998, 48 civilians were killed in the village of Lubarika;</li> <li>- Other sources from Uvira have also reported several other massacres of local intellectuals and working persons, including the cases of: <ul style="list-style-type: none"> <li>• 326 bodies found in the Rushima River not far from Luberizi;</li> <li>• 547 bodies buried in a mass grave in Bwegera;</li> <li>• 138 bodies discovered in a mass grave in the village of Luvungi.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War.</p> <p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights; Article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p><u>Note:</u> Most of the victims were either Hutus living on the Ruzizi plain or various local authorities, including district and avenue chiefs. Following these massacres, several thousand survivors had taken refuge on the other side of the border, in Cibitoke, Burundi, according to the UNHCR Office in Burundi. To date, 7,000 such persons have been identified.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <u>Fizi massacre</u></li> </ul> <p>During the night of 28/29 October 1998, 22 persons were executed in the village of Swima, the seat of Tanganyika Chieftaincy in the territory of Fizi. The Burundian occupying forces suspected these victims of being Mai-Mai combatants. As a result of this massacre, thousands of persons fled to Kigoma in Tanzania, leaving behind property, money, domesticated animals and other items.</p> <p>C. <u>November 1998</u></p> <p>On 3 November 1998, 12 bound corpses were discovered near the main public slaughterhouse of Bukavu, formerly Elakat, Mururu I/Bukavu. The aggressors were the perpetrators of this atrocity.</p> <p>In late October and early November 1998, Mr. Demondo, a boxer by profession, living in the town of Kadutu, was abducted and killed for refusing to join the gang of Rwandan and Ugandan aggressors.</p>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 130 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>• <u>Uyira massacre</u></p> <p>According to information provided by grass-roots organizers working in the territory of Uyira, below are some instances of massacres and summary executions reported from the beginning of the invasion until 5 November 1998:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• In the local district of Rubuga, 15 persons were abducted, reported missing and, two days later, discovered dead. Mr. Hahlere, the younger brother of Pastor Kwaja of the Lemera Pentecostal Church, was one of the victims.</li> <li>• In the village of Rukobero, 17 persons were killed and later buried in a mass grave in the surrounding hills, in the suburb of Sange.</li> <li>• In the village of Lemera, four Pentecostal pastors were killed in a local missionary hospital. On 9 November 1998, at about 7 p.m., Mr. Damien Balingene, over 42 years of age, married and the father of six children, Pastor of the Kibumba Nazarene Church, was struck by a bullet in his chest. He was admitted to the Goma General Hospital on 10 November 1998. This act was committed by armed elements stationed in that area known as "the quarry".</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 130 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 53 of Additional Protocol I;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>• At the same time and place described above, Mr. Philippe Barata, over 45 years of age, married and the father of eight children, catechism instructor in the Catholic Chapel at Kibumba, was slashed four times on the head with a machete and admitted to the Goma General Hospital. The targets of all the atrocities perpetrated in this village are Hutus accused of being Interahamwe.</p> <p>II. <u>Rapes</u></p> <p>A. <u>August 1998</u></p> <p>In August 1998, a number of abductions, arbitrary detentions and rapes took place in the town of Ibanda in Bukavu. On 29 August 1998, women in Kasika were raped and then murdered.</p> <p>B. <u>September 1998</u></p> <p>According to reports in the past three months (August, September, October and early November), a number of girls and mothers were raped in Bukavu, particularly in the rural area of Sud-Kivu. The following cases will suffice to illustrate these sexual abuses:</p>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; Article 6(1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 76(1) of Additional Protocol I;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• On Tuesday, 22 September 1998, at 11 p.m., at No. 3 avenue Kasai in the town of Ibanda, Bukavu, Mr. Mutewa witnessed the rape of his wife and two daughters, Riziki, 16, and Malcozi, 14, in his own home by Tutsi soldiers who had come from Rwanda.</li> <li>• As from 1 September 1998, a curfew was imposed by the aggressors and a search operation of the Mai-Mai and soldiers loyal to M'Zee Laurent-Désiré Kabila was instituted; during these operations, 57 girls were arrested and raped by Rwandan soldiers in Bukavu.</li> <li>• On 25 September 1998, on avenue Mbaki, five more girls were raped, including Ms. Alice Mabanza, 22, and her younger sister Yvonne. In the immediate vicinity of the Hôtel Belle-vue, Annie Luko, Masika and Faïda also became rape victims.</li> </ul> <p>C. <u>October 1998</u></p> <p>On 5 October 1998, in the immediate vicinity of the Sato military camp, numerous cases of rape were reported, including that of Ms. Sylvie Mwendanga and Ms. Jeanne Rwankuba.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• In the Bobozo sub-district of Lumumba, in the town of Bagira, a number of girls were raped by soldiers living in the Musique de Bagira camp at the instigation of a young Rwandan officer nicknamed "Terminator", who was commander of the camp at the time.</li> </ul>	<p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 76 of Additional Protocol I;</p> <p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 76(1) of Additional Protocol I;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ms. Uzamukanda (over 30 years of age) was raped by two guards on the day she was to be released from arbitrary detention.</li> <li>• Similar cases of girls being raped were reported in the territories of Mwenga, Walungu, Shabunda and Idjwi.</li> </ul> <p><u>Note:</u> Most of these acts of rape were committed by soldiers in the Rwandan Patriotic Army currently operating in Sud-Kivu.</p> <p>It should be noted that this heinous and satanic crime was committed by 2,000 Ugandan and Rwandan soldiers who were either infected with AIDS or were HIV-positive and were deliberately dispatched to the eastern provinces with instructions to rape Congolese women in order to spread the disease. Some 75 per cent of the Ugandan army is infected with AIDS.</p> <p><u>Note:</u> In many cases, the rapes were committed by Rwandan and Ugandan soldiers in Congolese territory. However, some victims were too proud to report such acts. Hence, this gloomy real figure is actually much larger.</p> <p><u>III. Attempted abduction and murder of human rights activists</u></p> <p>In the first three months of the invasion in Sud-Kivu, various abductions and/or murders were attempted against a number of opinion-makers and the leaders of the Mouvement Associatif du Sud-Kivu.</p>	<p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 76(1) of Additional Protocol I;</p> <p>Article 19 of the Universal Declaration of Human Rights; article 18 of the International Covenant on Civil and Political Rights;</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>- On Thursday, 1 October 1998, in the Nyangi II district, Ms. Uzamakunda, over 30 years of age, an ethnic Hutu, mother of a young girl named Sifa (who had been killed), was abducted by soldiers who were not otherwise identified.</li> <li>- On 18 September 1998, at 11 p.m., Mr. Hakizimana Niragire, commonly known as Katembo, 30, was abducted by four Tutsi soldiers. He was accused of acting in collusion with the Interahamwe and the Mai-Mai.</li> <li>- During the night of 14 August 1998, Mr. Paul Sematari, 32, residing in the Majengo district, was abducted by aggressors who looked like Tutsi and taken to the Rugero prison in Rwanda. He was suspected of acting in collusion with the Interahamwe.</li> <li>- During the evening of 2 October 1998, on avenue Itebero in the Mabanga district of Goma, in the immediate vicinity of CAJED near Notre-Dame d'Afrique Parish, three persons, including Basabose Vianey, 36, an A2 male nurse at the Goma Mental Health Centre, were abducted by soldiers of the Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD) who looked like Tutsi, on the pretext that they were holding secret meetings with a view to creating disturbances in the town of Goma.</li> <li>- 16,487 persons were deported to Rwanda.</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights;</p> <p>Article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 34 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 34 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War of 12 August 1949, which prohibits hostage-taking; article 51 of Additional Protocol I to the Geneva Conventions of 12 August 1949;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>The names of some of the deported persons are:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Joseph Muyengo Kyalangilwa, President of the Société Civile du Sud-Kivu. Clandestine deportation.</li> <li>• C. T. Gervais Chirhalwtchwa Nkunzimwami, President of the Union des Germaines du Sud-Kivu and Vice-President of the Société Civile du Sud-Kivu. Clandestine deportation.</li> <li>• Didace Kaningini Kyolto, representative of the economic associations within the Société Civile du Sud-Kivu.</li> <li>• Mr. Jolly Biaya Thizaza and Mr. Bruno Bahati Barha Liburu, representatives of the associations for the defence of human rights, education for democracy and peace within the Société Civile du Sud-Kivu. Clandestine deportation to the mountains in Sud-Kivu.</li> <li>• Ms. Déodale Chishibanji and Ms. Noëlla Mwavita Rugenge, representatives of Sud-Kivu women's organizations within the Société Civile du Sud-Kivu. Clandestine deportation.</li> <li>• Mr. Didier Mwawati Bulambo, Secretary-General of the Collectif d'Action pour le Développement des Droits de l'Homme (CADDHOM)/Mwenga and Secretary-General of the Collectif des organisations et associations des jeunes du Sud-Kivu (OJESKI). Currently in exile.</li> </ul>	<p>Article 49 of the Geneva Declaration relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 49 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 49 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 49 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>IV. <u>Arrests, arbitrary detentions, inhuman and degrading treatment</u></p> <p>In the first three months of the invasion of Sud-Kivu more than 178 persons were illegally detained in jail facilities in Sud-Kivu. They were arbitrarily arrested and detained for common crimes, in violation of judicial procedures, since the work of the Magistrature is paralysed for the time being.</p> <p>Among the cases were:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Bertin Ndusi Ruhambuzo, former Chief of the Cirunga Group in the territory of Kabare, was subjected to inhuman treatment on 5 September 1998.</li> <li>• Mr. Willy Mudengwe, a resident of the Ndendre District and an employee at Idéale Bakery in the town of Ibanda, was arrested, tortured and beaten up, then illegally detained on 20 August 1998, at the very time and place where he had an appointment with Ghislaine Dupont, a journalist from Radio France Internationale. He was detained for one month.</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights, article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 51 of Additional Protocol I;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• In the commune of Bagira, Mr. Sombrero, a foreign exchange broker, and Mr. Aimé Ndayano Ndatayabe, a bar-tender, were arbitrarily arrested and then released two [omission] later after Mr. Severin Cherubala, chief of the Lumumba district, intervened.</li> <li>• Mwami Ntambuka, Town Chief of the Idjwi South Chieftaincy and Secretary and Rapporteur of the National Pacification Commission, was arbitrarily arrested and reported missing for a week. The aggressor forces accused him of having a mobile satellite device for communicating with Kinshasa.</li> <li>• During the first two weeks of September, Mr. Paul Kilolwa, a resident of No. 8 S/Tshikapa, district 3, in the town of Bagira, and a volunteer first aid worker in the Red Cross and Sud-Kivu, had been arbitrarily arrested and illegally detained for eight days for publicly expressing his opinion on a bus with regard to the current tyrannical administration in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo.</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights, article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 51 of Protocol I Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• After Governor Magabe fled to Brussels via Bujumbura, his entourage, consisting of 5 persons, took refuge in Bujumbura and was housed at the EEB Guest House community centre opposite the Embassy of France on Avenue de France. A Banyamulenge commando left Sud-Kivu to kidnap them on 22 October 1998 and took them to an unknown destination in Sud-Kivu. The UNHCR representative in Bujumbura, who was in possession of the file, would have sufficient information on this case.</li> <li>• On 14 September 1998, the aggressors carried out arbitrary arrests of 30 customary chiefs and some members of civil society and transferred them to Rwanda.</li> <li>• In Bukavu and its environs, there were murders and massacres of civilians and cases of abductions, arbitrary arrest, illegal detention, rape, extortion and torture.</li> <li>• Appearance of clandestine prisons following the arrival of the Rwandan aggressors in Bukavu, particularly at the officers' mess of the Bukavu military prosecutor's office, Mobutu's residence, the current office of the Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD) in Bukavu and the National Information Agency (ANR) office in Bukavu.</li> <li>• Deportation of entire truckloads of civilians from Sud-Kivu to Rwanda, en route to Rwandan concentration camps.</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights; article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 51 of Additional Protocol I; article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights;</p> <p>Article 49 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence of crematoria in Rwanda to remove the traces of genocide, particularly in Bugesera.</li> </ul>	<p>Article 6, paragraph 3, of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 130 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p>
<p>V. <u>Systematic pillage of public and private institutions, expropriation of civilian property</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- On 4 September 1998, the contents of all safes in the Bukavu branch of the Banque Centrale du Congo were looted. The booty was taken to Rwanda.</li> <li>- In Sominiki, the Rwandan invaders stole all the ore found in the plant. In Kabare, Rwandan members of RCD carried off various species of Congolese fauna, particularly okapi, animals unique to the Democratic Republic of the Congo, white gorillas, and so on.</li> <li>- A systematic raid was organized by the aggressors on 8 August 1998; the following sites sustained the greatest losses: UNHCR-Uvira, World Food Programme (WFP)-Uvira, World Vision, UNICEF-Uvira (including food supplies earmarked for undernourished children admitted to the Uvira general hospital; the supplies were stolen and taken to Rwanda), ICRC-Uvira.</li> <li>- Copies of the Walikale State examination (thirty-second regular session) were stolen and thrown into the street by the aggressors.</li> </ul>	<p>Article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 17 of the Universal Declaration of Human Rights;</p> <p>Article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 55 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 13 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>- On 8 November 1998, Mr. Seba Kungu Herachimire, a bean seller on the Goma-Masisi road, was visited by armed elements, namely: Alphonse Muhindo Kambale, Jean-Marie Munguiko, Musanganyi Kasiwa. They stole radios, television sets, clothing, shoes and money (150,000,000 New Zealand dollars).</li> <li>- On 15 September 1998 at 7 p.m., the Mumba health centre in the territory of Masisi was looted by RCD aggressors. This centre is suspected of providing care to members of the Interahamwe militia. They took all the equipment: microscopes, medicines, and even beans and sorghum.</li> <li>- The homes of two nurses, Rukundo Antoine and Mukeshimanan Mathilde, were raided by these same soldiers.</li> <li>- During October 1998, the soldiers decided to burn the houses that were adjacent to the Rubaya village market. Many vendors were victimized by this, including:</li> <li>- Frédéric Madowadowa - his house was burned, along with 40 sacks of beans;</li> <li>- Kayuma Idrissa - 21 sacks of potatoes;</li> <li>- Hakiza Bayaya - 21 drums of palm oil and his house. Other effects were transported to Goma in their vehicle, commonly referred to as Ndombolo.</li> </ul>	<p>Article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 18 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>Overall, among the tragedies of the war, mention can be made, <u>inter alia</u>, of the following:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- The German firm specializing in quinine production and the Medical Projects Office of the Bukavu Archdiocese were completely ransacked;</li> <li>- Systematic plunder of the population and looting of the work tools of United Nations bodies; the population was also systematically deprived of humanitarian or socio-economic assistance;</li> <li>- At the end of November, looting and massacres of 100 civilians took place in the Burale Parish. The Catholic church in Burale, the presbytery in Burale and the secondary school in Mangala were systematically plundered. It has also been reported that several Congolese were transferred from Bukavu and deported to concentration sites in Cyangungu.</li> </ul> <p><u>Orientale Province</u> (Kisangani administrative centre)</p> <p>Human rights violations committed by the Rwandan-Ugandan invasion troops and their "rebel" allies in the large towns of Orientale Province'</p>	<p>Article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 53 of Additional Protocol I;</p> <p>Article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 53 of Additional Protocol I to the Geneva Conventions;</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>A. <u>Isiro</u></p> <p>Situated roughly 550 km from the town of Kisangani, Isiro is the capital of the Haut-Uélé district. The turmoil of war has been evident there since 5 August 1998.</p> <p>1. <u>Arbitrary arrests</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mr. Paka, with his 3 sons, spent over 25 years in Isiro, where he built a hotel known as the Hôtel Trésor.</li> <li>- Mr. Louis, a mixed-race person of Congolese extraction (arbitrarily arrested on 10 August 1998).</li> <li>- On Friday, 28 August, some arrested persons were executed by soldiers of the Front Patriotique Rwandais (FPR).</li> <li>- In the same murderous frenzy, and on mere suspicion or accusation of communication with the enemy, 10 young men, itinerant palm-oil vendors, had their throats slashed on the Gombari-Mungbere road. Their bodies lie in a common grave that was dug 50 m from the main road.</li> <li>- On 20 September 1998, Ugandan troops, under the cover of the "rebels", entered Isiro after battles which caused 3 deaths, injuries and material damage:</li> <li>• A tailor named Philippe, killed in his living room, where he was lying on the floor out of fear of stray bullets. He lived in the N'Sele district;</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights; article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 51 of Additional Protocol I;</p> <p>Article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights;</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 51 of Additional Protocol I;</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>- The cases of human rights violations recorded during the battles of Isangi cover the areas of property, security, and so on. These violations were committed by the Rwandan-Ugandan forces. The aggressors are accused of several acts of extortion and vandalism, the cause [omission] of the GAP warehouse, the lawless occupation of private homes and thefts of property.</p> <p>- The same acts, attributed to the same aggressors, were recorded in Yangambi (100 km from Kisangani and 30 km from Isangi). In this administrative centre of the Tshopo district, the National Institute of Agronomic Studies and Research (INERA) paid a heavy price: the Director's residence, house and warehouses, were destroyed and several items of property were stolen.</p>	<p>Article 17 of the Universal Declaration of Human Rights; article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War;</p> <p>Article 33 and article 53 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War.</p>

<sup>1</sup> Orientale Province includes four rural districts: Haut-Uélé (capital: Isiro), Bas-Uélé (capital: Buta), Ituri (capital: Bunia), Tshopo (capital: Yangambi), situated 30 km from Isangi.

<sup>2</sup> From Kisangani to Isangi, the road goes through several major towns: Yakusu, Yanonge and Yangambi. The aggressors spent several days in Yanonge before launching an attack on Isangi.

STATEMENT BY THE COUNCIL OF THE APOSTOLAT DES LAÏCS CATHOLIQUES  
DU CONGO (CALCC) IN RESPONSE TO THE MASSACRES IN THE DEMOCRATIC  
REPUBLIC OF THE CONGO, PARTICULARLY IN THE EASTERN PART OF  
THE COUNTRY

"HALT THIS EXTERMINATION"

Since the war began, CALCC has rightly denounced the international community's silence and denial of rights in the Democratic Republic of the Congo. In its statement of 21 September 1998, it stigmatized the partisan attitude of the international press vis-à-vis the war being waged in the Democratic Republic of the Congo by its neighbours to the east. Now the MISNA agency has just reported the massacre of over 600 people at Makobola, near Uvira. Some foreign radio stations, though aware of the identity of those who control this part of the country, have simply said that they are "anti-Kabila soldiers" in order to sow confusion as to the identity of the perpetrators of barbaric acts which ought to appal anyone of good conscience.

And is this in fact the first time an atrocity has been committed, an exceptional occurrence falling outside the normal range of actions taken by Ugandan, Rwandan and Burundian troops in the territory of the Democratic Republic of the Congo? To the best of our knowledge it is not.

Certain of God's love for mankind and enlightened by their faith, the Catholic Christians of the Congo, speaking through their organization, CALCC, vigorously plead: halt this extermination and put an end to this devaluation of human life.

Ought not these acts to be viewed in the overall context of the objectives of the armies of these three countries? Does not the international press provide such a biased interpretation of events and incidents as to obscure the criminal responsibility of the troops of these three countries?

Can the 1994 genocide in Rwanda continue to be the stock excuse for the perpetration of belligerent and barbarous acts by Rwandan soldiers against groups that took no part in the violent destruction of the coexistence between ethnic groups in Rwanda?

Unfortunately, it seems clear that the pretext of border safety can in no way justify, whether on the grounds of common sense or grounds of international law, the current occupation of Congolese territory by Ugandan, Rwandan and Burundian troops, the support these troops are giving to the internal rebellion taking place in the Congo or, especially, the massacre of civilians there. Is not the intention of the eastern neighbours of the Democratic Republic of the Congo, which has long been known, the creation of a Republic of the Great Lakes that would include the three countries and that part of Congolese territory currently under occupation (see our message of 21 September 1998)? If this is not the case, what is one to make of the fact that deported and massacred Congolese are being replaced with thousands of Rwandans and Burundians who are being transported by whole columns of vehicles and settled in the Congo as the local population?

Rwanda and Burundi are overpopulated. Must Congolese be massacred to make Congolese territory a receptacle for the overflow of their populations? Is it acceptable that at the end of the twentieth century peaceful people who have no complaint against their neighbours should be the victims of such massive and systematic massacres by the regular armies of neighbouring States?

The international community, and the international press in particular, may find it inconceivable that disciplined armies can conduct massacres so massive and so vile. But such thinking fails to consider the absolutely inhuman nature of the barbarous acts regularly committed in Rwanda and Burundi during the now habitual conflicts between the two major ethnic groups in those countries: the pitiful mutilation of adults, the massacre of children beaten in mortars or thrown against walls, killings by machetes and hatchets, the slitting open of pregnant women's bellies after they have been raped and, in general throughout the occupied territory, the systematic rape of women and girls by soldiers infected with the AIDS virus.

All this reflects a perverse intention to exterminate the population with a view to minimizing all capacity for resistance to the occupation of their territory, or simply to wipe out the population entirely, thereby creating a void it would then be logical to occupy.

By way of example, here is some information regarding the odious massacres committed in Sud-Kivu, without going on to those committed in Nord-Kivu, Maniema, Orientale and Équateur provinces.

This table is a synthesis of the information provided by the Collectif des Organisations et Associations des Jeunes du Sud-Kivu (COJESKI) in a report entitled "An overview of massive human rights violations during the first three months of the aggression in Sud-Kivu, Democratic Republic of the Congo", issued at Bukavu on 20 November 1998 and signed by Alain Mazambi Walandja and Fernandez Murhola Muhigirwa.

DATE	LOCATION	No. OF DEAD/WOUNDED	PERPETRATORS
Monday, 3 August 1998, 3 a.m.-10 a.m.	Bukavu (town)	Shootings	Aggressor forces
Monday, 3 August 1998, 4 p.m.	Kavumu	38 Congolese officers and more than 10 Congolese soldiers were disarmed and subsequently massacred	Betrayed by Commander Tshapulu Palange of the 222nd Brigade, who was paid 15,000 US dollars
Tuesday, 4 August 1998	Kasika, Lwidi chieftaincy, territory of Mwenga  Kilungutwe  Kalama  Kasika  Central Mwenga	856 persons massacred, primarily women and children, following rape and disembowelment of pregnant women  127 persons killed  16 persons killed + 31  633 persons massacred  Villages burned, 43 persons incinerated	Tutsi soldiers
Tuesday, 4 August 1998	Bukavu	More than 150 bodies buried near the Nyawera gas station. Several bodies at Muhungu and Saio	<u>Idem</u>
20 August 1998	Fizi, in Kazimia	47 civilians	Rwandan and Ugandan rebels belonging to RCD
First half of August 1998	Bukavu	5 persons killed: Major Vangu and several others at Cimpunda, Karhale and Kadutu	<u>Idem</u>
Second half of August 1998	Bukavu	One young man (Claude) killed	<u>Idem</u>
2 September 1998	Kitutu	13 civilians shot	Aggressor forces

DATE	LOCATION	No. OF DEAD/WOUNDED	PERPETRATORS
5 October 1998	Kitindu, in the direction of Mulongwe  Lubarika	20 civilians massacred  48 civilians massacred	<u>Idem</u>
17 October 1998	Bukavu	Mr. Kashama, of the Rwandan Army, murdered	
October 1998	Nguba	Mr. Sali, manager of the Cibeke plantation, murdered	Tutsi soldiers
28/29 October 1998	Swima, seat of Tanganyika chieftaincy  Bukavu Kamwenga Walungu Shabunda Iduwi Kadutu	22 persons executed  Several refugees towards Kigoma/Tanzania  Several mothers and daughters raped  Several abductions and attempted abductions of human rights activists and several exiles	Burundian occupying forces  On the order of a Rwandan officer nicknamed "Terminator". Rapes committed by soldiers of the Rwandan Patriotic Front
Late October-early November	Kadun  Kamutu Crossroads  Bagira  Kabare	Mr. Denondo killed  A Congolese soldier residing at Buholo IV  6 persons massacred  At least 200 persons. Current reprisal zone and thus inaccessible, causing the death of children and elderly persons for lack of assistance. General disaster area.	RCD army  A Rwandan officer  Aggressor soldiers  Aggressor soldiers

DATE	LOCATION	No. OF DEAD/WOUNDED	PERPETRATORS
3 November 1998	Bukavu slaughter-house	12 bodies tied up	Military aggressors
	Lemera	4 Pentecostal pastors	
	Sanga	2 merchants and 1 women	
5 November 1998	Kalundu	Several bodies found	<u>Idem</u>
	Luberizi, in the Rushima River	326 bodies floating in the river	
	Bresera	547 bodies in a mass grave	
	Luvungi	138 bodies in a mass grave	
	In the direction of Cibitoke, Burundi	Flight of several persons left defenceless by the Uvira massacres; UNHCR puts number of refugees at 7,000	
From start of the aggression through 5 November 1998	Uvira Rubaga Rukobero	15 persons 17 persons buried in a mass grave at Sange	<u>Idem</u>
Throughout the aggression		Systematic looting of public property and property belonging to international and private organizations, intimidation, hiding, exile and so forth	<u>Idem</u>



Must these horrors be labelled "genocidal" before they can constitute an affront to the human conscience? Does the fact that their perpetrators belong to the ethnic group that suffered in the 1994 genocide justify the international community's indulgence, negligence and even indifference? Is it necessary to recall that the Western countries granted no extenuating circumstances in the case of the perpetrators of genocide in the former Yugoslavia?

Radio Vatican did denounce the vile massacre at Kasika, in which the faithful and their ministers, praying at Mass, were all massacred in their place of worship after the wife of the village chief was publicly raped and disembowelled, being pregnant at the time.

This news item elicited no significant commentary from the international press, as though the lives of the Congolese victims were of no importance, if one followed the logic of the international community, which was determined to impose its views and choices on the Congolese people, even at the price of human slaughter. The awkward, muted radio coverage by major international broadcasters of these events, whose victims were simply defenceless civilians, totally undermines our confidence in the international community, the international press agencies and the current pattern of inter-State relations. Today it seems clear to us that in a world that has reverted to the law of the jungle, truth and hard facts count for little! Only the strongest, the best organized and the cleverest count! But what would happen and what would the international community think if the situation was reversed and those who now perpetrated such barbarous acts found themselves squeezed militarily? Would not the Democratic Republic of the Congo see the shields stripped away in order to protect "the victims of genocide"?

Genocide is an emotional term that generates indignation and revulsion, even though its victims no longer exist. Yet how many more innocent victims, how many penitents atoning for crimes they never committed, must there be? Finally, why don't the international community, the international press and the powerful nations, nations that call themselves "civilized", seek out objective news so that they can learn the truth?

We know there are certain powers that would like to see the Congo split up into little States under their control. But do the people of this country no longer have the right to die with dignity?

For our part, we strongly and outspokenly condemn these barbarous acts and their perpetrators who are supported by partisan Western Powers. We are also aware of all the hatred directed at the Congolese people because of envy of the country's "scandalous" wealth.

We would recall that human life is a gift from God and that no one in the world has the right to take it, for whatever purpose. Countries that can only see their designs accomplished through the taking of human life are contemptible.

They deserve no respect or consideration, those who, in the name of their political ambitions, do not hesitate to sacrifice the lives of the men and women over whom, ironically, they would wield their power.

We call upon the Congolese State to create all the conditions necessary for the protection and welfare of the citizens of this country on their ancestral soil; and to get involved with all legitimate mechanisms that may lead to a prompt conclusion of the war in the best interests of our country. For this war is no accident.

We would remind the civilian and military authorities that their duty is to protect all persons living on Congolese soil and their property. Any excesses or blunders can only undermine our country's dignity (apparent massacre of 300 persons at Libenge and Zongo, serious incidents at the Bethany Centre and the Apostolic Nunciature condemned by His Eminence the Cardinal-Archbishop of Kinshasa in his message of 14 January 1999).

We invite all sons and daughters of this country to close ranks and create a vast movement of international solidarity, to ensure their self-defence, to create out of their midst a State governed by law that can protect them and in which they are the sovereign authority participating, in freedom and democracy, in decisions that will shape its future and that of the world.

We demand that the Ugandan, Rwandan and Burundian occupation troops withdraw immediately from Congolese territory and halt the gratuitous and shaming massacres of defenceless civilians.

We demand that the authorities of the international community respect the laws that govern us, that they condemn these barbarous acts and their perpetrators, and that they take the appropriate steps to right these wrongs and restore our rights to us.

To our brothers and sisters in Christ in the Democratic Republic of the Congo we firmly reiterate our attachment to the faith of our baptism, and we invite each faithful person to see in these events which have shaken our society an intention to harm God's people in the Congo by shaking the very foundations of our convictions and our practices, particularly all the efforts to undermine the Catholic Church in our country through religious manipulation and agitation. Let us never overlook the political dimension of our lives and our duty to imbue our society with the fundamental values of our faith, namely respect for and service of the life that exists in each human being, given that we are created in the image of God and called to salvation by Christ our Saviour.

Done at Kinshasa on 15 January 1999

FOR THE COUNCIL APOSTOLAT DES LAÏCS CATHOLIQUES DU CONGO:

(Signed) André WAMESO  
Secretary-General

(Signed) Marie Thérèse MULANGA  
First Vice-President

(Signed) Pierre Anatole MATUSILA  
National President

## CLARIFICATION OF CERTAIN ASPECTS OF THE PRECEDING STATEMENT

The Congolese Armed Forces have denied the accusations made with regard to the massacre of civilians at Libenge and Zongo in Équateur Province. In any event, if these allegations proved true, the Government would draw the appropriate inferences in the light of our international commitments.

The Congolese Armed Forces, under the command of His Excellency M'zee Laurent-Désirée Kabila, regularly instruct combat troops in respect for the rules governing the conduct of hostilities, particularly the distinction between combatants and non-combatants.

The interrogation of persons sheltered at the Bethany Centre was part of a security check undertaken in time of war. There were no unfortunate consequences in so far as the physical safety of those interrogated is concerned, despite the disproportionate nature of the operation.

In reply to the protest by the Apostolic Nunciature, the Vice-Minister for Foreign Affairs has reminded the authorities concerned of the commitment undertaken by the Democratic Republic of the Congo to respect article 22 of the Vienna Convention on Diplomatic Relations of 18 April 1961, concerning the inviolability of diplomatic premises.



This is an example of the USA's Rwandan Tutsi Trained Army massacre (Masisi/Kivu region, October 1998). There are many massacres committed by these Tutsi troops in the "Banyamulenge" name. Kivu is the Congolese region that welcomed frightened Tutsi from Rwanda in the sixties. Today, Congolese living in Kivu region are paying the price of the hospitality towards neighbours under an absolute unacceptable silence of the international community.

[41]

181/1-3

*[Translation by the United Nations Secretariat]*

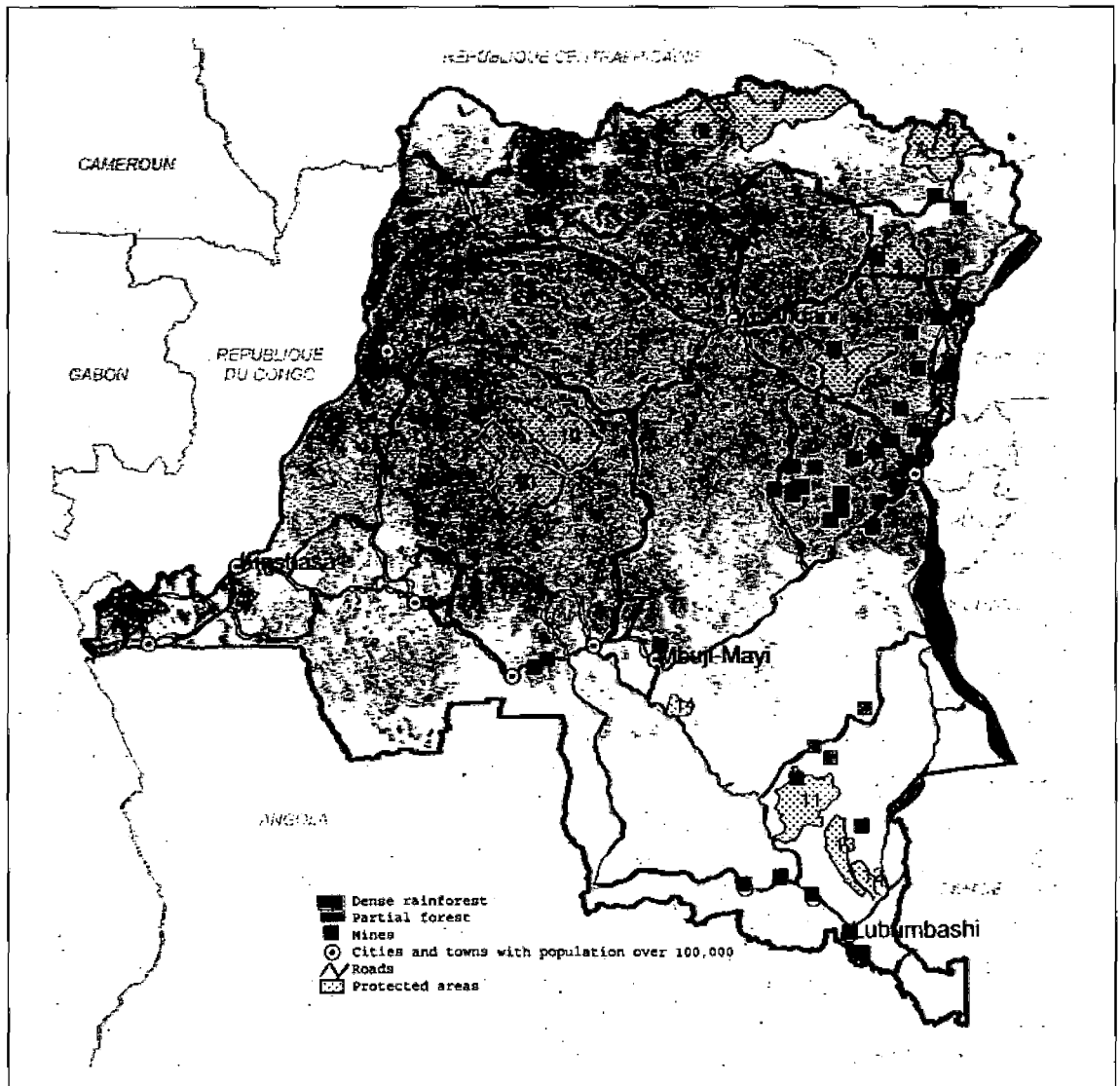
WHITE PAPER ON MASSIVE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS, THE BASIC RULES  
OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW AND ENVIRONMENTAL PROTECTION  
STANDARDS BY THE AGGRESSOR COUNTRIES (UGANDA, RWANDA AND BURUNDI)  
AND THEIR CONGOLESE ACCOMPLICES IN THE EASTERN PART OF THE  
DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

VOLUME II

Covering the period from 6 November 1998 to 15 April 1999

Kinshasa, April 1999

## Protected areas, forest cover and mines, Democratic Republic of the Congo



## Protected areas

- |                                   |                                    |
|-----------------------------------|------------------------------------|
| 1. Maiko National Park            | 10. Salonga National Park          |
| 2. Kahuzi-Biega National Park     | 11. Upemba National Park           |
| 3. Virunga National Park          | 12. Kundelungu National Park       |
| 4. Okapi Wildlife Reserve         | 13. Kundelungu West National Park  |
| 5. Bomu Nature Reserve            | 14. Shaba Wildlife Reserve         |
| 6. Bili-Uere Game Preserve        | 15. Yangambi Botanical Reserve     |
| 7. Gangala-na Bodio Game Preserve | 16. Lomako-Yekora Wildlife Reserve |
| 8. Garamba National Park          | 17. Bombo-Lumene National Park     |
| 9. Kutshuru Game Preserve         | 18. Luki Forest Reserve            |

Information on protected areas provided by the World Conservation Monitoring Centre (United Kingdom). Information on forest cover provided by TREES database, Joint Research Centre (Italy). Information on roads from World Statistical Map and the World Resources Institute (WRI).

0 100 200 300 400 Kilometres

## CONTENTS

	<u>Page</u>
INTRODUCTION .....	11
I. The Makobola, Kamituga, Ngweshe and Burhinyi massacres.....	15
II. The Geneva Conventions of 12 August 1949 and the additional Protocols of 1977 viewed in the context of the armed conflict in the Democratic Republic of the Congo.....	18
III. Serious damage done by the Rwandan, Ugandan and Burundian aggressors to the flora and fauna in the occupied territories in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo.....	20
IV. The exploitation, sale and illegal trafficking in mining resources (gold and diamonds) in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo by the aggressors.....	26
V. Introduction to the table summarizing the violations of human rights, the basic rules of international humanitarian law and environmental protection standards in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo.....	30
VI. Outlook for the future .....	31
Table summarizing the massive violations of human rights, the basic rules of international humanitarian law and environmental protection standards committed in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo covering the period from 6 November 1998 to 15 April 1999 ....	36
<u>Annex I.</u> List of names of persons murdered at Makobola and other killings reported in Sud-Kivu.....	75
<u>Annex II.</u> List of the most endangered species and other species at serious risk established by the Washington Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) of 3 March 1973.....	98
<u>Annex III.</u> Photos of the Park Ranger on duty at Virunga National Park and the bombing of the Rwindi station, as well as Park flora and fauna; Photo showing the arm of a child whose left arm was blown off by a bomb explosion.....	100

## NATIONAL PARKS UNDER THREAT IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO



In the Democratic Republic of the Congo itself and elsewhere it is frequently proclaimed that the country's geological and mining situation is a disaster. What is overlooked is that its environmental situation is also a disaster, as the above photo shows.

A national park is a territorial area established by the State with the purpose of conserving and protecting all animal, bird and insect species as well as all flora found in the park.



The Democratic Republic of the Congo has seven national parks, of which five have been declared the common heritage of mankind:

- Virunga (Nord-Kivu)
- Kahuzi-Biega (Sud-Kivu)
- Garamba (Orientale province)
- Kundelungu and Upemba (Katanga)
- Maiko (Orientale province)
- North and South Salonga (Équateur, Kasai and Bandundu)

The Efulu Wildlife Reserve is also the common heritage of mankind. It is of particular importance among the national tourist resources and is home to several thousand okapi, an indigenous species found only in the Democratic Republic of the Congo. The white rhinoceros is also found only in our country. Unfortunately, these animals are being decimated by the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition and their Congolese accomplices, which hunt them for their horns; these sell for more than US\$ 300,000 apiece on the international market, since they are used to make products which are in great demand in Asia.

The reserves, parks and preserves together account for 8 per cent of the country's total surface area, i.e. 180,000 square kilometres.

## FOREWORD

In the first volume of the white paper, the Ministry of Human Rights concentrated on the massive violations of human rights and of the basic rules of international humanitarian law by the aggressor countries (Uganda, Rwanda and Burundi) in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo.

The second volume, after condemning the continuation and escalation of the above-mentioned violations, deals with the numerous serious instances of damage to the environment, the common heritage of mankind.

It is hardly necessary to recall here that one of the fundamental principles set forth in the Stockholm Declaration of 1972, which was referred to in the World Charter for Nature of 1982 and at the United Nations Conference on Environment and Development in 1992 (Earth Summit), requires that the natural resources of the earth, and especially representative samples of natural ecosystems, must be safeguarded for the benefit of present and future generations. This being so, it is difficult to understand the silence of the institutions which are supposed to protect nature, the United Nations Environment Programme (UNEP) and various non-governmental organizations, in the face of the despoliation and plundering of the environment by the aggressor States, particularly as certain rare endemic species such as the okapi are to be found only in the Congolese biotope. Our hope is that all these institutions lose no time in shaking off their lethargy and denouncing such wrongdoing, following the example of the Security Council, which used volume I of the white paper as an official document (S/1999/205) during the debate which culminated in the unanimous adoption of resolution 1234 (1999) at the Council's 3993rd meeting, on 9 April 1999.

On behalf of the Ministry of Human Rights I should like to express deep appreciation to the Ministry of Land Use Management, the Environment and Conservation of Nature, Fisheries and Forests and to the Congolese Institute for the Conservation of Nature (ICCN) as well as to the Ministry of Mines for having provided, in a spirit of partnership, the documents required for the preparation of this study.

Lastly, the Ministry of Human Rights wishes to convey its deep appreciation to the various non-governmental human rights organizations and to individuals who, in one way or another, contributed to the preparation of this second volume of the white paper. May it be of benefit to all mankind and to all States that are committed to peace and justice!

Léonard SHE OKITUNDU  
Minister for Human Rights



The photograph on the left shows eloquently that Rwanda, Uganda and Burundi care nothing for the environment, which is a factor of peace and of development. The Rio Declaration on Environment and Development supports Agenda 21 by setting out the rights and responsibilities of States on these matters. One of the fundamental principles it sets forth emphasizes that States have the sovereign right to exploit their own resources but not to cause damage to the environment of other States. Article 2, paragraph 4, of the 1973 Washington Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES) follows the same line.

The photograph on the right shows a mountain gorilla appealing for protection against the effects of the war unjustly imposed on the Democratic Republic of the Congo by the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition.

Soldiers of the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition and their accomplices killed the country's most famous gorilla, Maheshe. Its remains were taken back to the country of Paul Kagame. Another equally famous gorilla at the Virunga National Park, Ninja, was slaughtered in the same way, while yet another, Mushamuka, was killed in the Kahuzi-Biega Park. The Congolese people says no to these criminal and barbarous acts. The Democratic Republic of the Congo calls on UNEP, the world's leading authority on environmental issues, to set up a committee to assess the damage to the fauna and flora of the Democratic Republic of the Congo as it did in the Balkans (the former Yugoslavia). What is the reason for this policy of double standards?

1. As part of an effort to make both national and international public opinion aware of the massive violations of human rights, the basic rules of international humanitarian law and environmental protection standards, the Government of National Salvation, through the Ministry of Human Rights, has taken the initiative of issuing periodic publications which provide a summary account of the conduct of the aggressor States of the Democratic Republic of the Congo.

2. The violations reported amply demonstrate that the Rwandan, Ugandan and Burundian aggressors against the Democratic Republic of the Congo have no intention of disarming in the near future. Their machiavellian actions form part of a plan for the destabilization of the Congolese State and of the Government of National Salvation under His Excellency M'zee Laurent-Désiré Kabila.

3. Thus this second volume of the white paper has the virtue not only of condemning the massive violations of human rights and of the basic rules of international humanitarian law, as volume I did, but also of highlighting the serious damage done to the fauna and flora of the Democratic Republic of the Congo in defiance of international environmental standards.<sup>1</sup> It should be noted that the environment is the heritage of all peoples of the world; it is a factor not only of peace but also of development.

4. The desire to provide legal and material protection for the entire biosphere was expressed by the Stockholm Conference convened by General Assembly resolution 2398 (XXIII) of 3 December 1968, which produced the 1972 Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment.<sup>2</sup>

5. One of the essential principles of the Stockholm Declaration is the one which proclaims, as a new human right, the fundamental right to freedom, equality and adequate conditions of life in an environment of a quality that permits a life of dignity and well-being (principle 1).

6. The Declaration also states the principle of the international responsibility of States for protection of the environment: "States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the principles of international law, the sovereign right to exploit their own resources pursuant to their own environmental policies, and the responsibility to ensure that activities within their jurisdiction or control do not cause damage to the environment of other States or of areas beyond the limits of national jurisdiction" (principle 21).

7. It should be noted that in 1983 the United Nations established the World Commission on Environment and Development whose work brought about a new understanding of and sense of urgency to the need for development that was beneficial both for the environment and for the well-being of people everywhere.<sup>3</sup>

8. Increasingly, environmental degradation - which had been seen as a side effect of industrial pollution in the wealthier nations - was understood to be an issue which threatened the developing nations as well.

9. Led by Ms. Gro Harlem Bruntland, of Norway, the Commission put forward in its 1987 report to the General Assembly the concept of sustainable development, an alternative approach to one based solely on economic growth - one "which meets the needs of the present without compromising the ability of future generations to meet their own needs".

10. After considering the report, the General Assembly convened the United Nations Conference on Environment and Development at Rio de Janeiro in 1992, which became known as the Earth Summit.

11. The primary goals of the Conference were to agree on an approach to development that would protect the environment while ensuring economic development, and to lay the foundation for a global partnership between the developing and the more industrialized countries, based on mutual needs and common interests, to ensure a healthy future for the planet. Today, awareness of the need to support and sustain the environment is reflected in virtually all areas of the work of the United Nations.

12. The Governments attending the United Nations Conference on Environment and Development took a historic step in adopting Agenda 21, a comprehensive plan for global action in all areas of sustainable development. In addition to Agenda 21, which by seeking to meet the needs of all peoples addresses both environment and development goals, the Summit adopted the Rio Declaration on Environment and Development, which defines the rights and responsibilities of States, and the Statement of Forest Principles, guidelines for the sustainable development of forests worldwide.

13. In the same context, two legally binding conventions, one on climate change (in force since 1994) and the other on biological diversity (in force since 1993), were negotiated during the period preceding the Summit and opened for signature in Rio de Janeiro. Biodiversity, in other words the diversity of plant and animal species, is essential to human survival.

14. The objectives of the Convention on Biological Diversity, which was signed by 172 States, were the protection and preservation of the vast range of animal and plant species and of their habitat. The Convention binds States to conserve biodiversity, to guarantee its sustainable development and to ensure the just and equitable sharing of the benefits arising from the utilization of genetic resources.

15. The Government of National Salvation draws the attention of the international community to the fact that the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition, acting with impunity, is looting and destroying our protected areas and the habitats intended to preserve our endemic species, inter alia, the white rhinoceros, the okapi, the elephant and the mountain gorilla. Endangered species are also protected by the 1973 Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES),<sup>4</sup> which is administered by

UNEP, the leading world authority on matters relating to the protection and improvement of the environment.

16. It should also be pointed out that the aggressor States are violating relevant provisions of the African Charter on Human and Peoples' Rights of 1981, specifically article 21, paragraph 1, thereof, which reads as follows: "All peoples shall freely dispose of their wealth and natural resources. This right shall be exercised in the exclusive interest of the people. In no case shall a people be deprived of it."

17. Unfortunately, Rwanda, Uganda and Burundi are pillaging and looting our raw materials (gold and diamonds) with impunity, in disregard of the relevant provisions of the Charter of the United Nations, the International Bill of Human Rights, the Charter of the Organization of African Unity and the African Charter on Human and Peoples' Rights.

18. Having regard to principle 1 of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, the Government of National Salvation wonders whether the Congolese victims of the above-mentioned attacks on the environment are enjoying adequate conditions of life and an environment of a quality that permits a life of dignity and well-being.

19. The Democratic Republic of the Congo, which is anxious to fulfil its international commitments, finds itself unable, whether it likes it or not, to fully implement the first part of principle 21 of that same Stockholm Declaration because of the aggression of which it is the target. According to that principle, States have, in accordance with the Charter of the United Nations and the principles of international law, the sovereign right to exploit their own resources pursuant to their own environmental policies.

20. Because of the aggression of which it is the target, particularly the occupation of its territory by the armies of Rwanda, Uganda and Burundi, the Democratic Republic of the Congo is unable to implement article 24 of the African Charter on Human and Peoples' Rights which states that: "all peoples shall have the right to a general satisfactory environment favourable to their development".

21. The Democratic Republic of the Congo wishes to remind the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition that it is now recognized that all the elements of the environment (air, water, soil, natural resources, fauna and flora), whether under national jurisdiction or in international spaces, must be protected in the interest of present and future generations because they are the irreplaceable heritage of all peoples of the world and must be preserved for the good of humanity<sup>5</sup> (United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) Convention concerning the Protection of the World Cultural and Natural Heritage, 23 November 1972).

22. It is deplorable to note that our aggressors are engaging daily in gross and systematic violations of the fundamental rules and principles of environmental law in the occupied territories in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo, pillaging and destroying the fauna and flora of the Virunga, Garamba and Kahuzi-Biega National Parks for commercial profit.<sup>6</sup>

23. International traffic in wild fauna and flora amounts to billions of dollars each year and is responsible for the tremendous drop in the numbers of many animal and plant species. For the benefit of national and international public opinion, the Ministry of Human Rights, in collaboration with the Ministry of Land Use Management, the Environment and Conservation of Nature, Fisheries and Forests, has calculated what this has cost the Democratic Republic of the Congo in terms of loss of earnings from July 1997 to date.

24. The Democratic Republic of the Congo invites UNESCO, which has classified some of our parks as part of the common heritage of mankind, the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the International Union for the Conservation of Nature and Natural Resources - World Conservation Union (IUCN), UNEP and the World Wildlife Fund to strongly condemn the attacks on the environment being perpetrated by the aggressor States and to put pressure on them so as to secure their immediate and unconditional withdrawal from the protected areas.

25. Contrary to what the aggressors are doing in the occupied territories, where civilians, including vulnerable persons, are massacred, raped, tortured, deported and robbed of their personal possessions and property, the Government of National Salvation, mindful of its international commitments, is protecting Rwandan, Ugandan and Burundian Tutsis in appropriate sites. Officials from the Office of the United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) and the International Committee of the Red Cross (ICRC) visit them regularly and question them, without witnesses, to make sure that the protection accorded them by the Government of National Salvation is, indeed, effective.

26. It should be remembered that, since the Charter of the United Nations was adopted on 26 June 1945, war has been outlawed as a means of conducting the national policy of a State. War in itself is a clear violation of human rights. Relations between present-day States are supposed to be peaceful and to reflect the renunciation by those States of the use of force as a means of securing the execution of commitments undertaken at the international level.

27. It is also worth recalling the principle of respect for the territorial integrity of States and the principle of the non-use of force contained in General Assembly resolution 2625 (XXV) of 24 October 1970, better known as the Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Cooperation among States in accordance with the Charter of the United Nations. These are principles of customary international law, most - if not all - of which are regularly reaffirmed in treaties or unilaterally. They must be observed by all States, whether they are members of the United Nations or not.

28. It follows from the above that volume II of the white paper will comprise the following sections: (I) the Makobola and Kamituga massacres in the light of international humanitarian law; (II) the fiftieth anniversary of the Geneva Conventions of 12 August 1949 and the additional Protocols thereto of 1977 viewed in the context of the armed conflict in the Democratic Republic of the Congo; (III) serious attacks on the fauna and flora in the occupied territories in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo; (IV) the illegal traffic in mining resources (including gold and diamonds) and forest resources (wood and coffee) in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo by



the aggressors; (V) presentation of a table summarizing the human rights violations in the eastern provinces; and (VI) the outlook for the future.

#### I. THE MAKOBOLA, KAMITUGA, NGWESHE AND BURHINYI MASSACRES

29. At a time when the international community as a whole and the Democratic Republic of the Congo in particular were celebrating the feast of Saint Sylvester in the first hours of 1999, the blood of the peaceful civilian population of Makobola was flowing freely because of the massacres perpetrated by the Tutsi in command of the rebel movement in the Democratic Republic of the Congo.

30. It has been pointed out that Mr. Bizimana Karaha, one of the recognized leaders of the Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), was present while those criminal and barbaric acts were being committed. Moreover, Mr. Karaha has admitted as much.

31. The death toll in this killing, or rather slaughter, was more than 615 civilians murdered in a cowardly fashion. Most of these persons were in the vulnerable category.<sup>7</sup> One can only wonder at this juncture what real motives and political and legal gains prompted officials of the Rassemblement Congolais pour la Démocratie, who are controlled by Rwanda and Uganda, to engage in such a bloodbath.

32. Any informed observer of the war which has been thrust upon the Congolese people since August 1998 can see that the Tutsi aggressors often play games and pretend that they are being victimized in order to win the international community's sympathy and compassion. The purpose of the Makobola massacre was to pin the blame for that criminal act on the regular forces of the Congolese Armed Forces and on their supreme commander, M'zee Laurent-Désiré Kabila, as was done recently in the slaughter of six Western tourists in Uganda; people have sought to blame that on the Congolese State, ignoring the fact that that crime was committed in territories occupied and controlled by the aggressor States and their RCD and Mouvement de Libération du Congo (MLC) agents.

33. It is regrettable to note that the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition continues to violate with impunity the relevant provisions of the Geneva Conventions of 12 August 1949 on international humanitarian law, the fiftieth anniversary of which the international community is preparing to celebrate on 12 August 1999, just as it celebrated the fiftieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights of 10 December 1948.

34. The Makobola massacre - which was denounced by the Missionary Service News Agency (MISNA), a Rome-based news service known to all observers of international events as an independent body - violates the relevant provisions of article 51 of Protocol I relating to the protection of victims of international armed conflicts and article 33 of the Fourth Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War, which prohibits reprisals against protected persons and their property.

35. Moreover, all things being equal, the Kamituga, Ngweshe and Burhinyi massacres fit into the same scheme as the Makobola massacre, the common denominator being that they violate the provisions of article 40 of the Protocol additional to the Geneva Conventions, which relates to quarter.<sup>8</sup>

36. According to the Human Rights Watch report, in addition to the events which took place at Kasika, there are other massacres which should be investigated, including those which took place in the Makobola region in Sud-Kivu. The authorities of the Rassemblement Démocratique Congolais and those of the Governments of Rwanda, Uganda and Burundi must order their military forces present in the Congo to cooperate with the organizations responsible for conducting these investigations and punishing the guilty.<sup>9</sup>

37. The basis in international humanitarian law for international "public action" to ensure observance of the rules and values which are essential to the international community is article 1 common to the four Geneva Conventions, which requires all States parties not only to abide by those Conventions but also to ensure that they are observed.

38. States that commit human rights violations cannot cite the principle of "non-interference in the internal affairs" of a State that is a member of the international community for the simple reason that this is a matter which is part of jus cogens (peremptory international law). As was noted by the colloquium of jurists which met in Le Mans, the obligation to respect human rights is incumbent on all States vis-à-vis the international community as a whole, and all States have a legal interest in protecting human rights.<sup>10</sup>

39. With this in mind, the Democratic Republic of the Congo brought emergency proceedings before the African Commission on Human and Peoples' Rights under article 49 of the African Charter on Human and Peoples' Rights of 28 June 1981.

40. In its submissions, the Democratic Republic of the Congo asks the Commission:

1. To establish that relevant provisions of the International Bill of Human Rights and of the African Charter on Human and Peoples' Rights have been violated;
2. To condemn the aggression against the Democratic Republic of the Congo which is resulting in serious violations of the human rights of the peaceful Congolese people;
3. To send a commission of inquiry to the field in order to establish the barbaric nature of the aggressors' actions;
4. To demand the unconditional withdrawal of the aggressor troops from Congolese territory so as to put an end to the serious and gross violations of human rights;
5. To demand just reparation from the aggressor countries for the damage caused and for the acts of looting;

6. To indicate appropriate measures to punish the perpetrators of war crimes and crimes against humanity committed on Congolese territory.

41. The Democratic Republic of the Congo is pleased to see that the United Nations Security Council has shaken off its lethargy and that on 9 April 1999 it adopted resolution 1234 (1999) concerning the situation of war prevailing in its territory whereby the Council condemned all massacres carried out there. The Democratic Republic of the Congo also supports the Council's call for an international investigation into all such events, including those massacres in Sud-Kivu province, with a view to bringing to justice those responsible.<sup>11</sup>

42. The Government of National Salvation and the Congolese people as a whole would have liked the Security Council to clearly name the Rwandan-Ugandan-Burundian aggressors so as to discourage those States from pursuing their activities which constitute an infringement of the guiding principles cited in Article 2 of the Charter of the United Nations. These principles have become jus cogens and must therefore be respected by all States without exception.

43. The Democratic Republic of the Congo is a peace-loving and justice-loving State which is anxious to pursue a policy of good-neighbourliness with the nine States that surround it, and it regrets the bellicose and irredentist statements made by Paul Kagame, Vice-President and Minister of Defence of Rwanda, who stated, inter alia, that he would pursue the war in the Democratic Republic of the Congo with or without the support of the "rebel movement" which he is actively supporting.

44. Such bellicose statements violate General Assembly resolution 2625 (XXV) of 24 October 1970, which contains the Declaration on Principles of International Law concerning Friendly Relations and Cooperation among States in accordance with the Charter of the United Nations, since under the latter, Member States have the duty "to refrain from propaganda for wars of aggression" and "to refrain from organizing or encouraging the organization of irregular forces or armed bands". The International Covenant on Civil and Political Rights likewise prohibits, in article 20, any propaganda for war.

45. In fact, we are witnessing a policy and practice of "State terrorism" which General Assembly resolution 39/159 of 17 December 1984, concerning the inadmissibility of the policy of State terrorism and any actions by States aimed at undermining the socio-political system in other sovereign States, resolutely condemns as a method of dealing with other States and peoples.

46. For its part, the Democratic Republic of the Congo wishes to underscore that States have a duty to cooperate with one another in the maintenance of international peace and security.

II. THE GENEVA CONVENTIONS OF 12 AUGUST 1949 AND THE ADDITIONAL PROTOCOLS OF 1977 VIEWED IN THE CONTEXT OF THE ARMED CONFLICT IN THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

47. The forthcoming fiftieth anniversary of the Geneva Conventions of 12 August 1949 which deal with international humanitarian law provides an opportunity for States which have signed and become party to the Conventions to reflect upon the degree of applicability of the provisions governing conduct of hostilities and respect for the civilian population, including vulnerable persons considered as non-combatants.

48. The Geneva Conventions and the 1977 Protocols additional thereto are common property which can be invoked in particular circumstances and which must be widely publicized both in specialized circles and among the general public.<sup>12</sup>

49. It should be pointed out that the main sources of international humanitarian law are the Geneva Conventions and the Protocols additional thereto. There are four Geneva Conventions adopted on 12 August 1949, namely:

- The Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armed Forces in the Field (First Convention);
- The Geneva Convention for the Amelioration of the Condition of Wounded, Sick and Shipwrecked Members of Armed Forces at Sea (Second Convention);
- The Geneva Convention relative to the Treatment of Prisoners of War (Third Convention); and
- The Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War (Fourth Convention).

50. These Conventions apply in time of war, regardless of whether or not the armed conflict is international. In 1977, these four Conventions were supplemented by two protocols, Protocol I relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts and Protocol II relating to the Protection of Victims of Non-international Armed Conflicts.

51. The task of seeing to the implementation and development of international humanitarian law fell to ICRC. The Committee is a non-governmental organization which States parties to the Geneva Conventions and to the Protocols additional thereto have entrusted with the special responsibility of monitoring, investigating and protecting victims of armed conflicts.

52. In order for international humanitarian law to cease being a dream and become a reality all States which have ratified the Conventions must adhere to the spirit and letter of these instruments. Let us no longer have, in the world arena, some States which are exempted from their obligations and others which are required to honour theirs.

53. In the context of the war that has been thrust upon the Democratic Republic of the Congo by the Rwandan-Ugandan-Burundian aggressors, the Democratic Republic of the Congo is endeavouring to respect its international obligations. Desiring to abide by the Fourth Geneva Convention and without demanding reciprocity, on 12 August 1998, the Government of National Salvation established an interdepartmental commission for humanitarian questions in an effort to ensure the protection of individuals belonging to the Tutsi ethnic group who are being housed in various shelters both in Kinshasa and in Katanga province. These individuals are not prisoners; but they are being held in those sites for their own security. ICRC is free to visit them whenever it wishes.

54. In several cases, for example in the taking of Matadi, although air strikes (bombarding) would have been the quickest solution, the Government refused to go that route so as not to damage civilian property and also so as not to harm civilians. Abiding by article 33 of the Fourth Geneva Convention, the Democratic Republic of the Congo has never engaged in reprisals against the Tutsi population who are being protected at various sites, even though the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition was carrying out massacres in the eastern part of the country.

55. The Democratic Republic of the Congo has always set itself the duty of making a distinction between combatants and non-combatants. Similarly, even when popular discontent was at its height, the Congolese people never engaged in such behaviour as disembowelling pregnant women, smashing the heads of newborn babies against walls or pounding babies in mortars. This has been common practice among the aggressors, who are accustomed to a genocidal culture.

56. Implementing international humanitarian law requires the involvement of governmental and non-governmental bodies, experts in various fields and political will. In the case of the Democratic Republic of the Congo, this political will was demonstrated at the time of the celebration of the fiftieth anniversary of the Universal Declaration of Human Rights. The Minister of Human Rights, in collaboration with the office of the United Nations High Commissioner for Human Rights in the Democratic Republic of the Congo organized training seminars in academic institutions and non-governmental human rights organizations and among magistrates, police officers and the media. The main goal was to provide all participants with sufficient training in the area of human rights and international humanitarian law.

57. Similarly, the Democratic Republic of the Congo wishes to take the opportunity offered by the fiftieth anniversary of the Geneva Conventions of 12 August 1949 to conduct a campaign, in collaboration with ICRC, to educate the public about international humanitarian law so as to promote lofty ideas appropriate for people who value peace and justice.

58. The Machiavellian Rwandan-Ugandan-Burundian coalition, on the other hand, is waging this war of aggression with complete disregard for the rules of international humanitarian law. Even though they are signatories to the four Geneva Conventions and the two Protocols additional thereto, these aggressor States and their accomplices are making no effort to fulfil the international obligations which they undertook when ratifying these instruments. It should also be pointed out that gross violations of the basic rules of international

humanitarian law have repeatedly been observed in the camp of the aggressors. The latter make no distinction between combatants and non-combatants, attack civilian property and military targets indiscriminately, are known for their treachery and have a special predilection in their destructive work for vulnerable persons.

59. The aggressors also attack the property of international organizations, hospitals, places of worship, protected species and goods that are essential to the survival of the population. There is no doubt but that their action is a complete negation of the rules of international humanitarian law and particularly of the Fourth Geneva Convention. They engage in unlawful exploitation of minerals, wood and coffee; entire factories are dismantled; their activities in the eastern part of the country are akin to orchestrated pillage, which is prohibited under article 33 of the Fourth Geneva Convention. The occupied territories are filled with mass graves, testifying to numerous massacres perpetrated in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo. They publicly execute prisoners of war after subjecting them to dreadful torture, in flagrant violation of the Third Geneva Convention relative to the Protection of Prisoners of War.

### III. SERIOUS DAMAGE DONE BY THE RWANDAN, UGANDAN AND BURUNDIAN AGGRESSORS TO THE FLORA AND FAUNA IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

60. The United Nations Conference on the Human Environment held in Stockholm from 5 to 16 June 1972 concluded with a declaration setting out certain principles that still govern efforts to formulate international environmental law.<sup>13</sup> Of particular note is the close link between human rights and protection of the environment established in principle 1 of that Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, which states that "man has the fundamental right to freedom, equality and adequate conditions of life, in an environment of a quality that permits a life of dignity and well-being".

61. The Rio Declaration on Environment and Development supports Agenda 21 by defining the rights and responsibilities of States with regard to environmental issues. It sets out, inter alia, the following principles:

- Human beings are at the centre of concerns for sustainable development;
- They are entitled to a healthy and productive life in harmony with nature;
- States have the right to exploit their own resources but not to cause damage to the environment of other States.

In this connection, the Government of National Salvation invites the international community to point out to the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition that it must conform to this last relevant principle of the Rio Declaration.

62. Human beings bear, moreover, a solemn responsibility to protect and improve the environment for present and future generations. Accordingly, five of our sites have been declared "world heritage sites", namely, the Garamba, Virunga, Maiko, Kahuzi-Biega and Upemba National Parks.

1.1. On-site conditions in the protected areas under occupation

63. The Government of National Salvation and the Congolese people strongly denounce the endangering of our protected areas and our national heritage as a whole as a result of the ongoing aggression against the Democratic Republic of the Congo. By violating and destroying our protected areas, the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition is also infringing human rights.

64. Article 25 of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights states that "Nothing in the present Covenant shall be interpreted as impairing the inherent right of all peoples to enjoy and utilize fully and freely their natural wealth and resources".

65. It is necessary to remind the aggressors that, like the first generation of human rights comprising civil and political rights and the second generation comprising economic, social and cultural rights, the right to peace and the right to a sound environment are now third-generation rights. The Democratic Republic of the Congo therefore invites the international community and the international agencies involved in promoting and protecting human rights to exert pressure on the aggressor Governments to put an immediate halt to their depredation of the flora and fauna of its territory.

66. The geographic situation of our parks, game preserves and associated reserves leaves our flora and fauna dangerously exposed to enemy incursions and poaching inroads that often reach critical levels, raising the possibility that we will see our rare species become extinct.

67. This is confirmed by shocking reports of the devastated condition of our parks and reserves under the occupation of aggressor troops in the provinces of Sud-Kivu, Nord-Kivu, Orientale and Maniema. Specifically, there have been widespread massacres, the malicious destruction of our ecosystems, flora and fauna, the removal to Rwanda and Uganda of our okapi, rhinoceros and mountain gorillas, all of them rare species that belong to the common heritage of mankind. What we are witnessing is a veritable, deliberately induced ecological catastrophe that amounts to "ecocide".

68. Before the war, our protected northern white rhinoceros population numbered about 24, of which 9 were adult females, 8 were adult males, 2 juvenile females, 2 juvenile males and 3 babies. It is reported also that the invaders are virtually wiping out elephant, hippopotamus, buffalo and antelope herds in the Kahuzi-Biega, Virunga, Maiko and Garamba National Parks.

69. The Ministry of Human Rights, in collaboration with the Congolese Institute for the Conservation of Nature (ICCN) hereby brings to the attention of the public, both nationally and internationally, the following account of the situation in the protected areas since 2 August 1998.

A. Garamba National Park and adjacent reserves

70. A number of the rebel troops of the Sudan People's Liberation Army (SPLA) who were used by the aggressors in capturing the town of Dingu never returned to the Sudan. Most of them have set themselves up in the Catholic mission in Duru and the patrol posts comprising the Park Guard Post at Bagbele and Tekadje, and in the villages around the Park. They reopened their poaching camps known as Africa Moto and Okuma Mafi even though they had been destroyed in 1997 by the Congolese Armed Forces. The SPLA troops are thus placing unprecedented pressure on the animal life in Garamba National Park. The population of the Park's star species, the northern white rhinoceros, which had risen to 31, is now endangered. Just last February, one rhinoceros was killed by poachers.

71. It is appropriate to remind our attackers, especially Uganda and also, in this case, the Sudan,<sup>14</sup> that the Democratic Republic of the Congo, Uganda and the Sudan concluded the Khartoum Protocol of Understanding of 24 January 1982 on the conservation of common natural resources, which deals especially with protected migratory species of wildlife that circulate among the three States. That Protocol of Understanding was concluded pursuant to the 1973 Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES), and led to the regulation of trade in ivory and rhinoceros horn and of removal of species such as tortoises and crocodiles. Consequently, the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition has an international responsibility in that regard under the CITES Convention.

B. Virunga National Park and Rutshuru Game Preserve

72. The Rwindi station, the administrative headquarters of the central sector of the Park where a luxury hotel stood, has again been destroyed. This criminal behaviour contravenes article 53 of the Fourth Geneva Convention, which prohibits the destruction by an Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons, or to the State, or to other organizations. Moreover, regular attacks have forced most of the guards to abandon their posts. The few guards who have remained with the conservator are living there alone without their families.

73. In January 1999, three guards returning from the market were killed in an ambush laid by the aggressors. In addition, 15 persons have secured illegal land rights for the development of over 1,700 hectares in the Park; some of those irregular concessions encompass the Kasirusiru and Mulume-Munene patrol posts. These actions are violations, respectively, of article 3 of the Universal Declaration of Human Rights, article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights and article 32 of the Fourth Geneva Convention, and they systematically violate General Assembly resolution 1803 (XVII) of 14 December 1962 on permanent sovereignty over natural resources.

C. Maiko National Park and the Bili-Uere, Maikapenge, Rubitele and Luama Game Preserves

74. The administrators of the Congolese Institute for the Conservation of Nature (ICCN) have been unable to obtain any reliable information, given the ongoing war. Nevertheless, in view of the exceptional biological value of the



protected areas under occupation, international non-governmental organizations dealing with nature conservancy continue to provide, from a distance, logistical support (rations, medicines) and financial support (incentive awards) in those areas. The organizations involved are the World Wide Fund for Nature and the International Rhino Foundation in the case of Garamba National Park and the Wildlife Conservation Society and Gilman Investment Company in the case of the okapi wildlife reserve.

#### 1.2. Consequences of the situation described

75. It should be noted that until 1991, before the organized pillage by the previous regime, 90 per cent of ICCN revenue came from the Virunga and Kahuzi-Biega National Parks, through organized visits to the mountain gorillas (ecotourism) and the related fees. Park revenues in that period were as high as US\$ 70,000 a month. At present, the destruction of infrastructure in the two parks, the loss of all work materials and the prevailing lack of safety in the eastern part of the country have reduced the Institute's income to zero.

76. The loss of earnings affects other sectors as well, such as hotel management, local crafts and the treasury, which should be collecting entry visa fees from tourists. Under the circumstances, the responsibility must be laid squarely on the States committing aggression against the Democratic Republic of the Congo.

#### 1.3. Responsibility for environmental damage to the flora and fauna of the Democratic Republic of the Congo by the Rwandan, Ugandan and Burundian aggressors and their accomplices

77. As indicated earlier, regardless of the outcome of the war declared on the Democratic Republic of the Congo by Rwanda, Uganda and Burundi, there is no way to camouflage the international responsibility of these three States, especially in the environmental sphere, given the damage to the Congolese State caused by their criminal behaviour. It should be noted that nations have promulgated international, regional and national environmental norms, such as the World Charter for Nature adopted and solemnly proclaimed in General Assembly resolution 37/7 of 28 October 1982. The fourth preambular paragraph of the Charter states that "competition for scarce resources creates conflicts, whereas the conservation of nature and natural resources contributes to justice and the maintenance of peace and cannot be achieved until mankind learns to live in peace and to forsake war and armaments". There is not the slightest doubt that Rwanda, Uganda and Burundi, as States Members of the United Nations, must respect international, regional and local environmental norms.

78. Among the principles set out in that 1982 World Charter for Nature that have been violated by the aggressors are the following:

- Nature shall be respected and its essential processes shall not be impaired;

- The genetic viability on the earth shall not be compromised; the population levels of all life forms, wild and domesticated, must be at least sufficient for their survival, and to this end necessary habitats shall be safeguarded;
- Nature shall be secured against degradation caused by warfare or other hostile activities.

79. In addition to the World Charter for Nature, the aggressors have also violated provisions of international humanitarian law on the environment, in particular:

- Article 35, paragraphs 1 and 3, of the Protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, and relating to the protection of victims of international armed conflicts (Protocol I);
- Article 55 of Protocol I, which provides for the protection of the natural environment.<sup>15</sup>

80. In the cultural realm, the General Conference of UNESCO, by adopting the Convention for the protection of the world cultural and natural heritage of 23 November 1972, sought to link culture and nature. Accordingly, the Democratic Republic of the Congo most strongly condemns the destruction of our national parks which have been designated world heritage sites. Given the events and legal provisions cited above, is it not possible to attribute to the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition some sort of international responsibility with regard to the environment in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo?

81. The failure to comply with environmental norms can cause ecological damage for which a State, the user or the author of the damage is held responsible.

82. According to the classic definition, international responsibility is the legal consequence of the breach of an obligation established by virtue of a norm of international law; it obligates the State which is the author of the wrongful act to make reparation for the injury caused.

83. Generally speaking, international responsibility comes into play when there has been a violation of international law or the commission of an internationally wrongful act (an action, omission or deliberate failure to act), the violation or conduct is attributable to a subject of international law and there is a victim who has sustained individualized and direct injury (material and/or moral).

84. In the present case, all the elements are present, enabling us to impute responsibility to Rwanda, Uganda and Burundi in their war of aggression against the Democratic Republic of the Congo. The aggressor countries have committed clear violations under the terms of international law: acts of aggression, violations of the sovereignty and territorial integrity of a State Member of the United Nations and a member of the Organization of African Unity, violation of basic rules and principles of international humanitarian law, massive violations

of fundamental individual rights and violations of provisions of international environmental law.

85. The Geneva Conventions of 12 August 1949 and their additional Protocols on international humanitarian law are being violated daily by the aggressor countries, in particular the provisions governing environmental law (Protocol I, art. 35, paras. 1 and 3, and art. 55).

86. Furthermore, as article 19, paragraph 2, of the draft articles on State responsibility of the International Law Commission stipulates, any "internationally wrongful act which results from the breach by the State of an international obligation so essential for the protection of fundamental interests of the international community that its breach is recognized as a crime by that community as a whole" constitutes an international crime. Article 19, paragraph 3, includes a list of international crimes, among them aggression, the maintenance by force of colonial domination, slavery, genocide, apartheid and, specifically, serious harm to the environment.

1.4. Estimated cost of the war damage (in US dollars)

Table 1. To the national parks

Damage to parks	Deforestation	Killing of fauna	Loss of revenue from tourism	Other ecological damage	Subtotal
Virunga National Park	34 104 000	139 338 000	5 075 000	21 291 600	199 808 600
Kahuzi-Biega National Park	11 368 000	11 368 000	2 450 000	8 124 600	33 310 600
Garamba National Park	-	19 220 000	2 500 000	3 966 600	25 686 600
Partial total	45 472 000	169 926 000	10 025 000	33 382 800	258 805 800

Table 2. To the environment in general

	Security services	Replacement of drainage infrastructures	Control of zoonoses and veterinary medical surveillance
Sud-Kivu Bukavu	8 500 000	15 000 000	± 2 000 000
Nord-Kivu/Goma	8 500 000	15 000 000	± 2 000 000
Assessment projects over a 2-year period	4 000 000	-	-
Partial total	21 000 000	30 000 000	55 000 000

TOTAL (table 1 and table 2): US\$ 313,805,800 (US\$ 258,805,800 + US\$ 55,000,000)

87. In view of the injury done to the Democratic Republic of the Congo as a result of the serious damage done to its flora and fauna by the aggressors and the loss of revenue resulting from the fraudulent mining and marketing of precious stones, the Government of National Salvation intends to apply to international tribunals, and particularly to the International Court of Justice, for compensation.

88. The environmental degradation in general and the destruction of renewable natural resources (flora and fauna) in the national parks as a consequence of the war are seriously wrongful acts. The costs estimated for purposes of compensation are in fact only the tip of the iceberg: the harm goes deeper and is harder to quantify.

#### IV. THE EXPLOITATION, SALE AND ILLEGAL TRAFFICKING IN MINING RESOURCES (GOLD AND DIAMONDS) IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO BY THE AGGRESSORS

89. The equal rights and self-determination of peoples constitute the fundamental principles governing relations among States.<sup>16</sup> It follows from these principles that no State may engage with impunity in the illegal and fraudulent exploitation and sale of the natural and mining resources of another State. In today's world, there is no independence without control of economic activity. This accounts for the emphasis currently placed on the economic component of sovereignty.<sup>17</sup>

90. It is clear that there are many economic motives for the war that is being unjustly waged against the Democratic Republic of the Congo by the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition. This was pertinently illustrated by the spokesman for the United States Department of State, Mr. Rubin, when he condemned the plundering of the wealth of the Democratic Republic of the Congo, chiefly

timber, gold and diamonds, by Rwanda and Uganda.<sup>18</sup> Multinational corporations such as Littlerock Mining Limited and Tenfield Holdings Limited are operating illicitly in Mongbau in Orientale province without having obtained duly authorized operating permits from the Government of National Salvation. This fraudulent trafficking in the gold and diamonds of the Democratic Republic of the Congo by the aggressors and their accomplices constitutes a flagrant violation of article 33, paragraph 2, of the Fourth Geneva Convention, which prohibits pillage, and of General Assembly resolution 1803 (XVII) of 14 December 1962, on permanent sovereignty over natural resources.

91. Similarly, it should also be noted that the 1974 Charter of Economic Rights and Duties of States recalls, in article 2, paragraph 1, that "Every State has and shall freely exercise full permanent sovereignty, including possession, use and disposal, over all its wealth, natural resources and economic activities". In this connection, the Government of National Salvation wishes to reaffirm through the Ministry of Human Rights its sovereignty over all its natural resources.

92. This war of aggression is aimed solely at blocking the democratic process in progress, impeding the Three-Year Plan for National Reconstruction and reactivating the hotbeds of smuggling and trafficking in drugs, precious substances (gold and diamonds) and other materials while also disrupting the infrastructure of the Democratic Republic of the Congo and preventing the recovery and growth of the national economy.

93. As for the economic infrastructure, and especially the factories at Bukavu, Bunia, Kisangani and Isiro, it has been dismantled and dispatched to Rwanda and Uganda. Did not President Musaveni in fact maintain before his Parliament that this was a profitable war! He has set his sights on Mbuji-Mayi and Katanga, not because these provinces are overflowing with Hutu rebels, but rather because they are the site of immeasurable mining wealth. It is easy to see that a statement like this is nothing more than a plan for the systematic pillaging of the mining resources of both Kasai and Katanga.

#### 2.1. The plundering of gold and diamonds by our aggressors

94. The international community should know that in the Democratic Republic of the Congo gold is exploited mainly in the eastern provinces, namely Orientale, Sud-Kivu, Maniema and Nord-Kivu. These provinces are currently occupied by the forces of aggression in defiance of the relevant provisions of international law in general and those of international humanitarian law and the International Bill of Human Rights in particular.

95. The Ministry of Human Rights, in collaboration with the Ministry of Mines and, in particular, the Centre national d'expertise (CNE), reports that the Centre has lost all contact with its branches in Bunia, Bukavu, Goma and Kindu because of the aggression.

Statistical analysis by the Centre national d'expertise (CNE) of gold exploitation over the past five years

Exploitation of gold in peacetime

Year	Kilograms	Value (in US dollars)
1994	717.121	7 022 897
1995	841.927	8 562 510
1996	248.243	2 416 259
1997	393.773	2 945 892
1998	1 151.457	9 549 852
Total	3 352.521	30 496 150

96. As can be observed, the analysis of gold exploitation over the past five years reveals an average annual figure of 670.504 kilograms valued at US\$ 6,092,230, giving a monthly average of 58.875 kilograms valued at US\$ 507,680.83.

Loss of income

97. Over the eight months of occupation, the National Treasury has lost 447 kilograms of gold worth US\$ 4,061,486.06. As for the 3-per-cent value added tax (VAT) the State has lost US\$ 121,844.58.

Statistical analysis of diamond exploitation

98. In the occupied territories, particularly Orientale province, diamonds are exploited on a small scale by local people, in spite of the laws governing the exploitation and sale of these precious stones. Before the war, the Kisangani branch of CNE had eight counters with 14 buyers on average.

99. Purchases during the first seven months of 1998 were estimated at 185,216.267 carats worth US\$ 2,161,176. The loss of income due to the war stands at:

- Carats: US\$ 26,459.464 x 8 months = US\$ 211,675.712
- Value: US\$ 2,161,176 x 8 months = US\$ 17,289,408
- VAT: US\$ 17,289,408 x 3 per cent = US\$ 518,682.24

100. Loss of earnings from export duty are US\$ 17,289,408 x 1.8 per cent, or US\$ 209,341. In terms of turnover tax, then, the treasury lost US\$ 43,871.87 ((US\$ 17,289,408 + US\$ 2,093,412) x 0.25 per cent).

101. The treasury is losing 101,604.33 Congolese francs, or US\$ 33,868.10, in scheduled contributions, which are calculated at 0.48 Congolese francs per carat. The eight buyers working in Kisangani would have had to pay the treasury US\$ 24,000 for the renewal of their visas. Losses in the diamond sector thus total US\$ 879,763.33, broken down as follows:

- VAT: US\$ 518,682.24
- Export duty: US\$ 259,341.12
- Turnover tax: US\$ 43,871.87
- Scheduled contributions: US\$ 33,868.10
- Visa fees: US\$ 24,000 for the mining sector.

102. Taking gold and diamonds together, total losses are on the order of US\$ 1,503,356.20, or US\$ 623,892.92 for gold and US\$ 879,763.33 for diamonds.

103. In light of these facts, it must be noted that the lust for wealth of some powers outside Africa, which do not hesitate to make use of certain African States, notably Rwanda, Uganda and Burundi, is not a new phenomenon. The latter States are simply acting as subcontractors in the execution of an international plot aimed at crushing the desire of the Democratic Republic of the Congo for autonomy and seizing its wealth.

104. The massacres which have taken place near some of the country's major centres have been caused by the wealth contained in the soil there. The Mwenga territory, for example, which consists of six chiefdoms, is one of the richest in Central Africa. The Kivu Mining and Industrial Company (SOMINKI) is an amalgamation of Cobelmin in Shabunda, Koretrin, Kundumines, Miluba, Menrya and MGL and extends over the following chiefdoms: Kamituga, Lufusha, Luhundja and Tungiza. SOMINKI was established for the purpose of the exploitation and chemical or metallurgical processing of tin, gold and associated ores. It is entirely owned by the Congolese State.

105. While international law advocates the permanent sovereignty of States over their natural resources, the Congolese State is the victim of violations not only of its territorial sovereignty, but also of its economic sovereignty.

106. By their actions, the aggressors are violating in particular the Congolese people's right to development, a right set out inter alia in the Declaration on the Right to Development adopted by the General Assembly on 4 December 1986 and in article 22 of the African Charter on Human and Peoples' Rights, which provides that all peoples shall have the right to their economic, social and cultural development. States also have the duty, individually or collectively, to ensure the exercise of the right to development.

107. Resolution 46 (III) of the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) characterized as a "flagrant violation" of the principles of the United Nations any political or economic measures or pressure brought to bear on the right of any country to freely dispose of its natural resources. General Assembly resolution 1514 (XV) of 14 December 1960, entitled "Declaration on the granting of independence to colonial countries and peoples", is a perfect illustration of this.

108. Article 1, paragraph 2 of the Charter of the United Nations stipulates that the purpose of the United Nations is "to develop friendly relations among nations based on respect for the principle of equal rights and self-determination of peoples, and to take other appropriate measures to strengthen universal peace".

109. Meanwhile, the African Charter on Human and Peoples' Rights of 28 June 1981, in article 21, paragraphs 1 and 5, provides that "all peoples shall freely dispose of their wealth and natural resources. This right shall be exercised in the exclusive interest of the people. In no case shall a people be deprived of it. States parties to the present Charter shall undertake to eliminate all forms of foreign economic exploitation particularly that practised by international monopolies so as to enable their peoples to fully benefit from the advantages derived from their national resources".

110. This principle of permanent sovereignty is fundamental and must be exercised in the interest of national development and the welfare of the population of the State concerned. For African States it constitutes one of the cornerstones of their rights. Indeed, they consider that a State is not sovereign if it cannot dispose fully and freely of its resources. If these resources are in foreign hands, the sovereignty of that State risks being entirely theoretical.

V. INTRODUCTION TO THE TABLE SUMMARIZING THE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS, THE BASIC RULES OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW AND ENVIRONMENTAL PROTECTION STANDARDS IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

111. The synoptic table appended to this document summarizes the very serious violations of the International Bill of Human Rights, the Geneva Conventions of 12 August 1949 and the additional Protocols thereto of 8 June 1977, the Charters of the United Nations and the Organization of African Unity (OAU), the African Charter on Human and Peoples' Rights and the relevant resolutions adopted by the organs of the United Nations, in particular General Assembly resolution 1803 (XVII) of 14 December 1962 on permanent sovereignty over natural resources.

112. The examples of the crimes perpetrated by the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition are sufficient proof that the aggressor States are committing gross atrocities against peaceable Congolese in Orientale, Nord-Kivu, Maniema, Sud-Kivu and Kalemie provinces on a daily basis.



113. The massacre perpetrated during the night of 31 December 1998-1 January 1999 in Makobola, the massacre of 15 March 1999 in Kamituga and those in Ngweshe and Burini in Sud-Kivu have one common denominator: the seizure and plundering of the wealth contained in the soil and subsoil of these territories, which abound with precious substances (diamonds and gold).

114. The main feature of the synoptic table is the linking of each incident or misdeed committed with the article violated and its substance. All three generations of human rights flouted by the aggressors have been highlighted. Although the table is merely illustrative, it contains ample testimony by one of the survivors of Kasika and by human rights non-governmental organizations.

115. In the light of these repeated violations of the relevant provisions of international legal instruments, the Democratic Republic of the Congo, through the Ministry of Human Rights, is requesting all countries that are committed to peace and justice, as well as ICRC, to bring significant pressure to bear upon Rwanda, Uganda and Burundi with a view to ensuring not only the effective application of these instruments, which are the "common property of humanity", but also, and most importantly, the immediate withdrawal of these aggressors from the territory of an independent and sovereign State.

#### VI. OUTLOOK FOR THE FUTURE

116. There is no doubt whatsoever that the Democratic Republic of the Congo is the victim of armed aggression by its neighbours to the east, Rwanda, Uganda and Burundi.

117. After much equivocation, the Security Council finally roused itself from its lethargy by adopting resolution 1234 (1999) on 9 April 1999 which calls, *inter alia*, for the signing of a ceasefire agreement among the parties to the conflict, the Democratic Republic of the Congo and its allies on the one hand, and Rwanda, Uganda and Burundi on the other, and the orderly withdrawal of foreign forces, beginning with uninvited forces.

118. While the above-mentioned resolution is satisfactory in part, the Government of National Salvation, led by His Excellency M'zee Laurent-Désiré Kabila and supported by the entire Congolese people, would have preferred that it had clearly identified the aggressors and, if necessary, called for the application against them of Chapter VII of the Charter.<sup>19</sup>

119. It need not be said that the aggressors cannot be placed in the same category as the allies of the Democratic Republic of the Congo who entered Congolese territory at the request of a State that was defending itself against aggression. The Democratic Republic of the Congo and the allied States of Angola, Zimbabwe and Namibia are exercising collective self-defence, basing their actions on Chapter VIII of the Charter of the United Nations which authorizes the States of a region or subregion to enter into regional arrangements or to establish subregional bodies for the maintenance of international peace and security.<sup>20</sup>

120. At its fifty-fifth session, the United Nations Commission on Human Rights expressed its concern at all the violations of human rights and international humanitarian law in the territory of the Democratic Republic of the Congo. Accordingly, it urges that all the parties to the conflict work towards a rapid and peaceful settlement of the conflict, in particular by signing an immediate ceasefire agreement allowing the orderly withdrawal of all foreign forces and the re-establishment of the authority of the Government of the Democratic Republic of the Congo throughout its territory.

121. In view of the foregoing, and in accordance with articles 3 and 6 of the OAU Charter,<sup>21</sup> the Democratic Republic of the Congo questions the legal basis for the alliance among Rwanda, Uganda, Burundi and the so-called "rebels". The international community must understand that the Tutsi's game of playing the victim truly threatens to destabilize peace and security in the Great Lakes region and could become contagious, generating a spiral of violence that could involve all of Africa, given that the Democratic Republic of the Congo is surrounded by nine States which themselves have neighbours.

122. The Government of National Salvation recognizes the virtue of negotiation, which should take precedence over any other solution. Thus, the Democratic Republic of the Congo observes Chapter VI of the Charter of the United Nations concerning the peaceful settlement of disputes. Several diplomatic meetings in Durban, Victoria Falls, Mauritius, Libreville, Addis Ababa, Lusaka, Paris, Ouagadougou and more recently, the ceasefire agreement concluded at Syrte, Libya, on 19 April 1999 demonstrate that the head of the Democratic Republic of the Congo is acting in good faith to end this conflict, which is hindering the process of national reconstruction and the implementation of the poliomyelitis immunization campaign in the areas occupied by the aggressors. Moreover, Decree-Law No. 213, on the inception of a national debate, has been adopted with a view to furthering the process of democratization. To this end, the Government of National Salvation continues to demonstrate its commitment to rallying the nation's sons and daughters to the cause.

123. In order to develop, the Congolese people aspires to a deep and real peace. The Treaty establishing the Common Market for Eastern and Southern Africa (the COMESA Treaty) certainly recommends, in its article 6, that its member States, which include the Democratic Republic of the Congo, Rwanda, Uganda and Burundi, must adhere to the principles of non-aggression, maintenance of regional peace and stability through the promotion and strengthening good-neighbourliness, the peaceful settlement of disputes, active cooperation between neighbouring countries and the promotion of a peaceful environment as a prerequisite for their economic development.

124. Likewise, in view of the pillage it has suffered, which is destabilizing its economy and slowing its development, the Democratic Republic of the Congo is asking the international community to punish the perpetrators of the odious crimes committed in its territory.

125. By its silence, the international community is implicated in the destruction of our environment and of the rare species found there. It is common knowledge that the Virunga and Kahuzi-Biega Parks have been designated UNESCO World Heritage Sites. The Democratic Republic of the Congo therefore

requests UNESCO to take the necessary measures to safeguard this common heritage.

126. During this period of war the Democratic Republic of the Congo has carefully observed all the 1949 Geneva Conventions as well as additional Protocol I of 1977, which stresses the importance to be attached to protection of the environment. In the context of the commemoration of the fiftieth anniversary of the Geneva Conventions, the Democratic Republic of the Congo, mindful of its international commitments, is considering the possibility of ratifying additional Protocol II of 1977, on the protection of victims of non-international armed conflicts.

127. Given that one of the essential missions of the United Nations is the maintenance of international peace and security, it is time for the United Nations and for international human rights organizations to play their respective roles in bringing every pressure to bear on the Governments of the aggressor countries in order to put an end to the massive and repeated violations of human rights in the occupied areas.

128. Bearing in mind the war of aggression imposed on it by Rwanda, Uganda and Burundi, the Congolese people has a right to wonder about the effectiveness and efficiency of the rules of international law. Since they know that they are not inclined to genocide and acknowledge their hospitality towards other people is legendary, Congolese citizens would like the international community to look into the fate of the victims of Rwandan-Ugandan-Burundian barbarity in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo with as much sympathy and speed as it has shown in the former Yugoslavia, by virtue of the equal dignity of peoples. Why has a double standard been applied?

#### Notes

<sup>1</sup> See in particular articles 35 and 55 of the first protocol additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949, which provide respectively: "... It is prohibited to employ methods or means of warfare which are intended, or may be expected, to cause widespread, long-term and severe damage to the natural environment." (art. 35) and "1. Care shall be taken in warfare to protect the natural environment against widespread, long-term and severe damage. This protection includes a prohibition of the use of methods or means of warfare which are intended or may be expected to cause such damage to the natural environment and thereby to prejudice the health or survival of the population. 2. Attacks against the natural environment by way of reprisals are prohibited."; "Activities prohibited in strict nature reserves under the provisions of paragraph 4 (a) (iii) of this article shall also be prohibited in national parks ..." (art. 55, on protection of the natural environment).

<sup>2</sup> Mohammed Bedjaoui, Droit International, Bilan et perspectives, vol. 2 (Paris, Pedone, 1991), p. 1085.

<sup>3</sup> Basic Facts about the United Nations (United Nations Publication, Sales No. E.98.I.20), p. 194.

<sup>4</sup> "The Parties shall not allow trade in specimens of species included in Appendices I, II and III except in accordance with the provisions of the present Convention (art. II, para. 4); "All trade in specimens of species included in Appendix I shall be in accordance with the provisions of this Article (art. III, Regulation ... (Regulation of trade in specimens of species included in Appendix I)).

<sup>5</sup> Mohammed Bedjaoui, op. cit. p. 1086.

<sup>6</sup> "The Parties shall not allow trade in specimens of species included in Appendices I, II and III except in accordance with the provisions of the present Convention (art. II, para. 4); "All trade in specimens of species included in Appendix I shall be in accordance with the provisions of this Article (art. III, Regulation ... (Regulation of trade in specimens of species included in Appendix I)).

<sup>7</sup> A complete list giving the names of those killed is annexed hereto. Vulnerable persons, according to international humanitarian law, means older persons, women and children, who are supposed to receive special treatment during hostilities.

<sup>8</sup> "It is prohibited to order that there shall be no survivors, to threaten an adversary therewith or to conduct hostilities on this basis" (art. 40).

<sup>9</sup> Human Rights Watch, vol. 11, No. 01 (A), February 1999.

<sup>10</sup> Société française pour le droit international, "Le Mans colloquium on responsibility in the international system", (Paris, Pedone), p. 127.

<sup>11</sup> Security Council resolution 1234 (1999). The same applies to the Council's call for the withdrawal of uninvited forces (para. 7).

<sup>12</sup> F. Bory, Genèse et Développement du droit international humanitaire, (Geneva, ICRC, 1982), p. 16.

<sup>13</sup> R. Romi, Droit et administration de l'environnement (Paris, Montchestien, 1994), p. 30.

<sup>14</sup> The Sudan is not one of the States waging aggression against the Democratic Republic of the Congo; those involved are Sudanese rebels used by the aggressors and their accomplices.

<sup>15</sup> "In any armed conflict, the right of the Parties to the conflict to choose methods or means of warfare is not unlimited" (art. 35, para. 1). According to an ICCN report, close to 1,000 hectares of forests at the foot of Mount Kahuzi have been burnt by napalm bombs used by the aggressors. However, "it is prohibited to use methods or means of warfare which are intended, or may be expected, to cause widespread, long-term and serious damage to the natural environment" (art. 35, para. 3).

<sup>16</sup> See General Assembly resolution 2625 (XXV) of 24 October 1970 and article 3 of the Charter of the Organization of African Unity.

<sup>17</sup> Nguyen Quoc Dhin, Droit international public, 5th ed. (Paris, Librairie Générale des Droits et des Jurisprudences, 1994).

<sup>18</sup> See article 1, paragraph 2, of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights: "All peoples may, for their own ends, freely dispose of their natural resources ... in no case may a people be deprived of its own means of subsistence".

<sup>19</sup> Chapter VII of the Charter of the United Nations sets out coercive and restrictive actions to be taken by the United Nations Security Council in respect of threats to the peace, breaches of the peace and acts of aggression.

<sup>20</sup> See Article 52 of the Charter of the United Nations, which stipulates: "1. Nothing in the present Charter precludes the existence of regional arrangements or agencies dealing with such matters relating to the maintenance of international peace and security, provided that such arrangements or agencies and their activities are consistent with the Purposes and Principles of the United Nations."

<sup>21</sup> Article 3 of the OAU Charter spells out the principles that are supposed to guide member States in their mutual relations, in particular the principles of the sovereign equality of all member States, non-interference in the internal affairs of States, respect for the sovereignty and territorial integrity of each State and its inalienable right to independent existence. Article 6 of the Charter states that: "The Member States pledge themselves to observe scrupulously the principles enumerated in article III of the present Charter".

TABLE SUMMARIZING THE MASSIVE VIOLATIONS OF HUMAN RIGHTS, THE BASIC RULES OF INTERNATIONAL HUMANITARIAN LAW AND ENVIRONMENTAL PROTECTION STANDARDS COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO COVERING THE PERIOD FROM 6 NOVEMBER 1998 TO 15 APRIL 1999

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>ORIENTALE PROVINCE</p> <p>I. INSECURITY</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• On 16 November 1998, Ugandan troops conducted night manoeuvres in Kisangani and fired their weapons in the air, causing intense panic in the city and traumatizing young children.</li> <li>• That same day, soldiers twice visited Saint Gabriel parish at Simi Simi. Material losses were estimated at approximately \$2,000.</li> <li>• The Mungano (commune of Kabondo) and Anuarite (commune of Mangobo) health centres were broken into during the night and medicines, equipment and money were stolen. The Simama centre for the physically handicapped was visited five times by thieves dressed in military uniforms (soldiers of the Front Patriotique Rwandais (FPR)).</li> </ul>	<p>Article 51(2) of Protocol I additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949 [hereinafter Additional Protocol I] states: "Acts or threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civilian population are prohibited."</p> <p>Article 53 of Additional Protocol I, on the protection of cultural objects and of places of worship.</p> <p>Article 12 of Additional Protocol I states: "Medical units shall be respected and protected at all times ..."; article 18 of the Fourth Geneva Convention states: "Civilian hospitals organized to give care to the wounded and sick, the infirm and maternity cases, may in no circumstances be the object of attack ..."; article 33 of the Fourth Geneva Convention states: "Pillage is prohibited."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>II. KILLINGS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• During the first two months of this year, 45 civilians were killed without cause; of these, only 22 have been identified by their surnames and place of origin. The others remain unidentified, since most of them were travellers or vendors. Naturally, this was also true of the 8 bodies found along the Nshesha river, near Walungu. The killings were all carried out in different places and under different circumstances. For example, there was the isolated case of a woman who was beaten to death at Butuza and the killing at Burhale of six vendors from Ikoma.</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights states: "Everyone has the right to life ..."; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "Every human being has the inherent right to life ..."</p>
<p>III. ABDUCTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• According to information provided by the Catholic agency MISNA, a number of civilians were abducted from Burhale, Mushinga, Lubona and Mulangba during the months of January and February. These persons have disappeared without a trace. The civilians were captured mainly during night-time raids by armed factions of the Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights; article 9 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 51 of Additional Protocol I states: "The civilian population and individual civilians shall enjoy general protection against dangers arising from military operations."</p>
<p>SUD-KIVU</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• From 1 to 3 January 1999, fighting took place on the road between Bukavu and Mwenga, in the localities of Mushinga and Kanioka and the chieftaincy town of Ngweshe in the territory of Walungu. The aggressor troops destroyed property and stole cows, goats, hens, rabbits and household items. They went so far as to bury the sheet metal walls of huts and the glass windows of dwellings. A total of 12 peasants were killed in the Walungu area during the fighting.</li> </ul>	<p>Article 40 of Additional Protocol I, which prohibits the denial of "quarter"; article 52 of Additional Protocol I, on the general protection of civilian objects; article 54 (1) and (2), relative to the protection of objects indispensable to the survival of the civilian population, states: "Starvation of civilians as a method of warfare is prohibited."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Under the occupation of the coalition forces of Rwanda, Uganda and Burundi, their respective armies are committing massive human rights violations every day.</li> </ul> <p>Here follow the names of some of the victims of RCD atrocities during the period from January to February 1999:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Rubango, Chibeke village in the Burhale/Walungu locality;</li> <li>• Mr. Chishugi, village of Lubona/Walungu;</li> <li>• Mr. Mulumeoderhwa, village of Chibonda, Burhale/Walungu;</li> <li>• Mr. Lwaboshi, village of Burhale - centre;</li> <li>• Mr. Perroquet, village of Burhale - centre;</li> <li>• Mr. Bakunzi, an old shepherd from the village of Lubona/Walungu;</li> <li>• An employee (aide/chauffeur) of Mr. Tembo, in the village of Butuza/Walungu;</li> <li>• A young vendor not otherwise identified, in Butuza - centre;</li> <li>• Mr. Bisimwa, in the village of Bututza;</li> <li>• Six persons (vendors) from Ikoma who were on their way to Urega were killed at Burhale;</li> </ul>	<p>Wilful violation of the Geneva Conventions of 12 August 1949 on international humanitarian law and the 1977 Protocols additional thereto as well as the International Bill of Human Rights.</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights states: "Everyone has the right to life, liberty and security of person"; article 6 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "Every human being has the inherent right to life. This right shall be protected by law. No one shall be arbitrarily deprived of his life"; article 6 of the African Charter on Human and Peoples' Rights states: "Every individual shall have the right to liberty and to the security of his person ..."</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Three persons travelling from Bukavu were beaten and killed at Mashango;</li> <li>• A woman from the Mashango/Burhale area who was travelling from Bukavu was beaten and killed at Butuza by RCD soldiers.</li> </ul>	
<p>I. PILLAGE AND DESTRUCTION OF PROPERTY</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Occupation of all the desirable houses in Burhale by RCD soldiers and "afandee" (commanders) and destruction of 214 dwellings, including property on land owned by Mr. Zakaria, Mr. Ntadesa, Mr. Lwanwa and Mr. Chamunani and stores in Mashanga and Burhale;</li> </ul>	<p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention states: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons ... is prohibited ..."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Twenty-three houses burnt at Bwahungu;</li> </ul>	<p>Article 54 (2) of Additional Protocol I, on the protection of objects indispensable to the survival of the civilian population, states: "It is prohibited to attack, destroy, remove or render useless objects indispensable to the survival of the civilian population ..."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Systematic plunder of cattle at Mwegerera, Lubona (goats, pigs, rabbits, hens; 45 cows at Lubona, 18 cows at Burhale, etc.);</li> </ul>	<p>Article 17 of the Universal Declaration of Human Rights states: "No one shall be arbitrarily deprived of his property."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Practices such as demanding ransom from the population at checkpoints are common: payment of up to US\$ 400 is demanded from persons, with the amount depending on the person's appearance.</li> </ul>	<p>Article 53 of Additional Protocol I, on the protection of cultural objects and places of worship; article 53 of the Fourth Geneva Convention, on the prohibition of destruction.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• In addition, the parishes of Burhale and Mugogo were plundered and completely destroyed.</li> </ul>	

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>An operation to cleanse the villages in the Mushiga area was launched on Saturday, 27 February. RCD soldiers began this operation at 1 a.m., burning houses and killing the civilian population. The final toll of these massacres is not yet known in Bukavu.</li> </ul>	<p>Article 40 of Additional Protocol I, on quarter, states: "It is prohibited to order that there shall be no survivors, to threaten an adversary therewith or to conduct hostilities on this basis."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>During the week of 22-27 February, the few houses between Bitale and Kampegete at Buryakiri which had escaped the carnage were set on fire by RCD soldiers, a column of whom arrived directly from Kisangani to join another column coming up from Bukavu. There are reports that some 50 peasants were killed.</li> </ul>	<p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention states: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property ... is prohibited ..."; article 52 of Additional Protocol I, on general protection of civilian objects; article 51 (1) of Additional Protocol I states: "The civil population and individual civilians shall enjoy general protection against dangers arising from military operations."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>At Kamituga, the civilian population fled before the arrival of RCD soldiers. All the inhabitants hid in the forest. Only 20 persons and the parish priest remained in the town of more than 30,000 inhabitants.</li> </ul> <p><u>Massacre at Kamituga on 15 March</u></p>	<p>Article 51 (2) of Additional Protocol I states: "Acts or threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civil population are prohibited."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Tutsi leaders of the rebel movement (RCD) have again carried out killings in Sud-Kivu, according to the Catholic agency MISNA. Soldiers from the Rwandan-Burundian-Ugandan coalition attacked Kamituga, a locality situated nearly 100 km from Bukavu.</li> </ul>	<p>Article 57 of Additional Protocol I, on precautions in attack, states: "In the conduct of military operations, constant care shall be taken to spare the civilian population, civilians and civilian objects."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>The attack was carried out in reprisal for the ambushes set by the Mai Mai for the RCD forces who were making their way to Kamituga.</li> </ul>	<p>Article 51 (6) of Additional Protocol I states: "Attacks against the civilian population or civilians by way of reprisals are prohibited."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• This locality is rich in gold mines, which are exploited by the rebels and their allies using non-mechanized methods.</li> <li>• It should be noted that, less than a month after the visit by Roberto Garreton, the United Nations special rapporteur on the situation of human rights in the Democratic Republic of the Congo, to the territory controlled by the aggressors, the Tutsi have now demonstrated to the world, if that were still necessary, that they are the same bloodthirsty people they always have been, i.e. still ready to massacre defenceless civilians.</li> </ul> <p><b>II. RAPE</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Most of these acts of rape are committed by soldiers in the Rwandan Patriotic Army currently operating in Sud-Kivu.</li> </ul> <p><u>Note:</u> Women who are victims of rape do not usually publicly denounce this criminal act. Consequently, there has been an increase in the dark figure of crime. In other words, the criminal, inhuman or degrading acts effectively committed by the rebels and our aggressors but not denounced or officially reported, constitute what criminologists describe in technical terms as the "dark figure of crime".</p>	<p>United Nations General Assembly resolution 1803 (XVII) of 14 December 1962, on permanent sovereignty over natural resources.</p> <p>Systematic and shocking violation of the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide of 9 December 1948.</p> <p><u>Note:</u> the massacre at Kamituga constitutes an act of genocide within the meaning of article 2 (2) of the Statute of the International Tribunal for Rwanda.</p> <p>Article 76 (1) of additional Protocol I relative to the protection of women states: "Women shall be the object of special respect and shall be protected in particular against rape ..."; article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>NORD-KIVU</p> <p><u>Goma</u></p> <p>I. ARBITRARY ARRESTS AND DETENTIONS</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• On 7 November 1998, in the Majengo district of the commune of Karisimbi, Eric Hanyururifira and his sister Mutoninasi, Hutus from Gisenyi prefecture, were arrested by Congolese RDC soldiers and detained under wretched conditions in the police lock-up in the commune of Karisimbi from 7 to 11 November 1998. They were released following the intervention of ICRC, a non-governmental organization, and are now being sheltered by the association ANAMAD.</li> <li>• On 8 November 1998, at about 7 p.m., Mr. Damien Balingene, pastor of the Church of the Nazarene, was shot in the chest by RCD soldiers at Kibumba, in Nyiragongo.</li> <li>• On 20 November 1998, RCD soldiers arrested 14 boys from the Mabanga district in the commune of Karisimbi without being charged. Those arrested included Papy, Kabe, Mutabesha, Lwaboshi and Désiré.</li> </ul>	<p>Article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment ..."; article 27 (2) of the Fourth Geneva Convention.</p> <p>Article 9 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "No one shall be subjected to arbitrary arrest or detention."</p> <p>Article 6 of the African Charter on Human and Peoples' Rights states: "Every individual shall have the right to liberty and to security of his person ..."</p> <p><u>Idem</u></p> <p><u>Note:</u> It is distressing to note that our aggressors are trivializing that which is of the greatest value to each human being: life. Constitutional law places freedom in all its forms at the top of the hierarchy of values held by a State. In addition to the fact that they are driven out of the Democratic Republic of the Congo on the grounds of aggression, they are also required to humanize the war by showing greater respect for the provisions of international humanitarian law.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>II. ATTACKS ON PHYSICAL INTEGRITY</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• At approximately 7 p.m. on 9 November 1998, Mr. Damien Balingene, pastor of the Church of the Nazarene, was shot in the chest by RCD soldiers at Kibumba, in Nyiragongo.</li> <li>• At about 2 p.m. on 10 November 1998, Mr. Hubert Barata, an ethnic Hutu from Kibumba and a local Roman Catholic catechist, was beaten on the head and left half-dead by RCD soldiers stationed at the Kibumba quarry in Nyirangongo. He is currently hospitalized in the Goma Hospital.</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights, article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 (2) of the Fourth Geneva Convention; article 51 (2) of Additional Protocol I; article 4 of the African Charter of Human and Peoples' Rights states: "Every human being shall be entitled to respect for his life and the integrity of his person."</p> <p>Article 6 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment ..."; article 35 of Additional Protocol I states: "It is prohibited to employ weapons, projectiles and material and methods of warfare of a nature to cause superfluous injury ..."</p>
<p>III. THEFT OF PROPERTY FROM THE POPULATION</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• On 8 November 1998, Mr. Sebakungu, a vendor of beans on the Goma to Masisi road, was visited by RCD soldiers, including Muhindo Kambale, Jean-Marie Muguiko and Musanganyi Kasiwa, who robbed him.</li> </ul>	<p>Article 33 of the Fourth Geneva Convention states: "Pillage is prohibited"; article 52 of Additional Protocol I, on general protection of civilian objects.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• On 28 November, Ms. Déodatta Kwabo, 24 years of age and residing in Avenue Lowa in the Mabanga district, was assaulted by RCD soldiers, who robbed her of her watch and gold chain.</li> </ul>	<p>Article 33 of the Fourth Geneva Convention states: "Reprisals against protected persons and their property are prohibited"; article 17 of the Universal Declaration of Human Rights states: "No one shall be arbitrarily deprived of his property."</p>
<p>IV. TORTURE AND INHUMAN OR DEGRADING TREATMENT</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• At approximately 7 p.m. on 9 November 1998, Mr. Clarigufi Baziyaka, a teacher at the Rugari Institute, was tortured at the entrance to the Katingo military camp in the commune of Karisimbi by RCD soldiers stationed at the camp. He is currently hospitalized in the Goma General Hospital.</li> </ul>	<p>Article 147 of the Fourth Geneva Convention states: "Grave breaches to which the preceding article relates shall be those involving any of the following acts, if committed against persons or property protected by the present Convention: wilful killing, torture or inhuman treatment ..."; article 31 of the Fourth Geneva Convention; article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; and article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• At approximately 11 a.m. on 20 November 1998, Mr. Mbokani Luendo, aged 58 years, of the Hunde ethnic group and residing in the Mabanga district, was tortured and left half-dead. He was later detained in the lock-up of the commune of Karisimbi and tortured because his identification card was torn and he did not have his registration token.</li> </ul>	<p>Article 33 of the Fourth Geneva Convention; article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p> <p>Article 5 of the African Charter on Human and Peoples' Rights states: "Every individual shall have the right to the respect of the dignity inherent in a human being ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>On 9 November 1998, Mr. Philippe Barata, aged 45 years and the father of eight children, received four machete blows to his head and was admitted to the Goma General Hospital. Mr. Barata is a catechist at the Roman Catholic chapel in Kibumba. He is currently in the Goma General Hospital.</li> </ul>	<p>Articles 147 of the Fourth Geneva Convention and 32 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; and article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Mr. Cyprien Bikanu, a physiotherapist at the Shirika la Umoja Hospital Centre in Goma, was shot twice in his right thigh on the Sinyers traffic circle opposite the Lycée Chem after being severely tortured and subjected to inhuman and degrading treatment.</li> </ul>	<p>Articles 32 and 147 of the Fourth Geneva Convention; article 15 (1) of Additional Protocol I states: "Civilian medical personnel shall be respected and protected."</p>
<p>V. KILLINGS</p>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Fourth Geneva Convention states: "The High Contracting Parties specifically agree that each of them is prohibited from taking any measure of such a character as to cause the physical suffering or extermination of protected persons in their hands ..."</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>On 11 November, Mr. Tony Buyingoma, a merchant aged 29 years and the father of three children, was killed by RCD soldiers stationed at Kubuya. His wife, Vuimana, and a visitor named Nzinzeze, the son of Bibare from the neighbouring village of Kashavu, were also killed.</li> </ul>	<p>Article 9 of the Universal Declaration of Human Rights states: "No one shall be subjected to arbitrary arrest, detention or exile ..."</p>
<p>VI. ABDUCTIONS</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>At 5 p.m. on 29 November 1998, Kambale Nzala, a father of eight residing in the Katayi district, was abducted from a bar in Majenga, Goma, in the commune of Karisimbi by RCD soldiers and taken to an unknown destination.</li> </ul>	

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>VII. SITUATION OF DETENTION CENTRES</p> <p><u>In the city of Goma</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The number of lock-ups in Goma increased after the city was captured by RCD. These lock-ups fail to meet even the most elementary standards of hygiene and sanitation. Men and women are held together in shockingly overcrowded conditions and are ill-treated by RCD soldiers.</li> </ul> <p><u>At the airport</u></p> <p>Some 50 persons are being held in a tightly shut container:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The Bureau II death lock-up (near to the Office of the Chief Prosecutor);</li> <li>• The lock-up at the police sub-unit (near to the MVANO store);</li> <li>• The lock-up at the provincial police inspectorate;</li> <li>• The camp Israël lock-up in camp Katindo;</li> <li>• The Kinyogate lock-up, which is approximately 10 km from the city of Goma;</li> <li>• The Rugerero cross-border lock-up in the Gisenyi prefecture, Rwanda, to which Hutus and persons suspected of being Mai Mai or former soldiers are transferred.</li> </ul>	<p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights; article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p> <p>Article 7 of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "No one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment ..."; article 85 of the Fourth Geneva Convention, on accommodation and hygiene.</p> <p>The first and second paragraphs of article 27 of the Fourth Geneva Convention, on the status and treatment of protected persons in occupied territories.</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p><u>In the territory of Kalehe</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• At about 2 a.m. on 13 November 1998, 24 persons (men, women and children) were brutally massacred by Tutsi RCD soldiers stationed at Kavumu/Nyamungungu. The first operation took place at Bwagamana, where 18 persons were executed:           <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Kunitabare, aged 32 years, Hutu;</li> <li>2. Twarigiramungo, aged 33 years, Hutu;</li> <li>3. Kalera family, head of family aged 55 years, Hutu;</li> <li>4. Wife of Rinyuze, aged 45 years, Hutu;</li> <li>5. Verena, aged 65 years, Hutu;</li> <li>6. Mukamezerera, aged 21 years, Hutu;</li> <li>7. Nsengiyumva, aged 15 years, Hutu;</li> <li>8. Kaguraneza, aged 15 years, Hutu;</li> <li>9. Dusabe and three children, Hutu;</li> <li>10. Ngendahimana and five children, Hutu.</li> </ol> </li> <li>• The massacres at Burama were carried out under the orders of captain Gafishi and lieutenant Ahmed Mugabe, both Tutsis.</li> </ul>	<p>Articles 27 and 32 of the Fourth Geneva Convention; article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 (1) of the International Covenant on Civil and Political Rights states: "Every human being has the inherent right to life. This right shall be protected by law. No one shall be arbitrarily deprived of his life."</p> <p>Article 4 of the African Charter of Human and Peoples' Rights states: "Every human being shall be entitled to respect for his life and the integrity of his person. No one may be arbitrarily deprived of this right."</p> <p><u>Idem</u></p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• On 10 November 1998, a number of vehicles heading towards the market in Karuba were ambushed by armed groups of Tutsis. Many merchants from Goma and especially from Sake were killed in the attack. The attackers stole money and goods and also damaged some vehicles. Among the victims were:</li> <li>• Nyaba Deux Ndalinyinchi, married, aged 34 years, residing in Sake. All of his money was stolen;</li> <li>• Mr. Kwakwahe, married, residing in Sake;</li> <li>• Mrs. Sanata, married to Mr. Romain. All her money was taken;</li> <li>• Miss Léonie, daughter of Karufandi and a resident of Sake, also had her money taken from her;</li> <li>• The wife of Bipua from the town of Sake;</li> <li>• The mother of Mr. Kaleke, a resident of Sake;</li> <li>• Mutshinga Wa Babi was robbed of all his money (\$200 with which he had planned to purchase beans);</li> <li>• Mr. Nnode was beaten and his money stolen;</li> </ul>	<p>Article 17 of the Universal Declaration of Human Rights; the second and third paragraphs of article 33 of the Geneva Convention relative to the Protection of Civilian Persons in Time of War; article 51 of Additional Protocol I; article 52 (1) of Additional Protocol I, on the protection of civilian objects, states: "Civilian objects shall not be the object of attack or of reprisals. Civilian objects are objects which are not military objectives as defined in paragraph 2."</p> <p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention states: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property ... is prohibited ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Maman Imani was tortured.</li> </ul> <p><u>Note:</u> All of these persons belong to the Hunde ethnic group. The incident took place at 9 a.m.</p> <p><u>Nord-Kivu (Rutshuru)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• At about 10.30 a.m. on 24 February 1999, RCD soldiers attacked a convoy of 17 vehicles which was transporting civilians from Goma along the Goma-Butembo road. The incident took place in the Virunga National Park at the place on the road known as "Mayi Ya Moto" or Katana.</li> <li>• Seven vehicles transporting merchants from the area escorted for security reasons by nine soldiers were ambushed by Tutsi soldiers;</li> <li>• Six vehicles were burnt;</li> <li>• The attackers pillaged all the vehicles and took away all the travellers' belongings;</li> <li>• Several persons lost their lives in this operation. Estimates of the number vary between 10 and 40 deaths, including Mr. Kiza, Ms. Supie, Ms. Nasenge, Kambale Ise Mimbi, and Stanislas, who was burnt to death with his two children.</li> </ul>	<p>Article 52 (2) of Additional Protocol I states: "Attacks shall be limited strictly to military objectives."</p> <p><u>Idem</u></p> <p>Article 57 (1) of Additional Protocol I on precautions in attack, states: "In the conduct of military operations, constant care shall be taken to spare the civilian population, civilians and civilian objects."</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights states: "Everyone has the right to life, liberty and security of person."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p><u>Sud-Kivu</u></p> <p>Operation "Scorched Earth" in Bushi and Urega</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• On 15 February, the population witnessed the arrival of several truckloads of soldiers with guns and ammunition heading towards Bunyakiri and towards Busha Mwenga Kamituga in particular. The force had come from Rwanda to launch the military operation "Scorched Earth". The town of Ngweshe in Bushi was completely destroyed.</li> <li>• Villages were attacked with heavy weapons; houses were burnt; people were brutally killed, livestock was stolen and property was looted.</li> <li>• On 16 February, the villages of Mubumbano, Lubona and Mushinga were subjected to murderous attacks.</li> <li>• On 18 February, the same troops pillaged and burnt the other villages along the Bwahungu-Tubimbi road.</li> <li>• The same scenario was repeated at Urega, in Mwenga township.</li> </ul>	<p>Article 77 of Additional Protocol I on the protection of children states: "Children shall be the object of special respect ..."; article 35 (2) of Additional Protocol I states: "It is prohibited to employ weapons, projectiles and material and methods of warfare of a nature to cause superfluous injury ..."</p> <p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention states: "Any destruction by the Occupying Power ... is prohibited ..."</p> <p>Article 40 of Additional Protocol I, on the denial of quarter, and article 54 of Additional Protocol I, on the protection of objects indispensable to the survival of the civilian population; article 3 of the Universal Declaration of Human Rights.</p> <p>Article 57 of Additional Protocol I, on precautions in attack.</p> <p>The second paragraph of article 33 of the Fourth Geneva Convention states: "Pillage is prohibited"; the third paragraph of the same article states: "Reprisals against protected persons and their property are prohibited."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• The aim of the troops was to regain control of the rich gold-mining regions of Kamituga and Lugushwa.</li> <li>• On 27 February Kitutu also fell.</li> <li>• The purpose of the entire operation was simply to regain control over the Kamituga and Lugushwa gold mines by inflicting a serious blow on the Congolese Mai Mai combatants and consolidating Tutsi domination in Sud-Kivu.</li> </ul> <p><u>Note:</u> The method employed in "Operation Scorched Earth" was to terrorize and disperse the civilian population by frequent brutal reprisals and violence of all kinds.</p> <p><b>KIVU</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Fernandez Murhoda Muhigirwa, civilian monitor for Sud-Kivu province, announced that a total of over 5,000 civilians had been killed in the massacres perpetrated by the RCD and MLC rebels.</li> </ul> <p><u>The Makobola massacre</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The massacres perpetrated by Tutsis in Makobola in the presence of Mr. Bizimana Karaha (a leading official of the political branch of RCD) in Sud-Kivu during the night of 31 December 1998-1 January 1999, took a toll of 633 dead, including women, children and old men.</li> </ul>	<p>Article 51 (2), of Additional Protocol I states: "The civilian population as such, as well as individual civilians, shall not be the object of attack. Acts or threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civilian population are prohibited."</p> <p>Article 40 of Additional Protocol I states: "It is prohibited to order that there shall be no survivors ..."; article 51 (4) of Additional Protocol I, on protection of the civilian population, states: "Indiscriminate attacks are prohibited."</p> <p>Article 51 of Additional Protocol I and article 33 of the Fourth Geneva Convention.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Taking advantage of the desperate scarcity of basic provisions in Kindu, chief town of Maniema province, Rwandan Tutsis recently distributed poisoned salt to the destitute population of Sud-Kivu with deadly intent. Many deaths were reported, yet the international community has not condemned this act aimed at exterminating an entire people.</li> </ul> <p><u>Note:</u> Article 2, paragraph 2, of the Statute of the International Tribunal for Rwanda applies analogously to the Makobola massacre. The article defines as genocide the following acts, committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnic, racial or religious group: killing members of the group or causing serious bodily or mental harm to members of the group.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Long known as robbers and pillagers, the Tutsis of Rwanda, Uganda and Burundi sacked four cassiterite and other ore depots belonging to COLTAN in the mining town of Kalima, some 150 km from Kindu.</li> <li>• Convinced that they will soon be defeated militarily, Rwandan and Ugandan Tutsis have chartered planes and are flying out looted goods to their home countries twice daily.</li> <li>• In the community of Itombwe in the territory of Mwenga area, the "rebels" continue to massacre defenceless civilians. Mr. Kayungilo, the Kalingi town chief, and Mr. Lubanza, Magunza town chief, were murdered on 5 January 1999.</li> </ul>	<p>Article 32 of the Fourth Geneva Convention; article 35 (1) of Additional Protocol I states: "In any armed conflict, the right of the Parties to the conflict to choose methods or means of warfare is not unlimited"; article 33 of the Fourth Geneva Convention.</p> <p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention states: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons, or to the State, ... is prohibited ..."</p> <p>Article 3 of the Convention on International Civil Aviation; article 4 of the Convention states: "Each contracting State agrees not to use civil aviation for any purpose inconsistent with the aims of this Convention."</p> <p>Article 51 of Additional Protocol I, on protection of the civilian population, states: "Indiscriminate attacks are prohibited"; article 3 of the Universal Declaration of Human Rights.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li data-bbox="154 421 742 705">• Paul Kagame, in pursuit of his evil intent to massacre Hutus for the sole purpose of establishing the Hima Tutsi empire, fears that his troops, composed largely of Tutsis, will be reduced in number. He has therefore placed Hutus and former members of the Zairian armed forces (prisoners accused of genocide whom he has taken out of prison) on the eastern front as a human shield.</li>   <li data-bbox="154 931 742 1636">• According to testimony by the former driver of UNHCR vehicle No. IT 0795, assigned to Mr. Marc Kazindu, non-governmental organization coordinator for Sud-Kivu and older brother of Bizimana Karahamuheto (an RCD leader), several massacres were committed in the eastern part of the country. Under cover of the UNHCR emblem, Mr. Kazindu conducts operations in Kahuzi-Biega National Park, where he registers Hutu refugees, who believe that they are dealing with a humanitarian organization. He then sends a truck to pick them up. Since his Land Cruiser is too small to carry all of them, the refugees get in the truck without qualms, believing it to be a UNHCR vehicle. The false UNHCR truck takes them to the airport, where they are forced to enter a container until a plane can come for them. They are then left shut up inside the container for three days, at the end of which the bodies are removed and carried off by a Stabac truck.</li> </ul>	<p data-bbox="770 421 1211 676">Article 33 of the Fourth Geneva Convention; article 51 of Additional Protocol I and article 28 of the Fourth Geneva Convention; article 41 (2) (a) of Additional Protocol I, on safeguard of an enemy <u>hors de combat</u> states: "A person is <u>hors de combat</u> if ... he is in the power of an adverse Party".</p> <p data-bbox="770 705 1211 911">Article 2 of the African Charter on Human and Peoples' Rights states: "Every individual shall be entitled to the enjoyment of the rights and freedoms recognized and guaranteed in the present Charter without distinction of any kind ..."</p> <p data-bbox="770 940 1211 1509">Article 38 (2), of Additional Protocol I: "It is prohibited to make use of the distinctive emblem of the United Nations, except as authorized by that Organization"; article 37 of Additional Protocol I, on prohibition of perfidy, states: "Acts inviting the confidence of an adversary to lead him to believe that he is entitled to, or is obliged to accord, protection under the rules of international law applicable in armed conflict, with intent to betray that confidence, shall constitute perfidy. The following acts are examples of perfidy: ... The feigning of protected status by the use of signs, emblems or uniforms of the United Nations ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Caterpillar tractors had already been brought close to the airport to dig mass graves. During these gruesome genocide operations directed against Hutus, two trucks made three trips to Buniakiri, one truck went twice to Kahuzi-Biega and trips were also made to Civanga, Katana and Lwiro. UNHCR has been keeping refugees who are in poor condition at the hospital in Lwiro as a transit camp.</li>   <li>• Mr. Kazindu and his team have been taking the refugees away by force without the consent of health-care personnel in the hours between midnight and 3 a.m. The driver, in a poignant statement, testified:           "We would even go into the hospitals, disconnect Hutu patients from their intravenous drips and take them away to kill them. We went to the hospital at Lwiro, where we took 160 Hutu patients and put them in the empty containers at Kadutu airport".           "I clearly recall that there were five mass graves: two were near Kadutu airport and three more in Kahuzi-Biega National Park. I know that the remains were removed from one of the mass graves near Kadutu airport in Bukaku at the request of Bizimana Karahamuheto. About that time we had learned that an investigative team was going to be sent to the eastern part of the country, so Bizimana Karahamuheto had asked his brother to get rid of the most obvious mass graves. The operation was made easier by the fact that the airport was controlled by Rwandan soldiers."</li> </ul>	<p>Article 130 (2) of the Fourth Geneva Convention;          article 38 (2) of Additional Protocol I: "It is prohibited to make use of the distinctive emblem of the United Nations, except as authorized by that Organization."</p> <p>Article 18 of the Fourth Geneva Convention states: "Civilian hospitals organized to give care to the wounded and sick, the infirm and maternity cases, may in no circumstances be the object of attack, but shall at all times be respected and protected by the Parties to the conflict."</p> <p>The first two paragraphs of article 130 of the Fourth Geneva Convention stipulate: "The detaining authorities shall ensure that internees who die while interned are honourably buried, if possible according to the rites of the religion to which they belonged, and that their graves are respected, properly maintained, and marked in such a way that they can always be recognized. Deceased internees shall be buried in individual graves ..."</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tutsi soldiers, wearing gloves to protect them from contamination provided by a Tutsi woman who was married to the Belgian director of the Belgian school at Bukavu and worked in the military hospital, removed the remains, piled them onto a Sotrabak truck and took them to Rwanda.</li>   <li>• "With Mr. Marc Kazindu, we went to the Office of the President in Rwanda, where we were given cartons of a product containing poison which was to be dumped into the water-treatment facility in order to wipe out the Congolese civilian and military populations. To accomplish this the Rwandans had arranged to appoint one of their officials to the water authority". Fortunately, led by some sixth sense to Kisangani, [President] Kabila gave the order to restore all former directors who had been dismissed by the Rwandan Tutsis to their posts. This decision made it impossible to carry out the plan to poison the water.</li> </ul>	<p>Article 130 of the Fourth Geneva Convention: "The detaining authorities shall ensure that internees who die while interned are honourably buried ..."</p> <p>Article 54 (2), of Additional Protocol I states: "It is prohibited to attack, destroy, remove or render useless objects indispensable to the survival of the civilian population, such as ... drinking water installations and ... irrigation works ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>The United States Department of State, through its spokesman, Mr. Rubin, denounced the plundering of the wealth of the Democratic Republic of the Congo by Rwanda and Uganda, in particular the timber, gold and diamonds in the eastern part of the country. Companies such as BUSUCO, with gold-mining operations in Mongbalu in Orientale province, Littlerock Mining Ltd., Tenfield Holdings Ltd., Collier Ventures Ltd., Sapora Mining Ltd., Intermarket Ltd., Barrick Gold Corporation, Banro Russell Resources, Mahila, Lambo 1 and Kampemba, and Jardin Lambo 2 Lufunga.</li> </ul>	<p>Article 33 (2), of the Fourth Geneva Convention states: "Pillage is prohibited"; article 1 (2) of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights states: "All peoples may, for their own ends, freely dispose of their natural wealth and resources ... In no case may a people be deprived of its own means of subsistence"; article 21 (1) and (2), of the African Charter on Human and Peoples' Rights stipulates: "All peoples shall freely dispose of their wealth and natural resources. This right shall be exercised in the exclusive interest of the people. In no case shall a people be deprived of it. In case of spoliation the dispossessed people shall have the right to the lawful recovery of its property as well as to an adequate compensation."</p>
<p><u>Kalemie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>What follows is reported by a survivor from the region of Nord-Katanga:</li> <li>Early on 26 August 1998, at around 8 a.m. Rwandan, Burundian and Ugandan troops, preceded by former soldiers of the Zairian armed forces known as the "Ocean" troops, invaded the town of Kalemie. Terrible fighting with heavy weapons ensued around the general hospital and the Kindu quarter.</li> </ul>	<p>Article 51 (6) of Additional Protocol I: "Attacks against the civilian population or civilians by way of reprisals are prohibited."</p> <p>Article 57 of Additional Protocol I; article 85 of Additional Protocol I states: "... the following acts shall be regarded as grave breaches of this Protocol ... (a) Making the civilian population or individual civilians the object of attack; (b) Launching an indiscriminate attack affecting the civilian population or civilian objects ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Later in the day the Congolese armed forces regained control of the town with the support of the local populations.</li> <li>• On 31 August, lacking provisions, the aggressors retook the town and visited atrocities and massacres on the civilian population over the course of four days.</li> <li>• The survivor, a SNEI technician in Kalemie, was forced, along with others, to restore the electric power interrupted by the fighting.</li> <li>• As they did so, they were horrified by the gruesome sight that met their eyes. In the Kaité quarter, the ground was strewn with the bodies of those killed by bullets or knives. Huts and houses were on fire.</li> <li>• Everywhere they went, of all the inhabitants of the quarter, only Papa Chenge Berquin, a farmer, had miraculously been spared. The bodies had begun to decompose.</li> <li>• The Roman Catholic church near port Lubuye had suffered a rocket attack. A number of people who had taken refuge there were slaughtered.</li> <li>• Camp Fietising, overflowing with bodies, is today the attackers' headquarters.</li> <li>• In Sympho, Pastor Aotchi of the CADC Protestant church was killed.</li> <li>• In the Kapulo quarter, young men accused of having aided the rebel forces in their counter-offensive were massacred at the crossroads and along the streets.</li> </ul>	<p>Article 51 of the Fourth Geneva Convention states: "In no case shall requisition of labour lead to a mobilization of workers in an organization of a military or semi-military character."</p> <p>Article 33 of the Fourth Geneva Convention: "... likewise all measures of intimidation or of terrorism are prohibited."</p> <p>Article 51 (6) of Additional Protocol I.</p> <p>Article 51 (4) of Additional Protocol I: "Indiscriminate attacks are prohibited."</p> <p>Article 53 of Additional Protocol I, on the protection of cultural objects and of places of worship, states: "... it is prohibited: (a) To commit any acts of hostility directed against the historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p><u>Summary arrests and arbitrary detentions in Kalemie</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• After the town was taken, Mr. Lunda Bululu stayed on for a month to hold a meeting. When he could not convince the crowd, he publicly threatened severe measures against the population. A dreadful campaign of reprisals ensued.</li>   <li>• A system of executions was devised whereby the person to be executed was forced to dig his own grave. This was the case with the manager of the brewery, Mr. Buta, who dug his own grave and was buried in it.</li>   <li>• After the general hospital was destroyed, Kalemie was without health care.</li>   <li>• Deportations continue.</li> </ul>	<p>Article 1 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 18 of the Covenant states: "Everyone shall have the right to freedom of thought, conscience and religion. This right shall include ... freedom, either individually or in community with others ..., to manifest his ... belief"; article 33 (3) of the Fourth Geneva Convention.</p> <p>Article 33 (3) of the Fourth Geneva Convention; Article 51 (2) of Additional Protocol I: "Acts of threats of violence the primary purpose of which is to spread terror among the civilian population are prohibited."</p> <p>Article 12 (1) of Additional Protocol I: "Medical units shall be respected and protected at all times and shall not be the object of attack."</p> <p>Article 49 (1) of the Fourth Geneva Convention: "Individual or mass forcible transfers, as well as deportations of protected persons from occupied territory to the territory of the Occupying Power or to that of any other country, occupied or not, are prohibited, regardless of their motive."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p><u>Rwandan-Ugandan-Burundian operations to find the interahamwe who had killed Western tourists are turned against the civilian population of Nord-Kivu</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Two weeks after Western tourists were murdered in Bwindi National Park in Uganda, a large-scale operation was mounted by Rwandan and Ugandan troops, ostensibly to search for the <u>interahamwe</u> who were behind the killings.</li> <li>• The search operations were conducted primarily in the villages of Loashi, Ngesha, Busoro, Lushebere, Nyabiondo, Ishasha, Rutshuru and Masisi. From 11 to 13 February 1999 the Rwandan and Ugandan soldiers arrived in Loashi. Seeing some young people arguing, they tried to seize them to make them tell where the <u>interahamwe</u> were hiding. When the young people fled, the soldiers opened fire on them.</li> </ul> <p>Total dead: 10, including:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Kwabo Busanga</li> <li>• Mr. Bandu Elena</li> <li>• Mr. Luanda Lubira</li> <li>• Mr. Muhombo Balaa</li> <li>• Mr. Kaedo Lubira</li> <li>• Ms. Vumi</li> <li>• Mr. Bolingo</li> <li>• Mr. Rujori</li> <li>• Two children aged 10 and 12, not otherwise identified, were also among the victims of those days.</li> </ul>	<p>Article 51 of Additional Protocol I, on protection of the civilian population, states: "The civilian population and individual civilians shall enjoy general protection against dangers arising from military operations."</p> <p>Article 31 of the Fourth Geneva Convention: "No physical or moral coercion shall be exercised against protected persons, in particular to obtain information from them or from third parties."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p><u>Note:</u> It should be noted that the Ugandan and Rwandan soldiers are often accompanied by Hutu children aged from 12 to 15 years who have been trained by the Rwandans at the Mushaki, Nyamitaba and Katale training centres as members of what they call the "people's self-defence group". During their training these children learn how to use weapons and paramilitary techniques.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• According to several independent sources contacted in Nord-Kivu, 600 children, all of them Hutus from Nord-Kivu, are trained each month by Rwandan FPR officers in the Democratic Republic of the Congo, thus violating the conventions on the protection of children in the event of conflict. Once trained, these "self-defence groups" are sent out to nearly all the villages of Nord-Kivu and are charged with reporting the presence of an <u>interahamwe</u>, a member of the former Rwandan armed forces or the Presidential Guard, or any other person regarded as a Mai-Mai and collaborating with the former Rwandan armed forces, <u>interahamwe</u> and "self-defence groups" who are regarded in the same light as the Jeunesse du mouvement populaire de la révolution (JMPR) of the Mobutu era. On the strength merely of a report suspects could be immediately arrested and tortured; however if grounds for suspicion exist, members of self-defence groups, instead of being arrested, are simply killed.</li> <li>• Also on 13 February 1999, the village of Ngesha was invaded by Rwandan and Ugandan soldiers accompanied by one of the notorious self-defence groups.</li> </ul>	<p>Article 77 (2) of Additional Protocol I: "The Parties to the conflict shall take all feasible measures in order that children who have not attained the age of fifteen years do not take a direct part in hostilities ..."</p> <p><u>Idem</u></p> <p>Article 5 of the Universal Declaration of Human Rights states: "no one shall be subjected to torture or to cruel, inhuman or degrading treatment or punishment".</p> <p>Article 57 of Additional Protocol I, on precautions in attack, states: "In the conduct of military operations, constant care shall be taken to spare the civilian population, ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• The villagers were in a state of panic as the soldiers fired at random to keep people from fleeing. Anyone who came out of his or her house to run away would be considered as an <u>interahamwe</u>. Five people were killed in this way, including: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mrs. Maombi and her five-year-old child;</li> <li>• Three women from the neighbouring village, as yet unidentified, who were passing through Ngesha at the time of these operations.</li> </ul> </li> <li>• In the same place and at the same time, the villages of Busoro, Lushebere and Nyabiondo suffered the same fate as the other villages mentioned above. Among the victims, the following names can be given: <ul style="list-style-type: none"> <li>• The wife of Mr. Xavier and his child, who were killed in the village of Busor;</li> <li>• Mr. Kamuzee, who was also killed at Busoro;</li> <li>• Kulu Kyabinduka, a resident of Lushebeshere who was killed during these operation;</li> <li>• Mr. Shekishuba and Mr. Siméon, both inhabitants of Nyabiondo, who were killed during these operations.</li> </ul> </li> </ul>	<p>Article 51 (4) of Additional Protocol I: "Indiscriminate attacks are prohibited."</p> <p>Article 51 (2) of Additional Protocol I; article 32 of the Fourth Geneva Convention: "The civilian population as such, as well as individual citizens, shall not be the object of attack."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• After this Rwandan-Ugandan military operation, the so-called "self-defence group" also looted the property of the villagers who were thought to be collaborators of the <u>interahamwe</u>, the former Rwandan armed forces and Presidential Guard the Mai-Mai.</li>   <li>• The Hunde, Nyanga and Tembo tribes, which had refused to send children to take part in this self-defence group or JMP of the Democratic Republic of the Congo, were the victims of several shameful acts during the Rwandan-Ugandan-Burundian military operations. They were killed or robbed, their houses destroyed, their cattle stolen.</li>   <li>• On Friday, 26 February 1999, Rwandan and Ugandan soldiers invaded the village of Mahanga, firing at random. The shooting lasted at least two hours. A dozen persons were hit and died immediately. The following are some names which have been released: <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mr. Mabondo Bernard;</li> <li>• Mr. Yua;</li> <li>• The daughter of Nestor;</li> <li>• Five persons not otherwise identified whose bodies were burnt by an artillery shell that hit their houses.</li> </ul> </li>   <li>• From 28 February to 1 March 1999, the villages of Lukweti were attacked by Rwandan and Ugandan soldiers. The toll was heavy: according to information in our possession, 78 people were killed, including 7 women and 2 children.</li> </ul>	<p>Article 33 (3) of the Fourth Geneva Convention; article 51 (1) of Additional Protocol I; article 17 of the Universal Declaration of Human Rights states: "The civilian population and individual civilians shall enjoy general protection against dangers arising from military operations ..."</p> <p>Article 51 of Additional Protocol I; article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 33 of the Fourth Geneva Convention: "Pillage is prohibited. Reprisals against protected persons and their property are prohibited."</p> <p>Article 51 (4) of Additional Protocol I: "Indiscriminate attacks are prohibited. Indiscriminate attacks are: (a) Those which are not directed at a specific military objective; (b) Those which employ a method or means of combat ..."</p> <p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 51 of Additional Protocol I.</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• On the Ishasha road, 10 people were also killed in the same circumstances as the other victims mentioned above.</li> <li>• It will be noted that the operations conducted by the Rwandans to seek out <u>interahamwe</u> in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo caused a number of civilian casualties and resulted in the displacement of the population to safer areas.</li> <li>• According to humanitarian sources working in Goma, over 4,000 families were registered on 28 February 1999 in Goma fleeing the massacres at Rutshuru and other villages affected by the military operations of Rwanda and Uganda.</li> <li>• At Lubero, several sources reported the presence of several thousand families who were also fleeing the massacres.</li> <li>• Today, the Congolese civilian population, regarded as being accomplices of the <u>interahamwe</u>, is being killed without eliciting any reaction from the countries that sent people into Congolese territory. Each time the Kengo Government, under Mobutu, tried to send the refugees back to the places they had come from, a senior official of the United Nations was sent as a matter of urgency to Kinshasa to negotiate with the authorities so that the refugees might remain in Congolese territory. Today the question of the Hutus and the <u>interahamwe</u> is becoming taboo within the international community, even though it was the international community that installed them in Congolese territory.</li> </ul>	<p>Article 51 (4) of Additional Protocol I.</p> <p>Article 51 of Additional Protocol I.</p> <p>Article 51 of Additional Protocol I; article 32 of the Fourth Geneva Convention.</p> <p>Article 51 of Additional Protocol I.</p> <p>Article 48 of the Fourth Geneva Convention: "Protected persons who are not nationals of the Power whose territory is occupied, may avail themselves of the right to leave the territory ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• We therefore request the United Nations as soon as possible to find a solution to the problems of the Hutus and the <u>interahamwe</u>, who are currently the main source of insecurity in the eastern part of the Democratic Republic of the Congo. CADI, Nairobi, 12 March 1999 (<u>Source</u>: Source indépendante du Congo (SIC)).</li> </ul> <p><u>12 March 1999</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A large number of families from Urega were in mourning at that time in the town of Bukavu, having lost relatives and friends who were killed a week earlier by the Rwandan-Ugandan-Burundian soldiers at Kamituga. In this region of Urega, a military offensive against the Mai-Mai resistance had begun on 18 February to gain control of this important mining area. The news, which was as shocking as it was unexpected, of a further massacre of civilians has now been confirmed, although the details of this tragedy have not been fully established and the number of victims, which already exceeds 100, is only provisional. It appears from initial corroborative evidence that the sequence of these tragic events was as follows: since the launching of the military offensive which affected the Bushi and Urega regions, RCD troops, composed essentially of Rwandan, Ugandan and Burundian soldiers (estimated at more than 2,000 men), had little difficulty in reaching Mwenga and Kamituga. On 4 March, satisfied at the result achieved, certain top RCD leaders, in particular Vice-President Moïse Nyarugabo and the Head of the Department of the Interior, Joseph Muydumbi, accompanied by the Governor of Sud-Kivu, Norbert Basengezi, and the director of</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights states: "Everyone has the right to life ..."; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 51 of Additional Protocol I, on protection of the civilian population.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>the province, Eugène Isengo, travelled in a light aircraft to Kamituga to chair a meeting that had been organized for the local people. The meeting apparently went well: a record attendance of several hundred, a fairly relaxed atmosphere and an unusual amount of applause, and so forth. At the end of the meeting, after announcing their intention of definitively dislodging the Mai-Mai even in the area of Kitutu, the RCD authorities appealed to the people for help in transporting the carriage of weapons and munitions. Several dozen people came forward and the military operation got under way without delay. It was after this heavy defeat that the murderous frenzy of the Tutsi soldiers was again unleashed against the civilian population. The soldiers who had survived the Bigombe ambush during their retreat towards Kamituga, began their pitiless slaughter, massacring anybody they met in the villages along the road: Mazozo, Lutunda, Kenge, Luliba and Kabukungu. At the same time, the soldiers who had remained at Kamituga, having been informed by Motorola portable radio of the defeat of their companions, began to massacre civilians even in the town of Kamituga (Tangila and Kele quarters).</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• According to the Catholic news agency MISNA, the rebels of the Democratic Republic of the Congo and of the Rwandan-Burundian-Ugandan coalition have just carried out a horrendous massacre in south-west Bukavu in Sud-Kivu, principally in the town of Ngeshe. The death toll includes 250 Congolese belonging to vulnerable categories (children, women and the elderly).</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p> <p>Article 51 (6) of Additional Protocol I states: "Attacks against the civilian population or civilians by way of reprisals are prohibited"; article 33 (3) of the Fourth Geneva Convention.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>SERIOUS DAMAGE TO FAUNA AND FLORA IN THE OCCUPIED TERRITORIES IN THE EAST OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO STATE OF THE PROTECTED AREAS UNDER OCCUPATION</p> <p>1. VIRUNGA NATIONAL PARK</p> <p>(a) <u>Deforestation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The European Union, UNHCR and the Dian Fossey Gorilla Fund contributed to the study of deforestation in the Park. A monthly average of about 290 hectares of forest has been cleared over 28 months. Given that the forest produces approximately 210 steres per hectare, this equates to 1,705,200 steres at \$20 per stere, or \$24,000.</li> </ul> <p>(b) <u>Slaughter of fauna</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The aggressors kill animals on a daily basis and sell protected animal species threatened with extinction in our national parks.</li> </ul>	<p>The International Tropical Timber Agreement, Geneva, 1983, which calls for forest utilization while maintaining ecological balance (...), and refers to the responsibility of States for conservation of the genetic resources of tropical forests; the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources, Algiers, 15 September 1968;<sup>1</sup> article 46 of the Treaty establishing the African Economic Community, Abuja, 3 June 1991, which states that Member States are recommended to protect marine and fishery resources and plant and animal species.</p> <p>Article III, paragraph 4 (b) (3), of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources, provides that: "'national park' means an area ... in which the killing, hunting and capture of animals and the destruction or collection of plants are prohibited ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>• Three elephants, a number of harnessed guibs, Bongo antelope, monkeys, chimpanzees and baboons were all killed in the same park.</p> <p>Destruction of fauna is estimated at \$34,104,000.</p> <p>As for gorillas, approximately 11 gorillas, including four silverbacks, have been killed since the arrival of the aggressor forces and their accomplices. A gorilla family cannot be completely stable unless it is headed by a silverback.</p>	<p>Article VIII, on protected species, states: "Species which are, or may be listed ... in Class A or B ... shall be protected by Contracting States."</p> <p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention, on unauthorized destruction, states that: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons, or to the State, or to other public authorities ... is prohibited."</p> <p>Article III, paragraph 4 (b) (3), of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources; article VIII of the same Convention, on protected species; article 35(3) of Additional Protocol I states: "It is prohibited to employ methods or means of warfare which are intended, or may be expected, to cause widespread, long-term and severe damage to the natural environment"; article 55 (1) of Additional Protocol I states: "Care shall be taken in warfare to protect the natural environment against widespread, long-term and severe damage".</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>2. GARAMBA NATIONAL PARK</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Some units of the Sudan People's Liberation Army (SPLA) (Sudanese rebels) deployed by the Rwandan-Burundian-Ugandan aggressors in taking over the town of Dungu never returned to the Sudan.</li>   <li>• Most of them settled at the Duru Catholic mission, at the Bagbele and Tekadje patrol posts (park ranger stations) and in the villages near the Park.</li>   <li>• They reopened their poaching camps, known as Africa Moto and Okuma Mafi, which had been destroyed in 1997 by the Congolese Armed Forces.</li>   <li>• Thus, SPLA units and the regular forces of the Rwandan and Ugandan Armies are placing unprecedented pressure on the fauna of Garamba National Park.</li> </ul>	<p>General Assembly resolution 3314 (XXIX) of 14 December 1974, containing the definition of aggression states (annex, article 3): "The invasion or attack by the armed forces of a State of the territory of another State, or any military occupation, however temporary, resulting from such invasion ..."</p> <p>Article 53 of Additional Protocol I on the protection of cultural objects and of places of worship, states: "It is prohibited to commit any acts of hostility directed against the historic monuments, works of art or places of worship which constitute the cultural or spiritual heritage of peoples."</p> <p>Article III, paragraph 4 (b) (3), of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources states: "'national park' means an area [...] in which the killing, hunting and capture of animals and the destruction or collection of plants are prohibited."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• The population of the Park's main species, namely, the northern white rhinoceros, which had increased to 31 animals, is now in danger. A rhinoceros was just killed by poachers in February.</li> </ul> <p><u>Note:</u> The 1973 Washington Convention (CITES) includes all the large monkeys and lemurs, the panda, rhinoceros and leopards among the most endangered species. These species are listed in appendix I to the Convention.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• As regards the Fauna of Garamba National Park, the Congolese State has been prejudiced by the slaughter of northern white rhinoceros. Of the 31 animals mentioned above, identified during an aerial count taken in June 1997, there are only 24 left, representing the unlawful loss of seven animals killed by Rwandan-Burundian-Ugandan aggressors.</li> </ul>	<p>The 1973 Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES); article 6 (3) of the Convention for the protection of the world cultural and natural heritage states: "Each State Party to this Convention undertakes not to take any deliberate measures which might damage directly or indirectly the cultural and natural heritage ..."; Article III, paragraph 4 (b) (3) of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources.</p> <p>The 1973 CITES Convention; article III, paragraph 4 (b) (3), of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources, which describes an area [...] in which the killing, hunting and capture of animals and the destruction or collection of plants are prohibited ..."; article VIII of the same Convention, on protected species, which states that: "Species which are, or may be listed in Class A or B ... shall be protected by Contracting States."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• The June 1997 count of elephants shows that, since the suspension of patrols owing to the war imposed on us by the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition, 30 elephants whose tusks are highly prized in international trade in wild fauna were killed for their ivory.</li> </ul> <p><u>Note:</u> Principle 2 of the Declaration of the United Nations Conference on the Human Environment, held in 1972, states that: "The natural resources of the earth, including [...] water, land, flora and fauna and especially representative samples of natural ecosystems, must be safeguarded for the benefit of ... future generations." This does not seem to be of concern to the Rwandan-Ugandan-Burundian coalition, with its obsessive thirst for gain.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Hippopotamuses, buffalo, giraffes and antelope, among others, are also being massacred.</li> </ul> <p>3. KAHUZI-BIEGA NATIONAL PARK</p> <p>(a) <u>Deforestation</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Based on our information, we believe that damage done to the Kahuzi-Biega National Park is probably about one third of that caused to Virunga National Park by the refugees.</li> </ul>	<p>The 1973 CITES Convention, particularly as African elephants are included in a class of species threatened with extinction unless their trade is regulated and compatible with their survival. These species are included in appendix II of CITES; article 2, third paragraph, of the Convention for the Protection of the World Cultural and Natural Heritage of 23 November 1972, which reads as follows: "For the purposes of this Convention, the following shall be considered as 'natural heritage': natural sites or precisely delineated natural areas of outstanding universal value from the point of view of science, conservation or natural beauty"; article III, paragraph 4 (b) (3) of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources states: "... the killing, hunting and capture of animals and the destruction or collection of plants are prohibited."</p> <p><u>Idem</u></p> <p>Article III, paragraph 4 (b) (3) of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources states: "... the destruction or collection of plants are prohibited ..."</p>



DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>• Hence, we estimate that 2,706 hectares were deforested during the 28 months that the refugees were there. Following the same reasoning as for Virunga Park, the estimated loss would be:</p> <p>(b) <u>Slaughter of fauna</u></p> <p>Assuming that the value of fauna and flora can be expressed in the same terms as that of a forest, the loss in fauna would be equal to \$11,368,000.</p> <p>(c) <u>Loss in tourism revenue</u></p> <p>Excursions to see gorillas: \$700,000 per year X 3.5 years = \$2.45 million.</p>	<p>Article 24 of the African Charter on Human and Peoples' Rights states: "All peoples shall have the right to a general satisfactory environment favourable to their development."</p> <p>Article 2 of the Convention relating to the Status of Refugees, establishing general obligations, as follows: "Every refugee has duties to the country in which he finds himself, which require in particular that he conform to its laws and regulations as well as to measures taken for the maintenance of public order."</p> <p>Article III, paragraph 4 (b) (3) of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources of 15 September 1968 states that: "'national park' means an area ... in which the killing, hunting and capture of animals and the destruction or collection of plants are prohibited ..."</p> <p>The estimated damage constitutes a loss in earnings for which the Democratic Republic of the Congo must seek fair compensation.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>(d) <u>Other damage to the environment:</u></p> <p>Cost of protecting the Kahuzi-Biega National Park for 10 years:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Wages for 300 employees X 100 = \$3.6 million</li> <li>• Office expenses: \$300 per month X 12 X 10 = \$216,000</li> <li>• Rations for patrols: \$2 per day X 250 persons X 360 days X 10 = \$180,000.</li> <li>• Maintenance of bush area, \$30 for upkeep, 2 maintenance operations per year X 250 X 10 = \$150,000</li> <li>• Medical care: \$1,000 per month X 3 stations X 12 X 10 = \$360,000</li> <li>• Contingencies and administrative expenses (10 per cent) = \$738,600.</li> </ul> <p>RECENT MAJOR HUMAN RIGHTS VIOLATIONS - APRIL 1999 (NORD-KIVU)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• In Kisharu, in the Binza group, in the territory of Rutshuru, Nord-Kivu, one Mbusa Nyamwisi, a member of the Nande Beni tribe and the anti-patriotic <i>Rassablement Congolais pour la Démocratie</i> (RCD) had presided over a meeting in early February 1999 of the majority of the population of that district to install a new Rwandan Administrative Chief. The population expressed its dissatisfaction and refused to be governed by the new Chiefs. Following reprisals, the Rwandan army massacred more than 75 persons in that district; the remaining farmers fled into the forest.</li> </ul>	<p>Violation of the principle of the rights of peoples and their right to self-determination contained in Article (2) of the Charter of the United Nations, which authorizes all peoples to choose their leaders freely.</p> <p>Article 33 (3) of the Fourth Geneva Convention; article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 5 of the International Covenant on Civil and Political Rights.</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<ul style="list-style-type: none"> <li>• In Jomba, in the villages of Gasiza Ceya and Nyabubuye, Tutsi soldiers massacred innocent people on the pretext that they were harbouring <u>interahamwe</u>. Several dozen people were killed, the majority of them women and children.</li>   <li>• In Bungana, a post on the Ugandan border where a number of Ugandan Tutsi soldiers are stationed. All the surrounding villages were emptied of their populations by massacres, exile or forcible transfers to locations approximately 15 km from the border.</li>   <li>• Primary and secondary schools ceased to function one year ago in many parts of the occupied territories because parents fear that children 12 years of age or older will be recruited by the occupying armies. The answer sheets for State examinations given in 1998 to pupils from the Nord-Kivu provinces were reportedly withheld.</li>   <li>• A number of homes were burnt in Ntamugenega, Nkokwe, Kisigari, Kalengeru, Biruma, Kabindi, Rwanguba, Kanyangohe Bweito and Kazuba in the territory of Rutshuru.</li> </ul>	<p>Article 3 of the Universal Declaration of Human Rights; article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights; article 32 of the Fourth Geneva Convention states: "The High Contracting Parties specifically agree that each of them is prohibited from taking any measure of such a character as to cause the physical suffering or extermination of protected persons in their hands ..."</p> <p>Article 51 (1), of Additional Protocol I; article 49 of the Fourth Geneva Convention states: "Individual or mass forcible transfers, as well as deportations of protected persons ..., are prohibited, regardless of their motive."</p> <p>Article 13 (1) of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights states: "The State Parties to the present Covenant recognize the right of everyone to education ..."</p> <p>Article 53 of the Fourth Geneva Convention (prohibits destruction).</p>
<p><u>Note:</u> All the massacres were accompanied by pillaging and the burning of homes. Hundreds of vehicles were stolen by the Tutsi and taken to Rwanda, while thousands of homes were burnt in all the villages and communities mentioned.</p>	<p>Articles 33 and 53 of the Fourth Geneva Convention: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons, or to the State, or to other public authorities ... is prohibited ..."</p>

DESCRIPTION OF ACTS, CRIMES AND ATROCITIES COMMITTED IN THE EASTERN PART OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO	LEGAL NORMS VIOLATED
<p>We should also mention a case of cattle theft: 300 cows belonging to Segihobe Rwagize were stolen from their pasture in Kamira and 100 cows stolen from the pastures of Kibirihhi. More than 2,000 cows, goats and sheep were stolen from the pasture of Bitegetsimana; vehicles were taken by the Tutsi and thousands of homes were burnt in the territories of Masisi, Rutshuru and Nyiragongo.<sup>3</sup></p>	<p>Article 54 (2) of Additional Protocol I, on protection of objects indispensable to the survival of the civilian population, states: "It is prohibited to attack, destroy, remove or render useless objects indispensable to the survival of the civilian population, such as foodstuffs ..."</p>

<sup>1</sup> According to article III of the African Convention on the Conservation of Nature and Natural Resources, signed at Algiers on 15 September 1968, "natural resources" means renewable natural resources, soil, water, flora and fauna".

<sup>2</sup> Elephants are included in Class B of the protected species and antelopes and chimpanzees in Class A. The appendix contains the complete list of protected species. The 1973 Washington Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora also includes African elephants in the class of species seriously at risk.

<sup>3</sup> This situation tends to confirm that the balkanization of the Democratic Republic of the Congo has long been planned to benefit the Tutsi, whose occupation of the eastern territories would be facilitated by the partition. The plans to exterminate the Bantu population of Kivu in order to eliminate any resistance would also fit into this scheme.

**Annex I****List of names of persons murdered at Makobola and other killings reported in Sud-Kivu**

Number assigned to the dead	Names of persons murdered	Age	Sex	Village
01	ABUNGU CHRISTINE	-	F	MIKUNGA
02	AMANI LUSUNGU	-	M	- < -
03	AWEZAYE KAHINDO	-	F	- < -
04	AMISA NAMLANGALO	-	F	- < -
05	APOLINA BYOSAA	-	F	- < -
06	ASENDE MASUMBUKO	-	F	- < -
07	ALUMBE MUKOKO	-	F	BANGWE
08	ABWE MULASHI	-	F	- < -
09	ALIMASI LUMENGE	-	M	- < -
10	ASANI ALUMBE	-	M	- < -
11	ALINGI ONGEMBALAMWEGI	-	M	- < -
12	APAKO - < -	-	F	- < -
13	ATONDA - < -	-	F	- < -
14	AAMBA SALUMUMBALAMWECHI	-	M	- < -
15	AMISI ABUNGO	-	F	- < -
16	ABWE ISHIABWE	-	M	- < -
17	ANGELAN MALIPO	-	F	- < -
18	ALISA NYAMGO	-	F	KAHAMA
19	ANTO LOTOELO	-	F	- < -
20	ABELECI LOTOELO	-	M	- < -
21	AMISA LOTOELO	-	F	- < -
22	ASENDE SELEMANI	-	F	- < -
23	ABWE YALUMBA	-	M	- < -
24	ARONI LUTUMBU	-	M	- < -
25	ABALE ILANGYI	-	M	NGALULA
26	AOCI MMANINWA	-	M	- < -
27	AMBAMBA MMANINWA	-	M	MBOKO
28	ABEBELE MAWAZO	-	F	KASHEKEZI
29	AMUNASO MULISHO	-	F	KASHEKEZI
30	ASSUMANI HALI	-	M	- < -
31	ABABELE ALISHI	-	M	- < -
32	ALISA WABANGWA	-	F	KIVONGOLWA
33	ABWE FAHISI	-	M	- < -
34	ALUMBE ABINAMWISHO	-	F	KAMBA
35	ALUNGU LOKOLE	-	M	- < -
36	ASSANI ALEXI	-	M	KASHEKEZI
37	ALUNGU ONGE	-	M	- < -
38	ADOLPHE OMARI	5	M	KALOMO
39	AMBA SALUMU	-	M	- < -
40	ABALE ONGEMBALA	46	F	BANGWE
41	ANGELANI SALUMU	45	F	- < -
42	ALULEYA ABALE GANA	20	M	- < -
43	ALUBETINA ABABELE	-	F	- < -

44	ALUMBE KA	-	M	- - -
45	ALUTA YENA	-	F	- - -
46	ASENDE ESOA	7	F	MIKUNGA
47	ABUNGO WILONGA	42		- - -
48	AMISA ELOCO	5	F	- - -
49	AOCI NENDJO	4	M	MIKUNGA
50	AKUMBA OREDI	6	M	- - -
51	ASENDE ELISA	10	F	- - -
52	ALONDA MWAMI CHANGA	30	M	- - -
53	ABEKYA IYANGYA	67	M	- - -
54	ABULE LUSAKANYA	18	M	- - -
55	AKUMA ABEKYA	1	M	- - -
56	APENDEKI MIRENGE KASONGO	40	F	KATUTA
57	APENDEKI GERARD	12	M	- - -
58	APENDEKI LUMINA	31	F	- - -
59	AOCI LUMINA	8	M	- - -
60	ABABELE MBELECI	18	F	KASHEKEZI
61	AMAZO ECINA	40	F	- - -
62	ASSUMANI ECA	6	M	- - -
63	AMBAMBE PILIMO	-	M	MUKWEZI
64	AMSINI PIPA	40	M	MUNENE
65	APOLINA MITAMBA	38	F	- - -
66	ASUKULU SANTO	1	M	- - -
67	ANDRES LOBONGYA	55	M	KAHAMA
68	ANDALA TITO	8	M	- - -
69	ALONDA POPO	10	M	KAHAMA
70	ASUKULU POPO	6	M	- - -
71	ALISA WAESUBE	7	F	NGALULA
72	ALISA BITENDELO	43	F	- - -
73	ABUBAKAR MUSTAFA	-	M	KAMBA
74	ALLY MOUSTAPHAN	-	M	- - -
75	ASENDE MUNDA	-	M	- - -
76	AMISSI JUMA	-	M	- - -
77	ABWE ANGELE	-	M	- - -
78	ALULEYA AKYAKALA	-	M	- - -
79	AMOSSI MAHASHA	-	M	- - -
80	ASUKULU PAUL	-	M	- - -
81	BUDOGO BUDOGO (Burundian refugee)	-	F	MAKOBOLA I
82	BAHATI BULENGE	-	M	- - -
83	BYAOMBE CESAR	-	M	- - -
84	BILOMBELE EBENGO	-	F	KATUTA
85	BITA KAHINDO	-	M	MIKUNGA
86	BIENFAIT ITONGWA	-	M	- - -
87	BILEMO SALEHE	-	F	- - -
88	BILEBWA MAWAZO	-	M	- - -
89	BUHEBELU LANKINA	-	F	- - -
90	BOSONGOMA MAYALIWA	-	M	- - -

91	BINWA BITA	-	M	- < -
92	BOBILYA ABWE MBALAMWESHI	-	F	- < -
93	BOKOBO LWAMESSO	-	M	- < -
94	BOBILYA BAKUMBA	-	F	- < -
95	BILOMBELE LOTOELO	-	F	KAHAMA
96	BONYEMU LOTOELO	-	F	- < -
97	BYALUNWA ABWE	-	F	- < -
98	BYALUNWA ICIBYANGYLA	-	M	- < -
99	BULUMBA ISHEKELA	-	F	- < -
100	BULEMBO SADI	-	F	- < -
101	BUSA MBILIZI	-	M	- < -
102	BILOMBELE NYASSA	-	F	NGALULA
103	BAHATI -	-	M	MUKWEZI
104	BITISHO MAWAZO	-	F	KASENYA
105	BIBI NAKITUNGA	-	F	- < -
106	BELLE FILLE MIKOMA	-	F	KALOMO
107	BAIYE JOSEPHINE	-	F	ILAKALA
106	BENJAMIN SHIABWE	-	M	- < -
109	BENGA JEAN PIERRE	1 year 8 months	M	BANGWE
110	BAUKYAKA ECUMBE	30	F	- < -
111	BUYEMBU WIYONGA	32	M	- < -
112	BUNYEMU ELOKO	8	M	MIKUNGA
113	BILEMO ITONGWA	9	F	- < -
114	BATASEMA BWALFU	14	M	- < -
115	BILECA APENDEKI	5	F	- < -
116	BULOKO MWA A	3	M	- < -
117	BYAOMBE BAELANYA	3	F	- < -
118	BAHINGWASE YOHERI	5	M	KATUTA
119	BORA BARUTI	15	F	KATUTA
120	BWENGE LUMINA	4	M	- < -
121	BALULU LUMINA	1	M	- < -
122	BAHATI MASUMBUKO	-	M	MUKWEZI
123	BAHIYE YONA	49	F	MUNENE
124	BIBYANE ITONGWA	3	F	KAHAMA
125	BOLENGELWA ALENGE	4	M	- < -
126	BENOIS -	46	M	- < -
127	BOKABO RAMAZANI	37	M	NGALULA
128	BYAUSSA BYASONGA	77	M	- < -
129	BILOMBELE ANGELANI	-	F	KAMBA
130	BAHELANYA MANYANGA	-	M	- < -
131	BYA M NONI ROSA	-	F	- < -
132	BULIMWENGU MASHAKA	-	M	- < -
133	BUKURU SOBANUKA	-	M	- < -
134	CLAUDINE BELINDA BENGA	-	F	BANGWE
135	CHEKANABO LOTOELO	-	F	KAHAMA
136	CHEKANABO WILONGA	-	F	KAHAMA
137	CHRISTINA -	-	F	MUNENE

138	CHALA BILEMU	-	F	KAMBA
139	CHALA MUSHO	-	F	KASHEKEZI
140	CHALA ELOGO	37	F	BANGWO
141	CHALA ELOCO	35	F	MIKUNGA
141	CHENGA MWANDAMA	9 months	M	KASHEKEZI
142	DEPE LOTOELO	-	M	KAHAMA
143	DIEUDONNE WALUENYA	-	M	- « -
144	DUNIA GODET	-	M	-
145	DODOMA KATONDA	64	M	MIKUNGA
146	DESHATI MIRENGE KASONGO	9	M	KATUTA
147	DIEUDONNE WATEKWA	6	M	NGALULA
148	DUNIA JEROME	-	M	KAMBA
149	WIFE OF MR. NGWETO	-	F	MAKOBOLA I
150	WIFE OF MR. MANDEVU	-	F	- « -
151	ECHA MWENDA	-	F	- « -
152	EYANGANO BIKOPO	-	F	KATUTA
153	ESOA REMIE	-	M	MIKUNGA
154	ESOA ONGA OBE	-	F	- « -
155	ETO ASONGO	-	F	BANGWE
156	ESUBE GASTON	-	M	KAHAMA
157	ELOCHO LOTOELO	-	F	- « -
158	EKYOCHI WABUCIBWA	-	F	- « -
159	EKYOCHI NASENDE	-	F	- « -
160	EMBETE LUTUMBA	-	M	- « -
161	EKUKULA NDALO	-	M	- « -
162	ENDANI TSHEKELA	-	F	NGALULA
163	EKA KAMULEWA	-	M	- « -
164	EKIKI TUBANGYO	-	M	KASHEKEZI
165	ESOLOMWA BALAHIMU	-	M	- « -
166	ELECHI MASUMBUKO	-	M	KIVONGOLWA
167	EPANGYA	-	M	KAMBA
168	ELEMA YAMSHINGA	-	M	- « -
169	EANGANO	-	F	-
170	ENGENISHI BWANGA	2	F	ILAKALA
171	ECHA MWASHITE	3	F	BANGWE
172	EPANGYA SALEHE	-	M	- « -
173	EPONDO MWA A	7	F	MIKUNGA
174	EBISHWA BALONGELWA	9	M	- « -
175	ECHULE ITONGWA	7	M	- « -
176	ESPERANCE MIRENGE KASONGO	16	F	KATUTA
177	EKYOSHI SHINGONDE	14	M	KASHEKEZI
178	ELISHA ANDO'OLO	31	M	- « -
179	ECHA MMBEMBE	3	F	- « -
180	ESOMBOLA BULAHIMU	63	M	- « -
181	ETUNGANO	-	M	MUKWEZI
182	ESPERANCE JOHALI	6	F	KAHAMA
183	ELISHABETH ITONGWA	1	F	- « -
184	ESUBE GASTON	55	M	NGALULA



185	EYANGANO STEFANO	-	M	KAMBA
186	ELIE JÉROME	-	M	- - -
187	FITINA FATUMA	-	F	MAKOBOLA I
188	FATUMA MARONDO	-	F	KATUTA
189	FITINA NABASIYAKA	-	F	MIKUNGA
190	FAMBA LUKOLE	-	M	- - -
191	FARAJA ISHEKELA	-	M	KAHAMA
192	FEZA LUTUMBU	-	F	- - -
193	FALIALA MMANDAMA	-	M	- - -
194	FIKIRINI MUFULERO	-	M	KABUMBE
195	FILIPO ISA	-	M	NGALULA
196	KIHEKA FAMILY (5 children)	-	-	-
197	MANDEVU FAMILY (2 children)	-	-	-
198	FITINA FATUMA (2 children: forced Caesarean)	-	-	-
199	MBIRIMA EMMANUEL FAMILY (3 children)	-	-	-
200	HOJA BWENGA FAMILY (4 children)	-	-	-
201	HOJA BWENGA FAMILY (4 children)	-	-	-
202	MALIYANI GODEFROID FAMILY (6 children)	-	-	-
203	MIKOMA FAMILY (9 persons)	-	-	-
204	SEGERE FAMILY (4 persons)	-	-	-
205	KANGERE FAMILY (4 persons)	-	-	-
206	WENYA FAMILY (3 persons)	-	-	-
207	BASHAHUNGU FAMILY (28 persons)	-	-	-
208	BASHIHOGE FAMILY (20 persons)	-	-	-
209	CHILDREN OF JOSEPHINE NAOHI (2 persons)	-	-	-
210	CHILDREN OF CHALA (5 persons)	-	-	-
211	FREDERIC ANGETE	30	M	MIKUNGA
212	FITINA NAIYANGA	9	F	- - -
213	FITINA NASHAGALI	3	F	KATUTA
214	FURAHA SANGO	9	M	KASHEKEZI
215	FURAHA NALUBELA	4 months	F	NGALULA
216	FARIALA APATA	70	M	- - -
217	FATUMA MOUSTAN	-	F	KAMBA
218	GEORGETTE MBYULA	-	F	MIKUNGA
219	GODET SENGE	-	F	-
220	GANA GANA	-	M	BANGWE
221	HONORE NAKITUMBA	-	M	MAKOBOLA I
222	HENRI NGOLO	-	M	BANGWE
223	HERI ASUKULU	-	M	NGALULA
224	HUZURI AMISI	2	M	MIKUNGA
225	HONORINA MANENO	3 years 3 months	F	MIKUNGA
226	HERI MUSASECHA	17	M	KAHAMA
227	HASHA ANDRE	69	F	-
228	ILEMBO SADI	-	M	-
229	ITONGWA LUNGELE	-	M	-
230	ISMAEL BENGA	-	M	NGALULA

231	IBUCHWA ASUSU		M	- e -
232	ISHIBABU -		M	- e -
233	ISHIABWE ASA		M	KASHEKEZI
234	IDI MIRENGE		M	- e -
235	ITONGWA NKABO	69	M	MIKUNGA
236	ISSA LUBUNGA	56	M	MIKUNGA
237	ISAKA MISABEO	73	M	KASHEKEZI
238	IO'IBUMBA STEPHANE		M	KAMBA
239	JOSEPHINE (WIFE OF MR. MASTA)		F	MAKOBOLA I
240	JEAN PIERRE KAHINDO		M	MIKUNGA
241	JEANINE MPENDA		F	- e -
242	JOSEPHINE NA'MMBUTU		F	- e -
243	JACQUES MWENDA		M	BANGWE
244	JEANNE NDAHZA		F	KAHAMA
245	JEANNETTE AMBIANCE		F	NGALULA
246	JOSEPH MPUPU		M	MUKWEZI
247	JULIENNE NANGYICHI		F	KIVONGOLA
248	JUSELE MIHIGO		F	- e -
249	JOSEPHINE WATUTA		F	- e -
250	JOSEPHINA ONGE MBALA	3 months	F	BANGWE
251	JACQUES ONGHE	37	M	- e -
252	JEAN PIERRE MIRENGE KASONGO	3	M	KATUTA
253	JACQUELINE FANGO	18	F	KASHEKEZI
254	JULES		M	CITÉ II/MBOKO
255	JEAN-MARIE CHILA	1	M	KAHAMA
256	JEANNETTE MUFAUME	43	F	NGALULA
257	JEANNE BAHYE	40	F	- e -
258	JOSEPHINE NDOHI		F	KAMBA
259	JOSEPHINE LUNGWE		F	- e -
260	JUJU BUKUMBA		F	- e -
261	JAQUELINA MUTOCHA		F	- e -
262	JAQUES SUNGULA		M	- e -
263	KISHIBISAHA MALIANI		M	MAKOBOLA I
264	KAI -		M	- e -
265	KABWANA BULENGE		M	- e -
266	KABIBI BULENGE		F	- e -
267	KYAKUNA KAMNOBE		F	- e -
267	KITABO KITAMALA		M	- e -
268	KAYUYA MALIYANI		M	- e -
269	KITUNGANO KATITA		M	- e -
270	KYOYO (WIFE OF MR. NAKITUMBA)		F	KATUTA
271	KIPANZA SALEHE		M	MIKUNGA
272	KALUTA MAHOKA WELONGO		M	BANGWE
273	KAGESURU FURAHISHA		F	- e -
274	KATAINA MMUMENGAKOBE		F	KAHAMA
275	KISE AKYENA		M	- e -
276	KITUMAINI ISHEKELA		M	- e -
277	KABABWA WAKYENYA		M	- e -

278	KYوبا MBILIZI		M	- < -
279	KISLE BWAMI		M	- < -
280	KAZUZU WETU		M	NGALULA
281	KITUNGANO USENI		M	MUKWZEI
282	KALUTA -		F	KAMBA
283	KASIBA -		F	ILAKALA
284	KASUKU -		M	- < -
285	KASHIMBO MWATUMO		F	- < -
286	KOLETA OSENI	32	F	BANGWE
287	KAMNO MYAYO	3	M	MIKUNGA
288	KIMBITI MILUNGA	38	M	- < -
289	KABITI KATIIGUTA	2	F	KATUTA
290	KADOGO YOMBE	2	M	KATUTA
291	KATERANYA(Burundian refugee)	-	M	BASHILUBANDA/MBOKO
292	KASIBA KATUMBI	30	F	MUNENE
293	KISEKEDI LOTOELO	16	M	KAHAMA
294	KULIYE SHABANI	65	M	NGALULA
295	KAMPE MMJOMBO	-	M	NGAMBA
296	KEYO SUNGULA	-	M	- < -
297	KASHINDI SUNGULA	-	M	- < -
298	KALYAMTU MAKOBOLA	-	M	- < -
299	KAMBEMBA ASSUMANI	-	M	- < -
300	LUNGA JOSEPHINE	-	F	KATUTA
301	LOKOLE LUSUNGU	-	M	MIKUNGA
302	LUKANGYELA EKYAMBA	-	M	- < -
303	LUPONDA ESOWA	-	M	- < -
304	LEA SALIMA	-	F	- < -
305	LUKAMBELO UWANDJA	-	M	- < -
306	LALIA AMEMBE	-	F	- < -
307	LUMUMBA NDAHZA	-	M	KAHAMA
308	LAINI MMDAMA	-	F	- < -
309	LUTUMBU BYAMUNGU	-	M	- < -
310	LUSHI MWASHITI	-	F	NGALULA
311	LENDEZA MNANDOTO	-	F	ILAKALA
312	LALIA MWA'A	3	F	MIKUNGA
313	KAMPE MULENDA	-	M	NGAMBA
314	LOKELE TSHILANGO	83	M	MIKUNGA
315	LOKALELO MMANDA	70	M	- < -
316	LUNYEMBA ABEKYA	26	M	- < -
317	LALIA EMBETE	8	F	- < -
318	LOKOLE TABISENGWA	8	F	- < -
319	LIPANGA BARUTI	3	M	KATUTA
320	LEKUMU	-	M	- < -
321	LAHELI NYASSA	39	F	KASHEKEZI
322	LYAENDA MNOBE	7	M	KAHAMA
323	LWANGELA HAMISI	11	M	- < -
324	LWAMBO MBILIZI	8 months	M	- < -
325	MUSEMEWA (WIFE OF MR. KINEKA)	-	F	MAKOBOLA I

326	MOTHER OF MR. KINEKA	-	F	- e -
327	MALIANI GODEFROIE (Ségom)	-	M	- e -
328	MAPWATA MALIANI	-	M	- e -
329	MARIE NALUSHUMBA	-	F	- e -
330	MATESO	-	F	- e -
331	MIMA	-	F	- e -
332	MUSUNGU BULENGE	-	M	- e -
333	MUGANGANE WA BAZIBA	-	M	- e -
334	MUBANGUBANGU	-	M	- e -
335	MALOLA ASSUMANI	-	M	- e -
336	MANA (WIFE OF MR. KANGERE)	-	F	- e -
337	MULILIKWA BUGARAMA	-	M	- e -
338	MAUWA ROSA	-	F	- e -
339	MASASI WENYA	-	M	MIKUNGA
340	MAKOMA CHRISTINE	-	F	- e -
341	MWENGE NABAUKYAKA	-	F	- e -
342	MANDELENI LWABABA	-	F	- e -
343	MILINGANYO ALONDAMWAMI	-	M	- e -
344	MULISHO SHUKURU	-	M	- e -
345	MLONDONI KACHELEWA	-	M	- e -
346	MLASHI MIYAMBANO	-	F	- e -
347	MAWAZO SALIMA	-	F	- e -
348	MKYUNGU FUMORO	-	M	BANGWE
349	NZALIWA HOSHINAWAKE	-	M	- e -
350	MAHONECHO ONGEMBALA MWEC	-	F	- e -
351	MLASHI ONGEMBALAMWECI	-	F	- e -
352	MANDELENI SALUMU	-	F	- e -
353	MAENOSHO SALUMU TAMBE	-	M	- e -
354	MMBUNDA ODENI	-	M	- e -
355	MAYA ODENI	-	M	- e -
356	MWENDA MLUBI	-	F	- e -
357	MAAO SALUMU	-	M	- e -
358	MMANDAMA EMANGA	-	M	KAHAMA
359	MAZAMBI KYALONDAWA	-	M	- e -
360	MELANIYA LOTOELO	-	F	- e -
361	NTEMA LOTOELO	-	M	KAHAMA
362	MBUMBA LOTOELO	-	M	- e -
363	MINYEKO AKYENA	-	M	- e -
364	MMBOMBA AKYENA	-	M	- e -
365	MALÉNGA YELAMWA	-	F	- e -
366	MALUMBE MMDAMA	-	M	- e -
367	MASHAKA MMDAMA	-	M	- e -
368	MARIMU MAZAMBI	-	F	- e -
369	MSAFIRI ABWAKE	-	M	- e -
370	MWENDA MBILIZI	-	M	- e -
371	MAUWA ASANI	-	F	NGALULA
372	MAKALA ILANGIYE	-	M	- e -
373	NSOMBWA TAMUSAALÉ	-	F	- e -

374	MBELECI HERI	-	F	- < -
375	MBELECI MAKYAMBE FEZA	-	F	- < -
376	MORTON BENGA	-	M	- < -
377	MINYEXO ISHIBABU	-	M	- < -
378	MWALIMU AMBILO	-	M	MUKWEZI
379	MOMBO AKAMBA	-	M	LUSAMBO
380	MAUWA	-	F	MUNENE
381	MUKE MASTA	-	F	- < -
382	MUBANGU BANGU	-	M	- < -
383	MWENGE ABEYA-EKA	-	F	KASHEKE
384	MIMA NA-ABUE	-	F	- < -
385	MANDELI NABITO	-	F	KIVONGOLWA
386	MLONDA EBUKA	-	M	KAMBA
387	MKYUNGU EKYELA (EKELA)	-	M	- < -
388	MMBUMDA SALEM	-	M	- < -
389	MAYA -	-	F	- < -
390	MIYUNGANYA POLIDIRE	-	F	KASHEKEZI
391	MIRENGE BARUTI	-	M	- < -
392	MASUMBUKO BARUTI	-	M	- < -
393	MALOPA BARUTI	-	M	- < -
394	MAKWATA GODET	-	F	- < -
395	MILONDANI -	-	F	- < -
396	MAPE NDO -	-	F	- < -
397	MLASI NAMINYEKO	-	F	- < -
398	MUTOTO FRANÇOIS	-	M	- < -
399	MAZAMANI MMENENE	-	M	- < -
400	MUSUNGU WEKELA	-	M	- < -
401	MAIRIA + 1 SON	-	F	- < -
402	MBIRIMA EMMANUEL	30	M	KIVONGOLWA
403	MAHONESHU WAMULOLA	65	F	- < -
404	MARIABO NABAJUMBI	59	F	KALOMO
405	MUGANGANE ROGER	57	M	KALOMO
406	MAONESHU BILEMO	57	F	- < -
407	MALIPO BENI	-	F	- < -
408	MANDE SALUMU	-	F	- < -
409	MARIA NYALUSHUMBA	52	F	KANYANGWE
410	MAVUNDJA ECLESIA	-	M	ILAKALA
411	MAESA KAKUMBU	-	F	- < -
412	M'KYUNGU WEKELA	24	M	BANGWE
413	MWANYI MALENGELA	45	M	- < -
414	MASEMO MUTAMBALA	10 months	M	- < -
415	MAMAN FATUMA	-	F	MIKUNGA
416	MLISHO ELOCO	3	M	- < -
417	MOTEMA ELOCO	5 months	M	- < -
418	MWEN'ESUBE ELOCO	75	M	MIKUNGA
419	MILENGANI ALONDAWA	55	M	MIKUNGA
420	MLONDANI MANYINWA	21	M	- < -
421	MITANGA HOMARI	1	F	- < -

422	MWA'A ABEKYA	43	M	- e -
423	MAOMBI JEANO	6	F	- e -
424	MIKABOKABO IOI	13	M	- e -
425	MAWAZO SELEMANI	49	F	- e -
426	MMENENWA LUSAKANYA	14	M	- e -
427	MASOKA ABEKYA	5	F	- e -
428	MMBANGO LUANGA	11	M	KATUTA
429	MIRENGE BAHATI	40	F	- e -
430	MIHIGO BARUTI	18	M	- e -
431	MITOMBO BARUTI	9	M	- e -
432	MACOZI MIRENGE KASONGO	9	F	- e -
433	MASUMBUKO LABWIKA	28	M	- e -
434	MWASHANBA JOMBE	4	F	- e -
435	MALENGA MMSSA	7	F	- e -
436	MUKUNIKINI TOSHA	6	F	- e -
437	MALEKANI SUMAHILI	4	M	- e -
438	MMONGA EHANGO	29	M	- e -
439	MUSA LUMINA	14	M	- e -
440	MALENGA PUPA	9	F	- e -
441	MAPWATA PUPA	13	M	- e -
442	MAWAZO PUPA	2	F	- e -
443	MARIAMU KISIMBA	7	F	KASHEKEZI
444	MOSHI CHAMLUNGU	14	F	- e -
445	MAMBOLEO WILONDJA	79	M	- e -
446	MUSAFIRI ABEKYAMWALI	61	M	- e -
447	MWENELWATA LUKABA	16	M	- e -
448	MBELECI ABALE	11	M	- e -
449	MALENGA BI'ANGWA	31	F	- e -
450	MBEUMU ETANDO	10	M	KASHEKI
451	MUNOKO	-	M	KABUMBE
452	MU'OSA	-	M	- e -
453	MWALIMU AMBELA	-	M	MUKWEZI
454	MAYANGA ISHIBATWA	-	M	LUSAMBO
455	MAMBO -	-	M	- e -
456	MARIE -	-	F	MUKANDJAKOU
457	MUKELA -	-	M	CITÉ III/MBOKO
458	MINEBWE SHIABWE	27	M	MUNENE
459	MAETA MUFAUME	14	M	- e -
460	MUFANDJALA TUBEREZA	39	M	- e -
461	MACOZI ABWE	8 months	F	- e -
462	MIRENGE NGAVANWA	-	F	KAHAMA
463	M'MGI ENOKE	-	F	- e -
464	MMONGA POPO	6	M	- e -
465	MWENE LUKU SHILA	70	M	- e -
466	MUTAMBALA CHAMLUNGU	14	M	- e -
467	MUSAFIRI LOTENGYA	8	M	- e -
468	MWASHITE ETABO	11	F	NGALULA
469	MINYEKO BYASSONGA	25	M	- e -

470	MWANGAZA LUBENOA	66	F	- e -
471	MAIVUNO NAMUSEANGWA	35	F	- e -
472	MAONESHU LUNGWE	-	F	KAMBA
473	MLASHI MAYAMBE	-	F	- e -
474	MLASHI LOKELELO	-	F	- e -
475	MAPENDO MASAMBA	-	F	- e -
476	MATOMBO ALIMASI	-	M	- e -
477	MWALIBOLA BUSUNGU	-	F	- e -
478	MBAYA BURISENGE	-	F	- e -
479	MTEE EBELETE	-	F	- e -
480	MWASHITI RUHINOIZA	-	F	- e -
481	MUIBA KECHA BARUAMI	-	F	- e -
482	MARIA ASSANI	-	F	- e -
483	MWASHITE NALUSHENGE	-	F	- e -
484	MUSUKIWA NANDOLANI	-	F	- e -
485	MALENGA TOTO	-	F	- e -
486	MATENDO RUHAYA	-	M	- e -
487	NDAMA RUSANGIZA (DELPHIN) - Deacon and relief worker	-	M	MAKOBOLA I
488	NESHO MIKOMO	-	M	- e -
489	NYIHASHA MAMAKAMANGO	-	M	MAKOBOLA I
490	NAKASHINDI	-	F	KATUTA
491	NYASSA ASAMBA	-	F	MIKUNGA
492	NYOTA KIBISWA	-	F	MIKUNGA
493	NAMTMUDACHI ESOA	-	M	- e -
494	NAKESENGE MWAMINI	-	F	- e -
495	NALUPONDA MISUNGA	-	F	- e -
496	NAMATE CHABENGANA	-	F	- e -
497	NYOTA ENDANI	-	F	- e -
498	NAAMBACHA ITONGWA	-	F	- e -
499	NAMBULECHIBWA NGUBULWA	-	F	- e -
500	NABEMBA NISALO ONGE	-	F	- e -
501	NATANI SILA	-	M	KAHAMA
502	NYENGELA BWAMI	-	M	- e -
503	NYENGELA MLASI	-	F	KAHAMA
504	NAMIRENGE NGANYWA	-	F	- e -
505	NAGAYONE NDAHZA	-	F	- e -
506	NYAMBWE MMDAMA	-	M	- e -
507	NYOTA MBILIZI	-	F	NGALULA
508	NAGUNGU BUKUMBA	-	F	- e -
509	NAGUNGU ABWE	-	F	- e -
510	NAGUNGU ANNA	-	F	- e -
511	NAGUNGU THERESE	-	F	- e -
512	NAABWE LOHI	-	F	- e -
513	NAMIYA RAMAZANI	-	M	- e -
514	NAMBWELA SOPHIE	-	F	KASHEKEZI
515	NAMALELEMBE MWAMINI	-	F	- e -
516	NYANGYE LUKANGAKYE	-	M	KAMBA

517	NANTHANIE SHILA	-	M	KALUMO
518	NAWELONGO IVONNE	-	F	KASHEKEZI
519	NYOTA ITONGWA	-	F	- < -
519	NABYOCHUCHWA	-	M	- < -
520	NAMWATUMU	-	M	- < -
521	NDAHILONGO RASHIDI	52	M	KIVONGOLWA
522	NYASSA OMAR	-	F	KALOMO
523	NANWARI KARINGINGO	-	F	KANYAGWE
524	NANGOME JULINE	40	F	- < -
525	NDA'ALA (SON OF MUYENGA)	3 months	M	- < -
526	NAPINDA KUNGU	-	F	ILAKALA
527	NAWELONGO LEYA	-	F	BANGWE
528	NAYASSA MPENDA	38	F	MIKUNGA
529	NYOTA ELOCO	1	F	MIKUNGA
530	NAMSENGELO MAYALIWA	23	F	- < -
531	NAMTE OMARI	5	F	- < -
534	NAYOTA YONASI	51	F	- < -
535	NYASA NABILUBI	43	F	- < -
536	NABYTUNGA NAMWEMBE	60	F	- < -
537	NALMLELWA	57	F	- < -
538	NGYUKU OREDI	3	F	- < -
539	NAMABAMBA MIGUNGA	73	F	- < -
540	NALWAMBA NAYENGA	67	F	- < -
541	NAKAMANA NYIHASHA	48	F	KATUTA
542	NANYOKU NGALULA	70	F	- < -
543	NALOEBO N'EBUNDA	3	F	- < -
544	NAMWASHA KIRENGE	1	F	- < -
545	NANGENDO MUHERONA	5	F	- < -
546	NJONJO APENDEKI	2	F	MUNENE
547	NISIMO NAPENDA	80	F	- < -
548	NATABU APENDEKI	56	F	KAHAMA
549	NAMMENGA MENGWA	60	M	NGALULA
550	NAKYOYO NAKITUMBA	-	F	KAMBA
551	NAMINYEKU LWENDO	-		KAMBA
552	NEEMA MAYAYA	-		KAMBA
553	NDALA MBILIZI	-		KAMBA
554	NDAHO BUMENGE	-		KAMBA
555	NEEMA ISHARA	-		- < -
556	OLOWWENE ISA	-	M	NGALULA
557	ONGA OBE CLAUDE	17	M	KASHEKEZI
558	OMBENI JIMMY	-	M	KAMBA
559	PATRICK KONGOLO	-	M	IKUNGA
560	PENDEZA ABANGWA	-	F	KAHAMA
561	PENDEZA ISA	-	F	NGALULA
562	PATILI MIHIGO	-	M	NGALULA
563	PADRI SUKARI MIRENGE KASONGO	15	M	KATUTA
564	PRIMO SWEDI	43	M	KATUTA
565	PETELO LWE'YA	-	M	KAMBA



566	REMY MALIANI	-	M	MAKOBOLA I
567	REHEMA APOLINA	-	F	MIKUNGA
568	REHEMA ACHAI	-	F	BANGWE
569	RIZIKI ODENI	-	F	BANGWE
570	REHEMA NAMBWELA	-	F	BANGWE
571	RAZARO	-	M	KASHEKEZI
572	RIZIKI GODET	-	F	KASHEKEZI
573	RAZARO LWAMESO	-	M	BANGWE
574	RAMAZANI MIRAMBA	18	M	MIKUNGA
575	ROSA ECHA	10 months	F	MIKUNGA
576	REHEMA ABEKYA	6	F	MIKUNGA
577	REHEMA MUSEMBWA	11	F	MIKUNGA
578	RWAKANA NGUBANA	40	M	MUNENE
579	RUNYURIZI RUBARUBA	-	M	KAMBA
580	RAMAZANI ESUBE	-	M	KAMBA
581	RAJABU LWENDO	-	M	KAMBA
582	ROSA ZABIBU	-	F	KAMBA
583	SENGE GODELIVE	-	F	KATUTA
584	SWEDI AMISI	-	M	MIKUNGA
585	SHOLA MARTA ELONGO	-	F	MIKUNGA
586	SAFI NACHIBIYA	-	F	MIKUNGA
587	SAMSON MANONO	-	M	MIKUNGA
588	SAFI NACHIBIYA	-	F	MIKUNGA
589	SAMSON MANONO	-	M	BA NGWE
590	SAFO WABANGWA	-	M	BANGWE
591	SUNGULA MMALE	-	M	BANGWE
592	SAMUEL ONGE MBALAMWECHI	-	F	KAHAMA
593	SUMBUNI SAFARI MBALAMWECHI	-	F	KAHAMA
594	SIKITIKO EMBWE	-	M	KAHAMA
595	SAFI LOTOELO	-	M	KAHAMA
596	SHUKURU LOTOELO	-	F	KAHAMA
597	SUNGULA WACHAULE	-	M	KAHAMA
598	SABITI ICHEKALA	-	M	KAHAMA
599	SIUZIKI MBILIZI	-	M	KAHAMA
600	SITUAI ABULE	-	M	LUSAMBO
601	SHAURI APUTULA	-	M	KASHEKEZI
602	SAVERI LWAMBANYA	-	M	KIVONGOLWA
603	SAVERI LWAMBANYA	-	F	KASENYA
604	SHIBAKE ECHA	-	F	KASHEKEZI
605	SHEMEDI MAHUNGU	-	M	KASHEKEZI
606	SALOME MAKUMBA	-	F	KASHEKEZI
608	SALIA NAMAHEMBA	8 months	F	KALOMO
609	SHAONA MIHIGO	-	F	ILAKALA
610	SHAPATA MIRENGE	35	M	BANGWE
611	SIYAZEZI MUGANGANI	26	M	BANGWE
612	SAFI WABUCHIBWA	4	M	BANGWE
613	SHANGWE ASSUMANI	60	M	BANGWE
614	SWEDI ALIMASI	-	M	BANGWE

615	SADI ALUMBE	1	F	MIKUNGA
616	SELAMANI LUMUNGA	50	F	MIKUNGA
618	SUNGULA AOMBE	49	F	MIKUNGA
619	SAFI ELOCHO	8	M	MIKUNGA
620	SALIYA NAMAHEMBA	9	M	KATUTA
621	SAKINA MIRAMBA	3	F	KATUTA
622	SANGANI RUKAMBO	31	F	KATUTA
623	SALUMU EMBETE	13	M	KATUTA
624	SANGO MATO MUKALO	1	F	KATUTA
625	SHIAPA BARUTI	10	M	KATUTA
626	SAIDI MIRENGE KASONGO	67	M	KASHEKEZI
627	SAKINA SOFIA MIRENGE KASONGO	3	M	KASHEKEZI
627	SAFARI MBEKE	13	F	KASHEKEZI
628	SAMALENGE MYENGE	12	F	KASHEKEZI
629	SANGO ELO'CHO	14	F	KAHAMA
630	SUZANNE ALONDA	35	M	KAHAMA
631	SAFI MUTEREKWA	-	F	KAMBA
632	SALIMA AVOMBA	-	M	KAMBA
633	SANGO HONORINE	-	F	KAMBA
634	SHIMO SHILA	-	M	MAKOBOLA I
635	SOFIA GERARD	-	F	MIKUNGA
636	SWEDI RAMAZANI	-	F	BANGWE
637	SOFIA CHABANI	-	F	BANGWE
638	TUBEREZA CHABANI	-	F	BANGWE
639	TABI SENGO SALIMA	-	F	KASHEKEZI
640	TATU ODENI	58	M	KANYAGWE
641	TENGESHA NSASECHA	-	F	BANGWE
642	THERESE BOBILYA	2	F	MIKUNGA
643	TONGYE HALI	6	F	KASHEKEZI
644	TINOA SAIDI	8	F	KASHEKEZI
645	TENGENESHA BIBIHERI	74	M	MUNENE
646	TOSHA AMIDO	7	F	MUNENE
647	TOBONGYE APENDEKI	72	M	NGALULA
648	TELESYA LEON	-	M	KAMBA
649	TUBEREZ MASHAKO	-	F	KAMBA
650	TATU BYAMUNGU	-	F	KAMBA
651	TAMBWE MULENJWE	-	M	MIKUNGA
652	TEKETEKE RAMAZANI	-	F	KAHAMA
653	TOSHA KABEMBA	9	M	MIKUNGA
654	TERESYA NANGELEI	-	M	MIKUNGA
655	USURI WENYA	5	F	KATUTA
656	UNGWA MMDAMA	8 months	M	MUNENE
657	UMBELECHA ABEKYA	-	F	KAMBA
658	UNGWA PAUL	-	F	MIKUNGA
659	VUMI PUPA	-	M	MIKUNGA
660	VINCENT KITUNGANO	-	M	KAHAMA
661	VICTORINE STELA	-	M	KAHAMA
662	WABIKWA KAHINDO	-	M	KAHAMA

663	WENYA AMISI	-	M	KAHAMA
664	WAMAKANDA ESUBE	-	F	KAHAMA
665	WILONDJA LISASI	-	M	KAHAMA
666	WALUMONA SADI	-	M	KAMBA
667	WABO MBILIZI	-	M	KAMBA
668	WALUCHWELA MBILIZI	31	M	MIKUNGA
669	WALUMONA MBILIZI	10	M	MIKUNGA
670	WANYATA AMISI	12	M	MIKUNGA
671	WEELENDA AMISI	1	M	KATUTA
672	WATUNGYA HAUBELE	9	F	KASHEKEZI
673	WILONDJA JANU	16	M	MUNENE
674	WEBUNGA LUSAKANYA	18	F	NGALULA
675	WEBALO NGOMBE	13	M	NGALULA
676	WABALA MLASHI	-	F	KAMBA
677	WELONGO SAIDI	-	F	MIKUNGA
678	KAMAKANDA WAESUBE	-	F	MIKUNGA
679	WILONDJA WAESUBE	-	F	KAHAMA
680	WITU ANGELO	-	F	KAHAMA
681	YOSTINA LOPONGA	-	F	KASHEKEZI
682	YENA APENDEKI	-	F	KASHEKEZI
683	YENA NAKALA	-	M	KASENYA
684	YALUNDAWA NGYELA	-	M	KAMBA
685	YOHALI EVELINA	-	F	KALOMO
686	YANGWA MISA	-	F	BANGWE
687	YOHANA NALWAGE	60	F	MIKUNGA
688	YOSHUA MALEANI	40	M	MIKUNGA
689	YUSTANI BULENGE	27	F	MIKUNGA
690	YOSE BULENGE	8	M	KATUTA
691	YENA NAMWANUE	20	F	KATUTA
692	YOHANA MWAKWA	11	F	KASHEKEZI
693	YUNIKI NISHIMO	40	F	KASHEKEZI
694	YOHANA GERARD	1	F	KASHEKEZI
695	YENEZA LUMINA	17	F	KASHEKEZI
696	YOHANA YENGE	1	M	KASHEKEZI
697	YELAMWA ELISHA	-	M	MUKWEZI
698	YOSE MAONYESHO	-	F	MAKOBOLA I
699	YOKI MAANGAIKO	-	F	MIKUNGA
700	YOHANA OBEDI	-	F	NGALULA
701	YOSEPFU OBEDI	1	F	MIKUNGA
702	ZENEA OBEDI	1	F	KASHEKEZI
703	ZALIYA NAMAHEMBA	-	M	KABUMBE
704	ZAINA NYAMBWE	-	F	KAMBA
705	ZAWADI ABEKYA	-	F	KATUTA
706	ZAINA ATEMBO	1	F	KASHEKEZI
707	ZABULONI ATEMBO	-	M	KABUMBE
708	ZABIBU ONGWA	-	F	KAMBA
709	FAILA ANGENYELE	-	F	KATUTA

Note: 709 persons + 109 unidentified members of families listed = 818.

	Villages affected by the massacre	Number of men killed	Number of women killed	Total number of persons killed
1.	Bangwe	36	30	66
2.	Bashilubanda/Mboko	1	0	1
3.	Cité II/Mboko	1	0	1
4.	Cité III/Mboko	1	0	1
5.	Ilakala	3	6	9
6.	Katuta	24	29	53
7.	Kahama	66	40	106
8.	Kabumbe	4	0	4
9.	Kashekezi	46	6	82
10.	Kasenya	1	3	4
11.	Kamba	43	38	81
12.	Kalomo	7	9	16
13.	Kanyagwe	2	3	5
14.	Kabondozi/Mboko	4	0	4
15.	Kivongolwa	5	6	11
16.	Lusambo	4	0	4
17.	Makobola I	20	18	38
18.	Mikunga	60	70	130
19.	Mukwezi	9	0	9
20.	Munene	9	10	19
21.	Mboko	19	0	19
22.	Mukanjakalo	0	1	1
23.	Ngalula	130	24	154
	<b>Total</b>	<b>495</b>	<b>323</b>	<b>818</b>

Other killings reported in Sud-Kivu  
(January and February 1999)

Number	Name	Village or town
1.	Mr. Rubango	Chibeke-Burhale/Walungu
2.	Mr. Chishugi	Lubona/Walungu
3.	Mr. Mulumeoderhwa	Chibanda-Burhale/Walungu
4.	Mr. Lwaboshi	Burhale Centre/Walungu
5.	Mr. Perroquet	Burhale Centre/Walungu
6.	Mr. Bakunzi (elderly village shepherd)	Lubona/Walungu
7.	Driver and assistant to Mr. Tembo	Butuza/Walungu
8.	Mr. Bisimwa	Butuza/Walungu
9.	Unidentified young trader	Butuza Centre/Walungu
15.	Six traders from Ikoma, travelling to Mwenga	Burhale/Walungu
16.	A woman from Mashango/Burhale	Butuza/Walungu
17.	Mr. Bosco Chishugi	Lubona/Walungu
18.	Mr. Bosco Namahira	Lubona/Walungu
19.	Mr. Mwalimu Chirege	Lubona/Walungu
22.	Three persons from Bukavu (beaten and killed)	Mashango-Burhale/Walungu
30.	Eight unidentified persons whose bodies were recovered from the Nshesha river	Nshesha/Walungu
31.	Mr. Olinabanji Chirege	Lubona/Walungu
32.	Mr. Nestor Chikuju (manager of the Irabata plantations)	Lubona/Walungu
33.	Mr. Oscar Mushembe	Lubona/Walungu
34.	Mr. Chirema Kalaba	Lubona/Walungu
35.	Mr. Zahinda	Lubona/Walungu
36.	Mr. Célestin Mugunda	Chiherano/Walungu
37.	Mr. Mataba Chehu	Chiherano/Walungu
38.	Mr. Kasika Modeste	Chiherano/Walungu
39.	Mr. Kamanyu Chidaha	Mulamba/Walungu

Number	Name	Village or town
40.	Mr. Mpangirwa	Mulamba/Walungu
41.	Ms. Mpangirwa	Mulamba/Walungu
43.	Two sons of Mr. Ntumulo	Mushinga/Walungu
45.	Two unidentified persons	Chiherano/Walungu

COMMENTS/CIRCUMSTANCES OF THE KILLINGS

• Abductions

To date there has been no sign of several persons abducted since January 1999 in Burhale, Mushinga, Lubona and Mulamba in the territory of Walungu.

• Massive destruction and spoliation

When the 45 persons listed above were killed in the territory of Walungu in January and February 1999, numerous acts of spoliation and massive destruction were also carried out:

- All the desirable houses of Burhale were taken over by RCD soldiers and "afande" (commanders); 214 dwellings were destroyed, including the lots belonging to Ms. Zakaria, Ntadesa, Lwanwa and Chamunani, and shops in Mashango and Burhale were also destroyed.
- Some 23 dwellings were destroyed by fire in Bwahungu.
- In Mwegerera, Chihambe, Mulamba and Lubona, livestock including goats, pigs, rabbits and chickens were systematically looted and carried off. Cows were also stolen: 45 in Lubona and 18 in Burhale.

From 22 to 27 February 1999 RCD soldiers from Kisangani and Bukavu attacked the centre of Bunyakiri in the territory of Kalehe, looking for Mai-Mai fighters. On this grim occasion the few houses remaining between Bitale and Kampegete were torched. It is also reported that 56 farmers were brutally killed. The area remains inaccessible, and the identities of the victims remain unknown.

On 12 March 1999 the villages of Karhendezzi and Mulambi witnessed killings attributed to soldiers of the forces occupying (invading) the Democratic Republic of the Congo. These two villages in the Burhinyi chiefdom in the territory of Mwenga lost more than 18 persons, including:

- Mr. Damien Naalondo and his wife;
- Mr. Kashule Ntavigwa and his mother;

- Ms. M'nakwibiga;
- Mr. André Magumu (30 year-old farmer);
- Ms. M'Shwagi, mother of André Magumu (about 70 years old);
- the entire Kabwana family; and
- the entire Silingi family of five persons.

Note: This list is not exhaustive (provisional tally).

On 17 March 1999, at about 11 a.m., savage massacres of defenceless civilians taking no part in the war being waged in Sud-Kivu province were perpetrated in the farming community of Budaha in the Burhinyi chiefdom of the territory of Mwenga. Provisional reports list more than 146 dead. The circumstances of these massacres make it clear that they were the usual reprisals carried out against civilians by RCD army rabble after suffering a major defeat in the region by Mai-Mai fighters. Set forth below are those names of victims that are available:

	Name of person, family or spouse killed	Men or husbands killed	Women or wives killed	Children killed	Total
1.	Bagabo	1	-	-	1
2.	Bagayamukwe	1	-	1	2
3.	Barhashege Georges	1	1	10	12
4.	Bahagarhe	1	-	1	2
5.	Bisengo	1	-	3	4
6.	Bahozi	1	2	5	8
7.	Benoit	1	-	2	3
8.	Bitundwa Constantin	1	-	-	1
9.	Bulaimwa Murhese	-	-	2	2
10.	Shinde	1	1	9	11
11.	Cikangafu	1	1	4	6
12.	Chidanguli	1	-	1	2
13.	Bugondo	1	1	20	22
14.	Cyprien Mushoshere	1	-	-	1
15.	Murayi Papilo	1	-	-	1
16.	Maombi Hongo	1	-	-	1
17.	Mushegerho	1	1	2	4
18.	Mitima	1	-	2	3

	Name of person, family or spouse killed	Men or husbands killed	Women or wives killed	Children killed	Total
19.	Ludumbiro	1	-	4	5
20.	Makungu	1	1	1	3
21.	Furaha Luganda	-	1	2	3
22.	Georges Mulezi	1	1	4	6
23.	Namuhanda	1	1	-	2
24.	Kafeka	1	-	-	1
25.	Ms. Jeanson	-	-	1	1
26.	Kalinzi Benga	1	-	-	1
27.	Rumonge	1	-	-	1
28.	Bahige Kalinzi	1	-	-	1
29.	Bahati	1	1	1	3
30.	Rhindye Pande	1	1	6	8
31.	Lutwa Karumba	1	-	-	1
32.	Kedurha Panda	1	1	3	5
33.	Lubemba	1	1	1	3
34.	Bagayamukwe	1	-	1	2
35.	Kajalifalu	1	-	-	1
36.	Hamuli	1	-	-	1
37.	Katashi	1	-	1	2
38.	Cyprien Mushoshere	1	-	-	1
39.	Bisimwa Mushesa	1	-	1	2
40.	Bahati	1	1	1	3
41.	Murhega Kalyabijumbu	1	-	-	1
42.	Janvier	1	-	-	1
43.	Karumba	1	-	-	1
44.	Balezi	1	-	-	1
	Total	41	16	89	146

Note: Our sources report that most of the bodies of the 146 victims at Burhinyi/Mwenga were buried in the region in several clearly marked mass graves. Only the bodies of Pater Jamillas Bahagarhe, who had been decapitated, and Bugondo were buried near their dwellings.



From 11 to 13 February 1999 Rwandan-Ugandan operations seeking interahamwe (Rwandan Hutu militia), after firing on Western tourists in Bwindi National Park in Uganda, turned on the civilian population of Nord-Kivu province in the Democratic Republic of the Congo. In the Nord-Kivu town of Loachi alone, the 10 young people listed below were killed in cold blood:

- Mr. Bandu Elena
- Mr. Bolingo
- Mr. Kaedo Lubira
- Mr. Kwabo Busanga
- Mr. Rujori
- Mr. Muhombo Balaa
- Ms. Vumi
- Mr. Luanda Lubira
- Two children aged 10 and 12 years but otherwise unidentified.

On 13 February 1999 the village of Ngesha was invaded by the same Rwandan-Ugandan soldiers. As a direct consequence, five persons were killed: Ms. Maombi and her 5-year-old child, and three women from the neighbouring village who were on their way to Ngesha at the time of these military operations.

In the same region, and at the same time, the villages of Busoro, Lushebere and Nyabyondo in Nord-Kivu suffered attacks similar to those described above. Among the victims were the wife of Mr. Xavier and her child, killed in the village of Busoro; Mr. Kamuzee, also killed in Busoro; Mr. Kulu Kyabinduka, resident of Lushebere, and Messrs. Shekishuba and Mr. Siméon from Nyabyondo.

On Friday, 26 February 1999, Ugandan and Rwandan soldiers invaded the village of Muhanga, firing at random for 2 hours and 35 minutes; they were looking for those responsible for the murder of eight Western tourists. More than 10 persons were killed during this operation, including Mr. Bernard Mabondo, Mr. Yua, the daughter of Mr. Nestor and five other unidentified persons whose bodies were burnt to ashes by a shell that landed on their homes.

From 28 February to 1 March 1999 the villages of Lukweti, Rutshuru and Biholo were also attacked by Rwandan and Ugandan soldiers. The toll was heavy: 78 persons were massacred and have yet to be identified.

- On the Ishasha road 10 persons were killed in the same circumstances as the victims described above.

- Several humanitarian agencies operating in Goma and Nord-Kivu confirm that on 28 February 1999 more than 1,400 families who were fleeing the massacres in Rutshuru and other villages affected by the above-mentioned operations were present in Goma.
- In the territory of Lubero in Nord-Kivu various sources have reported the presence of several hundred families who are also fleeing these murderous reprisals.

At about 10.30 a.m. on 24 February 1999 an armed group, most probably of interahamwe, attacked a convoy of 17 vehicles coming from the direction of Goma along the Goma-Butembo road. The attack took place close to the Mabenga bridge in Virunga National Park, at the place called "Mayi ya Moto" or Katana. Six vehicles were burnt, including three 1924 Mercedes, of which one was a lorry belonging to the Société Congolaise Transport et Messagerie au Kivu (TMK), two Toyota Stout pick-up trucks and a Daihatsu pick-up. The convoy was being escorted by nine Rwandan soldiers. The attackers stole all the vehicles and carried off all the travellers' personal effects. Anyone taken prisoner survived only on payment of a substantial ransom. This operation cost the lives of between 10 and 40 people, including Mr. Kiza, Ms. Supie, Mama Nadege, Kambale Isemimbi and Mr. Stanislas and his two children, who were incinerated in a pick-up. One of the nine military escorts was also killed.

#### Conclusion

In January, February and March 1999 alone, the Kivu region of the Democratic Republic of the Congo lost 1,100 of its sons and daughters, defenceless civilians who were the victims of the intolerance of both RCD troops and the Rwandan-Burundian-Ugandan armed forces, the main invaders of Kivu.

It is inconceivable that the international community should remain silent in the face of such human tragedy, which Kivu and the Democratic Republic of the Congo have endured for three full months.

The Collectif des organisations et associations des jeunes du Sud-Kivu (COJESKI) continues most emphatically to condemn the pointless massacre of the people of Kivu by the Rwandan-Burundian-Ugandan troops attacking the Democratic Republic of the Congo.

COJESKI takes this opportunity to congratulate the United Nations Security Council on its adoption at its 3993rd meeting, on 9 April 1999, of resolution 1234 (1999), which calls for the withdrawal of Rwandan, Burundian and Ugandan troops from the Democratic Republic of the Congo.

The youth of Sud-Kivu urge the Security Council to take practical measures in connection with this resolution so that the Democratic Republic of the Congo may regain its territorial integrity.

COJESKI requests that an independent investigation be carried out in order to bring to justice and sentence all those directly and indirectly responsible for these civilian massacres, in accordance with international law.

[123]

275/97

The youth of Sud-Kivu firmly believe that the current conflict in the Democratic Republic of the Congo is unjustified. It is a foreign war designed to plunge the country into a vicious circle of violence that will render it ungovernable.

In view of the foregoing, the youth of Sud-Kivu continue to plead for the withdrawal of foreign troops from national soil and for the establishment of a lasting peace which is so indispensable if the many communities of Kivu that have been pointlessly plunged into grief are to move forward.

Done at Kinshasa on 15 May 1999.

Annex IILIST OF THE MOST ENDANGERED SPECIES AND OTHER SPECIES AT  
SERIOUS RISK ESTABLISHED BY THE WASHINGTON CONVENTION ON  
INTERNATIONAL TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF WILD FAUNA  
AND FLORA (CITES) OF 3 MARCH 1973I. Most endangered species

1. The great apes<sup>a</sup>
2. Lemurs
3. Pandas
4. South American monkeys
5. Large whales
6. Cheetahs
7. Leopards
8. Tigers
9. Asian elephants
10. All rhinoceroses<sup>a</sup>
11. Birds of prey
12. Cranes
13. Pheasants and parrots
14. Marine turtles
15. Crocodiles and lizards
16. Giant salamanders and some shellfish
17. Cacti

II. Species at serious risk<sup>b</sup>

1. Primates
2. Felines
3. Otters

---

<sup>a</sup> These protected species are killed by the aggressors in defiance of the relevant provisions of this Convention.

<sup>b</sup> In order to prevent species threatened with extinction from being traded as species that are similar in appearance but are not currently threatened with extinction, the latter have also been included in this list.

4. Cetacea
5. Birds of prey
6. Tortoises
7. Crocodiles and orchids
8. African elephants<sup>c</sup>
9. Fur seals
10. Black storks
11. Birds of paradise
12. Coelacanths
13. Bird-winged butterflies
14. Black corals<sup>c</sup>

---

<sup>c</sup> International trade in species listed in appendix II must be authorized through a permit issued by the Government of the exporting country. Yet the Burundian-Rwandan-Ugandan coalition did not receive the permission of the Government of the Democratic Republic of the Congo to trade in ivory harvested from elephants on its territory.

Annex III

PHOTOGRAPH 1. Mr. Muhingo Matimano, Park Ranger at Virunga National Park, killed point-blank by the armed forces of the Burundian-Rwandan-Ugandan coalition when they entered our protected areas. This criminal act violates article 3 of the Universal Declaration of Human Rights, which states that "everyone has the right to life, liberty and security of person", and article 6 of the International Covenant on Civil and Political Rights.



PHOTOGRAPH 2. The Rwindi station was seriously damaged by the bombing carried out by the regular armed forces of Burundi, Rwanda and Uganda. This criminal act violates the relevant provisions of article 55 of the Protocol Additional to the Geneva Conventions of 12 August 1949 relating to the Protection of Victims of International Armed Conflicts (Protocol I), on protection of the natural environment, paragraph 1 of which states: "Care shall be taken in warfare to protect the natural environment against widespread, long-term and severe damage"; article III, paragraph 4 (b) (3), of the African Convention on the conservation of nature and natural resources of 15 September 1968: "'National park' means an area . . . in which the killing, hunting and capture of animals and the destruction or collection of plants are prohibited . . ."



PHOTOGRAPH 3. The Rwindi luxury hotel, where tourists visiting the Virunga Park stay, was shelled by the aggressor States, Rwanda, Uganda and Burundi, and their Congolese accomplices. This criminal act violates the provisions of article 53 of the Fourth Geneva Convention, which prohibits destruction: "Any destruction by the Occupying Power of real or personal property belonging individually or collectively to private persons, or to the State . . ."



PHOTOGRAPH 4. As can be seen, article 57 of Additional Protocol I, on precautions in attack, is constantly being violated by the aggressors and their Congolese accomplices: "In the conduct of military operations, constant care shall be taken to spare the civilian population, civilians and civilian objects" (para. 1). Article 77 of Additional Protocol I, on protection of children, is also violated by the aggressor States, since they target the most vulnerable persons: children, women and the elderly.



PHOTOGRAPH 5. As can be seen, article 57 of Additional Protocol I, on precautions in attack, is constantly being violated by the aggressors and their Congolese accomplices: "In the conduct of military operations, constant care shall be taken to spare the civilian population, civilians and civilian objects" (para. 1). Article 77 of Additional Protocol I, on protection of children, is also violated. The aggressor States concentrate their attacks on vulnerable people: children, women and the elderly.